



HAL
open science

L'architecture de dommages de guerre. Aspects de la reconstruction des régions dévastées de la première guerre mondiale

Maurice Culot, Jean-Marie de Busscher

► To cite this version:

Maurice Culot, Jean-Marie de Busscher. L'architecture de dommages de guerre. Aspects de la reconstruction des régions dévastées de la première guerre mondiale. [Rapport de recherche] 196/83, Ministère de l'urbanisme et du logement / Secrétariat de la recherche architecturale (SRA); Archives d'Architecture Moderne (AAM). 1983. hal-01886913

HAL Id: hal-01886913

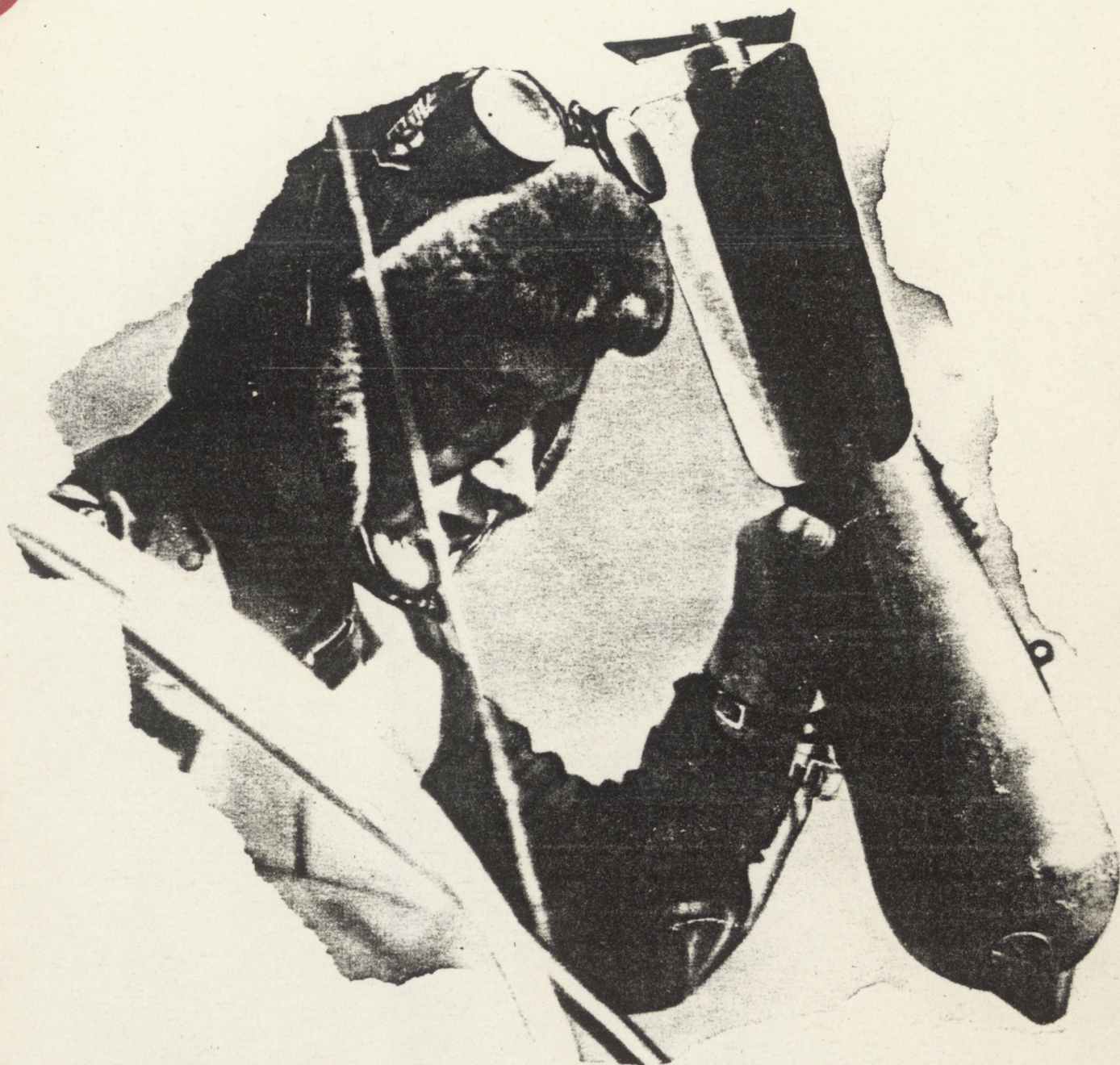
<https://hal.science/hal-01886913>

Submitted on 3 Oct 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

96



L'ARCHITECTURE DE DOMMAGES DE GUERRE

AAM

MINISTERE DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT
DIRECTION DE L'ARCHITECTURE
SECRETARIAT DE LA RECHERCHE ARCHITECTURALE

L'ARCHITECTURE DE DOMMAGES DE GUERRE

Aspects de la reconstruction des régions
dévastées de la première guerre mondiale

Contrat N° 81 01036 00 223 75 01

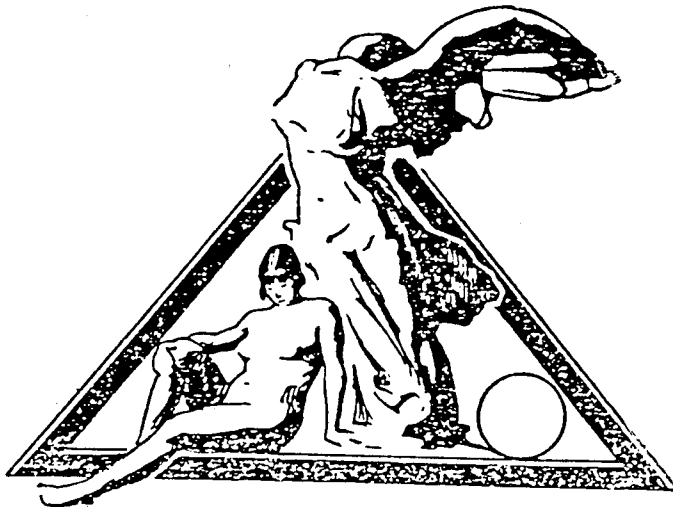
Archives d'Architecture Moderne
14, rue Defacqz 1050 Bruxelles

Chargé d'études: J.-M. De Busscher

OCTOBRE 1983

T A B L E D E S M A T I E R E S

Avant-propos	4
L'oeuvre qui s'offrait	8
L'Union Soissonnaise	20
La Fédération Départementale	31
Les sociétés coopératives de la Ville de Chauny	37
Les coopératives des églises	42
L'oeuvre accomplie	51
Les Dames de Blérancourt	64
Les destructions	99
Les anciens combattants	138
Les dommages de guerre ou les réparations	156
Le déblaiement	165
La construction	189
A chaque pays sa maison	237
Epilogue	255



Des ruines, soit... sinon, du Moderne.

A V A N T - P R O P O S

Cette recherche intéresse un territoire de 32.000 kilomètres carrés qui s'étend des Vosges aux Flandres et à la mer du Nord : le théâtre de la guerre de 14-18.

En France, 390.000 immeubles furent détruits et 420.000 endommagés. Si l'on tient compte des 5 années d'inactivité du secteur de la construction dans cette vaste zone on peut estimer à environ un million le nombre d'immeubles à construire et à réparer au lendemain du 11 novembre 1918.

Quatre villes de plus de 100.000 habitants, trois villes de 50.000 à 100.000 habitants, treize villes de 25.000 à 50.000 habitants, quarante-deux villes de 10.000 à 25.000 habitants, plus d'un millier de villages furent totalement détruits ou gravement endommagés.

Pourtant ce qui fut la plus vaste opération d'urbanisme, d'architecture, d'aménagement du territoire a laissé peu de traces dans l'histoire de l'architecture du XXème siècle.

Un phénomène de refoulement que l'on pourrait mettre en parallèle avec celui qui frappa d'ostracisme l'architecture classique en Allemagne au lendemain de la seconde guerre et qui contient sans doute une part importante dans l'explication de ce silence.

Le sang de Rémus s'écoule dans le sillon fraîchement tracé et scelle le destin de Rome et de ses institutions. Jamais tant de sang ne fut versé qu'en 14-18, il n'en résultera pourtant aucune fondation, comme si la pitié, la solidarité nationale et mondiale avaient empêché l'éveil, le sursaut des consciences fières.

C'est dans le concept de "dommages de guerre", lui-même (L'Allemagne paiera, nous lui ferons payer!), qu'il faut, croyons-nous, rechercher une des causes principales de la démobilisation civique devant le fait de la reconstruction. Entendons-nous, l'époque de la reconstruction est émaillée par les actions d'hommes et de femmes remarquables, pensons à Guy de Lubersac, aux Dames de Blérancourt, aux animateurs des coopératives, ... mais ces faits admirables ne suffisent pas à fédérer les éléments d'un projet global. A contrario, les

cités pré-industrielles sans cesse détruites étaient reconstruites avec presque toujours le désir exprimé de faire plus beau, plus solide et plus commode. Sur les ruines fumantes de Rennes, Bruxelles ou Lisbonne au 17ème et au 18ème on trace déjà les plans de la nouvelle ville, qu'elle soit sur un nouveau plan en damier ou qu'elle se base sur les tracés existants. Ainsi à la nécessité de reconstruire pour survivre s'ajoute la force d'exorciser la catastrophe, de transcender la misère quotidienne dans les édifices et les espaces publics. Sans doute la population suivait, non sans rechigner, les directives des chefs, mais il n'y a pas place pour une mentalité d'assisté telle qu'elle apparaît au moment de la reconstruction de 14-18. Assisté le sinistré, le pauvre, le locataire mais assisté aussi le bourgeois, le propriétaire qui entend bien recouvrer ce qui a été perdu, le refaire en plus coûteux si possible et le faire payer par l'ennemi. La reconstruction ainsi comprise est un projet individuel (le passage par les coopératives en fait tout au plus une somme de projets individuels, que les équipements, même à outrance, ne peuvent unifier.

Les grands cataclysmes, inondations, bombardements, incendies furent généralement des occasions de reconstruire en appliquant des règlements antérieurs qui n'avaient pu l'être dans un contexte normal, mais souvent aussi la reconstruction marque une étape dans l'évolution de la société. La Lisbonne de Pombal reste l'exemple significatif d'une reconstruction s'accompagnant d'un changement radical qui voit la société bourgeoise et commerçante prendre le pas sur la féodalité et imprimer ce changement dans la forme de la ville. Mais les exemples abondent de Rennes à Bruxelles, de Luxembourg à Bordeaux, tous indiquent une capacité surprenante de reconstruire rapidement la ville détruite et de résoudre sans délai des problèmes complexes tout en poursuivant des objectifs d'embellissement, de modernisation de la structure urbaine et de l'équipement. Sans doute est-ce là la supériorité de la culture artisanale sur la société industrielle. La première peut résoudre vite et bien des problèmes complexes à l'échelle de l'homme, la seconde peut résoudre vite et bien des problèmes simples (une autoroute, un tgv, un système de défense, un zoning) mais est incapable de saisir la globalité du fait urbain.

La reconstruction de 14-18 est à l'image de la guerre et de la société qu'elle a forgé. Les hiérarchies professionnelles sont battues en brèche, l'industrie sort renforcée du conflit, s'ouvrent de nouveaux marchés que la mauvaise conscience du monde politique encourage à satisfaire (homes for heroes, cités-jardins opposées à la ville, etc). Plus profondément que le sol des "zones rouges", c'est la cohésion des esprits qui est ébranlée : la victoire et la paix s'accompagnent d'un fait nouveau, la volonté d'oublier, de tout oublier et de ne plus en parler. Et ce n'est pas là le fait de quelques milliers de meurtris, mais d'une majorité. Les monuments aux morts par milliers, les mausolées en tout genre sont d'abord l'expression de l'oubli, de la chose empaquetée, vendue et accessoirement pour les proches des disparus, du souvenir.

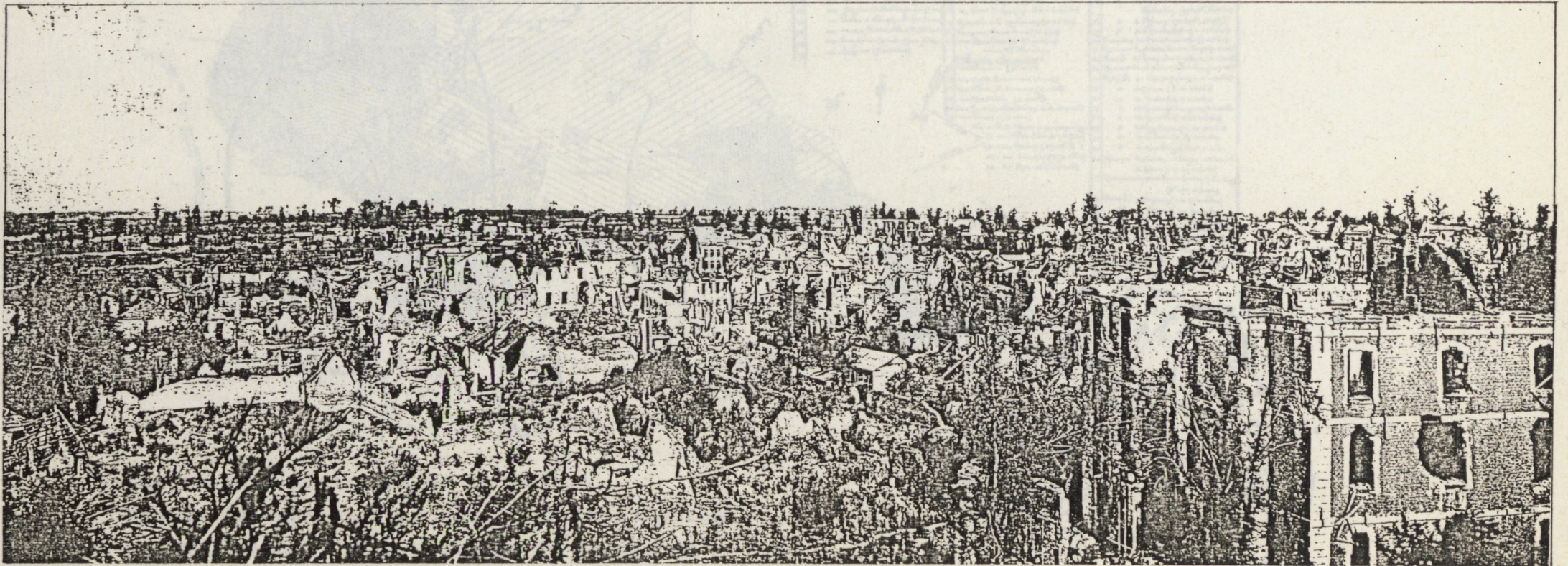
L'avant-garde architecturale qui se développe autour des années vingt puise son dynamisme dans cette force de l'obscurité et s'appuie sur elle pour s'affirmer. La reconstruction des régions dévastées ne serait ainsi que l'envers d'une médaille dont l'avant-garde serait la face. La reconsidération, l'évaluation de cette dernière, entreprise par les historiens depuis une vingtaine d'années, amène inévitablement à étudier l'autre.

L'intérêt qui se manifeste depuis quelques années pour les "reconstructions" des deux dernières guerres n'est pas le fait du seul opportunisme historiographique, mais témoigne d'un authentique désir de comprendre, de dépasser le stade de l'insatisfaction, de l'à-peu-près. Cette recherche n'a d'autres ambitions que de souligner des aspects particuliers, de relever des pistes et des faits susceptibles d'aider à l'identification de l'insaisissable Esprit du temps, de désigner des thèmes qu'il serait intéressant d'approfondir.

Par exemple, et comme unique illustration de notre propos, le concept de "reconstruction à l'identique" qui fut un enjeu politique et intellectuel avant-même que la guerre ne prit fin. Ce concept est, près de soixante-dix ans passés, toujours non circonscrit, une image floue et mal cadrée.

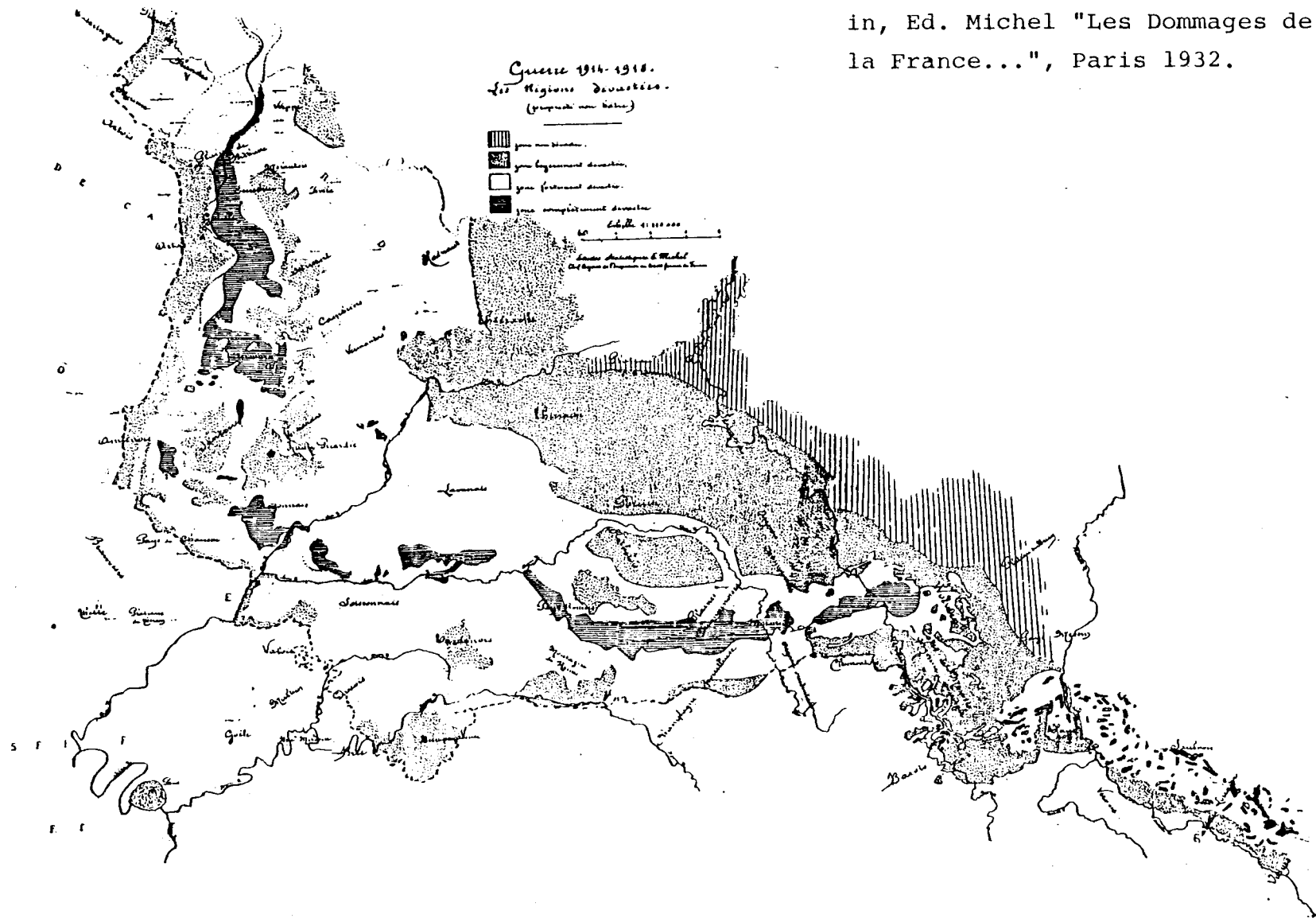
Le maire d'Ypres exprime sans aucun doute le sentiment légitime et unanime de la population lorsqu'il exige la reconstruction à l'identique du fleuron des Flandres. Mais d'un autre côté, la jeune avant-garde architecturale réfute avec autant de

L'OEUVRE QUI S'OFFRAIT...



Baupaume (Artois) vue générale au lendemain de la guerre.

Les régions dévastées de la France
Etat de dévastation de la propriété non bâtie
in, Ed. Michel "Les Dommages de Guerre de
la France...", Paris 1932.



L'OEUVRE QUI S'OFFRAIT...

Au lendemain de l'Armistice, les diverses régions du département de l'Aisne, si varié d'aspect et si riche que nous l'avons choisi en tant qu'archétype, n'offrait plus, sur le tiers environ de sa superficie, qu'un tableau informe de villes et de villages écroulés, d'usines ou de fermes rasées, de champs éventrés par les obus et les tranchées, de bois déchiquetés par la mitraille.

Des bandes de prisonniers, selon un témoignage(1), allemands, annamites ou arabes, parqués la nuit derrière des clôtures barbelées(2), s'occupaient sans hâte de rendre vie à ce pays mort, ajoutant à la désolation ambiante une note irréelle et fantastique. L'Aisne était, de tous les départements dévastés, le plus meurtri. La bataille n'avait pas cessé sur son sol pendant cinquante-deux mois et les armées l'avaient entièrement foulé et ravagé au début et au déclin de la lutte gigantesque, à l'exception de l'extrême pointe de son territoire qui regarde le midi. C'est un pays fini déclaraient les pessimistes. Il faudra au moins cinquante années d'efforts pour le relever, concédaient les optimistes.

Après avoir reconnu, en 1917, aux victimes de ce désastre un droit restreint aux réparations, limité par l'obligation du emploi, les Chambres discutaient un projet plus libéral, qui est devenu la loi fondamentale du 17 avril 1919. Les sinistrés devenaient les créanciers de l'Etat; mais, avant de toucher le montant de ce qui leur était dû, que de formalités à remplir, d'autant plus nombreuses que l'administration, sous couleur d'interpréter la volonté du législateur, commençait à inonder les "départements atteints"...par les événements de guerre de circulaires(3) qui aggravaient les exigences de la loi et restreignaient parfois ses avantages.

L'OEUVRE QUI S'OFFRAIT...

On pouvait craindre que bien des sinistrés, découragés, ne finissent par renoncer à leur créance et cédassent leurs droits à des spéculateurs -ce qui fut souvent le cas.

L'Etat s'offrait bien pour réaliser la reconstitution...

A peine démobilisés, une multitude de militaires s'étaient fait admettre dans des services spontanément créés pour procéder aux travaux de première urgence, au nettoyage des champs et aux réparations provisoires des maisons. Quelques agents zélés essayèrent sans grand succès de secouer la torpeur de trop nombreux parasites et le concert des récriminations qui secoua les régions libérées au cours de l'été 1919 arriva aux oreilles de Clémenceau. Une visite inopinée, entreprise sur-le-champ dans les départements de la Somme, entraîna une mutation générale des préfets et la suppression des S.T.P.U.(services des travaux de première urgence), qui renaquirent bientôt de leurs cendres sous le nom de S.T.E. (services des travaux d'Etat). Apparemment, le salut n'était pas là!

Il est un usage aussi vieux que le premier homme d'affaires, c'est de confier à un intermédiaire ce qu'on ne peut faire par soi-même. Tous les trafiquants, tous les spéculateurs de France et d'ailleurs s'abattirent comme des sauterelles sur ce pays ruiné, flairant quelque bon coup...Le plus modeste propriétaire n'était-il pas souvent créancier de l'Etat pour plusieurs centaines de mille francs? Il suffisait de se grimer en architecte ou en entrepreneur.

M. Héricault raconte avec beaucoup de verve, dans le bel ouvrage qu'il a vécu avant de l'écrire, "Terres assassinées", le tour classique de ces "mandataires" : " Après un amorçage

L'OEUVRE QUI S'OFFRAIT...

" auprès de sinistrés sans défense, ils arrivaient un beau
" matin dans le village avec un camion rempli de perches, de
" cordes, de matériaux, et, à grand renfort de trompes et de
" cris, déchargeaient le tout devant les ruines des malheureux
" trop crédules. Inévitablement -et c'est ce qu'ils escomp-
" taient- tous les sinistrés du village, haletants, ne tardaient
" pas à interroger les nouveaux bénéficiaires qui, radieux,
" leur expliquaient qu'ils avaient passé un marché avec un
" "monsieur" et que ce "monsieur" allait tout de suite re-
" construire leur maison. En quelques instants, dix, vingt,
" trente sinistrés suppliaient le "monsieur" de bien vouloir
" s'occuper d'eux. Le faiseur se faisait d'abord un peu ti-
" rer l'oreille. Puis, bonhomme, il faisait signer, sur le
" capot de l'auto, des contrats en blanc qui ligotaient les
" malheureux ". Le plus souvent, on ne revoyait plus les ai-
" grefins qui repassaient marché à d'autres, et ceux-ci, à des
" tiers, en cascade, chacun gardant son bénéfice. D'autres,
" moins cyniques, se mettaient à bâtir; mais leur oeuvre,
" plus ou moins bien exécutée, dépassait souvent le montant de
" l'indemnité. Nous avons connu, déclarait un témoin(4), de
" malheureux sinistrés contraints de vendre leur maison à peine
" relevée pour régler l'entrepreneur, et ainsi deux fois ruinés,
" par l'ennemi et par un de leurs compatriotes...(5)

Le salut ne pouvait venir que de l'association. L'idée n'était pas neuve: après les inondations de la Marne en 1910, des unions s'étaient formées entre riverains pour en réparer les dégâts. Des coopératives agricoles avaient été créées, au moment du recul des Allemands en 1917(6), en vue de remettre en état les terres ravagées et les résultats obtenus dès la première année pouvaient être considérés comme satisfaisants.

L'OEUVRE QUI S'OFFRAIT...

Certes, ce n'étaient là que des expériences limitées qui ne permettaient pas d'augurer la généralisation rapide d'un principe bienfaisant, mais...

Au cours du mois d'octobre 1918, un fonctionnaire du ministère des Régions dévastées et libérées, dont on regrette de ne pas connaître le nom, rédigea un modèle de statuts-types pour sociétés coopératives de reconstruction, qui furent répandus dans tous les départements que les armées alliées avaient délivrés du joug ennemi, et une circulaire signée du ministre -c'était Albert Lebrun- affirmait, en même temps, son intention " de favoriser l'extension du principe de la coopération dans le domaine de la reconstruction des immeubles détruits "; ce document officiel, que l'on pouvait qualifier de "prophétique", ajoutait " que les travaux effectués par l'organe de sociétés coopératives sont, en général, mieux faits, à meilleur compte et procurent, par la suite, un avantage à l'Etat en même temps qu'aux sinistrés par l'économie des frais supplémentaires ".

Les statuts-types ministériels fixèrent l'attention d'un groupe de sinistrés importants, qui proposèrent, dès le 22 décembre 1918, à leurs compagnons de misère la fondation de la coopérative du Plateau de Passy-en-Valois et de Dammard, dans l'arrondissement de Château-Thierry. La seconde société du département de l'Aisne, celle de Blérancourt(7), se constituant le 20 mars 1919. Peu à peu l'idée allait faire son chemin, mais ce n'est qu'en mai ou juin que le nombre des groupements s'augmenta sérieusement.

Toutes ces sociétés naissaient sous des formes très diverses... Les unes s'inspiraient du code civil, d'autres préféraient le régime commercial ou se soumettaient à la loi de 1901

L'OEUVRE QUI S'OFFRAIT...

sur les associations. Aucune législation existante ne pouvait leur convenir, car elles n'avaient pas de capital et nul bénéfice n'était prévu. Cette incertitude, qui pouvait faire douter de leur légalité, était d'autant plus dangereuse qu'elles avaient à manier des millions. Le gouvernement proposa aux Chambres un projet de loi, réduit à un article qui soumettait les coopératives aux articles 1832 et suivants du code civil. Ce projet fut vivement combattu par un ^{sénateur} jeune, nouvellement élu par le département de l'Aisne; modifié et largement complété, il est devenu la loi fondamentale du 15 août 1920, qui créait un type tout nouveau, la société de gestion. Son objet était de "procéder pour le compte de ses adhérents à toutes les opérations relatives à la reconstitution immobilière". A l'usage, on vit tous les inconvénients de la délégation du droit à indemnité, soumise à l'homologation du tribunal, et une nouvelle loi, celle du 12 juillet 1921, lui substitua une simple notification au trésorier payeur général du mandat de gestion, et l'affichage des indemnités déléguées.

Dès le mois de décembre 1919, le département de l'Aisne comptait soixante-treize coopératives. Les résultats ne répondaient pas à la bonne volonté des administrateurs et à la confiance dont témoignaient les associés. Le dévouement ne suffit pas à tout: ces administrateurs avaient à assurer leur propre reconstitution...et les formalités nouvelles qu'on exigeait d'eux les trouvaient trop souvent hésitants, voire absents. Architectes et entrepreneurs, laissés sans surveillance, travaillaient mollement et les sommes importantes reçues de l'Etat ou des adhérents n'étaient pas comptabilisées!

L'OEUVRE QUI S'OFFRAIT...

...à moins qu'un curé, un instituteur ou quelqu' autre collaborateur bénévole n'acceptât de remplir une tâche à laquelle il n'avait pas été, le plus souvent, préparé.

De telles entraves risquaient de compromettre une aide salutaire et d'acculer trop de sociétés à la déconfiture. Laisées à elles-mêmes, les plus heureuses n'auraient donné que des résultats, hélas! insuffisants. L'initiative de grouper les coopératives pour leur donner plus de force et de compétence est née en Meurthe-et-Moselle; l'Union de ce département fut constituée le 9 juin 1919. L'Aisne connaissait les mêmes difficultés. Le besoin d'y faire face inspira à deux hommes qui ne se connaissaient pas encore le même projet, réalisé presque simultanément à Blérancourt et à Soissons. Ces deux pionniers se rencontreront peu après et leur collaboration fortifiée par de nouveaux concours, permettra de généraliser les remèdes qu'ils avaient expérimentés et d'appliquer à tout le département une organisation souple et puissante qui n'atteignit nulle part ailleurs une plus grande perfection.

NOTES.

(1)

D'après le témoignage de monsieur Marc Ferté, maire de Ressons-le-Long(Aisne) qui tenait ce constat de son père Henri Ferté, député de l'Aisne.

(2)

L'Empire britannique avait fait de même avec ses coolies chinois engagés dans le Labour Corps. Ceux-ci devaient connaître un triste sort: celui de mourir bêtement, un an après la Paix... d'une épidémie ! Leurs tombes au cimetière de Noyelles-sur-Mer, sont là pour nous le rappeler.

(3)

On en compta plus de douze cents.

NOTES(suite)

(4)

Madame Pierre Macherez de Soissons, fille de Jean Ferté, notaire à Soissons et chargé des actes concernant les répartitions.

(5)

Sans parler du trafic des "bons", toujours selon le même témoignage, et dont nous reparlerons.

(6)

Il s'agit du recul allemand exécuté de leur propre volonté afin d'établir la ligne de défense, dite ligne "Hindenburg". Au-devant de cette ligne, un glacis était indispensable à son efficacité. Nombre de bourgs et de villages furent donc dynamités.

(7)

A propos de Blérancourt, nous manquerions à l'honnêteté en omettant de citer l'oeuvre des "dames de Blérancourt", ces américaines du Good Will, Mrs Anne Murray Dike et Miss Anne Morgan. Elles furent des pionnières de la reconstruction et leur travail bénévole et immense fera l'objet d'un paragraphe particulier. Un travail dont le suréquipement sanitaire et sportif du Soissonnais porte encore toujours la marque.

L'UNION SOISSONNAISE

L'UNION SOISSONNAISE.

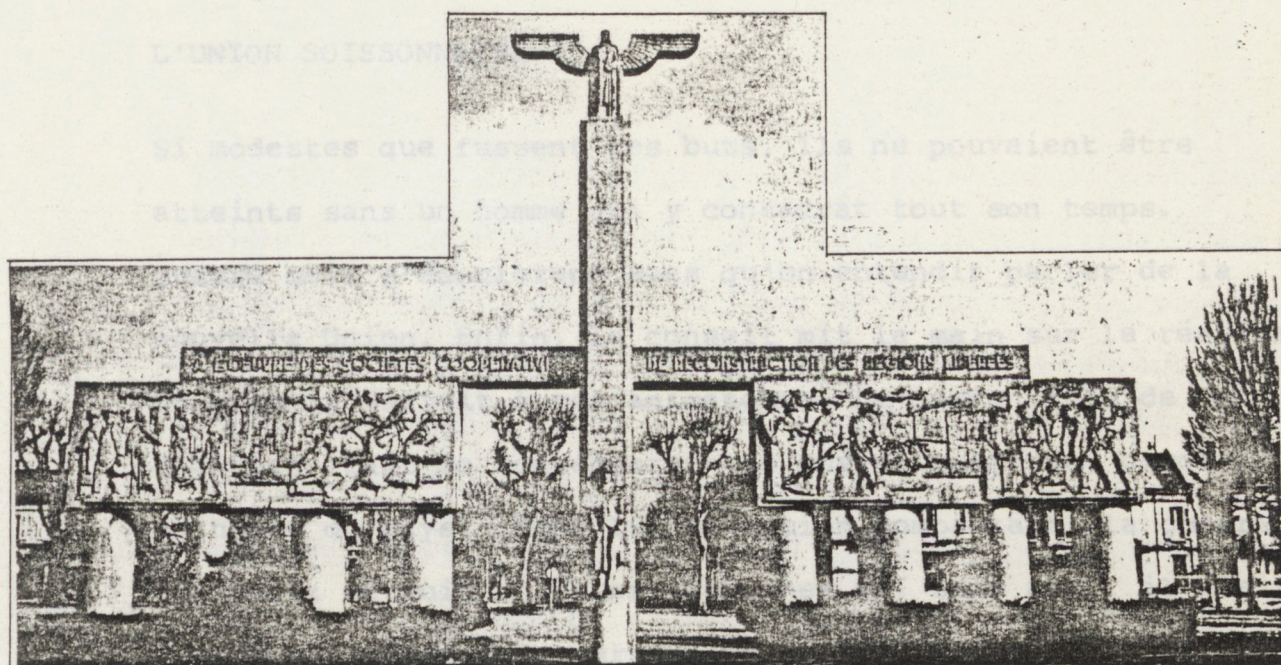
Le jeune sénateur qui s'était révélé au cours des débats de la loi de 1920 et y trouvait sa voie, était un brillant officier aviateur. Le marquis Guy de Lubersac avait trente-six ans quand la guerre éclata. Parti comme sous-lieutenant avec le 9e régiment territorial, il n'avait pas tardé à être versé, sur sa demande, dans l'aviation. Quand la paix fut signée, le capitaine de Lubersac, officier de la Légion d'Honneur, totalisait neuf citations, deux blessures, douze bombardements, cent missions photographiques, huit cents clichés, deux cents réglages de tir, quarante combats aériens et six cent cinquante heures de vol au-dessus des lignes ennemies. A peine démobilisé, ce grand seigneur, d'intelligence si ouverte et si fine, d'une activité inlassable et du plus séduisant abord, ne chercha pas le repos; servir était sa seule passion et, aux dires de ses intimes, tout son plaisir...

Il avait hérité de ses parents une belle propriété en lisière de la forêt de Villers-Cotterêts; il s'attacha à ses ruines, sans chercher à les relever avant que Soissons et le Soissonnais ne fussent entièrement reconstruit. Maire de Faverolles, il fut envoyé au Sénat, en 1919, par les délégués sénatoriaux qui comprirent vite quel admirable chef ils avaient choisi. Réélu en 1921 et en 1930, Guy de Lubersac devait, auprès des pouvoirs publics, se faire l'inlassable défenseur des agriculteurs, des coopérateurs, ou plutôt leur ambassadeur. Les exigences de la vie parlementaire ne lui faisaient jamais oublier ces modestes organismes qui lui devaient l'existence... Mieux, il les perfectionna, facilita leur gestion, poussant à la création des unions, des fédérations et de la confédération qui les groupait toutes. Ce travailleur infatigable, qui prenait à la nuit ce que la journée ne lui donnait pas à suffisance, n'oubliait pas l'aviation, où il pouvait se détendre,

L'UNION SOISSONNAISE

s'évader de l'effort écrasant. Il s'usait à cette vie. Un jour d'octobre, un coup de fouet au rein le fit souvenir d'une terrible blessure de guerre; pendant six mois, une horrible agonie le fit lutter sans espoir contre la mort...Qu'il regarda en face, sans trembler! Il partit un 15 avril de l'année 1932...laissant inconsolables ses amis et ses collaborateurs. Sa tâche était presque achevée: la renaissance, telle était son oeuvre!

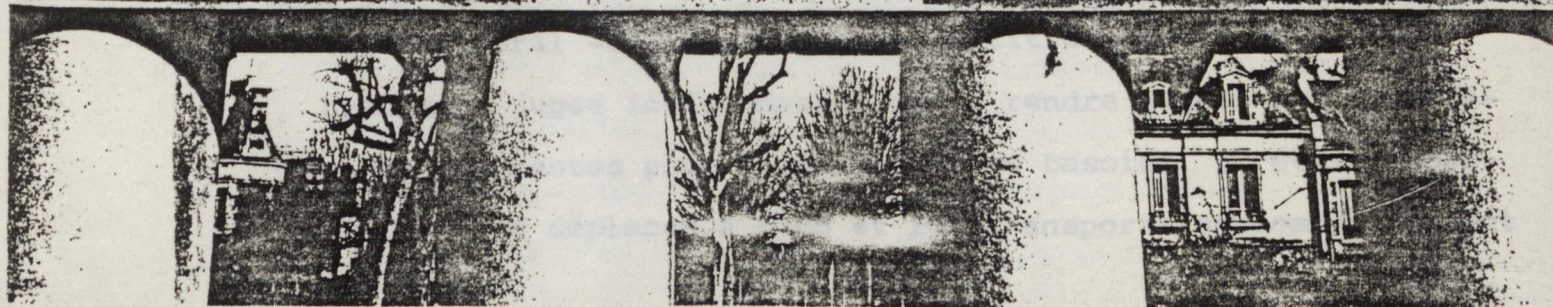
Dès le 1er juin 1919, Guy de Lubersac avait fondé la coopérative de Faverolles. Les nombreuses randonnées qui le conduisaient à travers la campagne soissonnaise lui permirent vite de saisir l'insuffisance du groupement communal. Il s'en ouvrit à Monsieur Louis Brunehant, qui était à même de le comprendre, et tous deux tombèrent d'accord sur le remède qui s'imposait. Presque septuagénaire à cette époque, ancien fabricant de sucre et cultivateur, membre de l'académie d'agriculture, Louis Brunehant avait consacré sa longue existence à rendre des services qui lui donnaient une juste autorité; l'un des premiers, n'avait-il pas groupé les sinistrés de Pommier? C'est donc sur l'initiative de ces deux autorités sociales qui, par ailleurs, se complétaient, que, le 13 septembre 1919, sept présidents de coopératives se réunirent à Soissons (1). L'assemblée décida sur l'heure de fonder l'Union Soissonnaise des Coopératives de reconstitution, avec un programme fort modeste: l'étude des lois, décrets, arrêtés et circulaires concernant la reconstruction et la réparation des immeubles endommagés du fait de la guerre, la défense des intérêts des sociétés adhérentes et la liaison entre celles-ci. Vingt-deux coopératives ne tardèrent pas à donner leur adhésion aux statuts qui avaient été adoptés.



Le monument "A l'oeuvre des sociétés Coopératives de Reconstruction des Régions Libérées".

Au centre: la statue du marquis Guy de Lubersac en tenue de vol.

RUCTION DES RÉGIONS LIBÉRÉES



L'UNION SOISSONNAISE 39

Si modestes que fussent ces buts, ils ne pouvaient être atteints sans un homme qui y consacra^t tout son temps. Quatre mois s'écoulèrent sans qu'on entendit parler de la nouvelle Union. Enfin, le conseil mit la main sur le réalisateur qu'il fallait à ces animateurs. Le comte Jehan de Hennezel d'Ormois était un contemporain de Guy de Lubersac, comme lui un homme du pays, comme lui un ancien combattant; la guerre lui avait détruit un foyer très cher et, sans abri, il était venu à Soissons, pour servir lui aussi. Chef-adjoint du secteur agricole, Mr de Hennezel accepta sans hésiter la tâche écrasante qui lui était offerte: faire quelque chose d'indéfini avec rien! Libre de toute idée préconçue, il se mit à l'oeuvre le 1er janvier 1920 et l'Union put tenir sa deuxième réunion le 31 du même mois: le premier appui à donner aux sinistrés était de constituer leurs dossiers de dommages et de les défendre devant les commissions cantonales. Un contrat fut passé dans ce but avec l'Union des sinistrés de l'Aisne et les "services" du nouveau groupement, réduit à une unité, s'installèrent sur un coin de table de la Bourse, abandonnée toute entière à l'Union des sinistrés. Deux mois plus tard, il se transportait dans un vieil hôtel fort délabré, 10 rue Saint-Remy; il se faisait monter en 1921 une baraque en bois au 11 de la rue de la Surchette et en 1922, enfin, il pouvait s'étendre au 13 de la rue de Flandre, où la liquidation viendra, treize ans plus tard, mettre fin à ses jours.

Ces déménagements marquaient les étapes d'une organisation qui grandissait avec les services qu'elle rendait. Le secrétaire général -tel était encore le titre modeste de Mr de Hennezel- jugea indispensable de se rendre auprès des coopératives adhérentes pour connaître leurs besoins. Il était impossible de se déplacer à pied et les transports en commun étaient

L'UNION SOISSONNAISE

rudimentaires... Quelques présidents alors acceptèrent généreusement de se cotiser pour permettre l'acquisition d'une automobile choisie de couleur sang de boeuf afin qu'elle se vit de loin... Ils furent bien étonnés, quelques mois plus tard, lorsque la trésorerie de l'Union permit de rembourser leurs "avances", qu'ils croyaient perdues à jamais...

C'est que, après les dossiers des dommages, un problème à résoudre était la comptabilité. L'importance des mouvements d'argent et la complexité des opérations postulaient la partie double... Mais comment trouver un comptable assez expérimenté dans chaque village? Mr de Hennezel offrit de tenir les livres à Soissons en ne laissant au trésorier local qu'un registre manifold où noter les recettes et les dépenses (les relevés envoyés périodiquement seraient accompagnés des pièces justificatives). Cet ingénieux procédé de comptabilité centralisée devait être bientôt appliqué de la Somme aux Vosges. Durant dix années, l'Union Soissonnaise serait le terrain d'expérimentation où l'on venait s'instruire de méthodes nouvelles et mise au point.

Toutefois, l'activité des coopératives paraissait entravée par l'absence d'une impulsion intéressée. Comme les sociétés rurales n'étaient pas assez riches pour rémunérer un directeur, Mr de Hennezel proposa de les grouper par quatre ou cinq, qui se cotisaient pour offrir à un homme jeune et énergique un traitement fixe, suffisant pour le faire vivre, et un tantième, calculé d'après la valeur 1914 du montant des travaux exécutés dans l'année, ce qui le poussait à accélérer la reconstruction sans risquer de faire monter le coefficient de remplissage. Les sinistrés seraient ainsi servis plus vite et les sociétés gagneraient à cette combinaison de réduire la durée de la direction qui, en fin de compte, serait une économie. Au cours des

L'UNION SOISSONNAISE

années 1921 et 1922, 12 groupes furent successivement organisés; seul, le rayon de Villers-Cotterêts forma un secrétariat, dont le titulaire tenait la comptabilité des sociétés et surveillait les travaux sans aucune initiative. Un autre bureau de comptabilité ne dura à Vailly que deux ans (1921-1923). Des réunions mensuelles permettaient aux directeurs de se tenir au courant des nouvelles dispositions administratives et d'échanger leurs idées.

Au siège social de Soissons, un service de vérification des titres de créance, confié à Mr Thuilliette, rectifiait de nombreuses erreurs, d'accord avec la préfecture, annulait des imputations erronées ou les faisait virer à un autre compte. Mr de Hennezel proposa aux entrepreneurs de se grouper pour obtenir à de meilleures conditions leurs fournitures et profiter de la liquidation des magasins d'Etat. Mais cette initiative ne fut pas goûtée: l'Union des entrepreneurs agréés eut une courte existence.

Quand les accords de Wiesbade et les saisies de la Ruhr firent espérer l'arrivée de matériaux allemands, l'Union Soissonnaise intervint énergiquement pour les faire accepter en paiement par les entreprises, trop heureuse de soulager quelque peu le budget français. Le montant de ces prestations en nature (des bois et des fers) s'éleva à une valeur de 15 millions de francs de l'époque.

Pour rendre service à une dizaine de sociétés pressées d'en finir, tout en réglant un fort arriéré, l'Union accepta, à la fin du mois de décembre 1922, de contracter un emprunt de 80 millions, par l'intermédiaire des six grands établissements de crédit, sur le gage des titres d'annuités trentenaires délivrés par l'Etat. Dans les années suivantes, elle participa pour des sommes importantes à onze émissions faites tant par

L'UNION SOISSONNAISE

la Confédération générale des Coopératives que par l'Union industrielle de crédit et le département de l'Aisne. Le total de ces participations, en comprenant l'emprunt de 1922, s'éleva à 159.666.032 francs; joint aux 15 millions de prestations, il représente vingt pour cent du montant total des travaux exécutés par les coopératives du Soissonnais.

Les intérêts produits par les emprunts ont été versés aux Coopératives. Des opérations d'achat d'indemnités de dommages, financées à l'aide de ces ristournes et des rabais consentis par les entrepreneurs, ont permis de compenser les pertes éprouvées par les sinistrés qui ont participé aux premiers emprunts et d'en atténuer une partie, quand les frais montèrent peu à peu de 13 à 28 %.

Jamais l'Union n'abandonna son rôle initial de conseiller et de défenseur. La plupart des journées du directeur et de son adjoint sembleraient avoir été passées à recevoir des présidents, des architectes, des entrepreneurs, des sinistrés désireux de se renseigner...et toutes les questions qui ne purent être tranchées sur-le-champ sembleraient, aussi, avoir été soumises à une étude approfondie et, le plus souvent, transmises à Mr de Lubersac. Car la direction n'était pas sédentaire! Quand le chef était au bureau, son adjoint voyageait; si ce n'était l'inverse...Des visites périodiques assuraient le contact avec les présidents et les directeurs (la moyenne des randonnées annuelles était de vingt mille kilomètres dans un arrondissement qui n'a pas plus de cinquante kilomètres de longueur et trente-cinq de largeur.

Parmi d'autres initiatives de l'Union, citons le transfert de mandat d'une coopérative à une autre (admis par le ministère). On s'efforçait d'empêcher la hausse des coefficients, si préjudiciable au sinistré, de mettre fin au débauchage des ouvriers

L'UNION SOISSONNAISE

et la surenchère entre les entreprises. Le service du contentieux donnait des avis juridiques et tâchait d'arrêter les procès; il y en eu fort peu. Malgré tout, la pénurie de son budget ne permit pas longtemps à l'Union de faire jouer le principe de solidarité, adopté par une assemblée générale en 1921. Trois affiliées obtinrent, l'année suivante, le remboursement de leurs frais judiciaires, mais les sociétés plus riches se refusèrent par la suite à payer pour les autres. Un comité de conciliation, créé en 1922, n'eut — qu'une existence éphémère. L'Union devait se prêter avec souplesse aux interventions qui lui étaient demandées, sans jamais imposer un ordre ou même une directive. Les coopératives demeurèrent donc toujours autonomes et maîtresses de leurs actes. Cette ligne de conduite, maintenue jusqu'à la fin, a fait la force et le prestige de cette Union. Les éminents services de Mr de Hennezel ne devaient pas tarder à être reconnus par l'étoile de la Légion d'Honneur. "Collaboration des plus actives et dévouées", disait la citation qui accompagna cette récompense en 1922, "à l'oeuvre de la reconstruction. Un des principaux promoteurs du mouvement coopératif dans les régions libérées. Organisateur de l'Union des coopératives du Soissonnais, dont il a su faire un modèle, a suscité par son activité et a aidé de ses conseils les organismes analogues de l'Aisne et des départements voisins". Il demanda, trois ans plus tard, à se retirer. On commençait à parler de liquidation...Une circulaire du directeur à toutes les coopératives associées demandait, dès le 25 février 1925, d'en commencer les opérations tout en achevant les derniers travaux. L'Union Soissonnaise fit preuve sur ce terrain nouveau des mêmes qualités.

L'UNION SOISSONNAISE

Après avoir étudié le délicat problème avec la fédération départementale et les conseils de la confédération, elle entendit faire profiter toutes ses adhérentes de son expérience, sans exception, et dans la mesure que celles-ci lui fixaient. Trente-cinq coopératives lui demandèrent de procéder à leur liquidation; vingt-quatre préférèrent Mr Lèquebin, ancien chef de comptabilité, et les autres se confièrent à leur directeur ou à leur secrétaire, le plus souvent sous contrôle de l'Union. L'heureuse gestion de l'Union aura été assurée par un conseil d'administration de quinze membres qui groupait les personnalités les plus représentatives du Soissonnais et les plus dévouées à l'idée coopérative. Son vénéré président, Mr Brunehant ne céda que peu de temps son fauteuil à Mr de Lubersac (1921 à 1922), qui ensuite fut nommé Président d'honneur. M Mr. Bâtier(+1927), Braux(+1934) et Descambres(+1941) ont été vice-présidents. Mr Guillemot a assuré pendant seize ans les délicates fonctions de trésorier. Durant ce temps, Mr Coze a été secrétaire et a eu pour successeur Mr Fontaine et M Mr Aubineau, Chauvin, Firino(ancien député), Henry, La Flize, Marquigny, Maurice, Fouillard, Desprez, de Hennezel, Henri Ferté(député), Charles Leroux, Langlet, Louis Guyot, auront été administrateurs.

Après avoir vu disparaître toutes les coopératives qui avaient fait appel à son concours, l'Union Soissonnaise n'avait plus qu'à suivre leur exemple. L'assemblée extraordinaire du 7 septembre 1935 prononça sa dissolution à la satisfaction générale. La cession des titres d'annuités de 1922 à un cours légèrement supérieur au pair avait permis de distribuer 337.818 francs à onze coopératives dont le bilan présentait un déficit variant de 4.000 à 109.000 francs. Le reliquat du prix de vente

L'UNION SOISSONNAISE

joint à une ristourne sur les emprunts A et B de la confédération, en tout 236.807 francs, étaient distribués aux coopérateurs qui avaient participé auxdits emprunts. La part des absents fut reversée au Trésor.

L'Union Soissonnaise groupait les quatre-vingt-dix-huit coopératives de l'arrondissement, à l'exception de celles de Chavignon, Pargny-Filain et Vaudesson, affiliées à l'Union de Laon.

NOTE

(1)

C'étaient Messieurs, Descambres (Soissons), Vassal (Vierzy), Guillemot (Noyant), La Flize (Chassemy), Coze (Vauxbuin), Besseville (Bucy-le-Long) et le comte Albert de Bertier de Sauvigny (Coeuvres).

LA FEDERATION DEPARTEMENTALE

LA FEDERATION DEPARTEMENTALE.

La création des Unions avait donné aux coopératives une aide prudente et méthodique dans le cadre de l'arrondissement. Mais elles s'ignoraient entre elles et n'avaient pas de relations avec le chef-lieu du département, alors que le règlement de la plupart des difficultés, ainsi que tout crédit, dépendaient de la préfecture. Monsieur de Lubersac ne tarda pas à se rendre compte de cette lacune et, au cours de deux réunions tenues à Laon le 28 juillet et le 9 septembre 1920, furent jetées les bases d'une Fédération; ses statuts devaient être modifiés le 21 juillet 1921.

Ce nouveau groupement ne faisait pas double emploi avec les Unions. Au point de vue juridique, c'était une association fondée sous le régime de la loi du 1er juillet 1901, non reconnue par l'Etat, tandis que celles-ci, organisées selon la loi du 15 août 1921, devaient se faire approuver et avaient droit à une subvention. La Fédération ne pu couvrir ses dépenses, qu'avec l'aide des cotisations que lui versaient ses adhérents, proportionnellement au nombre des coopératives qu'elles groupaient elles-mêmes.

Le nouvel organisme rendit tout d'abord service aux dernières Unions constituées en conseillant leurs promoteurs et en les aidant à trouver un directeur. Son rôle normal était double. Il renseignait ses affiliées sur les questions générales qui les intéressaient, étudiait leurs suggestions ou leurs besoins et les soumettait à l'administration préfectorale avec toute l'autorité que représentait la puissance des 48⁰ coopératives et les 36.000 sinistrés au nom desquels elle parlait. Mr de Lubersac fut élu président de la Fédération, dès sa fondation, et son nom accroissait le prestige de cette force. Les présidents d'Unions étaient ses vice-présidents

LA FEDERATION DEPARTEMENTALE

Mr. Barbarre a succédé à Mr. de Lubersac au fauteuil de la présidence et, après son décès, Mr. Papelard a bien voulu accepter d'en occuper les fonctions. Mr. L'Héronnelle nommé vice-président en 1932, fut remplacé comme secrétaire par le docteur Cornilus, puis par Mr. Bruneaux. Mr. Héricault a toujours rempli les fonctions de trésorier et, sur les instances de Mr de Lubersac, il y a joint celles de délégué, consommant sans compter ses rares loisirs en multiples démarches à la préfecture, au Crédit national, aux ministères. Les fonctions d'administrateur, tout aussi gratuites que dans les Unions et les Coopératives, ont été occupées par MM. Blétry, Bouchy, Demarolle, Dhéry, Guillemot, La Flize, Machin, Mallais, Levistre, Roy, Boulanger, Jary, Descambres et le comte Gérard de Moustier. Le personnel de la Fédération se réduisait à un secrétaire général, qui avait mission de beaucoup écrire et de circuler sans cesse, tout au moins au début, pour maintenir le contact entre les divers arrondissements; il était aussi rédacteur en chef et le gérant du Bulletin de Fédération départementale des Unions de coopératives de reconstruction de l'Aisne, qui, depuis le 1er février 1921, renseignait mensuellement les sociétés sur toutes les questions qui pouvaient les intéresser et se faisait l'écho de leurs revendications tout en les tenant au courant de la vie coopérative. Mr Jacques Rodolphe-Rousseau, qui avait consacré sa thèse de doctorat en droit à la société de gestion, a été le premier secrétaire général; c'est lui qui fonda le bulletin et, en collaboration avec Mr Clorennec, en fit paraître les premiers numéros. Mr de Hennezel lui succéda au mois de juillet 1921. Les assemblées composées de délégués des Unions et tenues fréquemment au siège social de la Fédération -qui se confondait avec celui de l'Union

Laonnoise-

LA FEDERATION DEPARTEMENTALE

ont longtemps permis de discuter utilement les questions délicates et litigieuses; comme le préfet s'y faisait toujours représenter, les solutions étaient souvent proposées et acceptées sur-le-champ . Au bout de quelques années, ces assemblées nombreuses furent remplacées par des réunions mensuelles, où les directeurs d'Unions étaient assurés de se rencontrer sous la présidence de Mr Héricault, trésorier-délégué. Pendant plus de douze ans, on put compter sur les doigts d'une main les séances où le dévoué fondateur du consortium ne put, toujours pour quelque grave raison, venir de Chauny ou de Paris. Ces réunions intimes, au cours desquelles les directeurs échangeaient leurs idées ou leurs difficultés, ont permis d'uniformiser la reconstitution, -car la confiance la plus affectueuse a toujours présidé aux rapports entre Unions,- de mettre fin à des injustices ou de simplifier des formalités . Ces modestes colloques eurent une heureuse influence sur la répartition des crédits entre coopératives. Ils ont encore permis de préparer l'oeuvre redoutée de la liquidation et de mettre au point les formalités que les liquidateurs n'ont eu que la peine de suivre.(1)

Cette étude consacrée au département de l'Aisne pourrait arrêter ici le tableau fragmenté de la formidable organisation improvisée en peu de mois " de la Somme aux Vosges ", organisation qui devait résister au temps pour achever son oeuvre. Mais il serait impossible de ne pas dire un mot de la Confédération générale qui couronnait l'édifice en groupant à Paris, dès 1921, les trente-cinq Unions des dix départements dévastés, c'est-à-dire 162.000 propriétaires sinistrés et plus de 13 milliards de dommages. Fondée par Mr de Lubersac, qui en fut le premier président, .

LA FEDERATION DEPARTEMENTALE

la Confédération générale fut soumise à un statut légal tout spécial; son conseil d'administration était élu par une assemblée générale formée de délégués des Unions. Elle représentait auprès du ministère des Régions libérées tous les sinistrés coopérateurs et lui faisait connaître leurs revendications et leurs besoins. Elle fut autorisée à émettre plusieurs emprunts. Elle passa avec les fournisseurs allemands, au nom des Unions, des contrats de fournitures de prestations en nature et obtint pour ses adhérentes une part des saisies de la Rhur. Son patriotisme la poussa souvent à se faire la collaboratrice de l'administration, comme la Fédération était celle de la préfecture. La mort soudaine de son éminent président fut un coup pénible pour la Fédération de l'Aisne, comme pour toutes les Unions; mais les collaborateurs de Mr de Lubersac qui pleuraient un ami, ont entendu demeurer dignes de cette grande mémoire. Ils ont fait deux serments et les ont tenus tous deux. Le premier était de demeurer à leur poste jusqu'au bout pour achever leur tâche: une Union avait déjà terminé la sienne et les autres suivraient bientôt cet exemple. Le second vœu était d'élever à l'oeuvre des coopératives de reconstruction de toutes les régions dévastées et à la mémoire de leur incomparable animateur, un monument digne de l'une et de l'autre sur le sol même de ce département, et ce vœu a été réalisé. Il a été dressé dans la ville même où le jeune sénateur de l'Aisne expérimentait, de concert avec l'Union Soissonnaise, les méthodes qui étaient appelées à se répandre dans les autres arrondissements, jusqu'à Lille et jusqu'à Colmar, un monument somptueux. L'oeuvre ample et majestueuse, due au ^{talent} des frères Jan et Joël Martel, se dresse sur la place Saint-Christophe à Soissons. Une colonnade soutient deux vastes bas-reliefs où se déroulent deux scènes, la destruction et la reconstruction...

LA FEDERATION DEPARTEMENTALE

Une colonne centrale , dominée par l'ange de la Paix est précédée de la statue du marquis de Lubersac en tenue de vol. Le monument fut inauguré le dimanche 21 juillet 1935, en présence de Mr Albert Lebrun, président de la République française. Tour à tour, Mr Hayez, sénateur du Nord, président du comité, Mr Marquigny, maire de Soissons, Mr Roussel, sénateur et ancien préfet de l'Aisne, Mr Lucien Hubert, vice-président du Sénat, exaltèrent le soldat et l'apôtre, dont la vie trop courte laissait un grand exemple d'énergie, de dévouement et de pure solidarité.

NOTE.

(1)

Le rôle de la Fédération a été facilité par la franche collaboration que n'ont cessé de lui apporter pendant quinze ans les préfets, les secrétaires généraux et les divers services de la reconstitution. La reconnaissance des sinistrés ira tout particulièrement à Mr Gilliard, ingénieur du génie rural et chef du contrôle des coopératives, qui a consacré à ces organismes son énergie et son intelligence aux heures les plus difficiles, en plein accord avec les Unions.

LES SOCIETES COOPERATIVES DE LA VILLE DE CHAUNY

LES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE LA VILLE DE CHAUNY.

Chauny est un exemple de ville entièrement détruite. Entièrement détruite, non par les incessants duels d'artillerie mais détruite par un systématique dynamitage...

Que s'était-il passé à Chauny ?

En mars 1917, Ludendorff opérait un génial repli stratégique sur une ligne défensive puissamment fortifiée: la ligne "Hindenburg". Il laissait de la sorte aux Alliés un espace triangulaire compris entre Arras, Roye et SOISSONS dont il entendait faire un glacis dégageant ses nouvelles positions." Tout ce pays n'est plus qu'un immense désert ", écrivait le Berliner Tageblatt, " sans arbres ni buissons ni maisons. Nos pionniers ont scié ou haché les arbres qui, pendant des journées entières, se sont abattus jusqu'à ce que le sol soit rasé. Les puits sont comblés, les villages anéantis (Ndlr: 264 villages, 225 églises et plus de 38.000 maisons dont il ne restait, selon le chroniqueur du Berliner " plus qu'un énorme tas de pierres..."(une manne pour les coopératives). "Des cartouches de dynamite éclatent partout. L'atmosphère est obscurcie de poussière et de fumée", se lamente le Lokal Anseiger, et d'ajouter: " c'est le royaume de la mort!"

Au coeur de ce sombre royaume, Chauny, la perle industrielle, est là, pantelante. "ILS" l'ont pillée, incendiée, puis anéantie à la cheddite. Ils, ce sont les soudards du XVIIIe corps allemand; leur maître, le général von Fleck, se serait personnellement servi en précieux meubles et fascinants bibelots chaunois...

Quoiqu'il en soit, les noms que se sont données les diverses coopératives chaunoises disent, haut et fort, combien ce genre d'exactions peut fouetter les volontés et exalter tous les courages. Les voici, dans leur splendide évidence et dans l'ordre: "Debout Chauny", "La Famille chaunoise", "La Fourmi de Chauny", "La Travailleuse de Chauny", "L'Avenir chaunois", et le "Réveil chaunois".

Créé le 18 décembre 1921, "Debout Chauny" groupait 105 adhérents avec 11 803 885 francs de dommages, sous la présidence du dévoué M. Soum. Une grande liberté régnait en son sein. On y choisissait son entrepreneur et son architecte. Son oeuvre s'est achevée le 7 juin 1935.

Formée le 30 août 1922, "La Famille chaunoise" comptait 88 adhérents avec 8 722 000 francs d'indemnités. Son président, M. H. Langlet, confia la totalité des travaux à divers entrepreneurs, sous la direction de MM. Brulant, Le Beau, Freynet et Jacquin. Disparue le 9 février 1934, elle laissait 12.000 francs au bureau de bienfaisance pour la création d'un prix... Instituée le 4 février 1923 par 28 associés, "La Fourmi de Chauny" réunissait 5 402 914 francs de dommages réalisés par Ronsteix et Cie sous la surveillance des architectes Parmeland et Martin. Ses présidents-administrateurs, particulièrement compétents et dévoués, procédèrent à la liquidation le 29 novembre 1934.

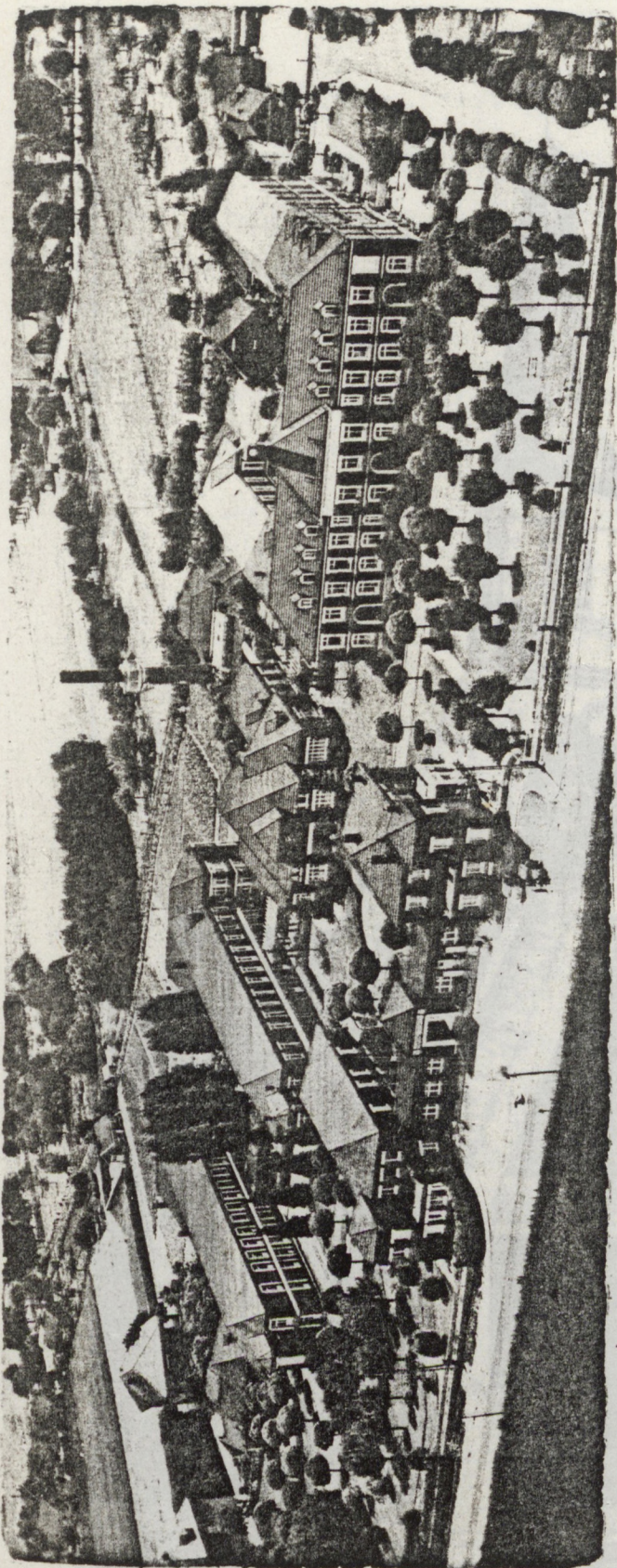
Constituée le 18 janvier 1923 par 9 adhérents, qui s'étaient multipliés par trois au jour de la dissolution le 17 décembre 1934, "La Travailleuse de Chauny" et ses présidents MM. Warquin et Le Briand réalisèrent 2 750 803 francs de travaux avec les architectes Antoine et Luciani.

Fondé le 19 novembre, "L'Avenir chaunois" associait 107 coopérateurs avec près de 16 millions de travaux exécutés par les anciens établissements Cadet-Lefèvre. Ses actifs présidents, MM. Warquin et Le Briand, secondés par MM. Prouvost et Baudoin, confièrent le soin d'établir les plans à MM. Antoine et Luciani, architectes, qui s'adressèrent à d'autres entrepreneurs (Sainrapt et Brice, Ronsteix et Cie) qui eux-mêmes, utilisèrent d'autres architectes, MM. Lagrave et Barrias.

Né le 21 novembre 1923, "Le Réveil chaunois" s'arrêta le 30 juin 1933 après avoir assuré à ses 30 coopérateurs plus de 5 millions de travaux confiés cette fois à de multiples entreprises sous la surveillance vigilante de MM. Luciani, Brandon et Freynet.

Il est à noter que les comptabilités de ces diverses sociétés furent assurées par l'Union Soissonnaise, de même que leurs secrétariats et leurs liquidations.

"... une science de l'urbanisme hésitante...
réconcilier le passé avec l'avenir."



L'hôpital de Chauny (Aisne)

*Premiers essais pour la reconstruction
d'une ville industrielle en France.
Le plan de Chauny.*

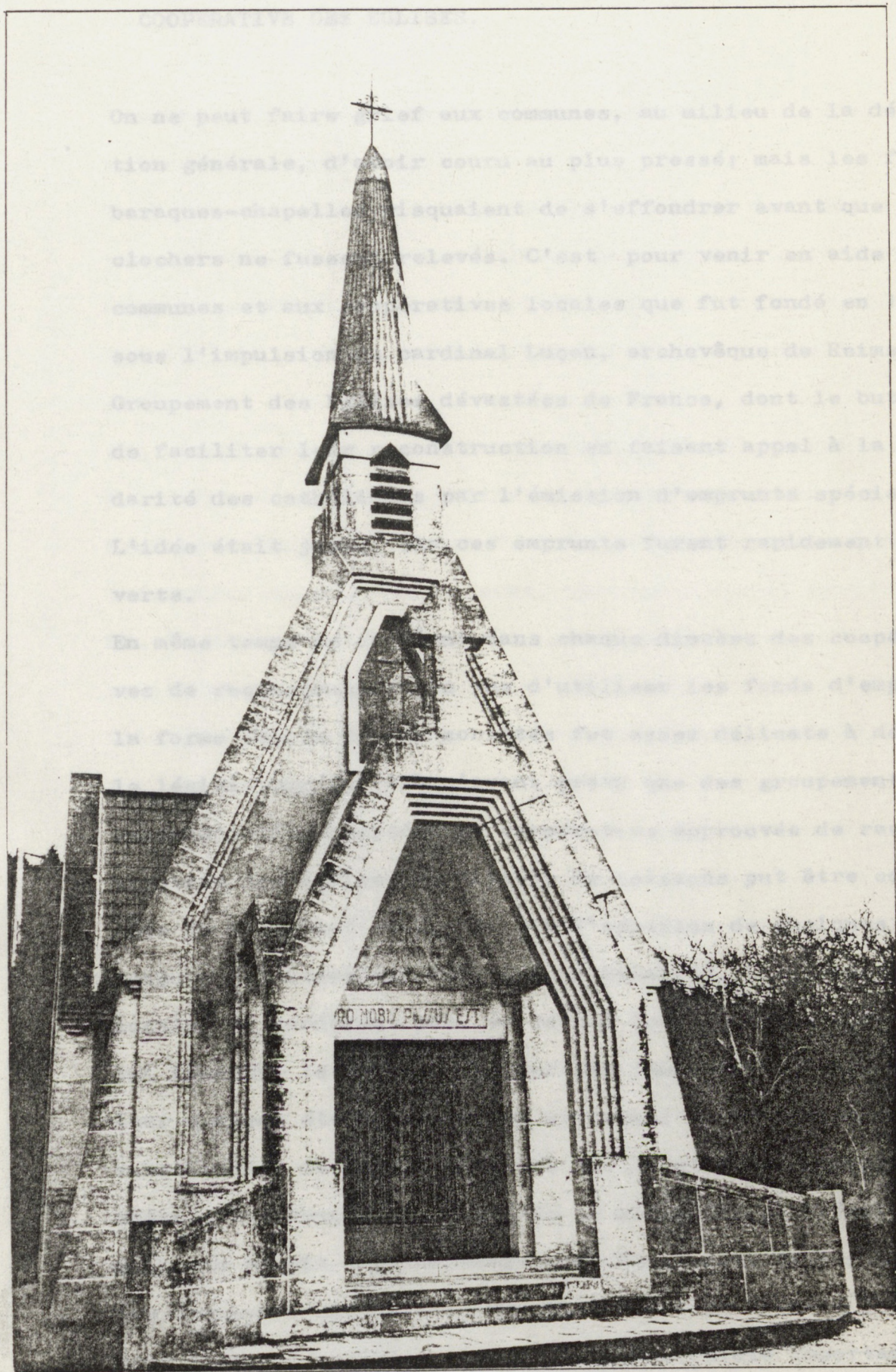
Nous avons annoncé dans notre numéro du 1^{er} mars, p. 15 le Concours interallié, pour la reconstitution de Chauny et de sa région.

Les résultats de ce concours viennent d'être exposés, au musée des Arts décoratifs, à Paris. Le Temps du 11 juillet leur consacre une intéressante étude, dont nous extrayons les lignes suivantes :

Les concurrents, tous architectes diplômés du gouvernement ou élèves de notre Ecole nationale des beaux-arts, ont diversement obéi à ces indications. Il ont commis quelques fautes assez lourdes, qui montrent combien la science de l'urbanisme est hésitante en France, et qui empêchèrent, d'ailleurs, l'attribution d'un premier prix. Par exemple, on attaque de front les différences de niveau; il en résulte une série de passages en dos d'âne qui, vus en perspective, sont décourageants; n'oublions pas que l'urbanisme est une science extrêmement vivante, qui tient compte des moindres détails et dont les problèmes ne se résolvent pas à l'aide d'un compas ou d'une règle; telle ligne admirable et suggestive dans un rendu d'architecte, devient impossible et désagréable

quand transposée sur le terrain. Une autre erreur consiste à faire déboucher les rues au milieu des places publiques et non pas sur les côtés; de la sorte, la circulation se contrarie et s'embouteille dans un désordre inextricable, au lieu de suivre son cours normal; pourtant, si on considère le plan des bastides gallo-romaines, on observe que les urbanistes d'alors avaient grand soin de placer leurs rues dans l'axe des côtés de la place. Un des auteurs récompensés indique sur son plan la configuration d'une cité ouvrière; or on peut prévoir une zone libre, mais non une urbanisation industrielle, qui dépend d'une quantité de facteurs économiques, relevant du calcul des probabilités. Il est à peu près assuré que l'on construira une ligne de tramway de Chauny à la Fère: aucun des concurrents n'a songé au développement consécutif à cette ligne. L'un d'eux prévoit une extension de la ville vers le nord-ouest, alors que tout dans la nature signifie extension vers le sud, vers l'Oise et les canaux. Un autre change l'axe de cette extension, et la dirige non plus du nord au sud, mais du sud-est au nord-ouest; pourquoi? Ici on constate l'insuffisance des communications entre le nord et le sud; là on voit des cités-jardins dans la partie basse, sur l'emplacement qui est indispensable à la prospérité industrielle et qui est d'ailleurs humide et peu favorable à l'habitation. Un ingénieur de la Compagnie du Nord (*ne sutor ultrâ crepidam*) a discuté les raccords des voies ferrées. Enfin nous indiquerons pour mémoire les habituelles fantaisies qui n'étonnent que leurs inventeurs et qui méritent un sourire amusé, sans plus: ainsi nous avons distingué sur un des plans un carréfour de rues qui affectait la forme d'un aéroplane. Farce d'atelier ou mysticisme né de la guerre? Puisque aéroplane il y a, combien nous préférons à ces amusettes les photographies prises en avion par les passagers de la Compagnie aérienne française, et qui nous restituent, à vol d'oiseau, la physionomie et l'intelligence des agglomérations détruites, pour la plus grande utilité de la beauté raisonnable que nous espérons.

On remarquera que nous énumérons les critiques sans nommer les personnes; aussi bien les problèmes dépassent les individus et Chauny n'est dans notre pensée qu'un exemple d'urbanisme proposé aux autres villes. Hâtons-nous d'ajouter que les concurrents ont réussi dans la mesure où ils obéissaient à la vérité traditionnelle et cherchaient à réconcilier le passé avec l'avenir.



LES COOPERATIVES DES EGLISES

COOPERATIVE DES EGLISES.

On ne peut faire grief aux communes, au milieu de la désolation générale, d'avoir couru au plus pressé; mais les frêles baraques-chapelles risquaient de s'effondrer avant que les clochers ne fussent relevés. C'est pour venir en aide aux communes et aux coopératives locales que fut fondé en 1921, sous l'impulsion du cardinal Luçon, archevêque de Reims, le Groupement des Eglises dévastées de France, dont le but était de faciliter leur reconstruction en faisant appel à la solidarité des catholiques par l'émission d'emprunts spécialisés. L'idée était juste, car ces emprunts furent rapidement couverts.

En même temps se créaient dans chaque diocèse des coopératives de reconstruction en vue d'utiliser les fonds d'emprunt: la forme légale de ces sociétés fut assez délicate à définir, le législateur de 1920 n'ayant prévu que des groupements à rayon d'action limitée. La coopérative approuvée de reconstruction des églises du diocèse de Soissons put être constituée le 4 juillet 1922, grâce à l'adhésion de quelques communes sollicitées par Monseigneur Binet(1). Les coopératives locales ne tardèrent pas, en voyant les résultats obtenus, à lui remettre le soin de relever les immeubles cultuels qui leur avaient été délégués, en utilisant la procédure de la substitution de mandat proposée par l'Union Soissonnaise. Une entente intervenue en 1923 avec le ministère de l'Instruction publique permit à la direction des Beaux-Arts de lui confier les monuments historiques qui risquaient d'attendre indéfiniment leur restauration, en raison de la faible importance des

COOPERATIVE DES EGLISES

crédits, mais à la condition que ses architectes resteraient maîtres des chantiers.

Tous les adhérents de cette coopérative sont des communes, propriétaires légales des églises endommagées, à l'exception de l'Association diocésaine (église Saint-Martin de Saint-Quentin) et de la société Deviolaine et Cie (chapelle de Vauxrot).

Son administration est aux mains d'un conseil, présidé par M. Georges Deviolaine, maître de verreries, et composé de M. Monfourny (Gricourt), puis M. Charles de Hédouville (Craonne), trésorier, Monseigneur Delorme, vicaire général, secrétaire, MM. le duc de Vicence(+ 1929), maire de Caulaincourt, de Vienne (Saint-Gobain), Camus (Sermoise), Gibon, maire de Saint-Gobain, Henri Ferté, maire de Ressons-le-Long(+ 1935), et Bazin, maire de Saint-Pierre-Aigle.

La coopérative s'est entendue avec celles des Ardennes, de la Meuse et de l'arrondissement de Reims pour confier la gestion à un directeur, M. Marcel Bourgeois, qui a été remplacé en 1925 par M. Marcel Grimal, administrateur, secrétaire du conseil et membre du comité de direction du Groupement des églises dévastées. Le siège de ces sociétés était à Paris, 37, rue de Péetrograd. La prudence de sa direction lui a permis de trouver, dans le maniement des fonds d'emprunt, les moyens d'assurer son budget, sans rien demander aux communes, ainsi que d'éviter les frais d'une date moyenne d'exigibilité particulièrement lourde. Les ressources du fonds de travaux proviennent des émissions du Groupement, d'une convention d'annuités trentenaires délivrée avec interdiction d'appel au crédit, de

COOPERATIVE DES EGLISES

participation à des emprunts émis par des groupements non spécialisés, de titres amortissables et de quelques allocations d'espèces limitées à 7 millions.

Quoiqu'il en soit, la coopérative du diocèse de Soissons aura reconstitué trois cent six églises, la plupart entièrement détruites(2). La dépense totale s'élevait à 165 millions de l'époque. Les chantiers les plus importants furent de Mont-Notre-Dame (5 millions), de Saint-Martin de Chauny (4 millions 193), de Saint-Pierre-Aigle (3 millions 800) et de Coucy-le-Château (3 millions). Huit églises coûtèrent de 2 à 3 millions; trente-quatre, de 1 à 2 millions; cinquante-six, de 500.000 francs à un million; cent trente, enfin, ne voulant répondre qu'à leur humble rôle d'église de village, de 100.000 francs à 500.000 francs. Les frais de réparation de soixante-quatorze édifices, ne dépassèrent pas 100.000 francs par chantier. Toutes furent reconstruites dans des délais relativement rapides; seuls les chantiers de quatre monuments historiques -tardivement confiés à la "diocésaine" - trainèrent quelque peu, il s'agissait des églises d'Ambleny, de Crandelain, de Saint-Pierre-Aigle et de Vaux-rezis.

A l'inverse des coopératives civiles, la direction des coopératives diocésaines ne s'est pas contentée du seul rôle financier...Elle a voulu exercer un contrôle technique dans la mesure où il était possible. Certes, la plupart des communes avaient déjà pris, au moment de leur affiliation à la nouvelle société, des engagements avec des architectes et des entrepreneurs dont la valeur professionnelle était fort inégale...Mais, des comités composés des hommes de l'art les

COOPERATIVE DES EGLISES

plus qualifiés furent créés dans chaque société, avec un comité central qui jouait un rôle d'appel. L'examen des projets par ces techniciens ne permit pas toujours d'arrêter les fautes de construction les plus grossières et les erreurs liturgiques les moins acceptables... Toutefois, certains architectes durent recommencer leurs projets plusieurs fois! En outre, un service technique surveillait périodiquement les chantiers. Avec doigté, sans se substituer aux architectes responsables, il put redresser quelques malfaçons par trop apparentes.

Le bilan artistique de la coopérative diocésaine fut aussi vaste que complexe...

Guidée par les architectes des Beaux-Arts, elle a reconstitué avec une scrupuleuse fidélité des monuments historiques qui sont de purs joyaux. On songe plus particulièrement aux églises de Coucy, Guignicourt, Urcel, Trucy et Ambleny. Pour un certain nombre d'autres monuments, la moitié environ, l'indemnité ne permettait d'élever que des sanctuaires qui fussent adaptés "à leur humble rôle d'église de village".

Il en fut une centaine qui offraient des ressources plus importantes: leur valeur esthétique a pu paraître à plus d'un très discutable. Mais il fallait tenir compte des servitudes imposées par les municipalités, de la peur de certaines formes modernes de bâtir, du respect outré des pastiches chers au XIX^e siècle... Ces dispositions d'esprit indiquaient, plutôt qu'un passéisme forcé, le goût, le besoin impérieux

COOPERATIVE DES EGLISES

de restituer le cadre de vie qui avait précédé la Grande Guerre. En somme, le besoin de retrouver, après une tourmente sans précédent pour l'époque, ses racines, auquel s'alliait, pour les protagonistes du drame, le souci inquiet d'assurer, ou de réassurer, pour leurs descendants, la vision d'un monde que, toujours ils avaient connu.

Toutefois, quelques architectes tombèrent dans un modernisme échevelé et leurs oeuvres auraient pu servir à tout autre usage qu'au culte... (3) D'autres donnèrent des églises qui ajoutèrent un précieux apport au patrimoine artistique d'une province qui avait derrière elle un si riche passé...

Parmi les oeuvres les plus remarquées quoique d'inspiration très diverses, on peut citer les églises de Bichancourt et de Notre-Dame de Chauny (arch. Luciani), de Fargniers (Guidetti), de Saint-Martin de Chauny (Jardel), d'Etreillers (Roux et Martin), de Jussy et de Roupy (Charavel, Enault et Mélandès), de Vendhuile (Droz), de Mont-Notre-Dame (Grange et Bourquin), de Ciry-Salsogne, de Fontenoy, de Sancy, de Quessy, de Craonnelle, de Tergnier (Monestès).

En conclusion, et comme le faisait remarquer un des survivants de cette épopée reconstructive de la Foi, "N'eût-elle eu à son actif que d'avoir révélé le talent d'un architecte, fait de mesure, de respect de la tradition et d'innovation modérée, qu'il faudrait applaudir à l'oeuvre de coopérative diocésaine de Soissons"...

NOTES.

(1)

Monseigneur Binet est cet évêque admirable qui, alors que

les allemands déferlaient sur la Marne, fit ce voeu: "Tu n'iras pas plus loin..." Ce voeu, les allemands devaient le prendre pour un ordre, repasser la Marne et se réfugier sur l'Aisne.

(2)

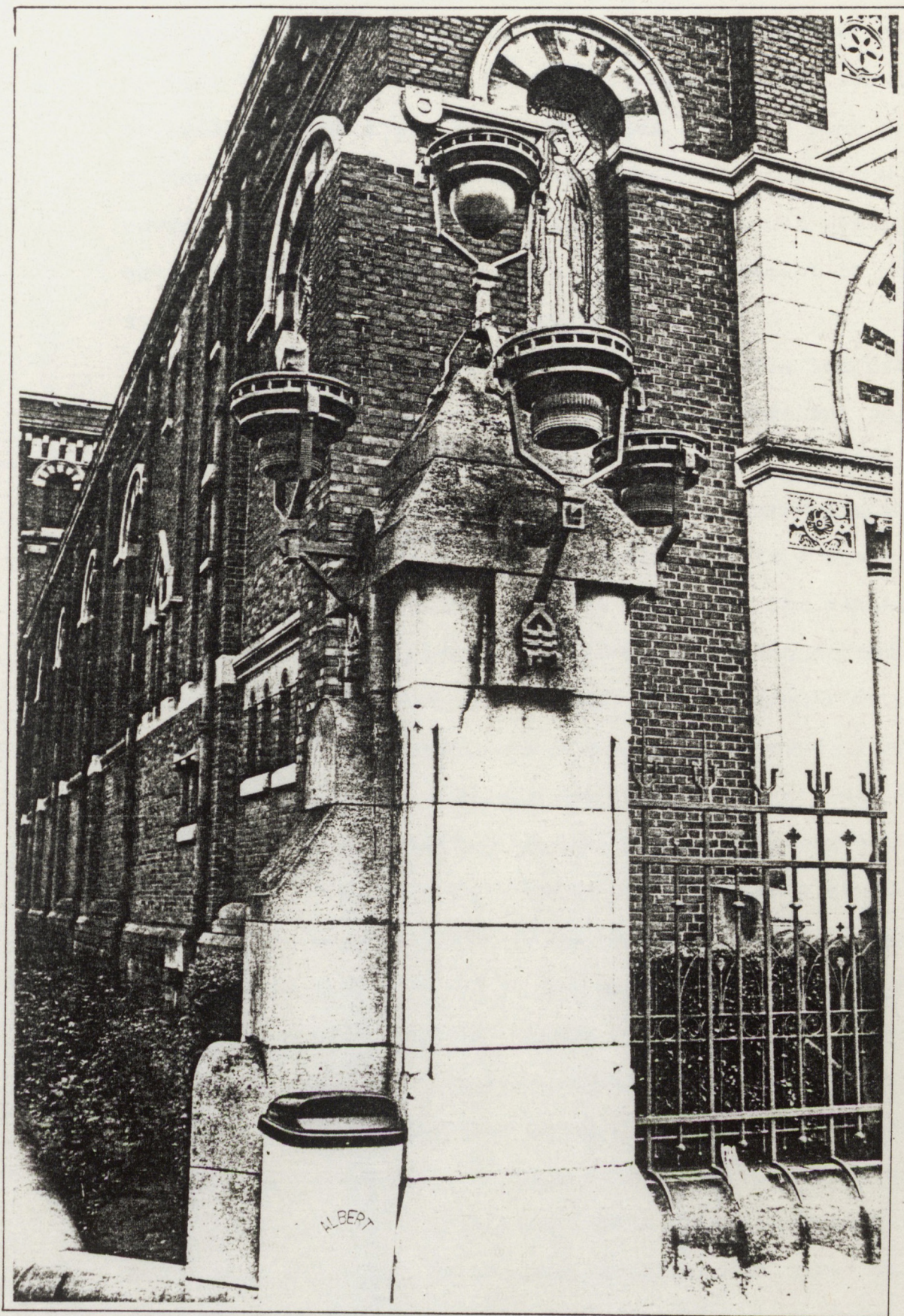
Les clochers souffraient tout particulièrement car ils servaient de repères ou d'observatoires aux artilleries belligérantes. Les obus qui les manquaient, immanquablement, démolissaient, portails, nefs et transepts.

(3)

Ce qui finalement n'était peut-être pas un mauvais calcul, si l'on songe à la déchristianisation de nos campagnes...



Eglise (Chauny)
Signature patriotique, la croix de guerre en pierre
caractéristique des édifices religieux reconstruits



Eglise de la ville d'Albert (Cordonnier, architecte)

L'OEUVRE ACCOMPLIE

L'OEUVRE ACCOMPLIE...

Nous avons voulu, au cours de cette étude, laisser le plus souvent la parole aux chiffres. Le lecteur voudra excuser cette aridité, mais, c'est que, parfois, les chiffres sont plus éloquents que nombre de dithyrambes... et, pour juger d'une telle oeuvre, que les phrases les mieux balancées. Les résultats qu'ils célèbrent donnent tort à ceux qui auraient pu douter des coopératives de reconstruction.

Certes, les ennemis ne leur ont pas manqué, dès les débuts! C'étaient tout d'abord des égoïstes qui entendaient se servir d'abord et les craintifs que faisait reculer la discipline nécessaire à tout groupement humain. Comme toute institution, la société de gestion a été sujette à des erreurs et à des fautes; certaines d'entre elles ont été administrées sans prudence et les pires catastrophes étaient à redouter, mais le remède était à côté du mal. Des présidents de coopératives se sont vus reprocher d'avoir, avant tout, fait travailler chez eux; on oubliait les rigueurs de l'ordre d'urgence voté par l'assemblée générale. Des critiques ont fait grief aux coopératives de n'avoir pas lutté avec assez d'énergie, surtout au début, contre la hausse des coefficients, mais les entrepreneurs étaient si peu nombreux(...) que l'offre de la loi et de la demande jouait en leur faveur. Enfin, dans trop de villages, la liberté laissée à des architectes sans préparation professionnelle et sans talent, a fait éclore des constructions hideuses, ou bien souvent le côté pratique est aussi sacrifié que l'esthétique, mais cette objection joue aussi bien à l'égard de l'isolé, et l'on peut citer des communes où un homme de goût a réalisé un heureux ensemble. Sans chercher à masquer les ombres, on doit reconnaître que

L'OEUVRE ACCOMPLIE...

l'oeuvre des coopératives a répondu aux dessins de ses promoteurs. Elles n'ont pas été créées que dans le seul but de relever les ruines de leurs adhérents et ce résultat a été obtenu partout, dans le plus modeste hameau comme dans les villes, en moins de six à huit ans et, le plus souvent sans qu'il en coûtât rien aux sinistrés: les frais de gestion ont été couverts par des subventions ou des intérêts et les pertes sur emprunts, compensés par des achats de dommages.

Mais sans le vouloir, les coopératives ont apporté leur aide aux isolés, à l'agriculture, au Trésor public et à la France tout entière.

Aux sinistrés demeurés isolés, elles ont permis de se relever en combattant pour la même cause, en imposant à l'administration des solutions que, sans force, les isolés n'auraient pu obtenir, en attirant au village des entreprises qui acceptaient de travailler pour eux, en empêchant par leur présence l'anarchie et le désordre d'entraver l'oeuvre de reconstruction.

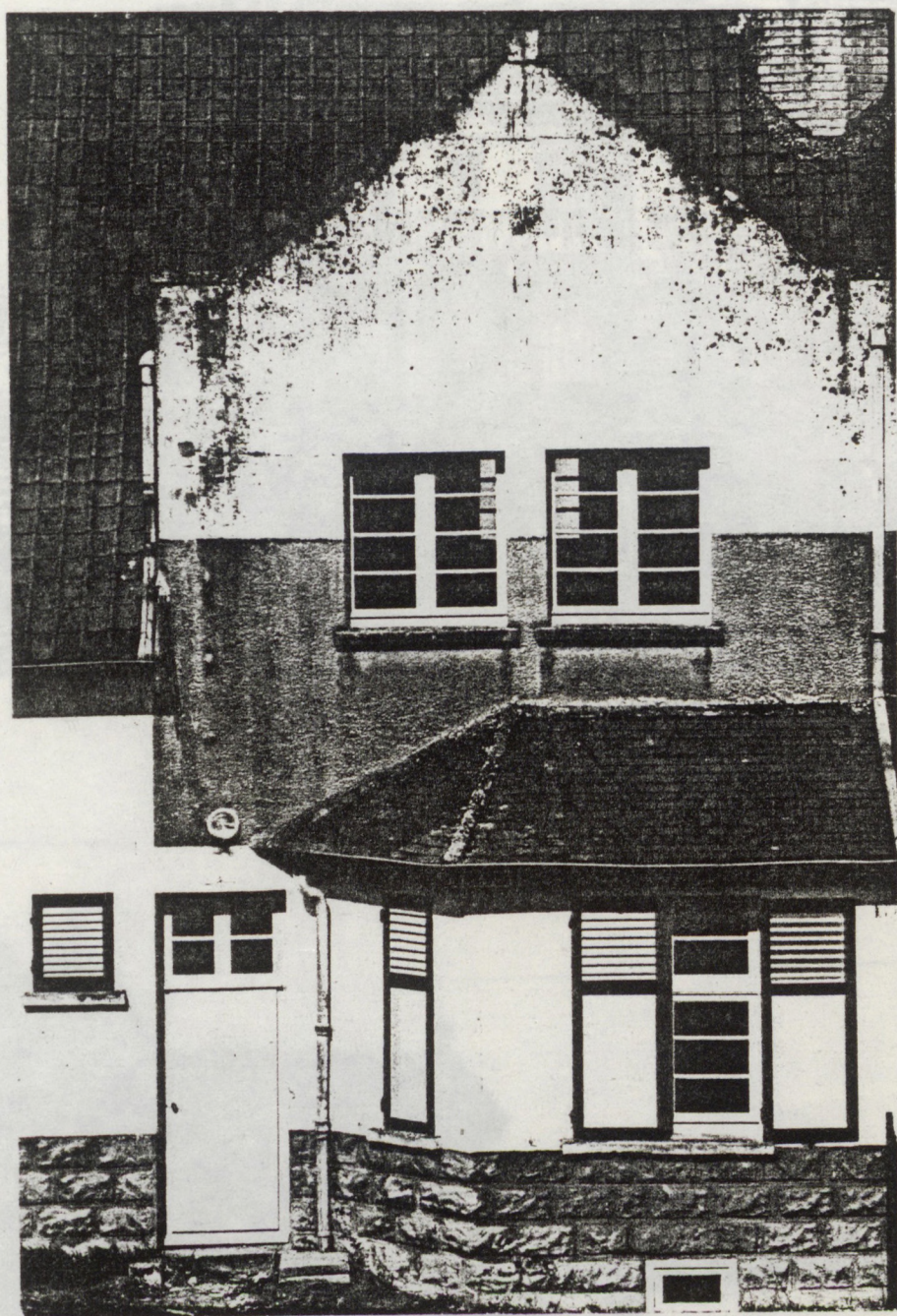
A l'agriculture, les coopératives ont rendu l'immense service de ramener le paysan chez lui; de relever d'abord les bâtiments nécessaires à son exploitation. Sans elles, le cultivateur découragé aurait trop souvent vendu son indemnité aux spéculateurs de la ville. On a vu des villages s'amenuiser et disparaître là où il n'y avait pas de coopératives.

Au trésor public, nos sociétés ont facilité la rude tâche du financement en créant un programme de reconstitution étendu sur plusieurs années, en acceptant par patriotisme, tous les modes de paiements, emprunts, prestations, obligations, titres quadriennaux, en les absorbant grâce à leurs souples organes et en les rendant acceptables pour les sinistrés et les entrepreneurs.

L'OEUVRE ACCOMPLIE...

La reconstitution intégrale et rapide de la propriété bâtie a rétabli en même temps la matière imposable des provinces les plus riches du pays et allégé d'autant le fardeau des départements qui n'avaient pas subi l'invasion.

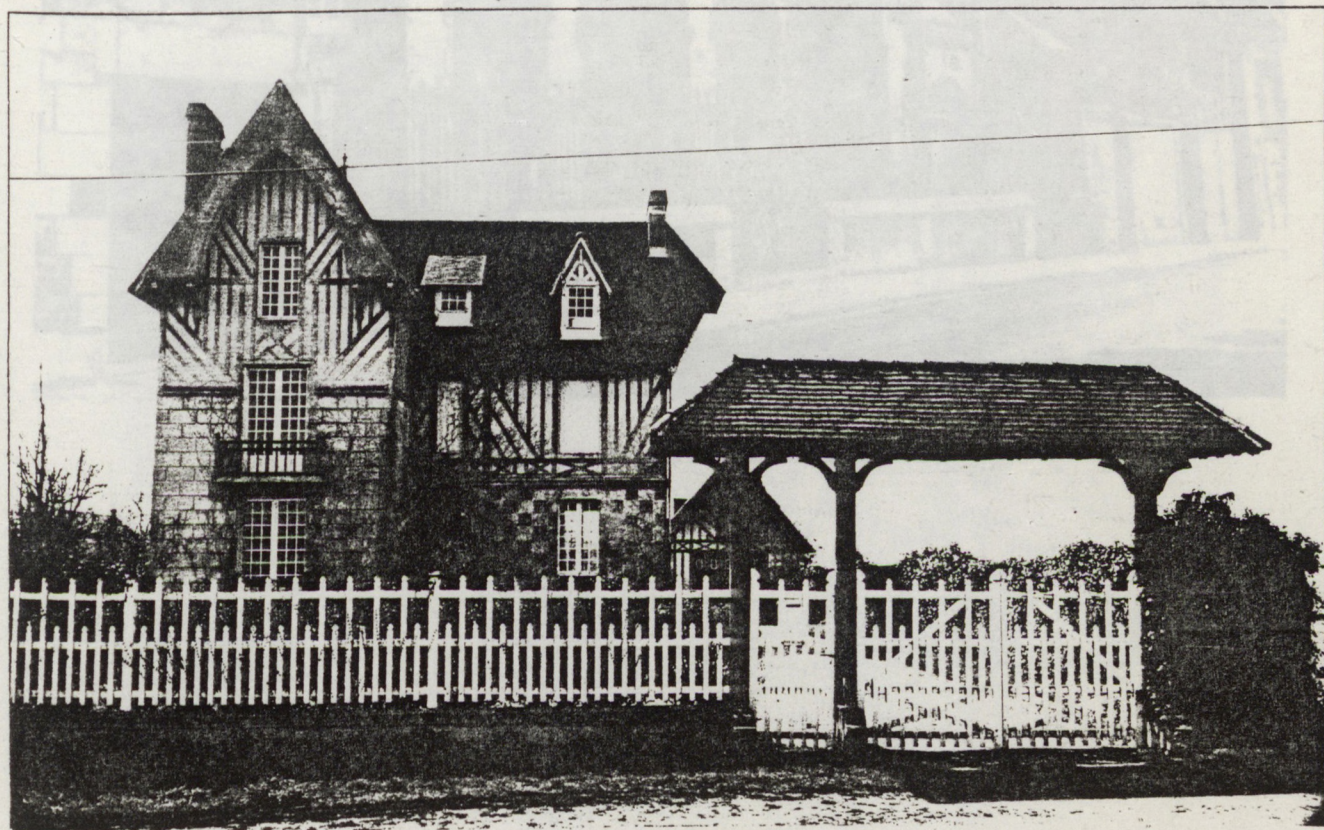
A la France tout entière, les coopératives ont permis de recouvrer par l'impôt ce qu'elles avaient reçu sous forme d'indemnités. Mais elles sont beaucoup plus fières de l'exemple qu'elles donnaient: elles ont accru le capital moral de notre nation en montrant au monde qu'une population anémiée, écrasée par quatre années d'une occupation sans merci, avait l'énergie indomptable de se relever d'un coup et de reconstruire avec ordre et discipline, sans le secours de l'étranger(...), ses maisons abattues par la mitraille. Emerveillé par ce qu'il avait vu dans les régions libérées, où les églises et les donjons se réparaient en même temps que fermes, manufactures et usines, un individu d'outre-mer s'écriait: "Le génie français a gagné une nouvelle guerre sur ses territoires dévastés, guerre de reconstruction, guerre d'énergie ". La souple discipline des coopératives françaises avait usé moitié moins de temps à relever dix départements qu'il n'en avait fallu à l'individualisme américain pour reconstruire, en pleine prospérité, la seule ville de San-Francisco.



Maison ouvrière (Fontenoy près de Soissons) .



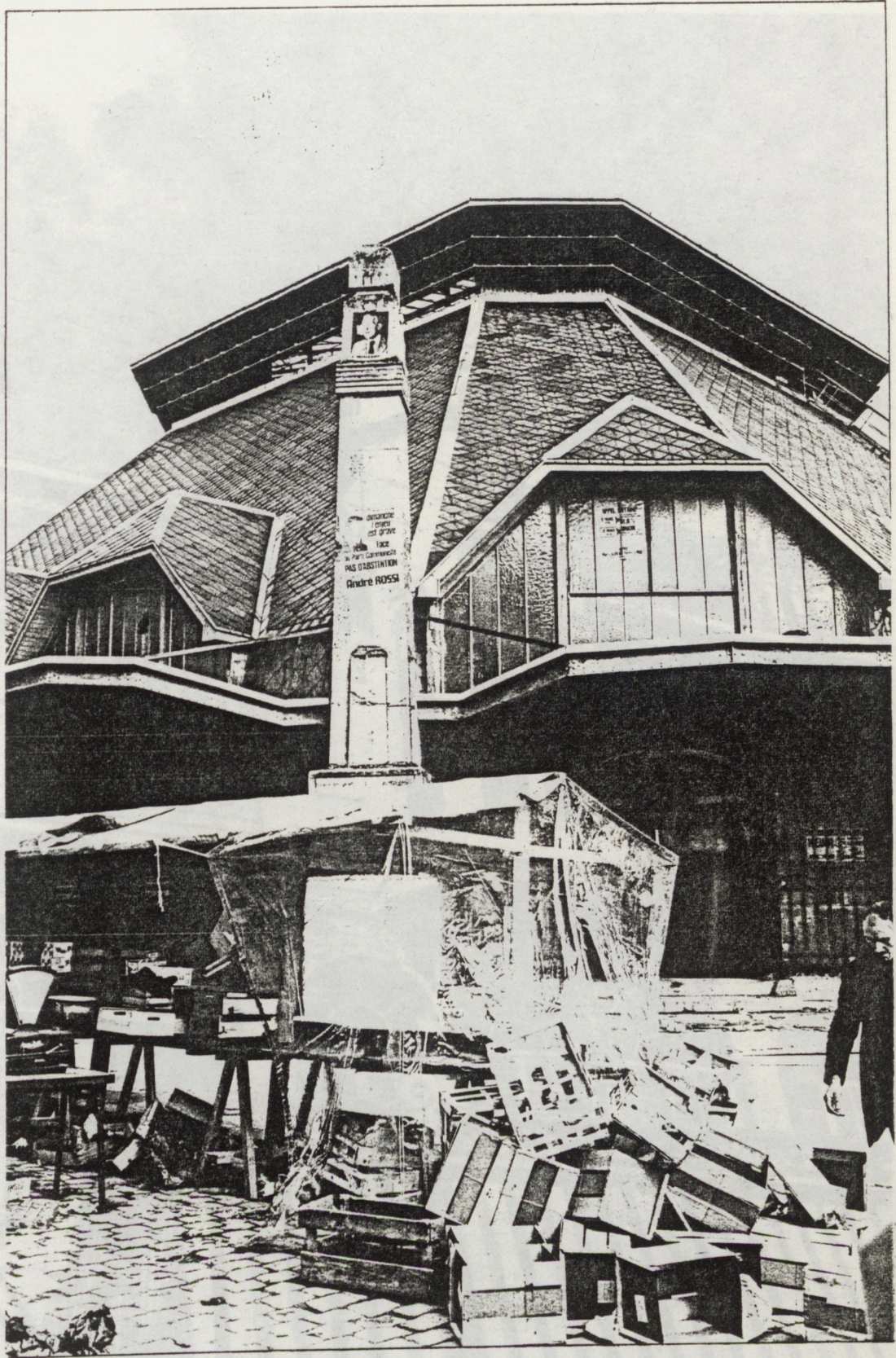
Maison bourgeoise (Soissons)



Maison de cadre (Vanciennes près de Soissons).



Maison bourgeoise à Soissons.

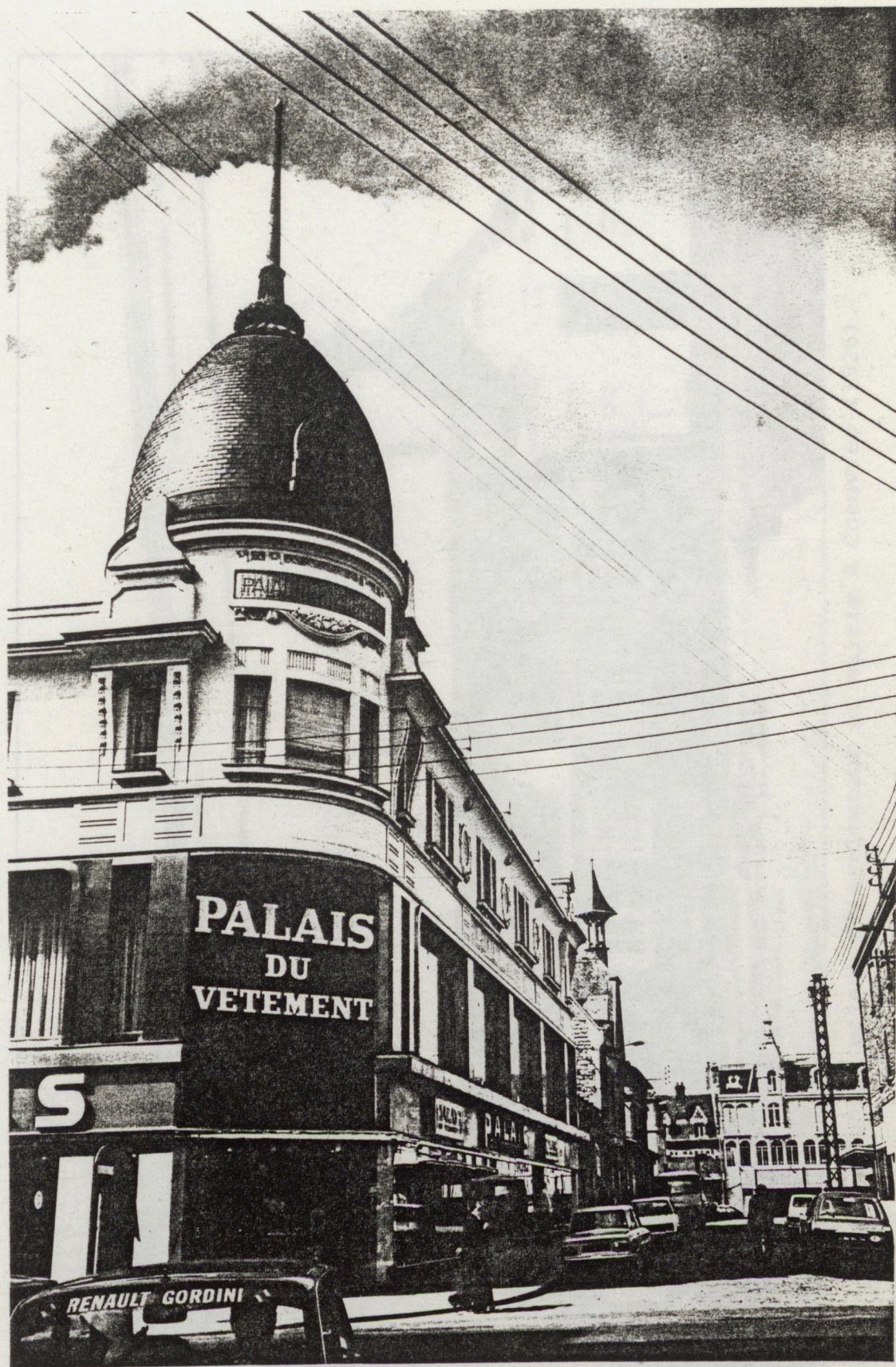


Marché couvert à Soissons.

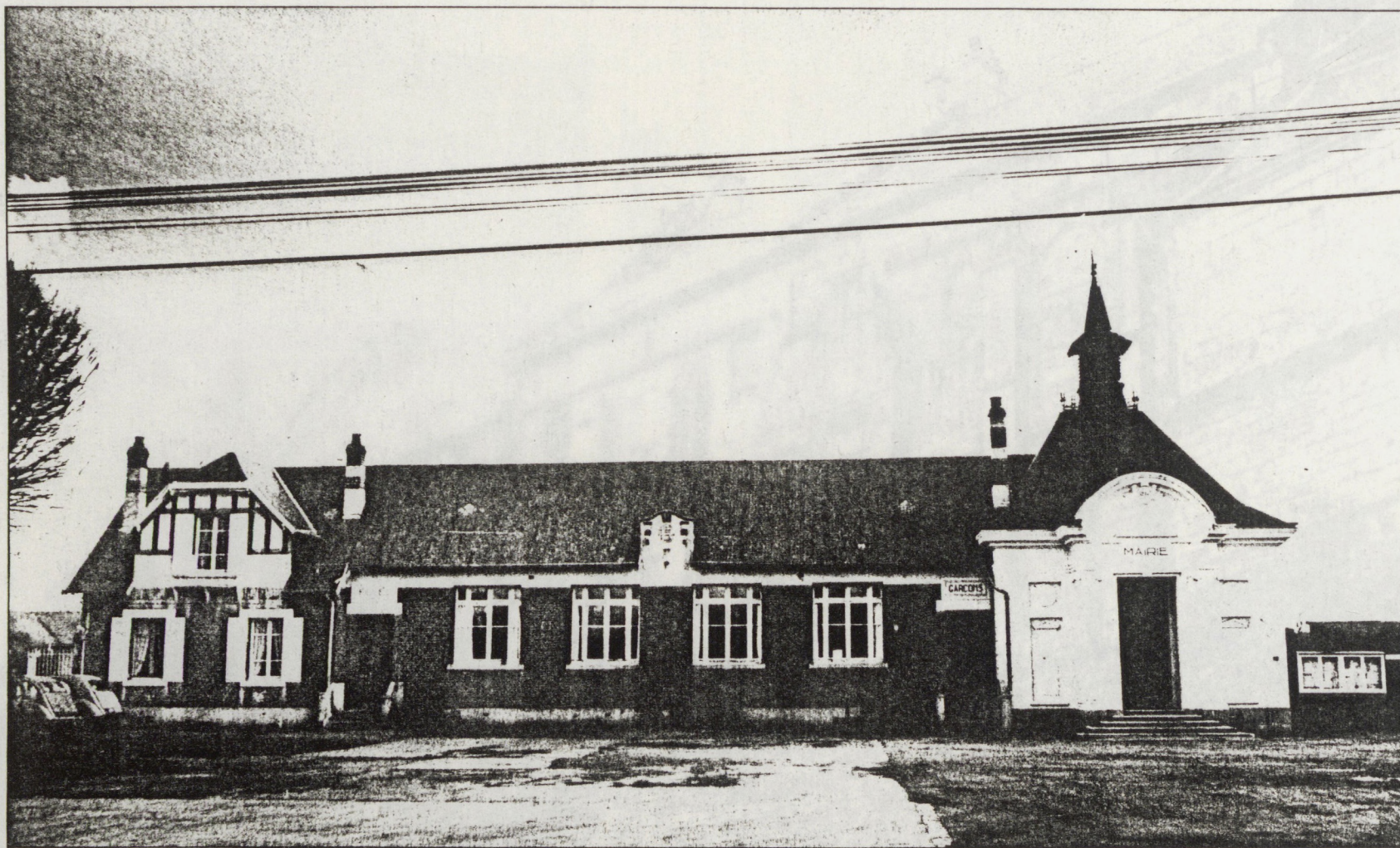
Hotel (transformé en magasin), Soissons.



Hôtel (transformé en magasin), Soissons.



Le palais du vêtement à Soissons.



Ecole, maison d'instituteur et mairie à Coevres (1926).

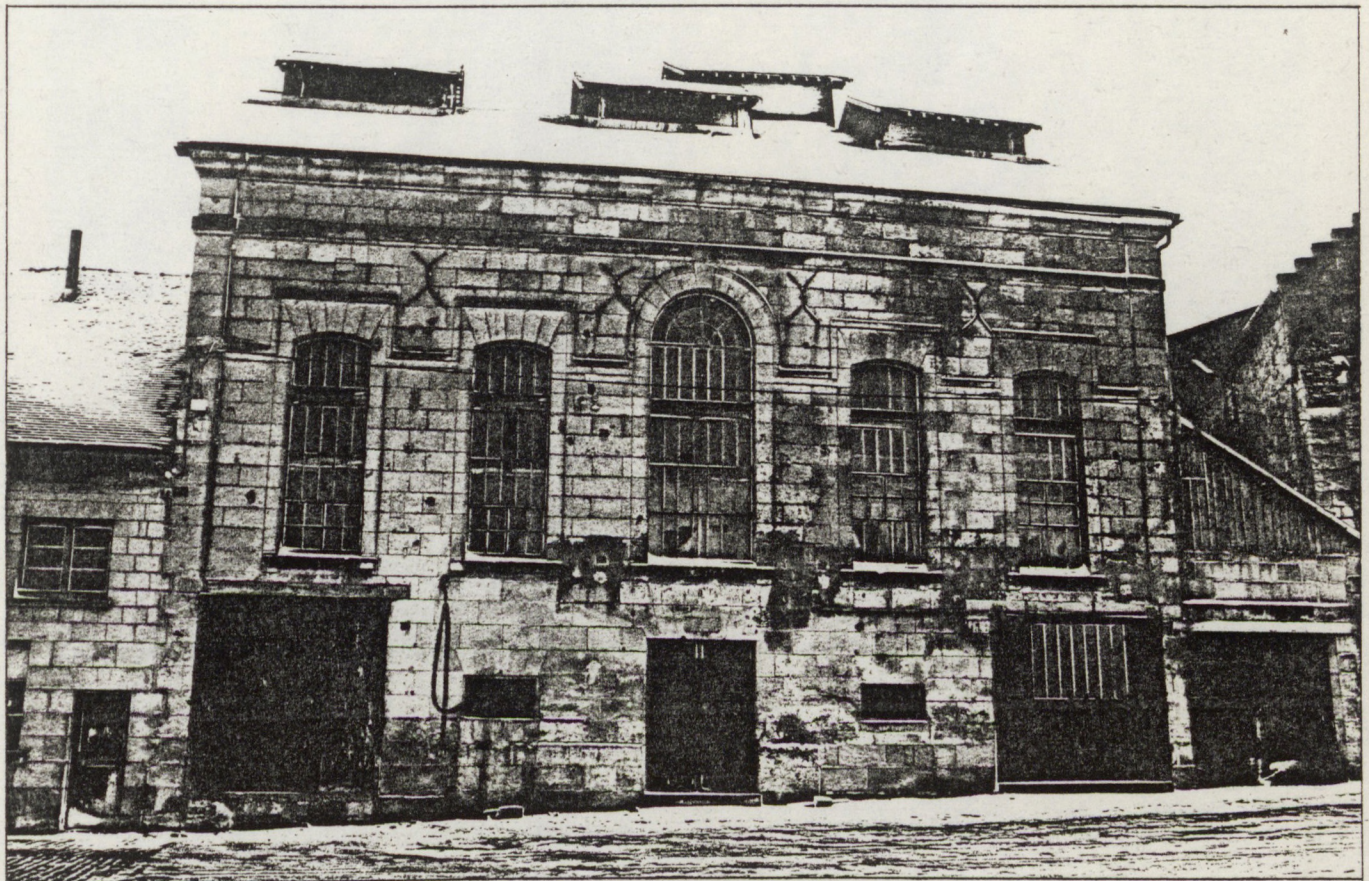
Le style de l'édifice est à l'avenant de la région (ancien grenier XVe, échappée XVIIIe).



Le corps de logis de la Ferme de la Montagne (ancien grenier XVe, échauguette XIIIeme).



La distillerie après les tirs de 1915



La distillerie reconstruite

LES DAMES DE BLERANCOURT



"LES DAMES DE BLERANCOURT"

De gauche à droite, Miss Anne Morgan et Anne Murray Dike (amie de Tardieu, ministre de la Reconstruction des Régions libérées qui succéda à Lebrun).

LES DAMES DE BLERANCOURT

Un quadrilatère s'inscrit sur la carte. L'Oise le borde de la Fère à Compiègne, l'Aisne de Compiègne à Soissons; la route de Soissons à Laon le délimiterait à l'Est; les affluents de la Serre, de Laon à la Fère constitueraient sa face Nord... Dans cet espace, depuis le Ve siècle il n'est motte de terre qui n'ait été martelée par des hommes d'armes, éventrée par leurs engins de guerre, imprégnée de sang français. Les pierres y crient encore la pitié de générations ensevelies en plein champ. Abusive rançon d'une position géographique d'avant-garde! Les fleuves, ces chemins qui marchent..., guident les invasions. Par la trouée de l'Oise tous les périls du Nord ont invariablement fondu sur Paris. Le quadrilatère leur a opposé avec des fortunes diverses la faiblesse de ses obstacles naturels, ses nappes de flèches ou de balles, des murs de poitrines. Historiquement, fatalement, la Picardie a servi de bouclier à l'Île-de-France.

Au centre de la plaine, massé dans un vallon, le bourg de Blérancourt -Blerencurtis- monte la garde depuis l'ère romaine. Nul doute qu'il soit aux voisins pareil, accumulant comme eux, dans ses annales, les mêmes périodes de massacres et de destructions, mais aussi les mêmes redressements au soleil. En 1917, le front y passe. Les Allemands y sont tapis depuis trois ans, après que leur ruée de septembre 1914, brisée sur la Marne, eût reflué sur l'Aisne pour s'y stabiliser.

A ce moment -le 18 mai 1917- s'embarque à New York pour Bordeaux la "Section civile du Comité américain pour les blessés français", c'est-à-dire un groupement privé d'Américaines au grand coeur (Good-Will est son nom) qui se hâte au secours des souffrances françaises, avec du matériel, des dons en nature,

LES DAMES DE BLERANCOURT

des subsides et sept porteuses de flamme: Mme Murray A. Dike, Miss Anne Morgan, Misses Barbara Allen, Rose Dolan, Malvina Duer, Myriam Blagden et Petula Wright. D'autres suivront... L'intrépide peloton arrive aux Armées au mois de juin. "Où pouvons-nous servir ? Où souffre-t-on le plus de danger ?"... Sans hésiter le général Pétain leur désigne Blérancourt. Justement un repli stratégique des Allemands (sur la ligne "Hindenburg") a laissé l'agglomération à l'abandon, avec ses vieillards, ses femmes, ses enfants sans abri -60 maisons ont été rasées- sans nourriture; jusqu'aux eaux polluées qui empoisonnent le sol et les humains. Blérancourt exposé, en première ligne.

Les bonnes Samaritaines s'y dépêchent sous le feu. Elles campent dans ce qui fut l'orgueilleux château des ducs de Gesvres. Il n'en reste depuis la Révolution française que douves à moitié comblées, deux pavillons délabrés et l'arc monumental d'une porte qui s'ouvre sur le vide. La "Section civile" y installe le quartier général de sa bienfaisance.

Confiées par le général Pétain à la vigilance du corps de cavalerie du général Féraud qui tient le secteur, aidées par une douzaine de leurs compatriotes volontaires qui viennent de débarquer, les Américaines de la Good-Will se mettent à l'ouvrage avec méthode et souriante témérité.

Pour les habitants émaciés et sans gîtes elles montent des abris avec du carton bitumé, édifient de leurs mains des maisons de bois, distribuent des aliments, des réchauds, des casseroles, des lampes, du linge. Elles équipent un dispensaire, rouvrent l'hôpital déserté, fondent une maternité, portent soins et médicaments à 10 lieues à la ronde (grâce aux volontaires de leur admirable Section Automobile).

LES DAMES DE BLERANCOURT

Elles restituent une existence supportable à ceux qui ont enduré privations et angoisses et qui se sont cramponnés au sol de leur labeur plutôt que d'émigrer.

Malgré l'absence d'hommes mûrs qui sont au combat, la vie reprend néanmoins son rythme villageois. Au début 1918, 800 foyers sont déjà sous toit, pourvus d'ustensiles de ménage et ravitaillés par la chaîne ininterrompue des jeunes conductrices américaines. Une laiterie fonctionne pour les petits. Les enfants ont leurs jeux. Les anciens (nous dirions, aujourd'hui, ceux du troisième âge) retenus chez eux, ont des bibliothèques pour se meubler l'esprit. Avec le printemps, on prévoit le retour à la terre et les "Américaines" donnent bêtes, fourches, semences et engrais. Une coopérative agricole se fonde, qui englobe les plus valides sous l'autorité irrésistible de Mrs Arthur Ellis Hamm.

Et tout à coup, quand tout resurgit et reprend corps, voire racines... l'édifice s'écroule!

La foudroyante offensive Ludendorff du 21 mars 1918 entre Scarpe et Oise enfonce son coin entre Anglais et Français, menace Amiens, enlève Montdidier et Noyon, va déferler sur Paris. Mais le général Pétain la stoppe en quelques jours. Les Cuirassiers (à pied) se sacrifient à Moreuil le 4 avril. Amiens n'est pas tourné. La liaison est maintenue avec les Anglais inébranlables et stoïques. Tandis que le général Foch, nommé le 26 mars à Doullens, commandant en chef des armées alliées, médite déjà sa riposte triomphante...

Blérancourt est encerclé. Les "Américaines" évacuent de justesse leurs chers protégés. De leur poste provisoire de Paris elles continuent à leur fournir le nécessaire en leurs

LES DAMES DE BLERANCOURT

nouveaux refuges. Elles installent une colonie scolaire à Boullay-Thierry pour les évacués de l'Aisne. Cependant que des équipes volantes se chargent de la subsistance des 24 villages de l'Aisne où les Allemands n'ont pas pénétré. Le 27 mai, nouveau coup de boutoir de l'ennemi, qui submerge Blérancourt, s'empare de Soissons, passe l'Aisne, enveloppe Reims et parvient sur la Marne à Château-Thierry. Le 9 juin, offensive allemande sur l'Oise. Les Français mettent deux jours à la contenir aux abords de Compiègne. Mais le "quadrilatère est, cette fois, bien noyé... Craignant le renforcement des Alliés par l'apport des 43 divisions du général Pershing qui débarquent à une cadence accélérée jusqu'à en faire une marée d'un million d'hommes, Ludendorff tente le 15 juillet un effort désespéré. Il attaque de part et d'autre de Reims. S'il arrive à sa droite à pointer Epernay, à sa gauche ses troupes d'assaut sont clouées sur place, en Champagne, par les poilus du général Gouraud, soutenus par la Rainbow Division du colonel Mac Arthur.

C'est le signal! Les jours sombres sont achevés. Foch part à la contre-attaque le 18 juillet. Alors, en effet, de la forêt de Villers-Cotterets qui a masqué leur concentration, s'élancent les armées des généraux Degoutte et Mangin qui réduisent le saillant ennemi et reconduisent les Allemands au-delà de l'Aisne et de la Vesle. Mangin reprend Soissons le 1er août, traverse l'Ailette... Le "quadrilatère" est purgé d'Allemands, Blérancourt libéré!(1)

Mrs Murray Dike et Miss Anne Morgan, impatientes de ce communiqué, suivent les armées en marche. En quel état vont-elles retrouver le bourg et ses dépendances après ces flux et reflux

LES DAMES DE BLERANCOURT

d'assaillants si divers, ces quatre mois de va-et-vient si dévastateurs ? Elles y parviennent, constatent, déplorent et agissent. Elles ramènent à leur point d'attache les populations à la dérive. Elles les logent dans ce qui tient encore debout. Outils en mains, elles réparent ce qui est réparable. Elles remontent avec foi ce nouveau rocher de Sisyphe. Elles rallument le flambeau de leur apostolat.

Cependant que leurs juvéniles volontaires se dévouent au chevet des militaires blessés ou poussant vers l'avant leurs rafraîchissantes cantines, versent quelque héroïsme au coeur des mâles guerriers.

La guerre a pris fin, et la mort des hommes, et l'anéantissement de la nature... Mrs Murray Dike et Miss Anne Morgan, à titre de combattantes, reçoivent la Croix de Guerre avec palmes des mains du maréchal Pétain. Leur mission bénévole d'assistance est ^à son terme. Elles peuvent se rembarquer pour l'Amérique, emportant dans leur sillage les bénédictions françaises... Or, elles demeurent "en ligne" comme au temps des batailles. Le coeur aurait-il ses raisons que la raison ignore ? C'est que de nouvelles perspectives de dévouement se sont ouvertes devant elles. Pour les atteindre, elles se consumeront au feu sacré qui les dévore...

A l'entrée en guerre des Etats-Unis, Washington a hiérarchisé les oeuvres particulières qui se consacrent aux belligérants alliés. A chacune il a assigné un but. Il a réglementé les appels à l'inépuisable générosité des libres citoyens d'Amérique. C'est ainsi, qu'au printemps 1918 la "Section civile du Comité américain pour les blessés français" -groupement privé tributaire de ses seules ressources- est devenu le Comité

LES DAMES DE BLERANCOURT

américain pour les régions dévastées de France. Sous empreinte officielle. Son propre effort financier n'en sera pas moins exceptionnel et soutenu. En naissant, le 15 mars 1918, le Comité n'a que 12.000 dollars en caisse. Fin 1918, il en aura recueilli 200.000 auprès de ses soutiens aux Etats-Unis; 400.000 en 1919; 804.000 en 1920; 562.000 en 1921; 307.000 en 1922. Il terminera sa vie publique en 1923 en passant la main avec le 2 millions de dollars de la "Good Will Election".

La Paix signée, le Comité se met à la disposition du Ministère français des Régions libérées, qui l'investit d'une partie de sa charge écrasante. Aux "Américaines" sont confiés 70.000 hectares à remettre en état, les quatre cantons de Soissons, Coucy-le-Château, Vic-sur-Aisne et Anizy-le-Château...le coeur endolori du "quadrilatère".

A cette marque de confiance, le Comité ne faillira. En cinq ans, il réalisera une prodigieuse réussite. Son ministère, il l'exercera par cinq services de restauration matérielle et morale: Construction, Hygiène sociale, Syndicats agricoles, Bibliothèques, Sports.

CONSTRUCTION.

Dans l'oeuvre de reconstitution qu'entreprirent les "dames de Blérancourt" il y eut les maisons qu'elles reconstruisirent et celles qu'elles firent réparer...Mais il y eut essentiellement et surtout la renaissance du château de Blérancourt. Qui le vit en 1920, éventré jusqu'en ses fondements, les pavillons de la cour d'honneur percés à jour, son aire couverte de gravats, ses fossés comblés sinon écroulés, des baraquements en planches foisonnant tout autour et gagnant sur les prairies voisines, aura été séduit par son étonnante

LES DAMES DE BLERANCOURT

américain pour les régions dévastées de France. Sous empreinte officielle. Son propre effort financier n'en sera pas moins exceptionnel et soutenu. En naissant, le 15 mars 1918, le Comité n'a que 12.000 dollars en caisse. Fin 1918, il en aura recueilli 200.000 auprès de ses soutiens aux Etats-Unis; 400.000 en 1919; 804.000 en 1920; 562.000 en 1921; 307.000 en 1922. Il terminera sa vie publique en 1923 en passant la main avec le 2 millions de dollars de la "Good Will Election".

La Paix signée, le Comité se met à la disposition du Ministère français des Régions libérées, qui l'investit d'une partie de sa charge écrasante. Aux "Américaines" sont confiés 70.000 hectares à remettre en état, les quatre cantons de Soissons, Coucy-le-Château, Vic-sur-Aisne et Anizy-le-Château...le coeur endolori du "quadrilatère".

A cette marque de confiance, le Comité ne faillira. En cinq ans, il réalisera une prodigieuse réussite. Son ministère, il l'exercera par cinq services de restauration matérielle et morale: Construction, Hygiène sociale, Syndicats agricoles, Bibliothèques, Sports.

CONSTRUCTION.

Dans l'oeuvre de reconstitution qu'entreprirent les "dames de Blérancourt" il y eut les maisons qu'elles reconstruisirent et celles qu'elles firent réparer...Mais il y eut essentiellement et surtout la renaissance du château de Blérancourt. Qui le vit en 1920, éventré jusqu'en ses fondements, les pavillons de la cour d'honneur percés à jour, son aire couverte de gravats, ses fossés comblés sinon écroulés, des baraques en planches foisonnant tout autour et gagnant sur les prairies voisines, aura été séduit par son étonnante

LES DAMES DE BLERANCOURT

métamorphose moins de six ans plus tard...les "Américaines" étaient passées par là!

Elles ne pouvaient laisser à l'état de ruines le berceau de leur activité et -leur mission achevée- restituer un emplacement à tous vent. Alors elles achètent le domaine et ses dépendances. Elles le relèvent avec persévérance, le parachèvent avec minutie. Et elles en font leur séjour d'élection.

Les baraquements-champignons disparaissent. Dégagées, les assises du château retrouvent leur belle ordonnance dans le carré des douves gazonnées. Parterres de fleurs, arbres taillés, et même un bassin, constitueront l'écrin. Les deux pavillons mutilés sous la Révolution peuvent, enfin, être restaurés dans leur harmonie primitive et, derechef, s'aligner en façade sur la porte monumentale que somment les griffons enserrant le blason des ducs de Gesvres(2).

Mais ce n'est pas assez. Confiante dans une définition de la Patrie que donnait Renan: "La Patrie est le souvenir des grandes choses faites ensemble", Mrs Murray Dike désire léguer à la postérité un monument historique, symbole concret de la coopération des Etats-Unis et de la France, depuis deux cents ans. Confluent des deux Patries, Blérancourt sera le reliquaire des gloires acquises en commun.

C'est ainsi que s'élèvent tour à tour, une partie du rez-de-chaussée de l'aile gauche et une partie du rez-de-chaussée de l'aile droite...Ainsi naquit le Musée de la Coopération franco-américaine de Blérancourt(3).

A la limite du périmètre du château une maison à deux étages et son pavillon entourés d'un jardin sont achetés par Miss Anne Morgan et Mrs W.K. Vanderbilt. Elles aménagent la maison avec

LES DAMES DE BLERANCOURT

confort, la meublent avec élégance et la baptisent "le Logis". Les bâtisses et le parc font un ensemble avec le château; il est du meilleur effet. Un corps de ferme, comprenant pavillon, maison et terrains, toujours dans le périmètre, servira à loger le conservateur.

L'Association "Les Amis du musée de Blérancourt" naît en décembre 1928 dans la ferveur de ses 800 adhérents américains et français. Tous croient avant de voir...(4)

Hélas! Les "Amis de Blérancourt", en leurs débuts, devaient se compter dans la douleur... Le 8 février 1929 mourait Mrs Anne Murray Dike. Elle avait depuis quelque temps quitté "le Logis" et adopté de vivre à Paris. Longtemps, à l'extrême faiblesse de son état, elle avait opposé son magnifique empire. En quatre mois, d'indicibles tourments épuisèrent les ressources d'énergie de la dame admirable... Alors, son sourire qui maîtrisait la souffrance s'éteignit. Et il sembla que la bonté se retirait de ce monde. Elle souhaitait reposer à Blérancourt auprès de ces populations de l'Aisne qu'elle avait tant aimées. On l'y porta sur les épaules de la foule.

Sur le chemin de ronde de l'église seigneuriale, patinée par les prières de dix générations, elle prit place dans sa sérénité; face à sa Picardie renaissante.

Son tombeau oblong, nu, est muet; mais s'étendant sur lui comme une aile blanche, une plaque de marbre détachée du mur de l'église vénérable, perpétue le nom et les faits:

" Mme Anne Murray Dike, née à Edimbourg (Ecosse), le 8 juin
 " 1878, décédée à Paris, le 8 février 1929, citoyenne améri-
 " caine, fondatrice de la section civile du Comité américain
 " pour les blessés français(1917), présidente du Comité

LES DAMES DE BLERANCOURT

" américain des régions dévastées(1918-1924), décorée de la
" Croix de Guerre(1918), chevalier de la Légion d'Honneur(1919),
" officier(1924).

" Pendant la guerre, a, quinze mois durant et le plus souvent
" sous le feu, aidé dans l'un des secteurs les plus éprouvés
" du front, la population civile et les armées; assuré à deux
" reprises, lors des replis des troupes alliées, l'évacuation
" des femmes et des enfants; pourvu aux besoins de l'heure
" par des distributions de vivres, vêtements, matériaux, meu-
" bles, semences, par la création de dispensaires, laiteries,
" coopératives, colonies d'enfants, cantines roulantes et am-
" bulances, maintenant le moral de tous à la hauteur de sa
" force d'âme.

" Après l'Armistice, a, pendant six années, présidé à la re-
" naissance d'un territoire de 70.000 hectares comprenant deux
" villes et 120 villages; constitué des syndicats agricoles,
" par qui a été réduite de moitié l'étendue de la "zone rouge";
" conçu et réalisé une complète armature de vie sociale; con-
" sultations médicales, dispensaires, gouttes de lait, hôpital,
" services cantonaux d'hygiène, foyers de réunion, cours pro-
" fessionnels, terrains de sports, camps de boys-scouts, bibli-
" othèques, musée historique franco-américain, écoles d'infir-
" mières et de bibliothécaires, garanti la durée de ces insti-
" tutions en confiant leur avenir aux collectivités locales
" qui, aujourd'hui, continuent son oeuvre.

" A fait à la France le don total de sa pensée, de son coeur
" et de ses forces, mérite une place d'élite dans la reconnais-
" sance du pays.

"Citation à l'ordre de la Nation(Journal Officiel du 20/2/29).

LES DAMES DE BLERANCOURT

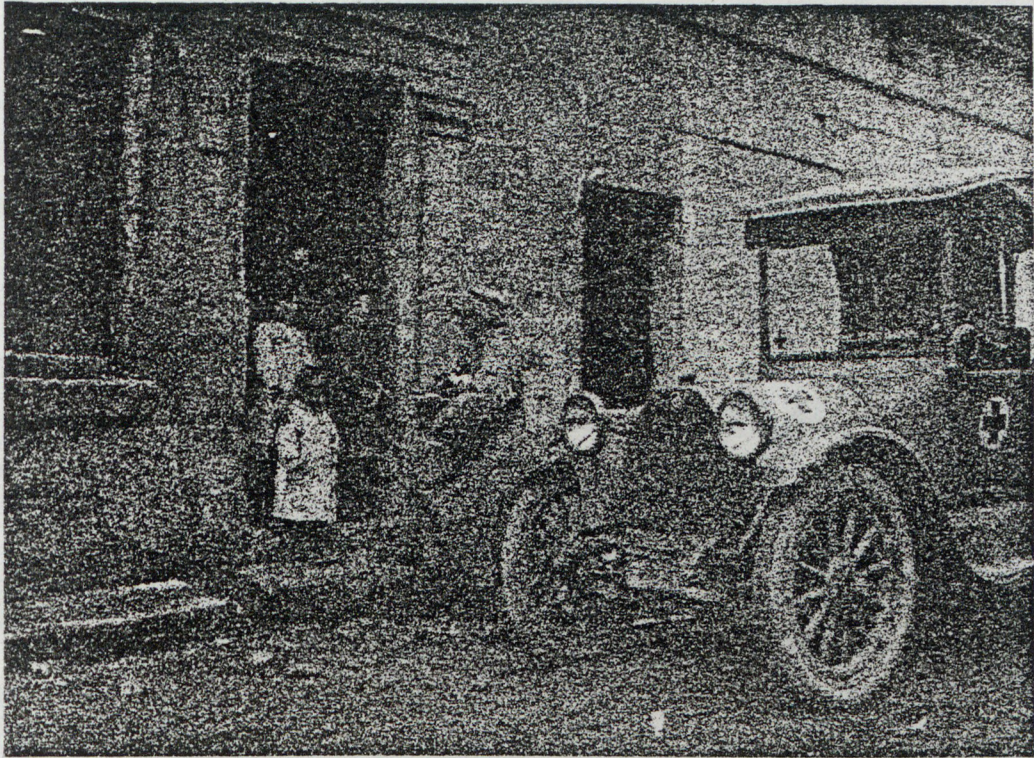
Les "Amis de Blérancourt" prirent coutume de tenir leur Assemblée annuelle au "Logis", reçus avec munificence par Miss Anne Morgan, en son fief. Les Américains de passage en France à la belle saison s'y donnaient le rendez-vous de la fidélité. Les personnalités parisiennes, les châtelains des alentours y accouraient. Les villageois faisaient cortège... Sous les arbres du jardin le repas s'achevait dans la communion des coeurs...

La plus émouvante de ces réunions fut bien celle de juin 1932 où à la mairie de Blérancourt, devant un grand concours de fidèles, M. André Tardieu, héraut inspiré de la France reconnaissante, attacha la cravate de Commandeur de la Légion d'honneur au cou de Miss Anne Morgan et...l'embrassa!

Dans Blérancourt désormais sans inquiétude, les campagnards lui devaient -à elle et à la chère disparue- leur retour en vigueur, les couples la joie de se perpétuer. De jeunes femmes épanouies promenaient des petits aux joues rubicondes... L'un d'eux, un gosse qui ne pouvait savoir, demande: "Quelle est donc cette belle dame que l'on décore aux accents de The star spangleg banner ? Et sa maman de lui répondre d'un jet: "Voyons, mais c'est Miss Anne Morgan; elle est notre mère!". Aux lèvres montaient les vers enflammés du frère cadet de Rouget de Lisle, le jeune poète du 13 septembre 1814, Francis Scott Key: " Sur un sol fier et libre à nos yeux dévoilée,
" Qu'elle se dresse encore la bannière étoilée.



Mrs A. Murray Dike et Miss Anne Morgan
au "Logis" , Blérancourt.



Une visite de Mrs Murray Dike aux nécessiteux et distribution de vivres.

Les deux photos sont identiques, la neige a été ajoutée de manière à rendre la photo du bas plus émouvante. Cette photo servait en effet à récolter des fonds aux U.S.A.



1922. Les



Documents pour la propagande du Goodwill : Mrs A.M. Dike en visite...

Miss Anna Morgan
Miss Arthur Ellis Han

Mrs Murray Dike
... aux champs

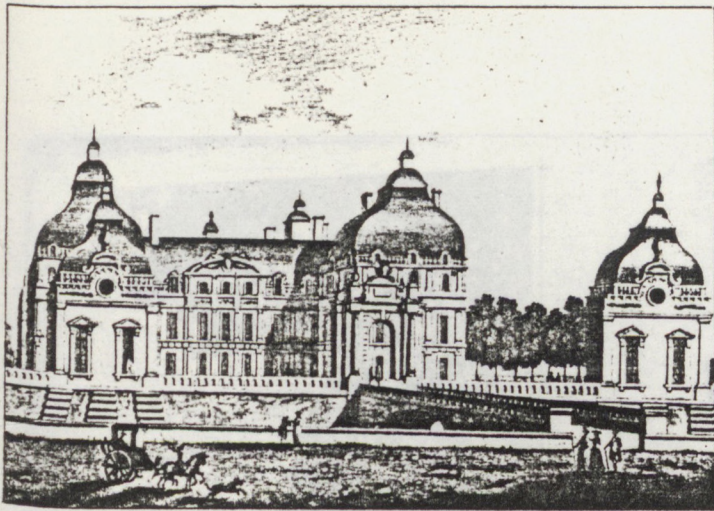


1922. Les Américaines de la "Good-Will Delegation" sur une coupole du fort de Vaux.



Miss Anne Morgan
Miss Arthur Ellis Ham

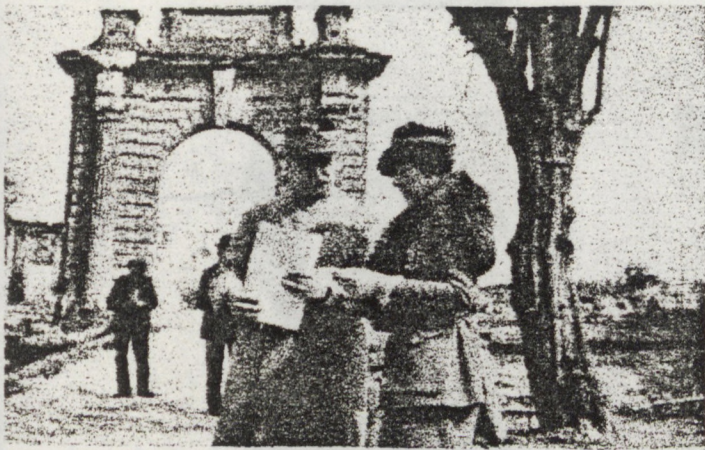
Mrs Murray Dike
... aux champs



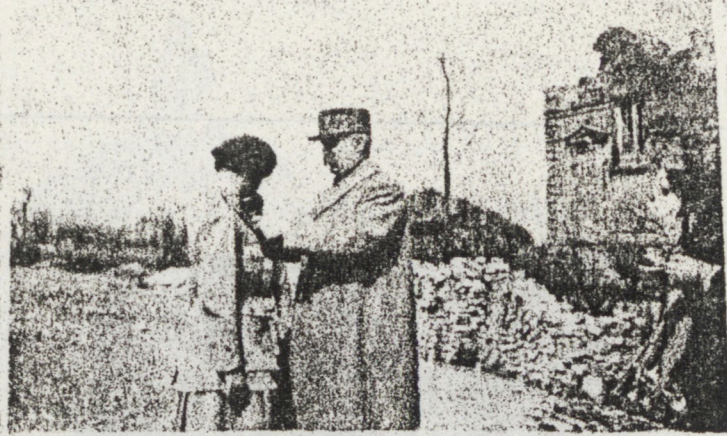
Le château de Blérancourt
au XVII^e siècle



Juillet 1917,
troupes d'assaut traversant Blérancourt



Mrs. A. Murray Dike et le Général Pétain au château de Blérancourt (1)
Le pavillon de gauche sans toiture (2)
Le pavillon de droite et les baraquements à l'arrière-plan (3)
Ces jeunes femmes de la "Good-Will Delegation" vont être décorées (4)



Le général Pétain décore les dames de la "Good-will Delegation" et remet les certificats à Mrs. A. Murray Dike.



Mr. Tardieu, président du conseil, en visite à Blérancourt.



Blérancourt : L'Hôtel de ville (reconstruction du fronton et du premier étage)
La salle des Fêtes (reconstruction du "Comité Américain" A.M. Dike).

LES DAMES DE BLERANCOURT

NOTES

(1)

Cette région fut réellement parmi celles qui souffrirent le plus, tant des Allemands que des Alliés. Invasion de l'été 1914. Reflux allemand et reconquête partielle des Français après la demi victoire de la Marne. Combats incessants, la ligne de front la traverse, de 1915 à 1917. L'offensive meurtrière en 1917 du Chemin des Dames et les destructions nécessaires à l'établissement de la ligne Hindenburg. L'assaut de Ludendorff en 1918, aussi profond qu'en 1914. Son reflux et la reconquête définitive de l'automne 1918. Ces différentes phases des combats laissèrent des traces beaucoup plus étendues que dans d'autres secteurs plus statiques ou plus circonscrits, tels ceux de Champagne ou de Verdun. Seule la Somme supporte la comparaison.

(2)

Du château de Blérancourt, jadis vaste et somptueux, il ne subsiste que peu de parties: deux beaux porches sculptés et deux charmants pavillons; du logis seigneurial, trois salles voutées ont été réparées, et grâce aux soubassements subsistants, deux ailes ont pu être reconstruites jusqu'à l'entablement du rez-de-chaussée par M. Bocage, architecte des bâtiments civils; l'emplacement du corps central, resté libre, ouvre une perspective sur la campagne.

De l'incendie et du pillage du château par les Espagnols en 1652, il ne reste en fait que les deux porches créés par Salomon de Brosse. Le plan porte la marque de son génie et la saillie que formaient aux extrémités du corps de logis les quatre pavillons d'angle, outre qu'elle conserve le souvenir des anciennes tours du moyen-âge, semble l'ébauche du plan

que de Brosse allait dresser peu après pour le Palais du Luxembourg. C'est très certainement leur reconstruction qui donna, alors, aux deux pavillons d'angle subsistants cet aspect très orné et très chantourné que le visiteur, aujourd'hui peut remarquer. Mais la seconde porte est la plus grande beauté de Blérancourt. Très étudiée dans ses proportions et dans ses lignes, elle est cependant typiquement baroque. Sa pierre magnifique joue avec la lumière, aux différentes heures du jour, et semble changer de dimensions: aimable à certaines heures, elle prend le soir une véritable grandeur et les proportions d'un arc-de-triomphe. Tel était le cadre que le sort désigna à Mrs Anne Murray Dike et Miss Anne Morgan. Sa beauté ne fut sans doute pas étrangère à l'attachement que ces deux femmes généreuses montrèrent à ce coin de terre française...

(3)

Mrs A. Murray Dike et Miss Anne Morgan font, à ce musée, dépôt de leurs archives. Celles-ci portent le témoignage de leur rayonnante activité. Le branle est donné, les concours affluent. Des salles sont consacrées aux citoyens des Etats-Unis volontaires combattants ou auxiliaires de l'armée française de 1914 à 1918 et aux bienfaiteurs américains des Institutions et des Monuments français. D'autres s'ouvrent pour recueillir les souvenirs de la Légion étrangère, de l'American Field Service, de l'escadrille La Fayette, du La Fayette Flying Corps, etc. S'y ajouteront les collections du War Relief Clearing House, de l'American Fund for French Wounded (de Miss Anne Morgan), de l'American Volunteer Motor Ambulance Corps, de l'American Ambulance Hospital (de Mrs W.C. Vanderbilt).

En outre, Miss Anne Morgan fera don à la commune de Blérancourt(en 1925) de la nue propriété de son domaine et, aux Musées Nationaux, de l'usufruit. En 1936, la commune de Blérancourt cèdera la nue propriété aux Musées Nationaux. La collectivité devient ainsi propriétaire d'un trésor inestimable.

(4)

A leur tête, deux noms se détachent:

M. Myron T. Herrick, le légendaire ambassadeur des Etats-Unis pendant la guerre en France, qui refusa d'abandonner son poste, et les Parisiens, alors que les Allemands menaçaient la capitale...avant la Marne. A qui lui remontrait justement qu'il exposait sa vie, il répondit: "Tant mieux! car il est parfois utile qu'un Ambassadeur soit victime de l'envahisseur, pour que son Pays reprenne conscience de son devoir."

et

André Tardieu, ancien Haut Commissaire aux Etats-Unis pendant la guerre, négociateur du traité de Versailles, président du Conseil des Ministres, qui entoura le "Comité américain" de sa diligente sollicitude et le fit accéder à la grandeur.



MISS ANNE MORGAN ET MRS W.K. VANDERBILT

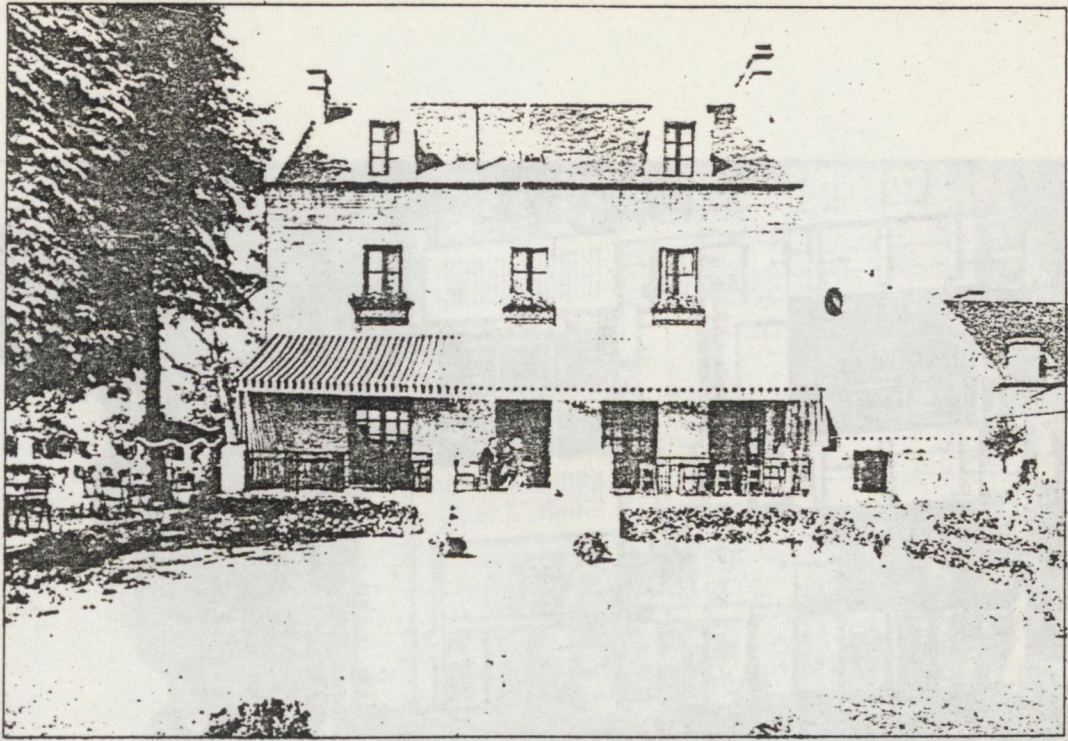
PHOTO HENRI MANUE

Miss Anne Morgan fut, avec Mrs A. Murray Dike, l'animatrice du Comité américain pour les régions dévastées de la France. Ce comité dont le quartier général était à Blérancourt, fit miracle pour restituer aux populations agricoles de la Haute-Picardie un sol que les érosions de la guerre semblaient avoir anéanti. Blérancourt est le sanctuaire de la coopération franco-américaine. Mrs Murray Dike eut l'idée de fonder le musée de la Coopération franco-américaine et de l'installer dans les vestiges du château de Blérancourt que le Comité américain venait de restaurer et d'offrir à la France.

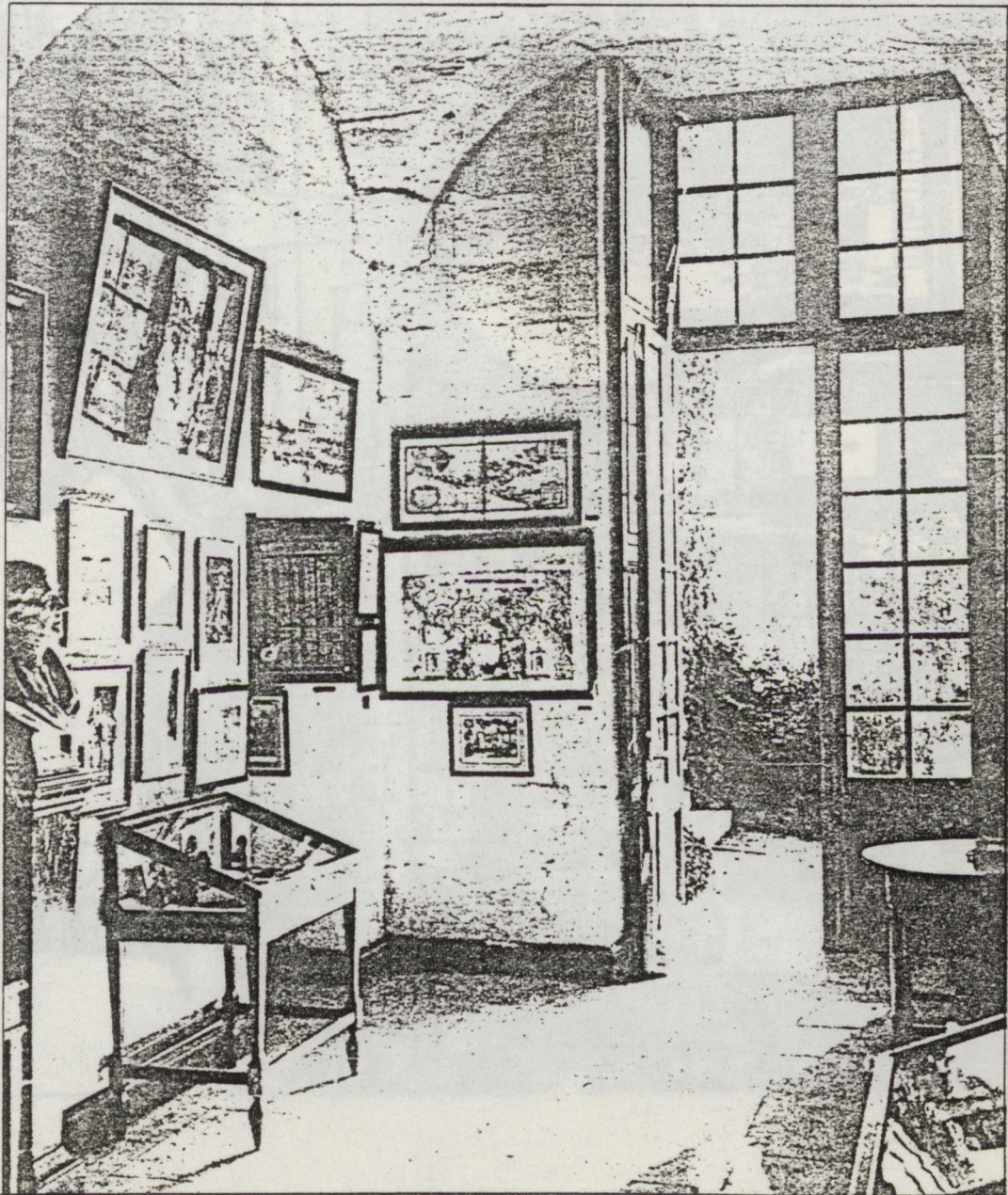
Mrs Murray Dike ne vit pas l'achèvement de son oeuvre, elle mourut le 8 février 1929. Il appartient à Mrs W.K. Vanderbilt de poursuivre, avec Miss Anne Morgan, la mission de leur collègue. Mrs W.K. Vanderbilt avait, aux premières heures de 1914, organisé des trains sanitaires, des ambulances automobiles et l'hôpital américain du Lycée Pasteur. La France "si désireuse" de guerre n'avait pas prévu les exigences du formidable service d'ambulance qui est le prix de toute bataille..." (Le Miroir du Monde, page 136, 1930). On doit encore à M et Mrs Vanderbilt l'organisation de l'escadrille Lafayette.



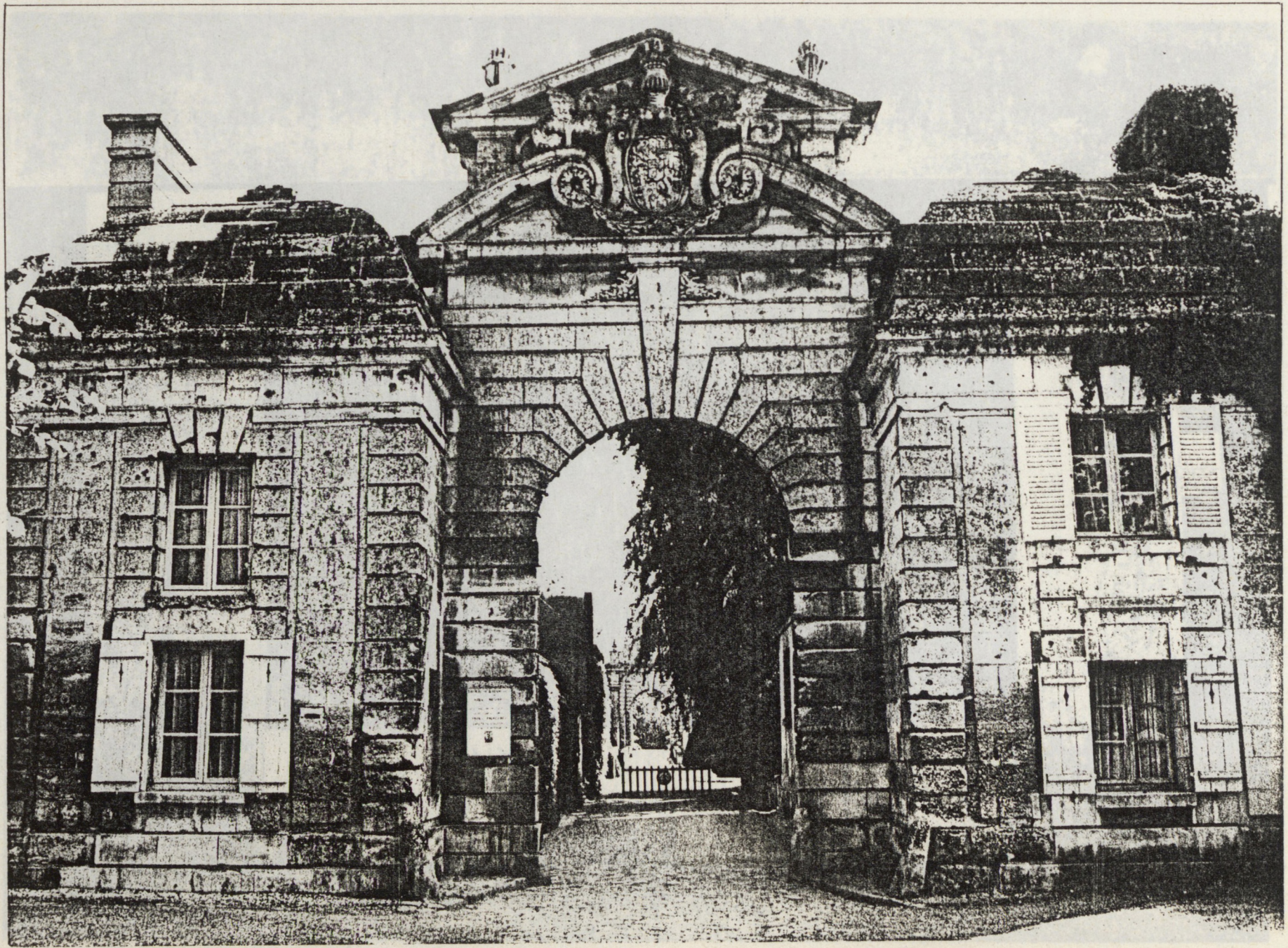
Les deux pavillons restaurés, le porche de Salomon de Brosse
A l'arrière-plan, les ailes du château reconstruites à
hauteur du rez-de-chaussée.



"Le Logis" dans le jardin



Le musée.



Château de Blérancourt : le premier, et à l'arrière-plan, le second porche de Salomon de Brosse (après la reconstruction)



ANNE MURRAY DIKE
ELLE FUT PALMER, CONSOLLER ET AIDER

Le Monument aux "Dames de Blérancourt"
(Mrs A. Murray Dike, des enfants et des
paysans).

ANNEXES AUX DAMES DE BLERANCOURT

Les quatre autres Services de restauration matérielle et morale

L'HYGIENE SOCIALE

Installé dans les ruines de Soissons(1920), parmi les populations sinistrées, le Comité américain est frappé par la déficience des enfants poussés et ballottés à travers les épreuves. Ils réclament des soins. Ils sont l'avenir de la race. L'oeuvre à accomplir sera de remonter à la source, de lutter contre la mortalité infantile, de combattre préventivement les maladies et d'appliquer fermement un strict programme de préservation sociale.

Mrs A.M. Dike et Miss A. Morgan créent dans l'Aisne une soixantaine de consultations de nourrissons et des consultations de grossesse, prenant à leur charge les honoraires médicaux et attribuant une prime de 5 francs à chaque mère présentant son bébé. Elles créent l'inspection médicale scolaire pour diriger correctement la croissance des enfants et des colonies scolaires pour leur assurer le plein air dans des conditions d'alimentation surveillée.

De 1919 à 1923, leurs infirmières ont fait 400.000 visites, donné 200.000 traitements, abaissé dans leur secteur la mortalité infantile à 2,4 p.100 alors qu'elle demeurait à 8,7 p. 100 dans le restant du département de l'Aisne.

De ces méthodes inconnues à l'époque en France, les "Américaines" démontrent l'efficacité. Le pays(le Soissonnais) les adopte... Mais pour combien de temps? Le Comité, association étrangère, ne pourra s'éterniser dans la région. Il partira un jour. A lui de susciter des initiatives françaises pour assurer sa relève et opérer la poursuite d'une oeuvre fondée pour les termes les plus longs. Sur-le-champ, les dames de Blérancourt passent aux actes.

ANNEXES AUX DAMES DE BLERANCOURT

Les quatres autres Services de restauration matérielle et morale

L'HYGIENE SOCIALE(suite)

Elles constituent en 1923 une Société civile française, l'Association d'Hygiène Sociale de l'Aisne, l'A.H.S.A., et elles la dotent de 3 millions, lui remettent deux immeubles pour loger le personnel, ainsi que le mobilier et les automobiles nécessaires à son efficacité. Surtout, elles guident ses premiers pas. Le centre de Blérancourt deviendra en 1929, après la mort de Mrs Dike, le "Centre d'Hygiène Anne Murray Dike".

Mais, l'armature une fois dressée, surgit un grave problème. La cheville ouvrière du dépistage des malades et de la prévention est l'infirmière visiteuse. La France n'en forme pas à l'époque. Et le Comité américain a les plus grandes difficultés à en recruter, qui soient qualifiées pour remplacer le moment venu le personnel expérimenté américain. Pour remédier à cette pénurie, Mrs A. Murray Dike et Miss Anne Morgan font obligation à l'A.H.S.A. de prévoir dans ses statuts l'élévation du niveau de la profession d'infirmière. Mieux, elles fondent, avec Mrs M. Breckenbridge et Mlle de Joannis, la magnifique Ecole de Montrouge. De cette ruche, sortent les infirmières françaises diplômées d'Etat et les assistantes sociales éprouvées qui se consacreront(en uniforme) aux Centres d'hygiène sociale du Soissonnais. Le Centre d'hygiène sociale de Soissons jouera un rôle éducatif important. Il essaime. De divers points de France et même de l'étranger l'on viendra visiter cet établissement modèle et s'inspirer de ses remarquables méthodes. Il en est résulté dans cette région une nette amélioration de la santé publique et une diminution importante de la mortalité infantile.

ANNEXES AUX DAMES DE BLERANCOURT

Les quatres autres Services de restauration matérielle et morale

SYNDICATS AGRICOLES

La Coopérative agricole du début, celle de Mrs Arthur Ellis Hamm, prendra de l'essor. En 1914, l'Aisne comptait seulement 12 syndicats agricoles. Dès après 1920, elle en comptera 300, qui répondront aux besoins d'une terre à rénover en commun. Le plis est pris. Et, en cette matière, le Soissonnais sera aussi une région pilote.

BIBLIOTHEQUES

Les bonnes dames de Blérancourt ont aussi pensé à nourrir l'esprit de leurs protégés de tous âges. Finie la vacuité des loisirs après les durs travaux des champs! Des livres à leur portée ont été mis à leur disposition dans des bibliothèques statiques ou itinérantes. Vive donc les longues veillées d'hiver. Dans les 4 cantons les lecteurs passent en six ans de 7.000 à 40.000. Les livres consultés de 11.000 à 100.000. Les livres prêtés de 22.000 à 130.000...Le paysan de France est enclin à s'instruire quand on lui en facilite les moyens!

SPORTS & SCOUTISME

Dans chaque village, les sports sont encouragés et des terrains aménagés. La course à pied est mise en honneur et des compétitions sont dotées de prix. Des agrès sont distribués pour l'entraînement à la gymnastique sous la conduite de moniteurs. Des courts de tennis sont nivellé et roulés. Les traditions des jeux de quilles et de boules sont entretenues...Chaque âge a son loisir sportif du dimanche(on travaille encore le samedi). Pénétrée de la portée du scoutisme dans la formation quotidienne des caractères et la confrontation de ceux-ci par des séjours en pleine nature, Mrs Anne Murray Dike résoud le problème dans son secteur et en étend les avantages acquis à toute la France.

ANNEXES AUX DAMES DE BLERANÇOURT

Les quatres autres Services de restauration matérielle et morale

SPORTS & SCOUTISME(suite)

Dans l'Aisne, elle va jusqu'à attacher à ses chers "boys", pour une saison, un chef indien rompu à la technique des noeuds, expert en pistes à suivre et en établissements de campements.

Dans l'Aisne toujours, lors d'un camp, les "Américaines" feront venir, pour l'inspecter, le grand Baden Powell, le père du scoutisme. Il ne ménagera pas ses éloges...



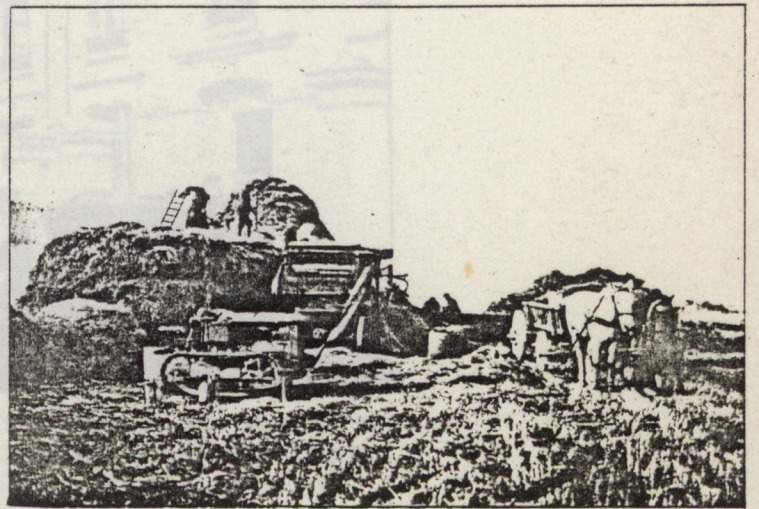
L'évacuation de Blérancourt



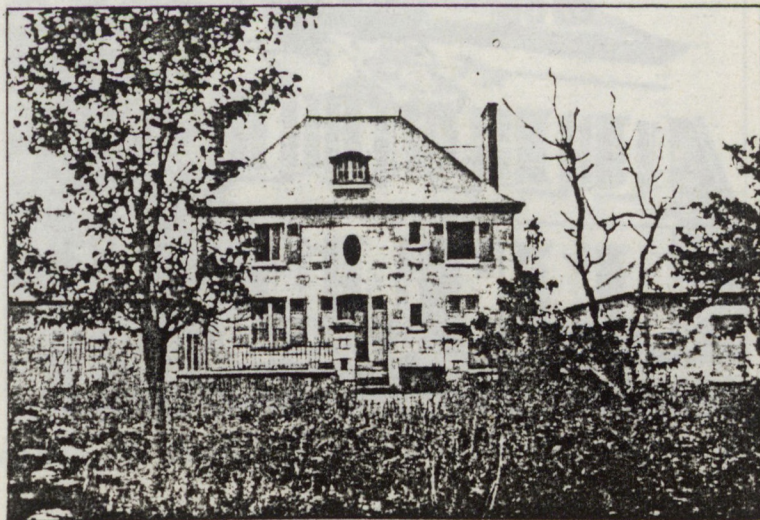
Distribution de vivres aux réfugiés



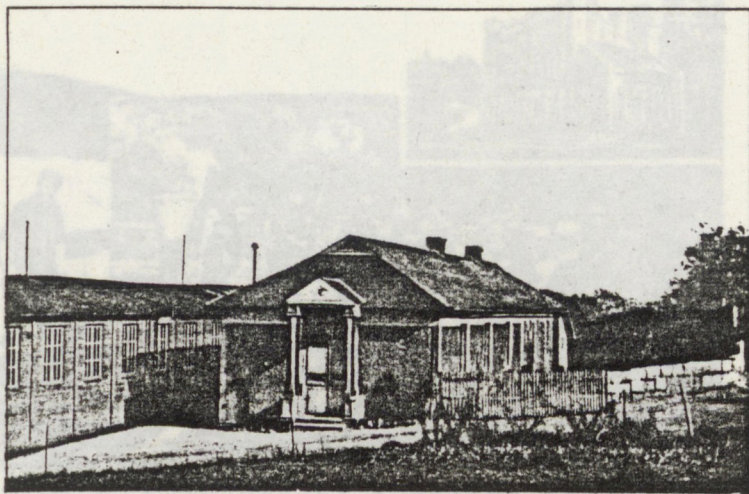
Une clinique du Comité



Remise en état de fermes à l'aide de machines agricoles du Comité Américain



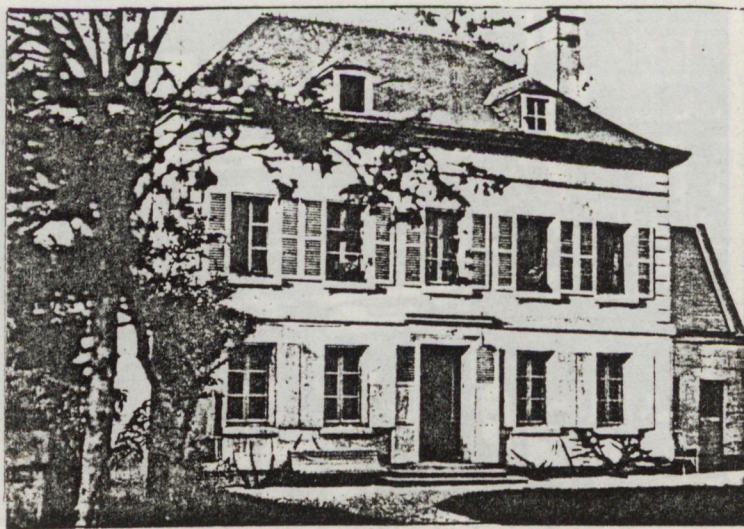
Infirmerie centrale à Anizy-le-Château



Le Foyer du Village à Trosly-Loire.



La Maison des Infirmières à Soissons et
le quartier général de l'Association
d'Hygiène Sociale de l'Aisne.



Centre du Comité Américain à Vic-sur-Aisne.



Un camp de boys-scouts organisé par le Comité.
La Maison de boys-scouts à Cappy.



Foyer d'adultes du Comité Américain à Urcel.



La bibliothèque du Comité à Soissons.

LES DESTRUCTIONS

Suivant le plan Schlieffen, l'armée allemande avait en 1914 envahi la Belgique, déferlé sur les régions de Beauvais, ravagé Sedan et menacé Provins pour, enfin, laisser mourir son offensive sur les bords de Vitry-le-François. L'arrêt de la bataille de Verdun à un moment de coordination...

LES DESTRUCTIONS



127
 Campagne de 1914. — Ruines d'YPRES
 Maison Buis, Rue de Lille.
 Reproduction interdite. — Photo Antony, Ypres.

LES DESTRUCTIONS

Suivant le plan Schlieffen, l'armée allemande avait en 1914 envahi la Belgique, débordé Amiens, inquiété Beauvais, ravagé Senlis et menacé Provins pour, enfin, laisser mourir son offensive aux alentours de Vitry-le-François. L'erreur de von Kluck alliée à un manque de coordination stratégique du Haut Commandement allemand présidé par Molke le Jeune, épargna à Paris un encerclement fatal aux armées françaises. Le 4 septembre 1914, Joffre donne l'ordre à toutes les armées françaises de suspendre la retraite et de reprendre l'offensive. Le lendemain, la première armée allemande (von Kluck) est attaquée au flanc par la VI^e armée française (Maunoury) et c'est la bataille de la Marne. Reims est délivrée, Soissons et Compiègne, Montdidier et Amiens. Ensuite fait rage la "Course à la mer" qui de Nieuport à Arras et d'Arras à Roye en continuant vers Soissons, Craonne, Suippes, Verdun, St-Mihiel, Nancy, St-Dié et Belfort, constituera le front immuable des années 1915, 1916, 1917 et 1918. Hindenburg et Ludendorff tenteront de l'enfoncer au printemps 1918, réinvestissant Bethune, Montdidier, Villers-Cotterêts, Château-Thierry, Dormans et St-Mihiel après avoir laissé à von Falkenhayn le soin de tenter de saigner la France à Verdun.

Foch va le repousser jusqu'à une ligne allant de Gand à Ath, Mons, Rocroi, Sedan, Montmédy, Etain, Altkirch et Belfort. Et, le 11 novembre 1918, ce sera l'Armistice. Les destructions engendrées sur ce front maigrement fluctuant seront l'objet de cette phase de notre étude.

LES DESTRUCTIONS

Elles constituent en effet les conditions de la reconstruction en France des régions dévastées par la Grande Guerre.

Au matin du 21 février 1915, le soleil se lève sur des forêts scintillantes de givre. Les capitaines Pujo et Boireau de la 72e D.I. se dirigent vers le bois des Caures.

afin d'y constater l'état d'avancement de nouveaux travaux. Ils laissent leur auto à une ferme nommée Joli Coeur et, à travers les taillis, se dirigent en bavardant vers le P.C. du colonel Driant.

Il est exactement 7 heures. Un grand frémissement soyeux ébranle le ciel...

...Le froissement soyeux du ciel qui a fait dresser l'oreille aux capitaines Pujo et Boireau était le vol de milliers d'obus. Il dure quelques secondes. Puis la terre rugit, fume, tonne, s'ouvre, se fait elle-même projectile, retombe en fontaines comme si elle s'était liquéfiée. Les arbres titubent, se couchent les uns sur les autres, ou, arrachés, s'arrachent en quelque sorte à eux-mêmes dans une éruption d'écorce et de pulpe. Un bombardement de 2.500.000 obus commence.

Au bois des Caures, Driant regarde voler autour de lui les voliges et les gabions de ses nids de résistance.

"Mes abris ne tiennent pas", dit-il philosophiquement,

"mes chasseurs tiendront..."

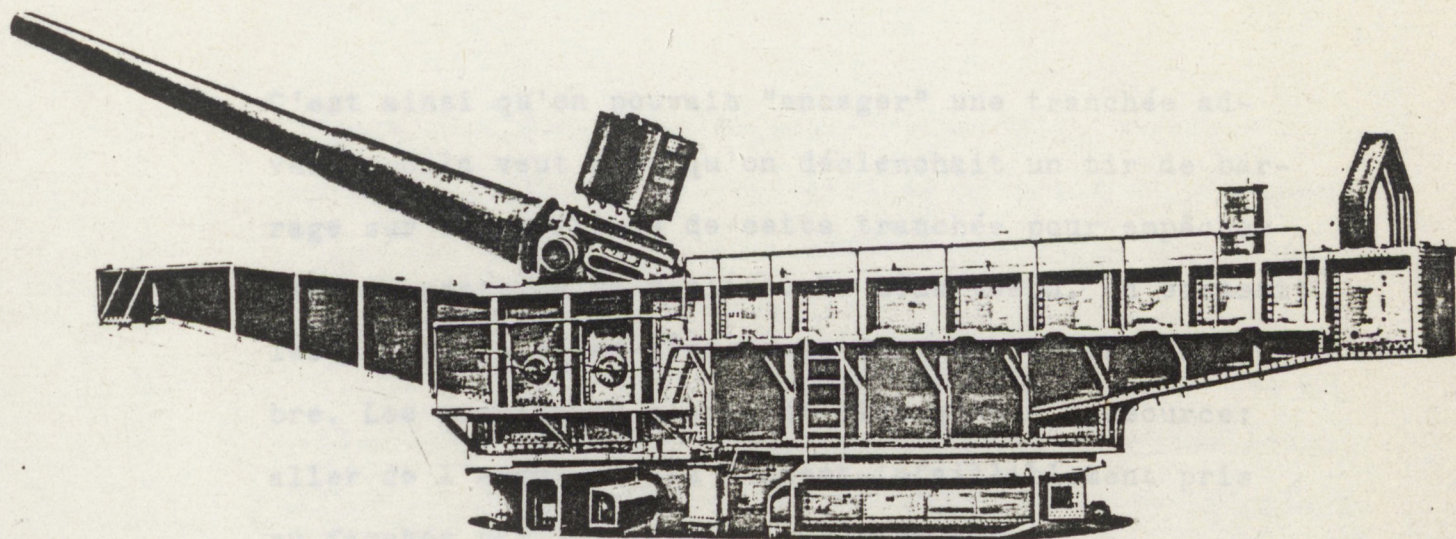
Outre les artilleries organiques de divisions et des corps d'armées, Falkenhayn a concentré sur le front d'attaque de sa bataille -celle de Verdun- 160 batteries comprenant des canons^{de} 90, de 100, de 120, de 130 et de 150; des canons de marine à tir rapide de 305 et de 380; des mortiers de 150, de 210

LES DESTRUCTIONS

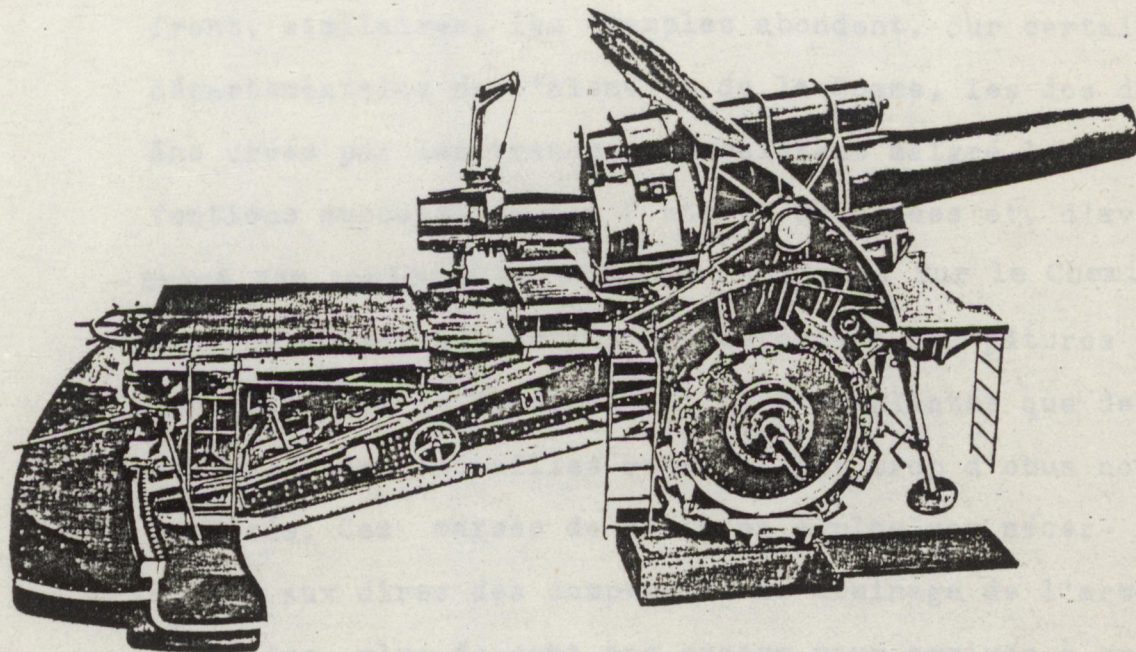
de 305 et de 420. 1.300 trains de munitions -trafic immense qui, cent fois, eût dû être décelé- ont amené 2.500.000 obus de tout calibre. Le bombardement doit durer dix heures et, pour ces dix heures de tir, les commandants de groupements ont à leur disposition des allocations de munitions correspondant à six jours de combat normal. Un obus va tomber sur chaque centimètre carré du sol de Verdun. "Ce qui en donnerait l'idée la plus exacte, ce sont les abords fangeux d'un abreuvoir piétiné par des milliers de bêtes. Mais il faut se figurer, au lieu d'empreintes de sabots, des entonnoirs où les cadavres flottent comme des mouches dans un bol"

En lisant ces mots d'un des leurs, tous les anciens combattants reconnaîtront le sol de Verdun et celui des divers autres champs de bataille de la première Guerre mondiale, en Champagne, dans l'Aisne ou la Somme, en Artois ou en Flandre..Devant les déchaînements d'une puissance de feu telle, des villages, des bourgs, sont irrémédiablement rayés de la carte; leurs emplacements n'étant plus signalé que par de simples stèles. C'est, entre autres, le cas de Vaux, de Tahure, de Perthes-les-Hurlus.Des villes telles Furnes, Ypres, Dixmude, Soissons, Chauny, Combles, Tergnier, sont entièrement reconstruites..

Au début de la guerre, les soldats pouvaient encore rechercher la sécurité dans des trous d'obus en vertu de ce vieil adage qui veut que, jamais, deux obus ne tombent au même endroit. Cet adage devait se révéler faux. L'artillerie était parvenue à une précision diabolique.



Pièce de marine de 380 mm à longue portée
(46 km)



L'obusier de 420 mm, le plus gros canon jamais vu en 1915. Une portée de 14 km, un obus de 922 kg à raison de 10 coups/heure. Un équipage de 283 hommes pour une batterie de deux pièces!

DESTRUCTIONS

C'est ainsi qu'on pouvait "encager" une tranchée adverse. Cela veut dire qu'on déclenchait un tir de barrage sur les arrières de cette tranchée pour empêcher les occupants de se replier. En même temps, on écrasait les tranchées elles-mêmes avec des obus de gros calibre. Les survivants n'avaient plus qu'une ressource: aller de l'avant où ils étaient infailliblement pris ou fauchés par les mitrailleuses...

Dans une ferme de Champagne, la ferme de Moscou, l'agriculteur qui l'exploite retire (62 ans plus tard) des terres qu'il laboure quelque 3 tonnes de douilles, obus, ferrailles, boutons d'uniformes, déchets d'armes, ^{etc.,} ses terres étant traversées par des lignes de départ françaises. Son cas n'est pas rare. Sur toute la ligne du front, similaires, les exemples abondent. Sur certaines départementales de l'Aisne et de la Somme, les dos d'âne créés par les tranchées subsistent malgré les réfections successives des Ponts et Chaussées et, d'avion, leur tracé est toujours parfaitement visible. Sur le Chemin des Dames, de monstrueux entonnoirs déforment les pâtures et les alentours de Verdun n'ont pu être plantés que de sapins, leurs entrailles recelant par trop d'obus non explosés. Ces masses de matières explosives nécessitant aux dires des compagnies de déminage de l'armée française plus de cent ans encore pour arriver à une totale sécurisation des territoires de combat (la presse française, courant année 1981).

Certes, par rapport aux bombardements alliés de l'Allemagne nazie et à la catastrophe d'Hiroshima, ces

DESTRUCTIONS

préparations d'artillerie pourront paraître presque anodines. Toutefois et en regard de l'époque napoléonienne qui les précède, leurs effets matériels, moraux et psychiques furent considérables.

Des bijoux de l'architecture occidentale furent irrémédiablement anéantis -la bibliothèque de Louvain, les halles de Ypres-, ou gravement endommagés -la cathédrale de Reims, celle de Soissons. Mais étant donné la topographie du front, courant des bassins miniers du Nord aux forêts de l'Argonne en passant par les régions de grande culture ou celles de forte densité urbaine, ce sont tous les aspects de la construction ancienne et moderne qui vont être bouleversés, détruits, touchés sinon atteints.

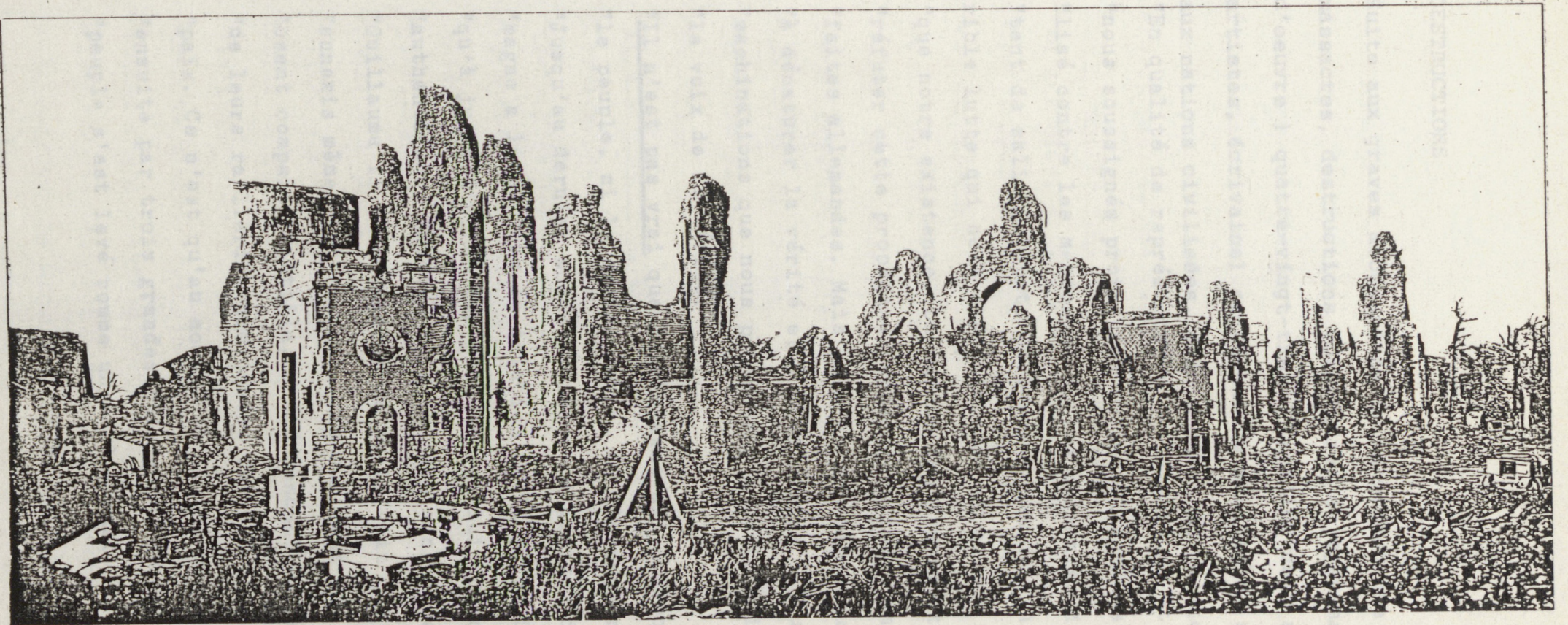
Quatre longues années grises et boueuses d'une guerre de tranchées qui s'étiraient de Nieuport à Belfort, avaient transformé ce vaste front statique et soumis à d'incessants pilonnages d'artillerie en une sorte de gigantesque boulevard no-man's-land, long d'un millier de kilomètres et large d'une trentaine. Cette largeur pouvait atteindre, voire dépasser la centaine de kilomètres sur les lieux des multiples mais vaines offensives et contre-offensives qui de 1914 à 1918, sans répit, se succédèrent... Entre les rives de ce delta sans issues, au coeur de ce monstrueux serpent de boue veiné de tranchées, de cagnas et de bastions, creusé de galeries, de "stollen", de casemates et de sapes, vérolé d'entonnoirs, entrelacé de fils de fer barbelés, relié de caillebotis, tout a été anéanti ...

DESTRUCTIONS

Tout! Bâtiments administratifs -Hôtels de ville, mairies, hôpitaux, écoles, P.T.T. et préfectures. Bâtiments culturels -cathédrales, églises et chapelles, et lieux de pèlerinages. Bâtiments industriels -charbonnages, aciéries, usines et manufactures, sucreries, distilleries et moulins. Les fermes, elles sont dans nombre de régions d'une importance considérable, ont beaucoup souffert, dans leurs terres si riches et leurs bâtiments admirables. Les habitations individuelles, qu'elles soient rurales ou urbaines, aussi, et aussi les châteaux...

L'extrême variété de cet échantillonnage, tant sur le plan régional que social, sa complexité si représentative des sociétés industrielles et rurales de la fin du XIXème et du début du XXème siècle vont faire de la reconstruction et de l'architecture de Dommages de Guerre le plus grand phénomène urbanistique de l'époque... Surtout si on lui additionne les pertes en biens d'équipement: écluses, canaux, gares, ponts, routes, viaducs et lignes de chemin de fer, tous dévastés par la guerre.

Mais l'on ne saurait considérer ce phénomène sous le seul critère des destructions; quand bien même celles-ci dépendraient et appartiendraient à ce bouleversement de société que fut la révolution industrielle. De même, les seules considérations de politique étrangère et les seuls points de vue architecturaux, techniques ou économiques ne pourraient éclairer la reconstruction sans l'évocation de ce que fut le climat collectif de la guerre et de l'après-guerre... Sans évoquer ce que furent les anciens combattants.



L'église Saint-Waast à Bailleul (Nord) au lendemain de la guerre

DESTRUCTIONS

Suite aux graves accusations de la propagande alliée (atrocités, massacres, destructions volontaires et systématiques de chefs-d'oeuvre) quatre-vingt-treize intellectuels allemands (savants, artistes, écrivains) signèrent un manifeste, sous forme d'appel aux nations civilisées, dès le début du mois de septembre 1914. "En qualité de représentants de la science et de l'art allemands, "nous soussignés protestons solennellement devant le monde civilisé contre les mensonges et les calomnies dont nos ennemis tentent de salir la juste et bonne cause de l'Allemagne dans la terrible lutte qui nous a été imposée et qui ne menace rien de moins que notre existence. La marche des événements s'est chargée de réfuter cette propagande mensongère qui n'annonçait que des défaites allemandes. Mais on n'en travaille qu'avec plus d'ardeur à dénaturer la vérité et à nous rendre odieux. C'est contre ces machinations que nous protestons à haute voix: et cette voix est la voix de la vérité.

"Il n'est pas vrai que l'Allemagne ait provoqué cette guerre. Ni le peuple, ni le gouvernement, ni l'empereur ne l'ont voulue. "Jusqu'au dernier moment, jusqu'aux limites du possible, l'Allemagne a lutté pour le maintien de la paix. Le monde entier n'a qu'à juger d'après les preuves que lui fournissent les documents authentiques. Maintes fois pendant son règne de vingt-six ans, "Guillaume II a sauvegardé la paix, fait que maintes fois nos ennemis mêmes ont reconnu. Ils oublient que cet empereur, qu'ils osent comparer à Attila, a été pendant de longues années l'objet de leurs railleries provoquées par son amour inébranlable de la paix. Ce n'est qu'au moment où il fut menacé d'abord et attaqué ensuite par trois grandes puissances en embuscade, que notre peuple s'est levé comme un seul homme.

DESTRUCTIONS

"Il n'est pas vrai que nous ayons violé criminellement la neutralité de la Belgique. Nous avons la preuve irrécusable que la France et l'Angleterre, sûres de la connivence de la Belgique, étaient résolues elles-mêmes à violer cette neutralité. De la part de notre patrie, c'eût été commettre un suicide que de ne pas prendre les devants.

"Il n'est pas vrai que nos soldats aient porté atteinte à la vie ou aux biens d'un seul citoyen belge sans y avoir été forcés par la dure nécessité d'une défense légitime. Car, en dépit de nos avertissements, la population n'a cessé de tirer traîtreusement sur nos troupes, a mutilé des blessés et égorgé des médecins dans l'exercice de leur profession charitable. On ne saurait commettre d'infamie plus grande que de passer sous silence les atrocités de ces assassins et d'imputer ce crime aux Allemands la juste punition qu'ils se sont vus forcés d'infliger à des bandits.

"Il n'est pas vrai que nos troupes aient brutalement détruit Louvain. Perfidement assaillies dans leurs cantonnements par une population en fureur, elles ont dû, bien à contre-cœur, user de représailles et canonner une partie de la ville. La plus grande partie de Louvain est restée intacte. Le célèbre Hôtel de ville est entièrement conservé: au péril de leur vie, nos soldats l'ont protégé des flammes. Si, dans cette guerre terrible, des oeuvres d'art ont été détruites ou l'étaient un jour, voilà ce que tout Allemand déplorera certainement. Tout en contestant d'être inférieurs à aucune autre nation dans notre amour de l'art, nous refusons énergiquement d'acheter la conservation d'une oeuvre d'art au prix de la défaite de nos armes. Ndlr: les Français n'avaient pas à installer leurs batteries d'artillerie sur le parvis de leurs cathédrales.

DESTRUCTIONS

"Il n'est pas vrai que nous fassions la guerre au mépris du droit
 "des gens. Nos soldats ne commettent ni actes d'indiscipline ni
 "cruauté. En revanche, dans l'est de notre patrie la terre boit le
 "sang des femmes et des enfants massacrés par les hordes russes,
 "et sur les champs de bataille de l'Oise, les projectiles dum-dum
 "de nos adversaires déchirent les poitrines de nos braves soldats.
 "Ceux qui s'allient aux Russes et aux Serbes, et qui ne craignent
 "pas d'exciter des Mongols et des nègres contre la race blanche,
 "offrant ainsi au monde civilisé le spectacle le plus honteux qu'
 "on puisse imaginer, sont certainement les derniers qui aient le
 "droit de prétendre au rôle de défenseurs de la civilisation eu-
 "ropéenne.

"Il n'est pas vrai que la lutte contre ce qu'on appelle notre mi-
 "litarisme ne soit pas dirigé contre notre culture, comme le pré-
 "tendent nos hypocrites ennemis. Sans notre militarisme, notre
 "civilisation serait anéantie depuis longtemps. C'est pour la pro-
 "téger que ce militarisme est né dans notre pays, exposé comme nul
 "autre à des invasions qui se sont renouvelées de siècle en siècle
 "L'armée allemande et le peuple allemand ne font qu'un. C'est dans
 "ce sentiment d'union que fraternisent aujourd'hui des millions d'
 "habitants, sans distinction de culture, de classe ni de parti.
 "Le mensonge est l'arme empoisonnée que nous ne pouvons arracher
 "des mains de nos ennemis. Nous ne pouvons que déclarer à haute
 "voix devant le monde entier qu'ils rendent faux témoignage contre
 "nous. A vous qui nous connaissez et qui avez été, comme nous, les
 "gardiens des biens les plus précieux de l'humanité, nous crions:
 "Croyez-nous! Croyez que dans cette lutte nous irons jusqu'au bout
 "en peuple civilisé, en peuple auquel l'héritage d'un Goethe, d'un
 "Beethoven et d'un Kant est aussi sacré que son sol et son foyer.
 "Nous vous en répondons sur notre nom et sur notre honneur."

DESTRUCTIONS

Suivent les noms de:
 prix Nobel de chimie, 1905
 Adolf von BAEYER, professeur de chimie à Munich. Peter BEHRENS, architecte et professeur à Dusseldorf et Berlin. Wilhelm von BODE, directeur général des musées royaux de Berlin. Aloïs BRANDL, président de la société Shakespeare à Berlin. Lujo BRENTANO, professeur d'économie nationale à Munich. Professeur Justus BRINKMAN, directeur du musée d'Hambourg. Johannès-Ernst CONRAD, professeur d'économie à Halle. Franz von DEFREGGER, écrivain à Munich. Adolf DEISSMANN, professeur de théologie protestante à Berlin. Professeur Friedrich-Wilhelm DOERPFELD, à Berlin. Friedrich von DUHN, professeur d'archéologie à Heidelberg. Professeur Paul EHRLICH, prix Nobel de médecine 1908, Emil von BEHRING, professeur de médecine à Marbourg, prix Nobel de médecine 1901. Albrecht EHRARD, professeur de théologie catholique à Strasbourg. Carl ENGLER, excellence, professeur de chimie à Carlsruhe. Gerhart ESSER, professeur de théologie catholique à Bonn. Rudolf EUCKEN, professeur de philosophie à Iéna. Herbert EULENBERG, écrivain à Kaiserswerth. Heinrich FINKE, professeur d'histoire à Fribourg. Emile FISCHER, professeur de chimie à Berlin, prix Nobel de chimie, 1902. Wilhelm FOERSTER, professeur d'astronomie à Berlin. Ludwig FULDA, écrivain, à Berlin. Eduard von GEBHARDT, à Dusseldorf. J.-J. de GROOT, professeur d'ethnographie à Berlin. Ernst HAECKEL, professeur de zoologie à Iéna (le pithécantrophe). Max HALBE, écrivain (Der Eisgang, 1892, Jugend, 1893.), à Munich. Professeur Gustav-Adolf von HARNACK, directeur général de la bibliothèque royale de Berlin. Gerhart HAUPTMANN, prix Nobel de littérature 1912, à Agnetendorf. Gustav HELLMANN, professeur de météorologie. Wilhelm HERRMANN, professeur de théologie protestante, à Marbourg. Andreas HEUSLER, professeur de philologie norvégienne Adolf von HILDEBRAND, sculpteur (auteur de "Le problème de la forme dans l'art plastique").

DESTRUCTIONS

Ludwig HOFFMANN, architecte municipal à Berlin. Engelbrecht HUMPERDINCK, compositeur (Hansel et Gretel), à Berlin. Léopold, comte KALCKREUTH, président de la Ligue allemande des artistes, à Eddelsen. Fritz-August von KAULBACH, interprète, à Munich. Théodor KIPP, professeur de jurisprudence à Berlin. Félix KLEIN, (Programme d'Erlangen, Vase de Klein), professeur de mathématiques à Göttingen. Max KLINGER, peintre et sculpteur. Aloïs KNOEPFLER, professeur d'histoire ecclésiastique à Munich. Anton KOCH, professeur de théologie catholique à Tubingen. Paul LABAND, excellence, professeur de jurisprudence à Strasbourg. Karl LAMPRECHT professeur d'histoire à Leipzig. Philipp LENARD, (rayons de Lenard) professeur de physique à Heidelberg. Maximilian LENZ, professeur d'histoire à Hambourg. Max LIEBERMANN, peintre (élève de Millet), à Berlin. Franz von LISTZ, professeur de jurisprudence à Berlin. Ludwig MANZEL, président de l'Académie des Arts de Berlin. Joseph MAUSBACH, professeur de théologie à Munster. Georg von MAYR, professeur de sciences politiques à Munich. Sebastian MERCKLE, professeur de théologie catholique à Wurtzbourg. Eduard MEYER, professeur d'histoire à Berlin. Heinrich MORF, professeur de philologie romane à Berlin. Albrecht NEISSER, professeur de médecine à Breslau. Walter NERST (principe de Nerst), prix Nobel de physique 1920, professeur de physique à Berlin. Wilhelm OSTWALD, prix Nobel de chimie 1909, professeur de chimie à Leipzig. Bruno PAUL, directeur de l'Ecole d'art industriel de Berlin. Max PLANCK, professeur de physique à Berlin (la théorie des quanta) prix Nobel 1915. Albrecht PLOHN, professeur de médecine à Berlin. Georg REICKE, écrivain, à Berlin. Professeur Max REINHARDT, metteur en scène et directeur du Berliner Théâtre. Aloïs RIEHL, professeur de philosophie à Berlin. Karl ROBERT, professeur d'archéologie à Halle.

DESTRUCTIONS

Wilhelm Conrad ROENTGEN, professeur de physique(rayons x) à Munich. Max RUBNER, professeur de physique à Berlin. Adolf von SCHLATTER, professeur de théologie protestante à Tubingen. August SCHMIDLIN, professeur d'histoire ecclésiastique à Munster. Gustav von SCHMOLLER, excellence, professeur d'économie nationale à Berlin. Reinhold SEEBERG, professeur de théologie protestante à Berlin. Martin SPAHN, professeur d'histoire à Strasbourg. Franz von STUCK, à Munich. Hermann SUDERMANN, écrivain(Frau Sorge, Heimat,Histoires lituaniennes),à Berlin. Hans THOMA, compositeur à Carlsruhe. Karl VOSSLER, professeur de philologie romane à Munich. Siegfried WAGNER, à Bayreuth.Wilhelm WALDEYER, professeur d'anatomie à Berlin. August von WASSERMANN, professeur de médecine à Berlin (travaux sur la syphilis). Wilhelm WIEN, professeur de physique à Wurtzbourg, prix Nobel de physique 1911(loi de déplacement de Wien). Ulrich von WALLAMOWITZ-MOELLENDORFF, excellence, professeur de philologie à Berlin. Richard WILLSTAETER, professeur de chimie à Berlin, prix Nobel de chimie, 1915. Wilhelm WINDELBAND, professeur de philosophie à Heidelberg (néo-kantisme). Wilhelm WUNDT, excellence, professeur de philosophie à Leipzig (fondateur de la psychologie expérimentale).

DESTRUCTIONS

Ce manifeste tentait de faire contrepoids, assez naïvement et plutôt maladroitement, aux déchaînements de la presse française; déchaînements qui vingt ans plus tard et sous le sinistre docteur Goebbels porteront un nom: propagande. Pour l'heure, il ne s'agit que d'informations, certes scandalisées, mais "objectives" et il faudra attendre la fin de la guerre pour entendre parler de "bourrage de crânes". Quoiqu'il en soit, mais fait totalement nouveau, la loi du 5 août 1914 autorise la censure à interdire la publication dans les journaux "de toute information ou article concernant les opérations militaires ou diplomatiques de nature à favoriser l'ennemi et à exercer une influence fâcheuse sur l'esprit de l'armée et des populations" et le ministre de la Guerre, Messimy, ordonne à tous les journaux de se soumettre au visa du bureau de presse. Dès lors, on "caviarde" sur les morasses et les directeurs de journal doivent se conformer aux instructions des services français de la censure sous peine d'avertissement, de suspension, de saisie, et même de conseil de guerre.

Dès les premiers jours de son existence, la censure se montre extrêmement tatillonne. Elle impose une telle discrétion sur les opérations militaires que les journalistes français en sont réduits à chercher des informations dans la presse anglaise. La plupart des journaux ouvrent alors une rubrique militaire dont les commentaires sont, le plus souvent, d'un optimisme systématique...ou d'un catastrophisme délirant lorsqu'il s'agit des "atrocités allemandes".

C'est ainsi qu'un communiqué officiel cite ce mot d'un carabinier belge qui a fait quelques prisonniers : "je ne prends plus mon fusil, maintenant : je pars avec une tartine. Lorsque les Allemands me voient avec, ils la suivent." (L'Intransigeant) cependant

DESTRUCTIONS

que Maurice Barrès dans l'Echo de Paris du 12 février 1915, cite ces lignes prétendument extraites d'un carnet trouvé sur un prisonnier allemand: "Aux blessés, nous coupons les pieds, nous leur brisons le crâne à coups de crosse et nous les brûlons vifs." On a peine à imaginer cette armée de paisibles amateurs de tartines se métamorphosant soudain en une horde sanglante de dangereux maniaques collectionneurs de mains d'enfant coupées (plus de 4000 selon l'affirmation du poète Jean Richepin à André Gide, sans la moindre preuve, bien sûr). Mais si la dichotomie vaut pour les hommes, elle s'exalte aussi pour les matériels..Toujours dans l'admirable Intransigeant on trouve cette surprenante prose: "L'inefficacité des projectiles ennemis est l'objet de toutes les conversations. Les shrapnells éclatent mollement et tombent en pluie inoffensive. Le tir est très mal réglé. Quant aux balles, elles ne sont pas dangereuses. Elles traversent les chairs de part en part, sans faire aucune déchirure."... Derechef on s'interroge et on se demande comment des armes aussi dérisoires et inoffensives sont parvenues au "crime de Reims"? Pourtant nous dit-on "Autour de l'admirable basilique décapitée par des brutes ivres de champagne et commandées par un fou furieux, c'est une multitude de maisons en ruines. A lui seul, ce sinistre panorama prouve que l'Allemand n'est pas un adversaire avec lequel on peut traiter, mais un bandit dont on doit faire justice. Avec rage et démoniaque précision les incendiaires assassins se sont acharnés sur la radieuse beauté des pierres ciselées, à coups d'obusiers de 420 mm..." Et pourquoi? Mais, pourquoi? Parce que: "Guillaume II n'exécrait pas seulement notre pays dans son présent", écrit Paul Ginistry dans le Petit Parisien, "...il l'enviait dans le passé. Gardant sous sa couronne d'empereur l'étroitesse d'esprit d'un hobereau de la Souabe, ce roi

DESTRUCTIONS

"Prusse ne pardonnait pas aux rois de France de jadis, qui avaient reçu l'onction à Reims, d'être de meilleure noblesse que lui. Et la basilique fut condamnée...Les tours que l'univers considérait comme une de ses parures les plus précieuses, virent pleuvoir autour d'elles les projectiles dévastateurs." Le fait que les armées françaises avaient installé non seulement un observatoire d'artillerie mais aussi des pièces toujours d'artillerie ne sont bien évidemment que billevesées. L'incendie de la cathédrale de Reims fut, en réalité et surtout, causé par l'embrasement de la paille que le prince Auguste-Guillaume, troisième fils du Kaiser, y avait amoncelée par milliers de bottes pour ses blessés et celui de l'échafaudage destiné à la restauration d'une des tours. La partielle irresponsabilité allemande dans le "sacrilège" apparaît dans le commentaire d'un journaliste l'époque, Mr Thiébault-Sisson. Après s'être inquiété de la perte de la toiture dévorée par les flammes, il s'inquiète de la pluie qui menace : "La pluie, écrit-il, en s'accumulant dans ce réservoir (la nef), pourrait par ses infiltrations amener une catastrophe irrémédiable. Notre-Dame de Reims résista au feu. Blessée, mutilée, elle n'a pas fléchi. Qui sait si les Prussiens, en ne parvenant qu'à l'entamer, ne la vouèrent pas, consciemment, à la dévastation par l'eau? Question qu'on se pose avec angoisse..."

Aaah! Machiavéliques "Pruscos", tantôt balourds et demeurés voire lâches, tantôt ne se faisant pas faute d'achever les blessés, de tuer sans pitié les habitants inoffensifs, pas plus qu'ils ne se soucient, dans leur rage homicide, d'épargner, ni les femmes (qu'ils violent toujours au préalable), ni les vieillards (dont ils se gaussent auparavant), ni, bien sûr, les enfants...

L'infirmière jouissant, elle, d'un traitement de faveur. Les récits de leurs calvaires variés abondent. En voici un publié par le Dumfries Standard et immédiatement repris par l'Evening Standard, la Pall Mall Gazette, le Star

Page 117
manquante sur le rapport

DESTRUCTIONS

le Globe et la Westminster Gazette, le 16 septembre 1914.

Une infirmière de vingt-trois ans, Miss Grace Hume, volontaire dans un service hospitalier en Belgique, a décidé de rester à son poste auprès de soldats alliés lors de la ruée allemande. Pour avoir héroïquement défendu ses blessés que les soldats allemands achèvent à la baïonnette, Grace Hume est "torturée", "mise nue", a "les mains coupées" et meurt "courageusement au cours d'une longue agonie sous les rires de la soldatesque boche". A ce récit sont jointes la copie d'une note écrite destinée à la famille Hume, dictée par Grace peu avant sa mort, et une lettre d'une autre infirmière, Miss Mullard, dans laquelle celle-ci explique comment est morte son héroïque amie.

Or, Miss Grace Hume, certes, existe et est infirmière, mais elle est parfaitement vivante et attend sereinement son affectation pour un hôpital du front de France. Quand à l'infirmière Mullard elle n'existe pas, sa lettre a été écrite par une vieille infirmière hystérique de soixante-dix ans, Kate X... qui a inventé et fabriqué toute l'histoire. Les journaux anglais rétablissent aussitôt la vérité et flétrissent les procédés ignobles de la vieille fille, mais il n'en reste pas moins que l'incroyable fable continue à circuler et à inspirer les publicistes de l'horreur. Une affiche française montre un patrouille allemande achevant à coups de baïonnette un soldat français sur un lit d'hôpital, tandis que le chef de patrouille braque un énorme revolver sur le visage de l'infirmière qui le supplie. Une affiche anglaise intitulée "Croix-Rouge ou Croix de Fer?", montre un soldat anglais étendu sur un brancard réclamant à boire à une infirmière allemande, sous l'oeil goguenard d'un médecin militaire et d'un gros officier, tous deux allemands. L'infirmière brandit en riant une verre d'eau dont elle répand le contenu

DESTRUCTIONS

sur le sol, sous le nez du soldat torturé par la soif et suppliant. Légende: "Pas une femme, en Angleterre, ne voudrait faire cela! Pas une femme, en Angleterre, n'oubliera cela!". Les Américains ne restent pas à la traîne, une affiche éditée à San Francisco, montre un enfant belge les yeux crevés et les avant-bras coupés brandissant ses moignons sur fond de village en flammes et sur une affiche italienne on peut voir un "Boche" agitant bien haut les avant-bras dont il vient d'amputer une jeune et ravissante femme sur le sein nu de laquelle s'écrase sa lourde botte. A l'envi ses traits montrent qu'elle va mourir... Tout est fait pour confirmer le sentiment populaire que, dans cette guerre, les Alliés se sont engagés pour sauver la civilisation menacée par la sauvagerie et la barbarie sanglantes de l'Allemand. Ils (les Alliés) sont les soldats du Droit, sauveurs de l'humanité. Or, les "atrocités allemandes" ont été, en 1914-1918, un mythe. Elles ont été le fait de la remarquable propagande alliée. Ce tout nouveau traitement psychologique des arrières et du front se devait de ne négliger ni mépriser aucun moyen. En temps de guerre et pour la propagande, tous les coups sont bons, seul compte le but à atteindre: galvaniser les esprits, durcir les volontés, intensifier la haine de l'ennemi, convaincre de la justesse de la cause défendue. Force nous est de reconnaître que, de ce but, chez eux comme sur la scène internationale, les Allemands lors de la Grande Guerre, furent fort loin. Dans ses Mémoires Ludendorff écrira; "Nous avons les yeux fixés sur la propagande ennemie comme le lapin les tient rivés sur la vipère. Elle procédait en grand, poursuivant son but d'ébranler l'Empire, de séparer l'Allemagne de sa maison impériale, de séparer du peuple les dynasties et les gouvernements. C'était la révolution politique. L'ennemi savait parfaitement

DESTRUCTIONS

que tous ces mots: paix de conciliation, désarmement après la guerre, Société des Nations et d'autres encore, tous pareils, auraient une action fantastique sur le peuple allemand dont l'esprit est aussi peu politique qu'il est peu guerrier, étant donné surtout la détresse dans laquelle il se trouvait. Lloyd George savait ce qu'il faisait, lorsque, après la fin de la guerre, il exprima à lord Northcliffe les remerciements de l'Angleterre pour la propagande qu'il avait dirigée. Il était passé maître dans l'art de suggestionner les masses(...). Je pus me convaincre combien était encore méconnue en Allemagne, en temps de guerre, la nécessité d'une propagande capable d'atteindre les masses. La propagande allemande ne réussit que péniblement à s'affirmer. Ce qu'elle fit demeura, en dépit de tous les efforts, très en dessous de la tâche, qui était immense."

Les Allemands, qui sous Hitler et Goebbels sauront rattraper le temps perdu..., auront tellement souffert de cette réputation de soudards fabriqués par les Alliés, qu'en 1940, ils seront d'une politesse exquise : antidote soucieuse des venins de la calomnie. Hélas! les mythes ont la vie longue... et cette surprenante prévenance s'adressera au vide des villes désertées. Les populations traditionnellement envahies, imprégnées par le souvenir vivace des "atrocités", préférèrent les routes de l'exode à d'éventuelles amputations, dont les chères mains coupées. Toutefois, il ne faut pas oublier que le comportement du soldat allemand en 1914 fut loin d'être exemplaire. Lors de l'invasion de la Belgique et du Nord de la France, les soldats du Kaiser ne se contentèrent pas de réquisitionner ou d'aimablement piller les caves et poulaillers comme le veut l'usage parmi les troupes en campagne, non seulement en territoire ennemi mais aussi chez elles.

DESTRUCTIONS

Il y eut aussi des exécutions d'otages, des incendies de villes et de villages en guise de représailles.

A l'encontre des populations envahies, l'armée allemande use de représailles -et les exerce- pourquoi? Parce/que ses états-majors vivent dans la hantise des francs-tireurs. Une hantise névrotique entretenue par la presse d'outre-Rhin: "Une salle entière est aménagée pour les soldats allemands qui ont eu les yeux crevés par les francs-tireurs en Belgique..." affirme la *Weser Zeitung*. Cette hantise remonte à la guerre 1870 et aux armées populaires de Gambetta (composées de patriotes et francs-tireurs). Elles affectèrent Bismarck en suscitant à maintes reprises son inquiétude et celle d'Helmuth von Moltke (l'Ancien), son chef d'état-major. Bien que ce dernier confesse que le rassemblement, même le plus nombreux, d'hommes énergiques, patriotes et courageux n'est pas capable de résister à une véritable armée, son jugement se durcit lorsqu'il s'agit des francs-tireurs et de ceux qui les utilise: "Une foule armée est bien loin encore de constituer une armée et il est barbare de la lancer dans la bataille... Quant aux actions désordonnées des francs-tireurs, elles n'ont pas arrêté nos opérations une seule fois; mais il a bien fallu répliquer à leurs taquineries par des représailles sanglantes et, de ce fait, notre conduite de la guerre revêtit finalement un caractère de dureté que nous pouvions regretter mais non modifier. Les francs-tireurs étaient l'effroi de tous les villages sur lesquels ils appelaient le malheur." Cette opinion prévaut toujours dans les états-majors allemands, et c'est ainsi que, deux soldats allemands ayant été tués de façon mystérieuse à Andenne (Belgique), le général Karl von Bülow, aristocrate pourtant sensible et raffiné commandant la II^e armée, fait afficher le 22 août 1914 cette proclamation: "La population d'Andenne a attaqué nos troupes de la façon la plus

DESTRUCTIONS

traïtesse. Avec mon autorisation, le général qui commandait ces troupes a mis la ville en cendres et fait fusiller cent dix personnes. Je porte ces faits à la connaissance de la ville de Liège pour que ses habitants sachent le sort qui les attend."

Ce comportement paranoïaque, justifié par l'agressivité congénitale des Belges face à tout occupant dont l'histoire n'a cessé de leur donner la triste habitude..., restera cependant limité dans ses effets. La raison en vient des matériels destructifs utilisés. Ils sont, en effet, relativement artisanaux bien que la commission instituée en vue de constater les actes commis par l'ennemi en violation du droit des gens, les considère comme redoutablement sophistiqués: "Pour pourvoir à la dévastation systématique, déclare-t-elle, l'armée allemande possède un véritable matériel, qui comprend des torches, des pompes à pétrole, des baguettes de matière fusante et, enfin, des sachets contenant des pastilles composées d'une poudre très inflammable "...Comme on le voit le chemin à parcourir entre Senlis et Dresde est encore long à parcourir et des bâtons de résine aux bombes incendiaires (au phosphore, au calcium ou au napalm) les progrès à accomplir, énormes.

En matière de destructions lors de la première Guerre mondiale deux possibilités s'offrent:

la première, limitée dans le temps puisqu'elle ne correspond qu'à la période de l'invasion, août, septembre et début octobre 1914, s'apparente à la notion, vieille comme le monde, de mise à sac. Encore que, par rapport aux époques précédentes,

DESTRUCTIONS

le sac d'une ville ou d'un village ne soit pas, en 1914, une action gratuite ou systématique, mais un acte de représailles pédagogiques (pour l'exemple), les méthodes d'enseignement sont encore à l'époque essentiellement répressives...

La seconde, constante, mille fois répétée tout au long du conflit et exercée par tous les belligérants, est d'ordre tactique. Une ville, un village, un hameau, se trouvent-ils sur la ligne où le front passe, (ou dans l'axe de quelque offensive) et donc sous le feu des batteries d'artillerie opposées en un duel permanent, aussitôt se voient-ils gravement ou superficiellement endommagés; les cibles privilégiées étant: les clochers, les tours et les flèches des cathédrales, les donjons des châteaux, les édifices culminants. Ces cibles ne sont pas fonction de l'anticléricalisme républicain (nombre d'officiers de la "grande muette" restent de fervents chrétiens...), ni d'un anglicanisme intransigeant, pas plus que d'une germanique haine pour le fabuleux patrimoine architectural franc ou flamand, ces cibles souffrent de l'utilisation qu'en font les artilleurs : ces chefs-d'oeuvre servent, en effet, de postes d'observation, et parfois même, d'emplacements aux pièces d'artillerie. Les détruire équivalant à aveugler l'ennemi, à brouiller ses paramètres, à réduire la puissance et la précision de ses feux croisés, roulant ou rasant, les armées fratricides ne se feront donc pas faute de les raser en tentant toutefois et souvent d'épargner les nefs sublimes, les transepts rigoureux, et les secrètes absides, et les émouvants parvis. Sans doute, la propagande française ne manquera pas de faire appel à l'esprit de clocher pour suggérer que ceux-ci sont les innocentes victimes de la barbarie, mais, cette argumentation devient absconse lorsque l'on n'ignore plus la nature tactique de ces objectifs et lorsqu'on sait que

DESTRUCTIONS

Les Alliés en ont eu plus de la moitié à leur actif. Durant la Grande Guerre, les destructions n'ont jamais été, ni stratégiques ni psychologiques. Pour qu'elles le soient, il faudra attendre la Seconde Guerre mondiale. Ce n'est, en effet, qu'en 1921, qu'un général d'aviation italien, Giulio Douhet, lançait dans son Dominio dell'aria, l'idée que l'offensive en l'air ne devait pas tant s'en prendre aux forces armées ennemies qu'aux sources de ces forces; qu'il fallait pilonner les industries, en particulier militaires, et les centres de décision, mais aussi "jeter la terreur dans le pays ennemi pour en briser les résistances morales". Le milieu de l'aviation en Allemagne, quand il s'intéresse aux applications militaires de l'aéronautique, est largement douhétiste. Celui qui sera le bras droit de Göring, Erhard Milch, alors directeur de Lufthansa, recommande la lecture de l'Italien dans son entourage. Hitler aussi fait siennes les vues de Douhet, dont en toute logique la Luftwaffe sera imprégnée à sa création. Un rapport interne du ministère de l'Air du Reich, en mai 1933, stipule que l'offensive aérienne doit s'en prendre aux appareils de production et de communications ennemis et à "l'entassement de la population dans les villes de grande concentration démographique". D'emblée, les populations urbaines sont l'une des cibles désignées de la Luftwaffe, quand bien même les directives officielles ne la traduiraient presque jamais noir sur blanc comme c'est le cas dans ce rapport. Dans la mesure où les nationaux-socialistes sont les héritiers de la pensée néo-romantique datant, en Allemagne, de la fin du siècle dernier, ils voient dans les villes les lieux de la dégénérescence physique, morale et intellectuelle, et donc autant de points faibles de la combativité, très rentables à bombarder. Le Bombenterror est né. Il ne cessera de se déve-

DESTRUCTIONS

lopper et de se perfectionner, des deux côtés. Toutefois, l'option primitive est hitlérienne. Hitler, en effet, a une prédilection pour les "cibles molles". C'est qu'il fait toujours entrer en ligne de compte dans sa stratégie le facteur psychologique qui selon lui a fait si cruellement défaut aux armées impériales lors de la dernière guerre. C'est ainsi qu'il perfectionne le Stuka en le dotant d'une terrifiante sirène; c'est ainsi qu'il croit que la gentry anglaise perdrait de sa morgue si quelques bombes, lancées sur les stations d'épuration d'eau, la priveraient de son hydrothérapie; c'est ainsi qu'il rêve pendant la guerre de briser les gratte-ciel new-yorkais; c'est enfin dans le même esprit qu'il se délecte des films du bombardement de Varsovie. Ce qui fait dire à Elias Canetti, interprète freudien du national-socialisme, que "les destructions de villes entières avaient commencé dans la tête de Hitler, et depuis longtemps constituaient, avant de se retourner contre l'Allemagne, une nouvelle tradition militaire."

Rien de tel ne devait perturber le calme relatif des cieux parisiens et olympiens, des cieux berlinois ou londoniens. Nous utilisons pour Paris l'adjectif relatif, parce qu'il y eût sur Paris quelques survols de Taube (11 morts, du 30 août 1914 au 22 mai 1915, date à laquelle ils cessèrent), deux raids de zeppelins (au cours des nuits du 20 au 21 mars 1915 et de 29 au 30 janvier 1916, bilans : 26 morts), un raid d'une soixantaine de gothas qui "firent le tour de Paris comme dans un fauteuil" dans la nuit du 30 au 31 janvier 1917 (56 morts), et, last, but not least, les tirs de "Max le Long", appelé "Wilhelm Geschütz" ou "Pariser Kanon" en Allemagne et qu'il ne faut pas confondre avec les "Grosses Berthas" qui étaient des obusiers géants de 432 mm portant à 15 kilomètres, alors

DESTRUCTIONS

que Max bombardait Paris à des distances variant de 90 à 120 km au moyen de projectiles de calibres variables mais n'excédant jamais 240 mm... Ah! le mystérieux Wilhelm Geschütz de l'excellente maison Krupp! En effet, numérotés de 1 à 65, les obus, qui sont 210 mm au premier coup, se métamorphosent progressivement en obus de 240 mm au 65e coup... et leur poids, et leurs charges (de poudre spéciale) varient en conséquence, passant de 115 à 125 kilos pour le projectile et de 200 à 250 kilos pour la charge. Le tube, d'une longueur de 34 mètres, varie aussi en diamètre, suivant ses trois sections. Si la base du canon longue de 17 mètres est un tube de 380 mm, le centre, long de 11 mètres, accuse 210 mm de calibre, cependant qu'il se prolonge d'une volée de six mètres non rayée. Bien que toute la lumière n'ait pu être faite sur ces pièces redoutables, il semblerait donc que, en son centre, le tube et sa prolongation subissait, au rythme effréné des départs, une profonde mutation de calibre... sans pour autant que celles-ci soient alarmantes. En effet et en cinq mois, Max devait attaquer 44 fois et tirer 367 obus - ce qui laisse supposer que des six séries de 65 obus numérotés, 18 obus n'auraient pas été tirés dans la sixième. 140 atteignirent la capitale et, du 23 mars 1918 au 9 août de la même année firent 256 morts. L'obus du vendredi saint tragique en l'église Saint-Gervais devait être le plus meurtrier... Nous sommes le 29 mars 1918. Toute proche de l'Hôtel de ville, l'église St-Gervais, en ce vendredi saint, est comble. Composée en majorité de femmes et d'enfants, une foule tout à la fois pieuse et mélomane est venue, recueillie, écouter les célèbres "chanteurs de St-Gervais" qu'accompagnent (en mineur) les grandes orgues admirables. SOUDAIN! et dans un fracas épouvantable,

DESTRUCTIONS

la voûte du lieu saint s'effondre (l'enquête diligente des services de la Préfecture de police de la ville de Paris établira qu'il s'agit d'un obus tiré par Max le Long), et projette sur la dévote assistance la toiture, dans sa totalité. Blottis dans le jubé et miraculeusement indemmes, c'est à présent au tour des chanteurs d'écouter... mais, au lieu de cantiques repris en chœurs par les fidèles, ce ne sont plus que gémissements sourds et déchirants cris de douleur...

Jamais dans la liturgie catholique et romaine, le calvaire et l'agonie de Jésus n'avaient été, par les chrétiens de France, aussi dramatiquement partagés, 91 morts et 68 blessés. Ainsi, avait-il fallu 139 obus pour faire 165 morts et un seul seulement avait suffi pour en faire 91. Moins d'un quart de siècle plus tard une seule bombe faisait plus de 100.000 morts à Hiroshima, on n'arrête pas le progrès!

Pendant les cinquante-deux mois que dura la Grande Guerre, près de 8 millions de Français de la métropole furent mobilisés. Sur ce nombre, 895.000 furent tués au combat, 250.000 moururent de leurs blessures et 175.000 de maladie. Soit : 1.320.000 hommes, total auquel il faut ajouter les 70.000 soldats nord-africains tués.

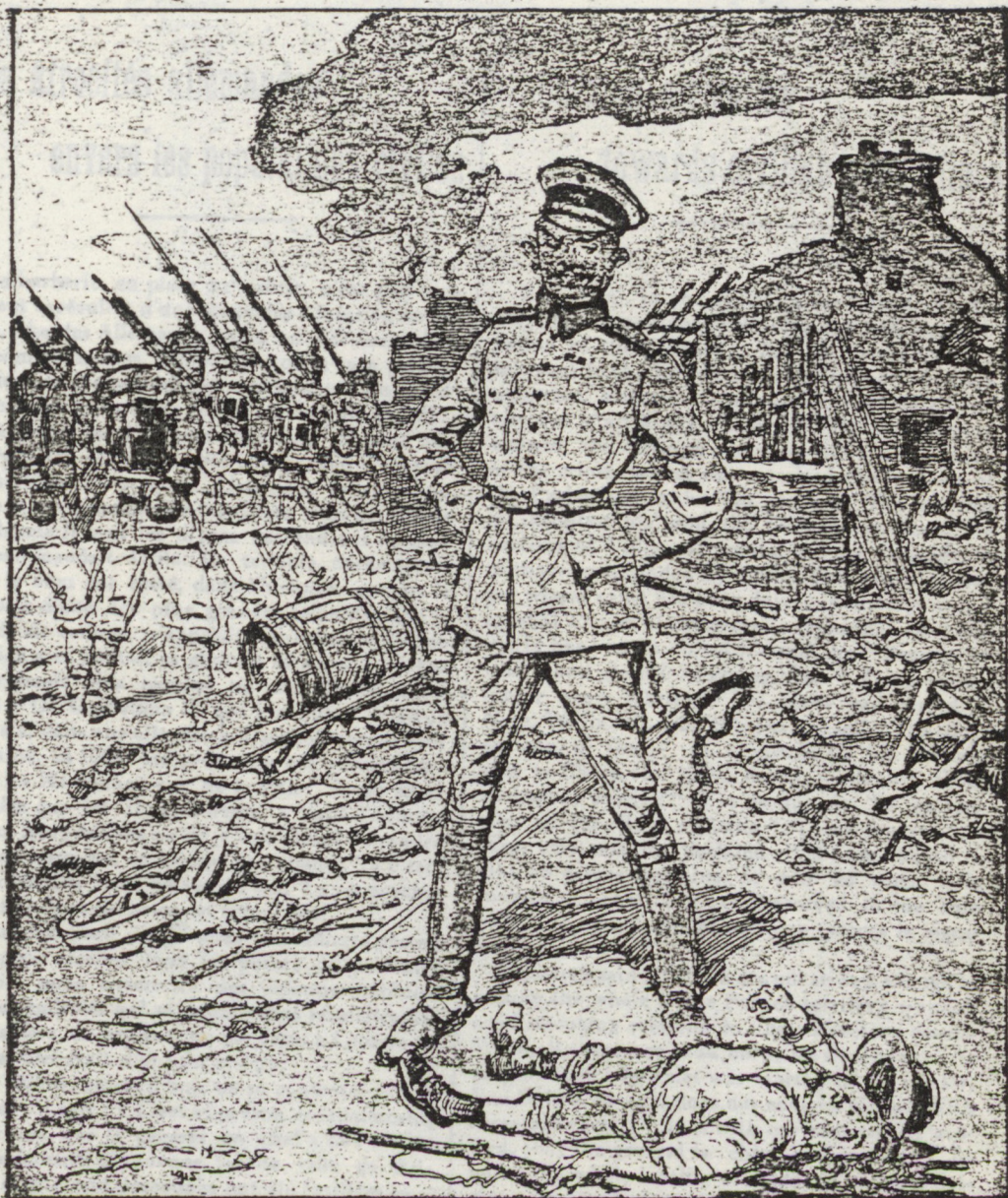
222.132 maisons ont été totalement anéanties.

212.087 hectares de terres labourées ont été bouleversées.

835.000 bovins, 377.000 chevaux et mulets, 891.000 moutons et 332.000 porcs ont disparu.

Le total de ces dommages a été évalué à 35 milliards de francs-or.

Les produits de la "Kultur" allemande



Collection C. CHAMER

Tous droits réservés.

LES ATROCITÉS GERMANIQUES — Un enfant de 7 ans, ayant mis en joue une patrouille allemande avec un fusil de bois, est tué par les barbares.

GERMAN ATROCITIES — A seven-year old child, having aimed at a German patrol with his wooden gun, is killed by the barbarians.

Couverture d'un cahier d'écadier français (1915-1916)

Les atrocités allemandes envers les populations civiles

La barbarie, en plein **xx^e** siècle, n'est pas seulement le résultat d'une mauvaise éducation nationale, chez les Allemands, mais un mal incurable, inhérent aux tares héréditaires de la race germanique. Les massacres, les assassinats, les fusillades et les tortures de toutes sortes qui, en 1914, ont à jamais terni le nom allemand, ne sont que la répétition des crimes qui ont marqué l'invasion des barbares au **v^e** siècle. L'atavisme est incontestable et la ressemblance manifeste : les soldats de Guillaume II sont les dignes descendants de ceux que commandait Attila. Ce terrible dévastateur, dont le nom est resté, dans l'histoire, comme le symbole d'une des plus grandes calamités que le monde ait connue, s'appelait lui-même le « fléau de Dieu » et mettait sa gloire à dire que « l'herbe ne croissait plus partout où son cheval avait passé ». Or, Guillaume II, qui s'intitula l'« élu de Dieu », dans une allocution à ses soldats envoyés en Chine, en 1900, osé prononcer ces paroles barbares : « Ne donnez pas de quartier. Soyez aussi terribles que les Huns d'Attila. » Voilà l'homme qui, un jour, déclara : « Si je suis obligé de rendre l'Alsace-Lorraine, ce ne sera que chauve ! » C'est-à-dire détruite jusqu'au sol. Le rapprochement des deux despotes est significatif.

Bismarck disait : « Si nous ne sommes pas en force pour occuper tous les points du territoire français, nous enverrons des colonnes mobiles dans les endroits qui se montreront récalcitrants. On fusillera, on brûlera, on pendera. » Comme on voit, le valet était digne du maître.

Von Bülow, aujourd'hui, ne se contente pas de menaces ; il agit : « C'est avec mon consentement, a-t-il avoué, que le général en chef a fait brûler toute la localité d'Andenne (petite ville de Belgique) et que cent personnes ont été fusillées. »

Cette mentalité n'est pas particulière aux dirigeants allemands. On la rencontre dans toutes les classes de la société.

À l'examen de tous les crimes qui, éternellement, pèseront sur la mémoire de l'Allemagne, on est effrayé du danger que sa domination ferait courir à l'humanité.

ER. RICH.

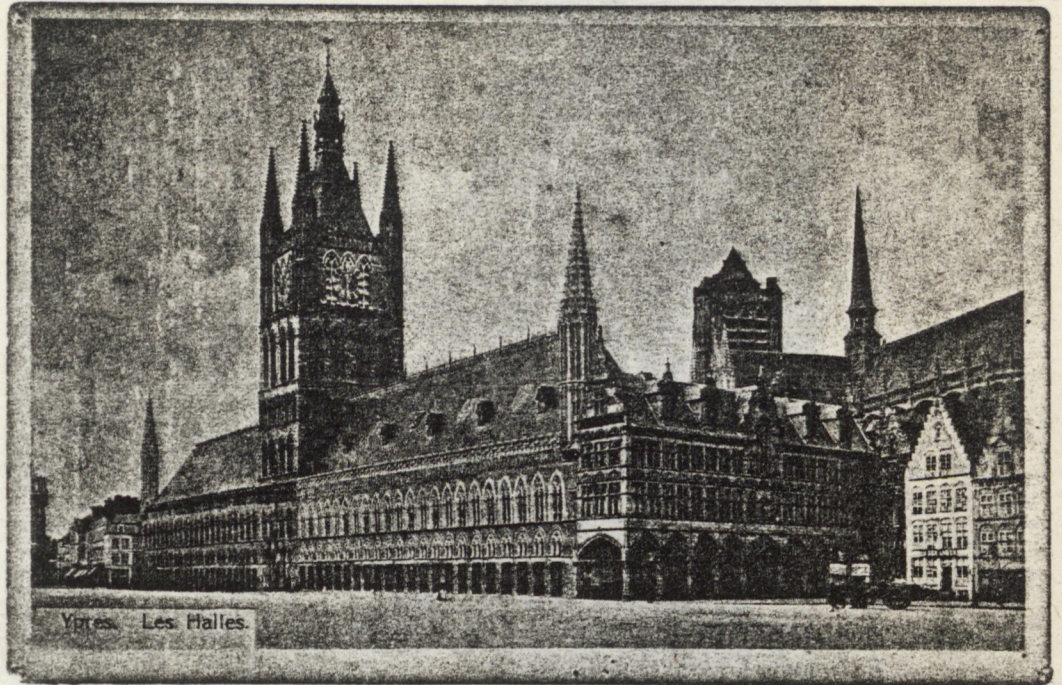
German atrocities towards civilian populations

Barbarism, in the midst of the twentieth century, is not only the result of a bad national education of the Germans, but an incurable evil, inherent to the hereditary blemishes of the German race. Massacres, assassinations, shooting and tortures of all kinds which, in 1914 have forever stained the German name are but the repetition of the crimes which characterized the invasion of the Barbarians in the **Vth** century. The atavism is incontestable and the likeness manifest : the soldiers of William II are the worthy descendants of those commanded by Attila. This terrible ravager whose name has gone down, in history, as the symbol of one of the greatest calamities that the world has known, called himself the "Scourge of God" and gloried in saying that "The grass no longer grew wherever his horse had passed". Now, William II, who entitled himself "The chosen one of God" in a speech to his soldiers sent to China, in 1900, dared pronounce these barbarous words : "Give no quarter, be as terrible as the Huns of Attila". There you see the man, who, one day, declared : "If I am obliged to give up Alsace-Lorraine, it will be when it is ravaged." That is to say destroyed to the bare soil. The comparison of the two tyrants is significative.

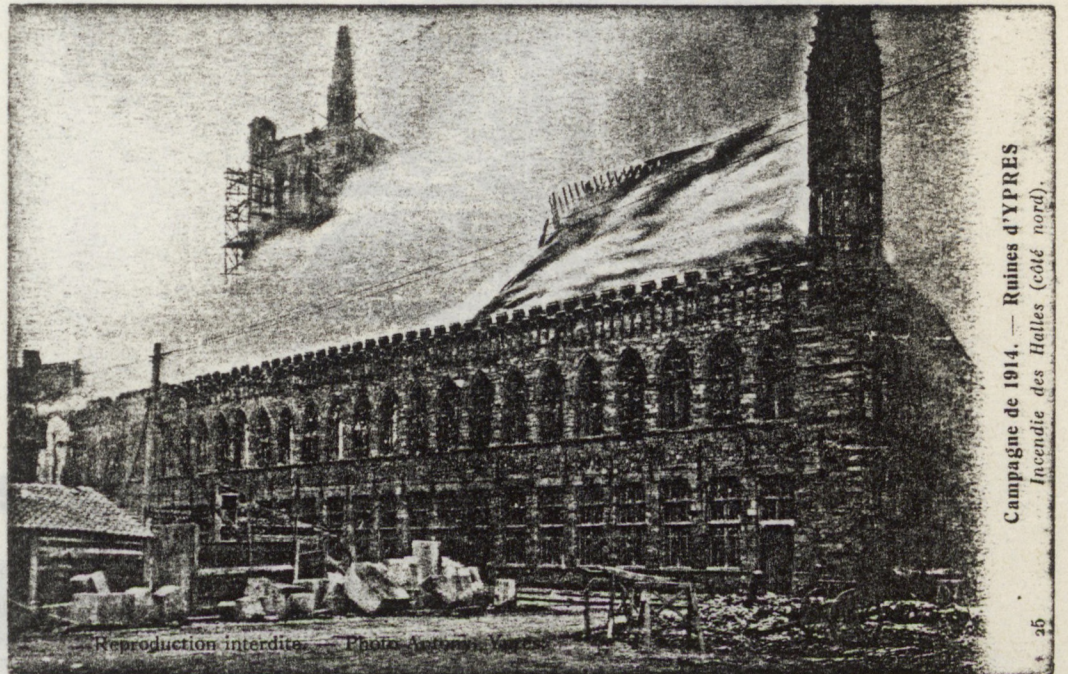
Bismarck said : "If we are not strong enough to occupy the whole of the French territory we shall send marching columns to the refractory points. We shall shoot, we shall burn, we shall hang." As may be seen, the valet was worthy of the master. Von Bülow, to-day, does not content himself with threats, he acts : "It is with my consent, he avowed, that the general in chief has caused to be burnt the whole locality of Andenne (a small Belgian town) and that one hundred persons have been shot." This way of thinking is not peculiar to the German rulers, it is to be found in all classes of society.

On examining all these crimes, which will eternally weigh down the memory of Germany, we are frightened at the danger that her domination would make humanity run.

C. CHARIER, éditeur, à Saumur (M.-et-L.).

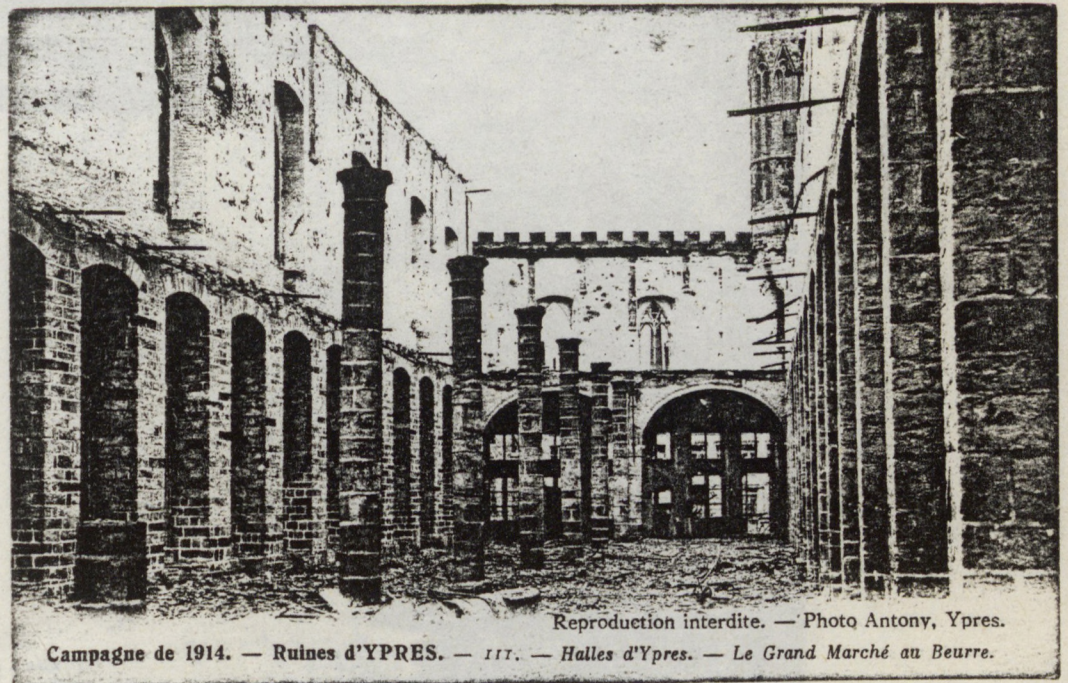


Ypres. Les Halles.



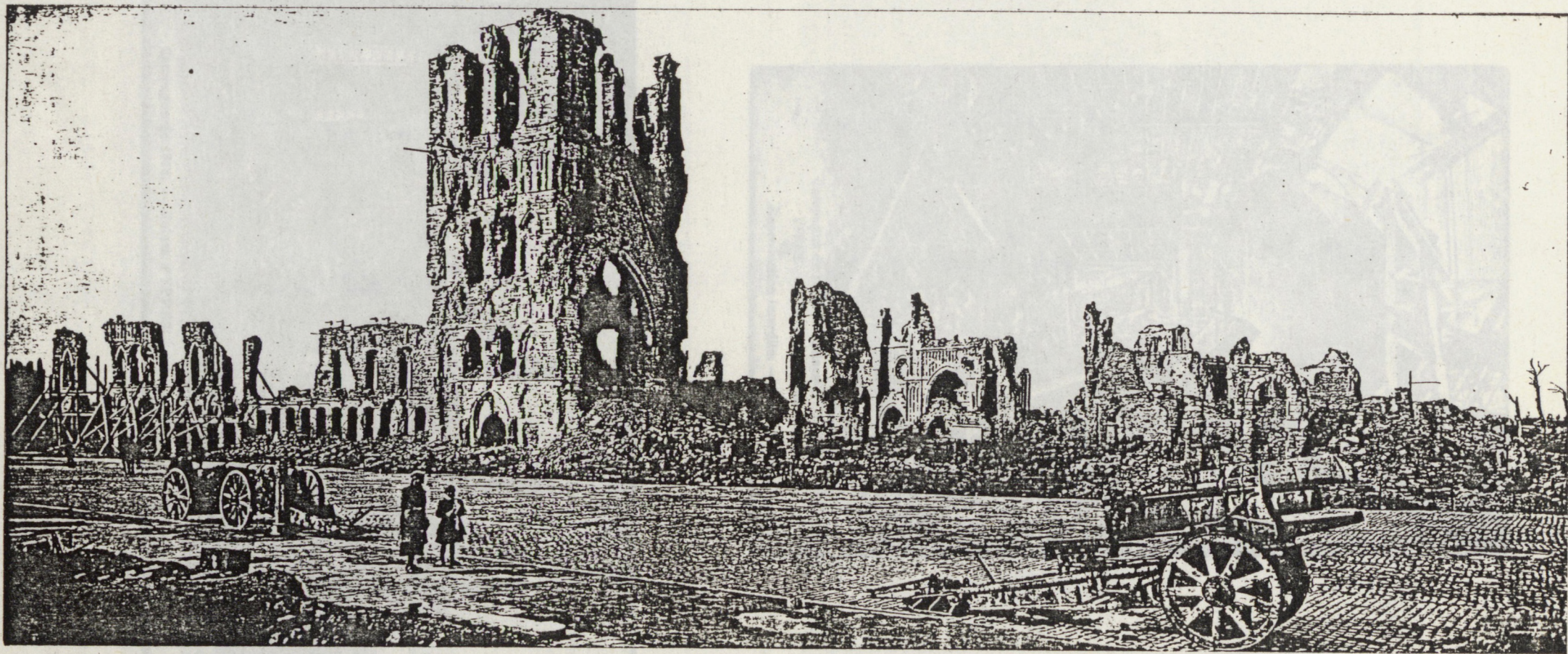
Campagne de 1914. — Ruines d'YPRES
Incendie des Halles (côté nord).

Reproduction interdite. — Photo Antony, Ypres.



Reproduction interdite. — Photo Antony, Ypres.

Campagne de 1914. — Ruines d'YPRES. — 117. — Halles d'Ypres. — Le Grand Marché au Beurre.



Ypres : la Halle aux Drapiers au lendemain de la guerre

Tout a été anéanti!

Eglises et fermes...



119
Campagne de 1914. — Ruines d'YPRES
YPRES. — La Bibliothèque.

Reproduction interdite. — Photo Antony, Ypres.



Reproduction interdite. — Photo Antony, Ypres.

Campagne de 1914. — Ruines d'YPRES. — 41. — Marché Bas et Musée.

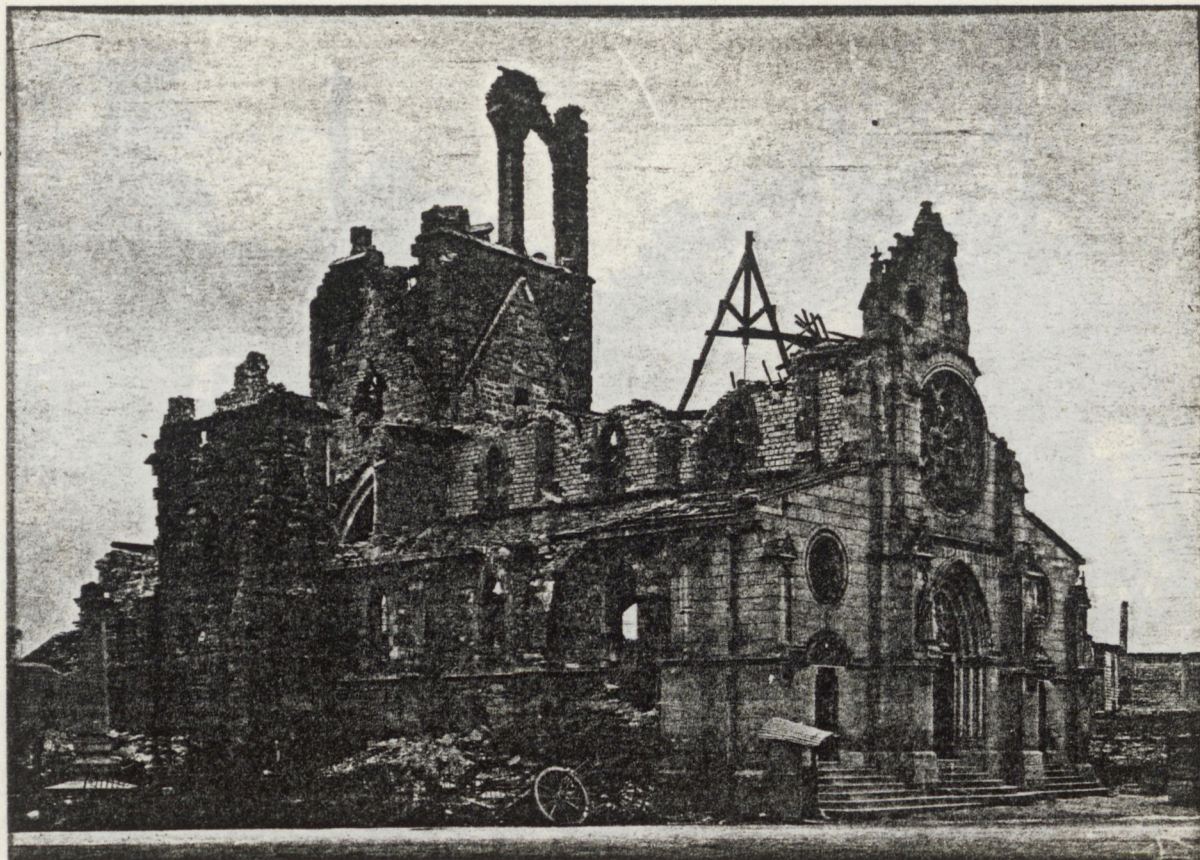
La ferme de Metz.

Armes)

Tout a été anéanti!...

...Eglises et fermes...

L'architecture des dommages de Guerre sera la plus grande phénomène urbanistique de l'époque.



L'église de Betheny (section photographique de l'Armée)



La ferme de Metz, Aisne (section photographique de l'Armée)

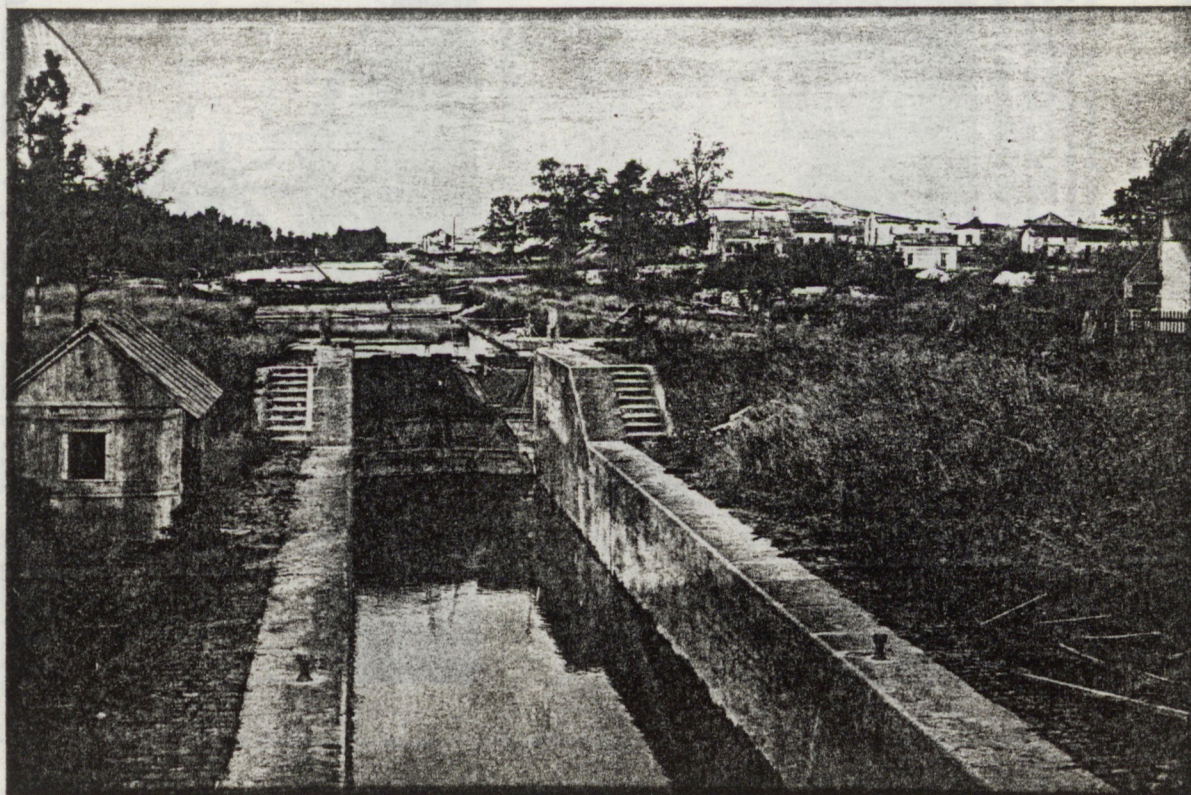
Tout a été anéanti!...

...Châteaux et canaux

L'architecture des Dommages de Guerre sera la plus grand phénomène urbanistique de l'époque.

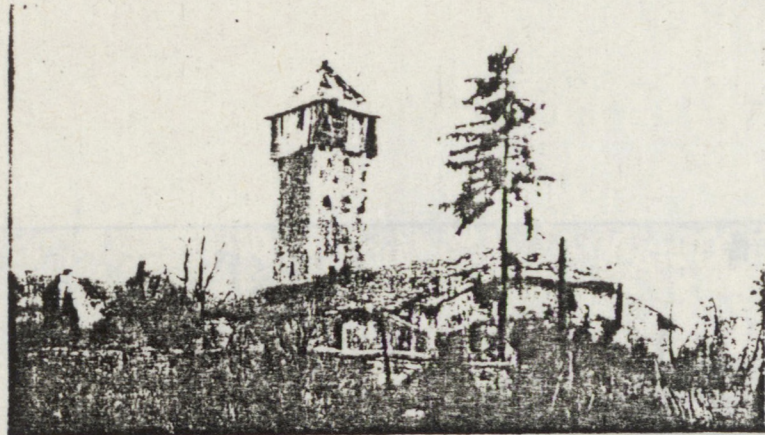


Le château de Vendresse, Aisne (section photographique de l'Armée)

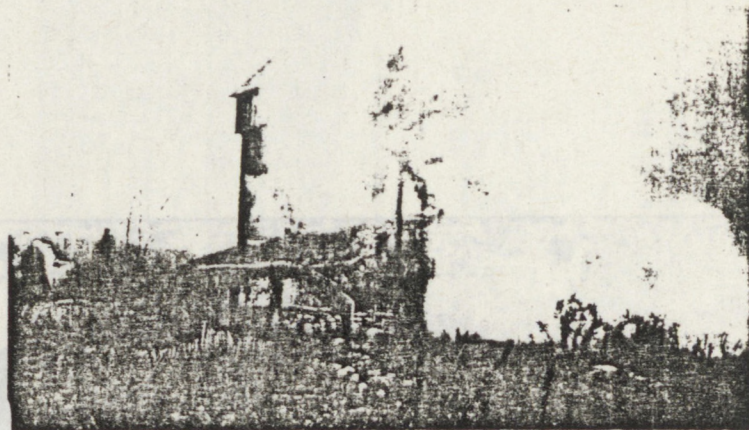


Berry au Bac, la cote 108 (section photographique de l'Armée)

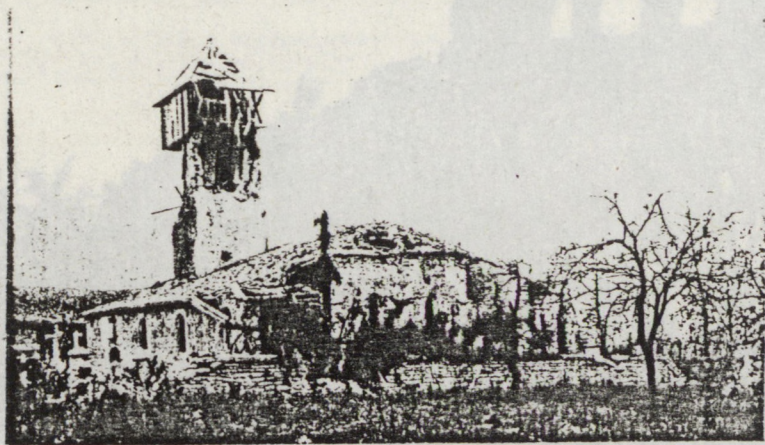
QUATRE PHASES DE LA DESTRUCTION DE L'ÉGLISE DE H... EN WOEVRE



LA CURIEUSE PETITE ÉGLISE AU DÉBUT DU BOMBARDEMENT

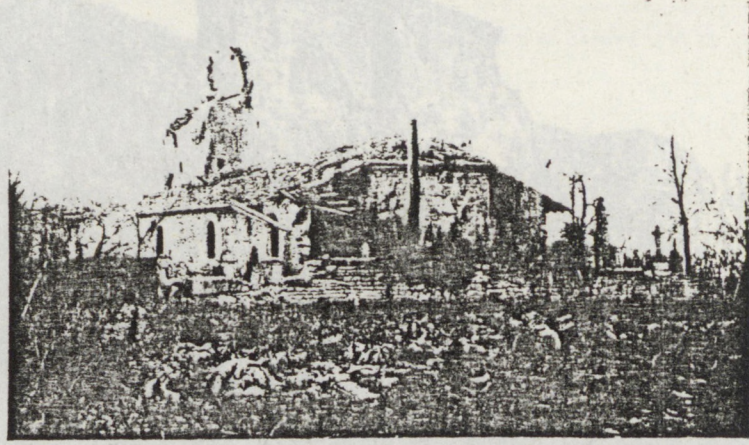


LES PREMIERS OBUS ÉCLATENT CONTRE LES MURAILLES



LE CLOCHER A DEMI DÉTRUIT AU BOUT DE PLUSIEURS JOURS

C'était, à H... en Woëvre, une très curieuse et très pittoresque petite église, dans le clocher de laquelle il ne serait venu à personne l'idée d'installer une pièce d'artillerie, même très légère. Pourtant son clocher, charmant comme un pigeonnier rustique, paraissait redoutable à l'ennemi. Un matin il se mit dans la tête de l'abattre et le bombardement commença. En plusieurs jours,

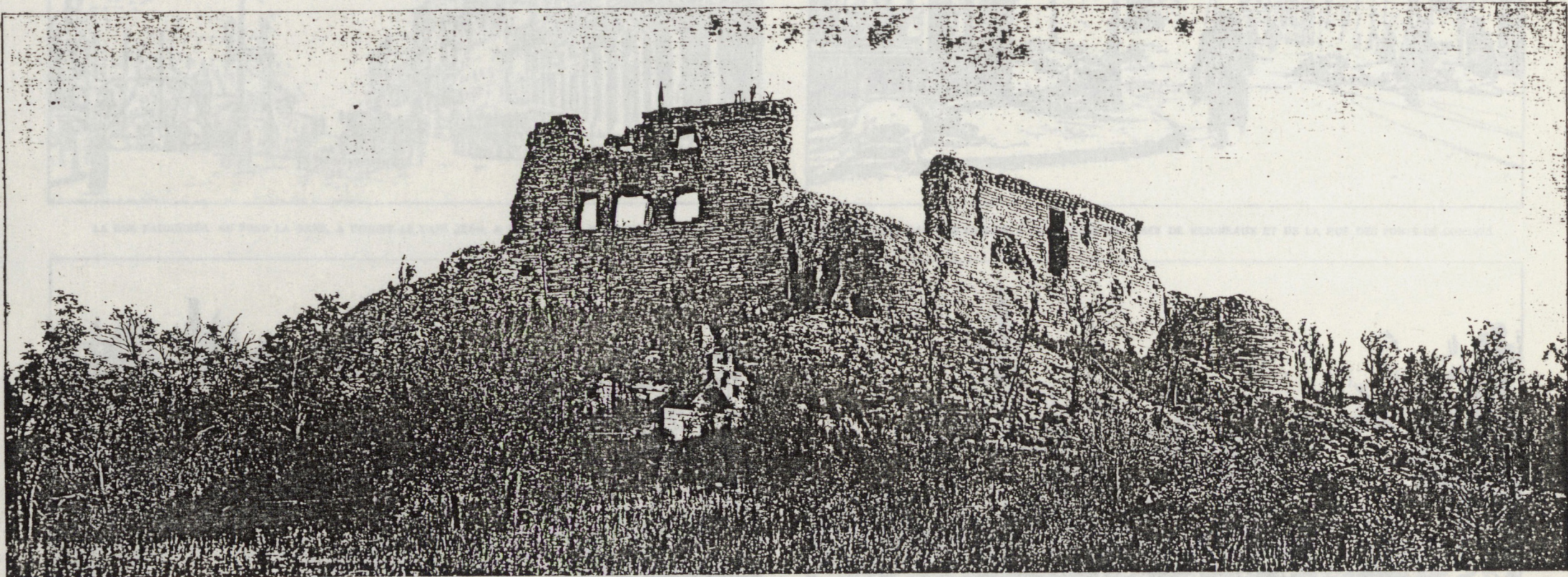


APRÈS UN ÉNORME GASPILLAGE D'OBUS : LE CLOCHER ABATTU

4.000 obus de tous les calibres tombèrent sur l'église et aux environs, aux environs surtout. Quand le clocher s'abattit, il revenait à environ 200.000 francs aux Allemands. C'est le prix d'une église de campagne. Pour faire son deuxième cliché, une minute après le premier, notre correspondant eut la bonne inspiration de changer de place. Sans cela, il était écrasé par un obus.

in "Le Miroir", dimanche 21 février 1915, Paris.

LES VARIANTS DE L'ÉLÉ ONT VECU SOUS LE BOMBARDÉMENT DES HEURES PARTICULIÈREMENT TRAGIQUES



Le château de Coucy (Aisne) au lendemain de la guerre.

LES HABITANTS DE LILLE ONT VÉCU, SOUS LE BOMBARDEMENT, DES HEURES PARTICULIÈREMENT TRAGIQUES



LA RUE FAIDHERBE. AU FOND LA GARE, A DROITE LE CAFÉ JEAN, A GAUCHE UNE PHARMACIE DÉTRUIT



CHEVAUX TUÉS PAR DES BOMBES A L'ANGLE DE LA PLACE DE REIGNEAUX ET DE LA RUE DES PONTS-DE-COMINES



PHOTOGRAPHIE PRISE PRÈS DE LA GARÉ DANS LE QUARTIER QUI A ÉTÉ LE PLUS ÉPROUVÉ PAR LES OBUS

C'est le vendredi 8 octobre, à onze heures du matin, que les Allemands firent leur apparition à Lille. Une vingtaine de uhlans commandés par un officier entrèrent dans la ville, venant de Roubaix. Des otages furent désignés, mais tandis qu'on les emmenait, le soir, vers cinq heures, une

vive fusillade éclata : des troupes françaises arrivèrent. Brusquement surgirent des goumiers, des chasseurs à cheval, des chasseurs à pied qui firent feu sur les Allemands, tandis que les otages se sauvaient, indemnes par miracle. Une bataille s'engagea dans les rues. Devant le Nouveau-



LE THÉÂTRE QUI A ÉTÉ ÉPARGNÉ. DERRIÈRE, ON APERÇOIT UNE TOUR INTACTE QUI EST CELLE DE LA BOURSE

Théâtre, principalement, on se battit avec acharnement. L'engagement prit fin à six heures et demie par la retraite de l'ennemi qui quitta la ville, abandonnant de nombreux morts et blessés. Nos pertes étaient cruelles bien qu'inférieures aux siennes. Un escadron de goumiers, notamment, se

fit héroïquement décimer pour barrer la route aux Allemands en retraite. Cette bataille fut le prélude de l'odieux bombardement que la ville a subi depuis lors. Certains quartiers ont beaucoup souffert comme le montrent nos photographies prises depuis l'occupation allemande

LES ANCIENS COMBATTANTS

LES ANCIENS COMBATTANTS.

"La France", s'écrie Poincaré, "sera héroïquement défendue par tous ses fils dont rien ne brisera, devant l'ennemi, l'Union sacrée!"...Comme en écho, un sourd chuchotement lui répond: "Si tous les généraux, si tous les responsables français et allemands passaient une seule nuit à Verdun, le lendemain matin, au petit jour, la paix serait signée"(1).

Si l'Armistice du 11 novembre 1918 soulage les hordes de combattants en guenilles..et si la Victoire les apaise, la Paix ne saurait toutefois aplanir les injustices qu'ils subodorent, parfois confusément. Aux combats somptuaires, hélas! et aussi s'accordent les enrichissements somptueux. Et le gras des mentons ne peut ni ne veut, aux mutilations, servir de prothèses...Et les smicards du Souvenir grondent. Toujours "bleu-horizon", les Chambres appellent, derechef, à l'Union sacrée. Le prix sera (et c'est le moins) la Reconnaissance nationale.(2)

"Qui sourit des anciens combattants", écrit Antoine Prost dans la présentation de son livre sur ce sujet, "manifeste une rare ignorance de ce que furent la guerre de 1914 et la France de l'entre-deux-guerres".(3)

Le consensus "anciens combattants" est alors créateur de nombreuses associations. La plupart sont seulement soucieuses d'étayer la paix avec rigueur. D'autres, à l'étiage de leurs voix, voudraient voir se substituer les crues électorales du sacrifice...dissoutes en 1936, ces ligues ne joueront pas le rôle redresseur qu'elles avaient souhaité. Le souhait des pacifiques "Ce sera la der des ders!" ne devait pas être davantage exaucé...

LES ANCIENS COMBATTANTS

Et les monuments aux Morts de s'ériger dans les campagnes, les villes et les bourgs. Et les mémoriaux de se inaugurer sur les champs de bataille. Naturaliste, symboliste souvent, parfois naïf, cette logorrhée plastique sera significative des "Réalismes" entre révolution et réaction et s'inscrira, comme "Neue Sachlichkeit" en Allemagne et "Valori Plastici" en Italie, dans ce qu'il a été convenu d'appeler le "Rappel à l'ordre" : cette mouvance qui, quoique parallèle, s'opposait aux "ismes" (expressionnisme et futurisme) porteurs d'une utopie subjective cruellement dénoncée par la guerre. A ce "Rappel à l'ordre", l'architecture, elle non plus, ne saurait échapper; qu'elle soit commémorative ou de simple dommages de guerre. Elle sera néo-classicisante, palladienne, colossale et même bysantino-basiliquaire dans ses oeuvres officielles et commémoratives, vernaculaire et régionalisante dans bien des bâtiments publics et privés. Etrange ambiguïté d'un réalisme qui, né des convulsions révolutionnaires de 1919, sera tenté, après 1930, de s'enrôler au service des régimes totalitaires; qu'ils soient communistes ou fascistes.

Certes et dans leur immense majorité les anciens combattants sont républicains, patriotes et pacifistes. Certes aussi, il serait imprudent de pratiquer l'amalgame. Comme Antoine Prost nous le rappelle: "Trop de gens croient que les anciens combattants, ce sont les Croix-de-Feu, parce que ceux-là étaient modestes comme des provinciaux, alors que ceux-ci avaient le sens de la publicité".

LES ANCIENS COMBATTANTS

Toutefois le même auteur remarque que "Si le mouvement combattant prend racine dans le passé douloureux et vivace de la guerre, s'il^y puise son antimilitarisme et son pacifisme lourd de conséquences, son discours moral et politique stéréotypé laisse en revanche deviner les évolutions ultérieures." Et de poursuivre, après avoir observé que le mouvement combattant était tout le contraire d'une organisation conçue pour la prise du pouvoir, "En revanche, que le pouvoir soit pris, comme par miracle, dans le respect de la légalité, sans violence et sans division des Français; que ce pouvoir se donne pour mission de faire régner la morale dans la vie publique; qu'il prêche le sacrifice des intérêts particuliers à l'intérêt général, les disciplines nécessaires et les vertus traditionnelles: à coup sûr, il répondra aux vœux des combattants et ceux-ci le soutiendront."

Et c'est Vichy...

Il nous a paru utile dans le cadre de la première phase de cette recherche, d'interviewer un ancien combattant. Il s'agit de Mr Thin.

Auguste Thin n'est pas n'importe quel ancien combattant. Engagé volontaire en 1918, soldat de 2ième classe, poilu, et le plus jeune de son régiment (le 132ième), c'est lui qui est choisi pour désigner parmi quelques bières anonymes celle contenant le corps du futur Soldat inconnu. De ce fait il entre dans l'histoire. Lui-même ne croit pas à un hasard... Il se souvient d'avoir eu, à l'âge de dix ans, un premier prix de récitation avec ces vers d'Hugo: "Ceux qui pieusement sont morts pour la Patrie
"Ont droit qu'à leur cercueil la foule vienne et prie"...

LES ANCIENS COMBATTANTS

Il y voit un signe prémonitoire.

Interview d'Auguste Thin, né le 12 juillet 1899, engagé le 3/1/18

JMDB: Pourquoi vous étiez-vous porté engagé volontaire?

THIN: Mon frère avait été porté disparu pendant plusieurs mois, alors j'ai eu l'idée de venger mon frère qu'on croyait mort. On l'a retrouvé à l'hôpital de Brest.

JMDB: Quelle a été votre campagne durant la Grande Guerre?

THIN: Je suis un des tout plus jeunes anciens combattants de la Guerre de 14/18. J'ai été le plus jeune engagé volontaire de mon régiment, c'est pourquoi j'ai été désigné pour le choix du Soldat inconnu. Si je ne m'étais pas engagé, je n'aurais pas fait la guerre. J'ai été pris par les gaz en Champagne, sur l'Arne, devant la montagne de Reims, au mois d'octobre 1918.

JMDB: Avez-vous adhéré à une association d'anciens combattants?

THIN: J'ai fait partie de la Fédération Maginot et de la Légion des Mille; c'était la réunion des mille plus jeunes anciens combattants de la guerre 14/18.

JMDB: Que pensez-vous du rôle des associations après la guerre?

THIN: Le gouvernement du moment, comme tous les gouvernements en place, a vu...Mon impression...Autrefois quand j'étais jeune -et j'ai vu tous les vieux rentrer, tous-mes aînés et les jeunes disaient quand on va rentrer, ça va changer! et moi dans mes dix-huit ans je disais: "il faut que ça change". Rien du tout, peau de balle! Le gouvernement du moment s'est arrangé pour diviser les anciens combattants...Alors que leur force c'était d'être groupés, unis comme au front.

LES ANCIENS COMBATTANTS

JMDB: Qu'espéraient les anciens combattants en 1918?

THIN: Il y avait un monde qui disparaissait. On avait connu la misère jusque là dans la merde, et alors on ne voulait plus de guerre. On voulait un règne de justice, là-bas, on était tous des frères. Tu recevais un colis, moi je recevais un colis, et bien, jamais un type n'aurait bouffé une boîte de sardines ou du chocolat sans en donner la moitié. On avait le coeur sur la main, on souffrait ensemble, on était dans le même sac de misère, on mourrait ensemble. Et on était tous frères(4), on s'entendait très bien. Et c'est ce que les pouvoirs publics du moment ont craint. Que tout cela, il ne fallait pas que ça dure parce que tout ça c'était pour eux très dangereux.

JMDB: Votre impression sur la guerre?

THIN: Mon frère a été blessé au Chemin des Dames en 17. Il a été blessé deux fois et est remonté au front deux fois. Quand il est remonté la deuxième fois la plaie suppurait encore... Il n'était pas complètement guéri et en passant au Centre d'Instruction divisionnaire, il a passé une dernière visite... Il dit comme ça: "Ca coule encore..." et il entend: "C'est un jeune, il peut remonter!" Actuellement, on dirait ça à un type, il prendrait n'importe quoi et il le foutrait à la tête du type; et il n'aurait pas tort. Aaaah! les gros majors avec des ventres comme ça!

JMDB: Et lors de votre arrivée au front?

LES ANCIENS COMBATTANTS

THIN: J'étais dans la merde, j'ai serré les dents. Je voulais remplacer mon frère, le venger. Et puis on était chez nous, il fallait les foutre dehors. C'est tout. Je n'aurais pas été emmerder les Allemands chez eux.

Bien que le temps souvent efface les mauvais souvenirs au profit des seuls bons, il semble ne pas avoir été suivi d'effets dans cette interview qui laisse apparaître de l'amertume. Mais cette amertume révèle les grands thèmes chers aux anciens combattants juste après 1918. Leur mouvement dénonça le militarisme, oeuvra pour le progrès social et se donna un rôle de phare de l'humanité. Leurs espoirs furent le plus souvent déçus et les associations ne pesèrent guère d'un poids décisif dans la vie politique. Comme le rappelle Antoine Prost: "On peut écrire l'histoire sans les rencontrer plus d'une ou deux fois, au détour d'une manifestation à laquelle ils prêtent des troupes".

En échange de cette invalidation politique, le gouvernement paya les anciens combattants de reconnaissance (nationale), de considération et de respect (sacré), d'honneurs parfois, tous bons sentiments si l'on excepte l'argent des rares pensions et celui des "cérémonies"... les monuments s'élevant le plus souvent à coup de souscriptions. Ce n'était pas payer fort cher le prix de son accablante et catastrophique responsabilité, pas plus que celui d'avoir les mains politiquement libres. C'était en revanche, bien républicain et "bien français" (voir l'évolution du mouvement syndical en France) et cela explique la pléthore des monuments aux Morts et, en ce qui

LES ANCIENS COMBATTANTS

nous concerne, la multitude des Croix de guerre, palmes et autres symboles commémoratifs qu'on voit frappés sur la plupart des bâtiments publics, ainsi que sur nombre d'églises, tous et toutes de reconstruction. L'importance sociale frustrée des anciens combattants alliée au désir des sinistrés de reconstituer le cadre de vie antérieur à la guerre (5) vont donc déterminer une architecture ambiguë, tout à la fois soucieuse d'effacer le souvenir de la guerre sans oublier de la commémorer. Effacer le souvenir de la guerre en recréant le décor du passé familial au moyen d'une esthétique du souvenir... Voilà bien là l'aspect singulier de cette architecture mise en oeuvre dans le climat particulier d'une après-guerre certes victorieuse, mais dont le prix avait été des plus onéreux.

Mais... Qu'à cela ne tienne! L'Allemagne, jugée seule coupable, paiera au titre de réparations. Ce seront:

les Dommages de Guerre

PS.

Notons aussi à propos des anciens combattants, que nombre d'architectes et de sculpteurs qui travailleront à la reconstruction (presque la totalité) sont des anciens combattants. Certains même ont fait une "très belle guerre" (Réal del Sarte), d'autres sont patriotes à l'extrême (Umbdenstock). Coupés de l'Allemagne par une rigueur nationaliste, ils vont patriotiquement ignorer les bouillonnements culturels de la République de Weimar et ignorer les enseignements du Bauhaus. Leurs styles dès lors seront ceux que le Second Empire et la III^e République avaient chéris.

Généraux et soldats...

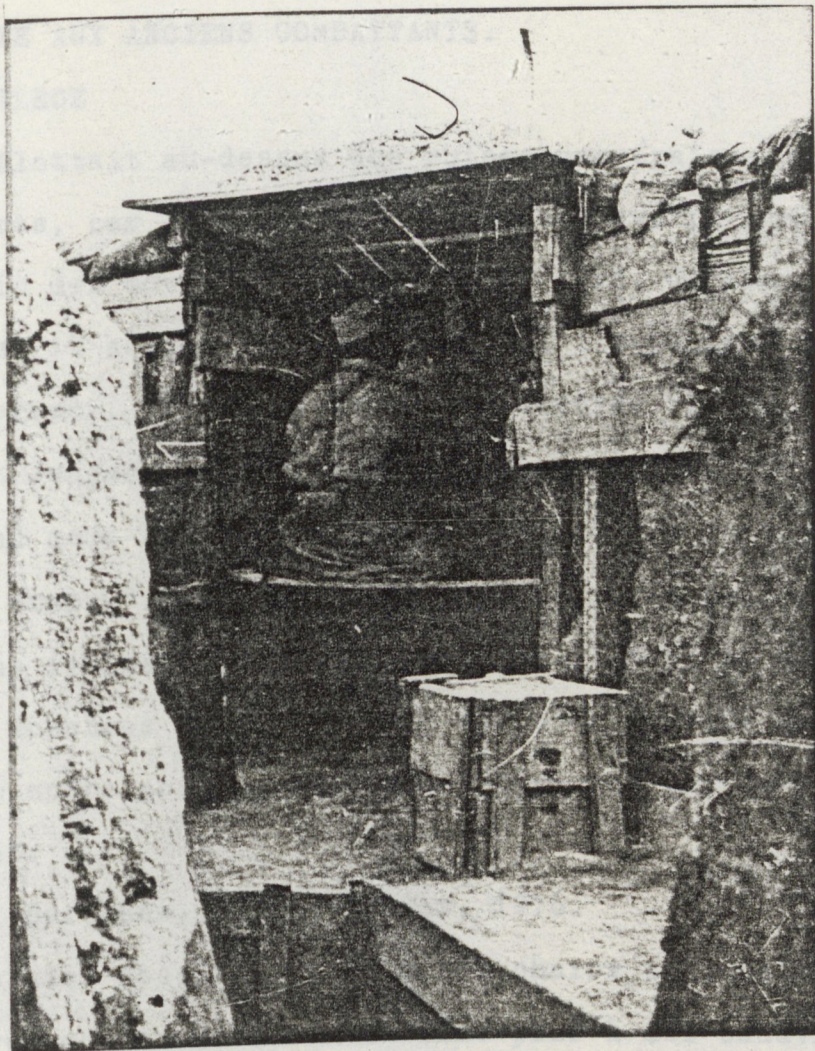


L'état-major de la 5ème Armée 3è Bureau.



La tranchée des traverses et le poste de la distillerie (Soissons).

(section photographique de l'Armée)



Observateur au périscope (Le Linguet)



Vue vers les lignes allemandes (Soissons, Saint-Paul et le pont).
(section photographique de l'Armée)

ANNEXE AUX ANCIENS COMBATTANTS.

FLORILEGE

"Il flottait au-dessus des ruines une épaisse odeur de cadavres, car le tir était si violent que personne ne se souciait des morts. C'est là, et au fond, de toute la guerre, c'est là seulement que j'observai l'existence d'une sorte d'horreur, étrangère comme une contrée vierge."

Ernst Junger, Orages d'acier, Payot, Paris 1930.

"Quand nous les voyons, nous disons: "ils sont morts tous les quatre". Mais ils sont trop déformés pour que nous pensions vraiment: "ce sont eux". Et il faut se détourner de ces monstres immobiles pour éprouver le vide qu'ils laissent entre nous et les choses communes qui se sont déchirées".

Henri Barbusse, Le Feu, Paris, 1916.

"C'est les faces moisies et les chairs en loques et les cadavres qui ne ressemblent même plus à des cadavres, surnageant sur la terre vorace".

"...éparpiller de motte en motte ces petites choses poisseuses qu'on pourrait ramasser en étendant la main, et qui viennent d'où, et s'appelaient de quel nom? Desoignes? Duféal? ou Moline? "

Maurice Genevoix, Ceux de 14, Paris, 1980.

"18 juillet. Dans la colonne, un homme n'a pas de capote. Pourquoi? demande le colonel de son ton bourru. "Mon colonel, répond l'homme, j'ai été fait prisonnier le 8, j'ai pu m'échapper des Boches, mais ma capote y est restée".
"- "Si c'était pour revenir dans cette tenue, tu aurais mieux fait d'y rester aussi", lui répond le colonel.

Henri Désagneux, Journal de guerre, Denoël, 1971.

ORIGNY-SAINTE-BENOITE — Le Monument aux Morts de la Guerre.



Ils ont donné leur vie pour la France
lui refuserez-vous votre argent ?

VOUS SOUSCRIREZ
à l'EMPRUNT OR 4% 1925

ET EN SOUSCRIVANT...

... vous agitez d'accord avec votre intérêt. Non seulement parce que votre intérêt et celui de la France sont les mêmes, mais parce qu'en souscrivant vous contracterez en outre une excellente ASSURANCE contre la hausse de la vie.

La BANQUE GÉNÉRALÉ DU NORD

ANCIENNE BANQUE VERLEY, DECOIX

ORIGNY-SAINTE-BENOITE

EST A VOTRE DISPOSITION

pour vous fournir gratuitement tous les renseignements nécessaires. On souscrit sans frais, soit en échangeant ses bons de la Défense, soit contre versement d'espèces.

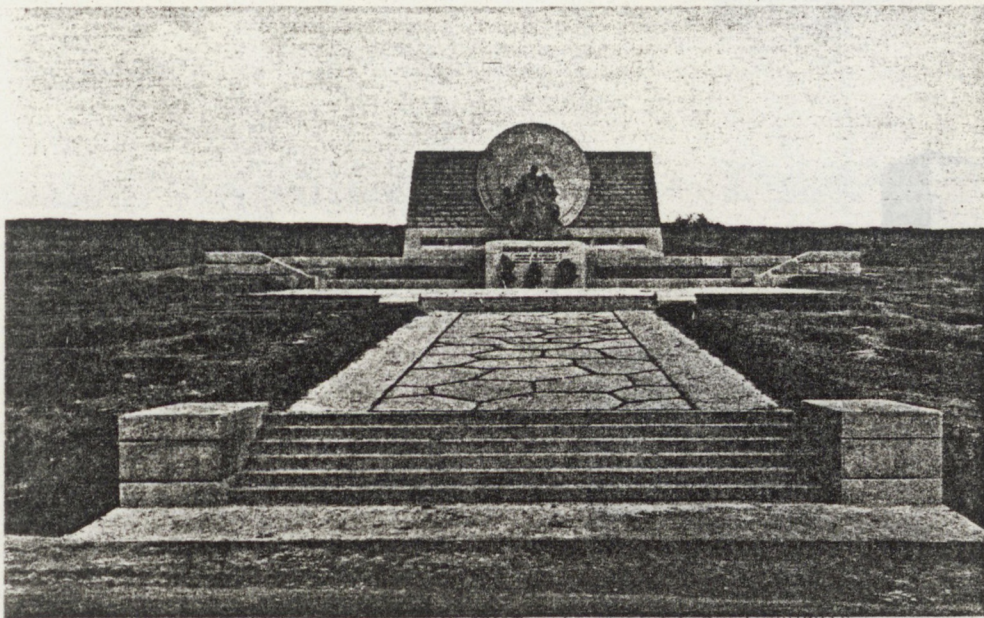
Les monuments s'édifient le plus souvent à coup de
souscriptions... et une souscription réussie en entraîne
une autre...



Un des premiers cimetières de guerre français, une formule trop sophistiquée pour l'armée de morts à venir.



Cimetière américain de Romagne-sous-Montfaucon, un quinconce de 14.000 croix de marbre blanc. Une solution architecturale adaptée au grand nombre.



Monument élevé à la mémoire d'André MAGINOT sur la pente nord du Fort de SOUVILLE

Monument à Maginot. Lors de son édification et aujourd'hui.

"... les alentours de Verdun n'ont pu être plantés que de sapins, leurs entrailles recelant par trop d'obus non explosés".



VAUQUOIS à ses glorieux Morts.

LES ANCIENS COMBATTANTS - NOTES

(1)

Comme le note Antoine Prost, ce n'est pas
la ainsi, mais un brancardier de vingt ans,
lède et de Barres. Peu importe, et
préférences politiques: on ne
tains qui, de leur abri, par
Église, vous ont fait risquer
raisonnable et légitime.

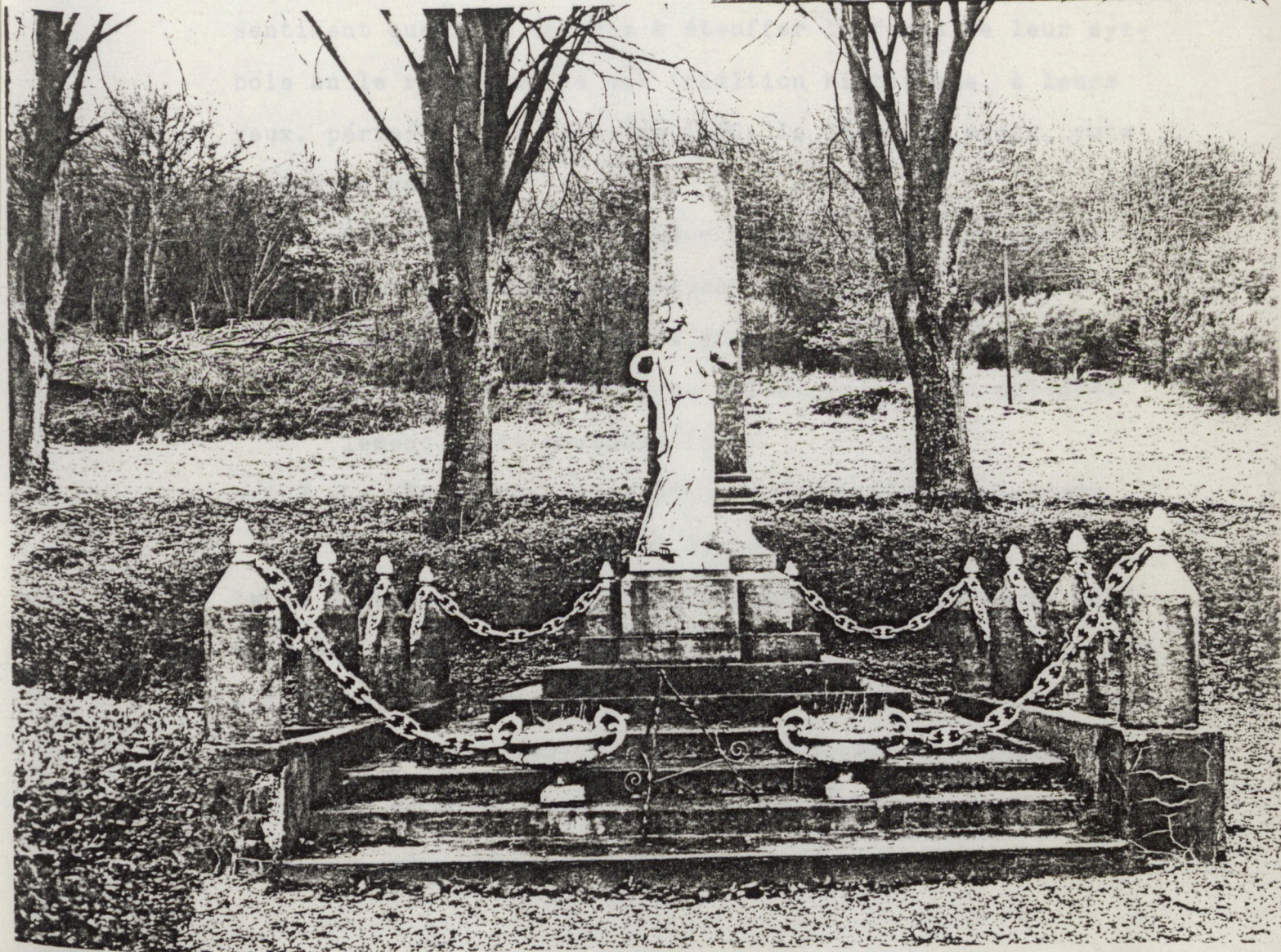
(2)

L'idée du Soldat inconnu a été

Lors de l'inauguration et 60 ans plus tard.

Chambre des Députés: un vote

Unanimes, les anciens



LES ANCIENS COMBATTANTS - NOTES.

(1)

Comme le note Antoine Prost, ce n'est ni un mutin qui parle ainsi, mais un brancardier de vingt ans, nourri de Déroulède et de Barrès. Peu importe, en effet, dans ce cas les préférences politiques: on ne peut pardonner aux chefs lointains qui, de leur abri, par inconscience, obstination ou bêtise, vous ont fait risquer votre vie plus qu'il n'était raisonnable et légitime.

(2)

L'idée du Soldat inconnu a germé à la fin de l'année 1916. La première décision sera prise le 12 novembre 1919 par la Chambre des Députés: un corps sera transporté au Panthéon. Unanimes, les anciens combattants protestent. Ils ont le sentiment que l'on cherche à étouffer la force de leur symbole en le rattachant à une tradition historique, à leurs yeux, périmée. Le 8 novembre 1920, la Chambre, enfin, vote la loi suivante:*

art.1 -Les honneurs du Panthéon seront rendus aux restes d'un des soldats non-identifiés morts au Champ d'Honneur au cours de la guerre 1914-1918. La translation des restes de ce soldat sera faite solennellement le 11 novembre 1920.

art.2 -Le même jour, les restes du Soldat inconnu seront inhumés sous l'Arc de Triomphe.

Le 10 novembre 1920, dans un fort de Verdun, un corps est désigné. Le lendemain, une cérémonie se déroule au Panthéon. Mais la mise au tombeau sous l'Arc de Triomphe n'aura lieu que le 28 janvier 1921. La France ne semble guère pressée d'inhumer ce mort...Le corps sera entreposé en attendant dans une pièce d'un des piliers de l'Arc de Triomphe.

Ce ne sera qu'après une campagne virulente des associations d'anciens combattants que le "11 novembre" sera, en 1922, instigué fête nationale.

Le 11 novembre, les anciens combattants ne fêtent pas la Patrie victorieuse mais célèbrent le culte de leurs morts au jour anniversaire où cette infâme tuerie cessa!

*Après un débat houleux...Les socialistes accusant le gouvernement de privilégier la cérémonie militaire au détriment du Cinquantenaire de la République -le Soldat inconnu allait-il l'emporter sur le coeur de Gambetta?

(3)

Antoine Prost, Les anciens combattants, Callimard, Paris 1977.

(4)

Mr Thin "pousse" un peu quant à la fraternité...

Georges Bonnet, le futur ministre des Affaires Etrangères a publié trois articles de sociologie sous le titre: "L'âme du soldat"(Paris, Payot, 1917). Or il y constate que la guerre est une école d'égoïsme et d'indifférence, plus que de fraternité: "Comme j'avertissais un jour un de mes hommes de service qu'il se trouvait à un endroit dangereux ou plusieurs torpilles venaient d'atteindre, peu de temps auparavant, plusieurs de ses camarades, je l'entendis me répondre avec une parfaite tranquillité: "Oh! tant que ça tombe sur les copains, y a pas de mal!".

(5)

On constate le même désir après la seconde Guerre mondiale. Varsovie anéantie fut reconstruite, en sa partie ancienne avec un étonnant scrupule et jusqu'à la moindre enseigne se balançant au vent.

On s'en étonna... Mais la réponse fut nette: "C'est que nous ne voulions pas perdre notre âme." Aucun discours ne saurait avoir pareille éloquence et, s'il n'avait tenu qu'aux sinistres et aux anciens combattants, ce dernier aurait avantageusement pu se substituer à celui, vide et creux, des hommes politiques de la IIIe République en visite sur les chantiers.



LES DOMMAGES DE GUERRE

ou

LES REPARATIONS.

LES DOMMAGES DE GUERRE ou LES REPARATIONS

"...La plus formidable guerre de l'histoire ravage depuis deux ans et demi une grande partie du monde. La catastrophe, que les liens d'une civilisation commune, vieille de plus de mille ans, n'a pas pu empêcher, frappe l'humanité dans son patrimoine le plus précieux. Elle menace d'ensevelir sous ses ruines le progrès moral et matériel dont l'Europe s'enorgueillissait à l'aube du XXe siècle..."

Quel est l'auteur de cette phrase? Un quelconque et détestable pacifiste? Point du tout, elle est du chancelier de l'empire d'Allemagne, Bethmann-Hollweg. Elle est extraite de sa Proposition de Paix adressée le 12 décembre 1916 au chargé d'affaires des Etats-Unis: "...Conscients de leur force militaire et économique, et prêts à mener jusqu'au bout, s'il le faut, la lutte qui leur est imposée, mais animés en même temps par le désir d'arrêter les flux de sang, prêts d'en finir, avec les horreurs de la guerre, les quatre puissances alliées(il s'agit, bien évidemment de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Bulgarie et de la Turquie) proposent d'entrer maintenant en négociations de paix..."

Cette proposition fut sommairement rejetée par les Alliés. Tout comme fut négligée la Résolution en faveur de la Paix, votée le 18 juillet suivant par le Reichstag; le même sort étant réservé aux propositions du pape Benoît XV faites le 28 août...

Mais, l'Allemagne fut reconnue seule coupable quand bien même Jaurès l'eût-il, dès 1909, partiellement disculpée

LES DOMMAGES DE GUERRE ou LES REPARATIONS

en exprimant dans l'Humanité du 26 février ses craintes: "Si l'Autriche prend l'initiative d'une agression contre la Serbie, si la Russie prend la défense de la Serbie et si l'Allemagne se croit tenue par son traité d'alliance à se porter au secours de l'Autriche, la France considérera certainement qu'elle est également engagée vis-à-vis de la Russie avec toutes ses forces." (1)

Fallait-il inscrire la culpabilité de l'Allemagne dans le Traité de Versailles, par cet article 231 qui fournirait plus tard un levier psychologique à Hitler? Notre propos n'est pas de répondre, mais de constater que, pour nos gouvernants de l'époque, le thème obsédant est que l'Allemagne est seule coupable de la guerre, qu'elle doit être châtiée et qu'elle devra tout payer.

Certes, en 1870, la France aussi avait du payer. Mais ce qui avait été exigé, alors, avait été précisé: cinq milliards. Or le montant de la dette de l'Allemagne ne fut pas précisé dans le Traité de Versailles. Elle avait été la cause de dommages dont il fallait d'abord faire le compte. Et l'idée du forfait proposée par Lloyd George fut battue en brèche par Clemenceau et finalement refusée.

En septembre 1920, Klotz, notre ministre des finances, énonçait un chiffre: cent trente-quatre milliards de francs-or...

Soit, près de vingt-sept fois la dette de la France à l'Allemagne en 71; soit, près de vingt-sept fois le budget national de la France en 1913 -celui-ci étant précisément de cinq milliards de francs-or. Et la France n'était pas seule créancière...

LES DOMMAGES DE GUERRE ou LES REPARATIONS

Instituée par les Alliés, la Commission des Réparations faisait connaître le 27 avril 1922 le montant total de la facture allemande: cent trente-deux milliards de marks-or, soit cent soixante-trois milliards de francs plus un remboursement de cinq milliards à la Belgique.

Un économiste⁽²⁾ faisait alors le calcul que l'Allemagne ne pourrait être libérée de sa dette en 1965 que si, à partir de 1933, elle était arrivée à payer annuellement environ huit milliards de marks-or! La Commission reconnaissant que les paiements ne pourraient se développer que progressivement.

Keynes prévient que jamais l'Allemagne ne pourrait payer des sommes aussi pharamineuses, en vain! Nos dirigeants le raille. Mieux, dans l'euphorie de leurs espérances ils vont porter le budget de 1922 _ neuf fois ce qu'il avait été en 1913, ce qui évidemment entraînait la dépréciation du franc. On est en plein délire, bientôt une pleine brouette de marks sera nécessaire à l'acquisition de quelques pommes de terre...

En 1923, le gouvernement allemand arguant que la chute du mark lui rendait impossible de se procurer l'or en lequel devaient être faits les paiements, se déclare hors d'état d'en faire face aux prochaines échéances... Et c'est, décidée par Poincaré, l'occupation de la Rhur le 11 janvier 1923 et l'effondrement total du mark. Lorsque Schacht institue le Rentenmark en 1924, il faut trois trillions de marks pour obtenir un Rentenmark. (3)

Pourtant, depuis la mise en route du Plan Dawes (novembre 1923), l'Allemagne paye régulièrement.

LES DOMMAGES DE GUERRE ou LES REPARATIONS

Pour moitié environ, ce sont des livraisons de produits concrets à des entreprises françaises, payées à l'Etat français par les acheteurs français, et aux vendeurs allemands par l'Etat allemand; système fort efficace dont la conception première avait été de source allemande dès 1921.

Et, dès l'entrée en vigueur du Plan Dawes auquel la France adhère, la Ruhr est évacuée. La paix semble assurée. Au salon de l'Horloge le 27 août 1928, Briand l'admirable passe le porte-plume à Stresseman pour signer le pacte de renonciation à la guerre, et celui-ci, souriant, le passe à Benès le ministre tchécoslovaque qui sera président au moment de Munich...tout un symbole...

Au plus fort de sa détresse, l'Allemagne a payé durant les douze premiers mois du Plan Dawes 893 millions; et depuis, tout en développant son équipement industriel, elle est parvenue à payer 11 milliards de dollars, dont six à la France.

Tout s'arrange. Tout baigne dans l'huile. C'est le moment où Stresseman et Müller demandent que soient enfin définitivement fixés l'étendue des paiements demandés à l'Allemagne et leur échelonnement dans le temps. En outre, il s'appuient sur une déclaration de l'agent général des Réparations, l'américain Parker Gilbert, pour dire que l'heure est venue de s'en remettre pour ces paiements à l'engagement consenti par le gouvernement allemand, débarrassé du système de gages prévu par le Plan Dawes. De son côté, le président Coolidge réclame que les Alliés en viennent à rembourser les crédits que les Etats-Unis leur avaient ouverts durant la guerre.

LES DOMMAGES DE GUERRE ou LES REPARATIONS

Un plan définitif va succéder au Plan Dawes, ce sera le Plan Young.

C'est le 11 février 1929 que se réunit un comité d'experts, à raison de deux par pays concerné; dont l'Allemagne, ce qui eut dû être fait neuf ans plus tôt.

Leurs conclusions furent que l'Allemagne aurait à payer des annuités jusqu'en 1987; ces annuités montant progressivement pendant les trente-sept premières années de 1 700 millions de marks-or à 2 500 millions, les chemins de fer en fournissant régulièrement 660 millions, le reste fourni par le budget national, puis seulement 1 700 millions, alors prélevés sur le budget seul, pendant les vingt-deux années suivantes...

Les experts estimaient que l'Allemagne qui depuis sept ans avait procédé à une formidable restauration de sa capacité de production (portée au-dessus du niveau d'avant-guerre), n'aurait pas de difficultés à payer ces sommes, dont il se trouvait qu'une bien plus grande partie irait au remboursement des créances américaines...qu'aux Réparations. Washington ayant tenu bien distinctes les affaires entre Etats-Unis et Alliés (dettes interalliées) et les affaires entre Européens (Réparations).

C'est le 21 janvier 1930 qu'une conférence internationale tenue à La Haye approuve ce plan. Un document officiel anglais affirme alors: "La conférence de La Haye marque un stade décisif de reconstruction financière de l'Europe". Le Plan Young entre en vigueur le 17 mai 1930. Et c'est le 21 juin 1931 que le président Hoover proclame la nécessité d'un moratoire général.

LES DOMMAGES DE GUERRE ou LES REPARATIONS

Le nouveau plan n'aura pas fonctionné cinquante-neuf ans, mais une seule année! La fameuse "reconstruction financière de l'Europe" s'est effondrée.

Ensuite ce seront: la crise économique, la montée du chômage et Hitler. Ce n'est plus l'après-guerre mais déjà l'avant-guerre.

Elie Halévy avait raison de dire, en 1936, que la guerre de 1914 avait ouvert "l'ère des tyrannies" en donnant l'occasion non seulement d'une "étatisation de l'économie", mais aussi quelque chose de plus grave, une "étatisation de la pensée, une étatisation prenant deux formes, l'une négative par la suppression de toutes les expressions d'une pensée jugée défavorable à l'intérêt national; l'autre positive, par ce que nous appellerons l'organisation de l'enthousiasme".

Mais pour ces "dommages" là, il n'y eut jamais de "réparations".



LES DOMMAGES DE GUERRE ou LES REPARATIONS - NOTES.

(1)

Vers ces époques Jaurès citait également un livre qui mettait en garde l'opinion européenne contre les maux d'une guerre possible, intitulé "La Grande Illusion" de Norman Angell. Hélas! lorsque le leader de la social-démocratie allemande vint à Paris se concerter avec Jaurès, il le trouva mort. Henri de Man, le leader belge qui accompagnait l'Allemand, a raconté de façon frappante l'échec de ce voyage dans ses mémoires: "Après coup". Bruxelles, Editions de la Toison d'Or.

(2)

Il s'agit de Louis Loucheur, homme politique ayant une compétence économique, chose rare à l'époque dans la classe politique française essentiellement composée de plaideurs.

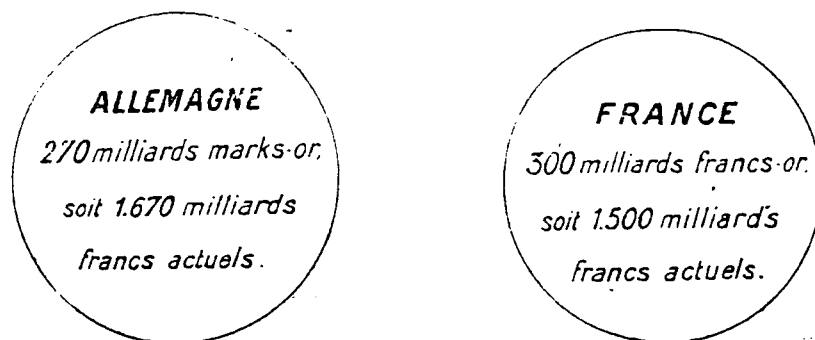
(3)

On a dit que la complète dévalorisation du mark avait fait disparaître en Allemagne toutes les dettes intérieures. On a dit aussi que le gouvernement allemand avait voulu ou permis cet effondrement...

GRAPHIQUE N° 6.

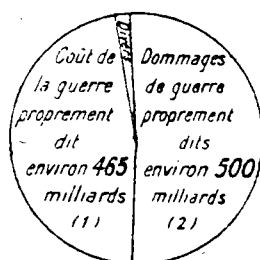
(En francs stabilisés, 1931).

1° FORTUNE PRIVÉE EN 1914.



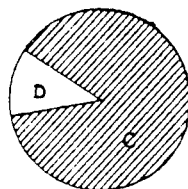
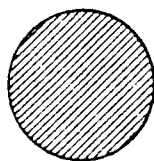
FRANCE

2° COUT TOTAL DE LA GUERRE.



Dépenses payées et dépenses restant à payer.

COUT TOTAL DES RÉPARATIONS.

(Dommages aux biens et aux personnes).
(Environ 500 milliards).Part laissée à la charge
des contribuables français
(353 milliards).Part laissée à la charge
de l'Allemagne
(147 milliards).

- (1) Valeur mai 1921 (mais en francs actuels).
 (2) Valeur 31 décembre 1927 (mais en francs actuels).
 A. Paiements effectués au 31 octobre 1931.
 B. Somme restant à payer.
 C. Sommes payées.
 D. Somme restant à payer.

La France désire la paix, elle a trop souffert de la guerre pour ne pas faire l'impossible pour l'éviter, mais sa créance pour la réparation de ses régions dévastées doit être sacrée. Or, sur les 81 milliards de marks-or que lui coûteront la réparation des dommages aux biens et aux personnes, elle ne réclame à l'Allemagne que 23 milliards 597 millions, sur lesquels, treize ans après la fin des hostilités, il n'a encore été versé que : 5.777,5 millions de marks-or.

Soit :

24,5 % de la créance fixée par le Comité Young ;



7,13 % des avances faites par la France.

(novembre 1931)

LE DEBLAIEMENT

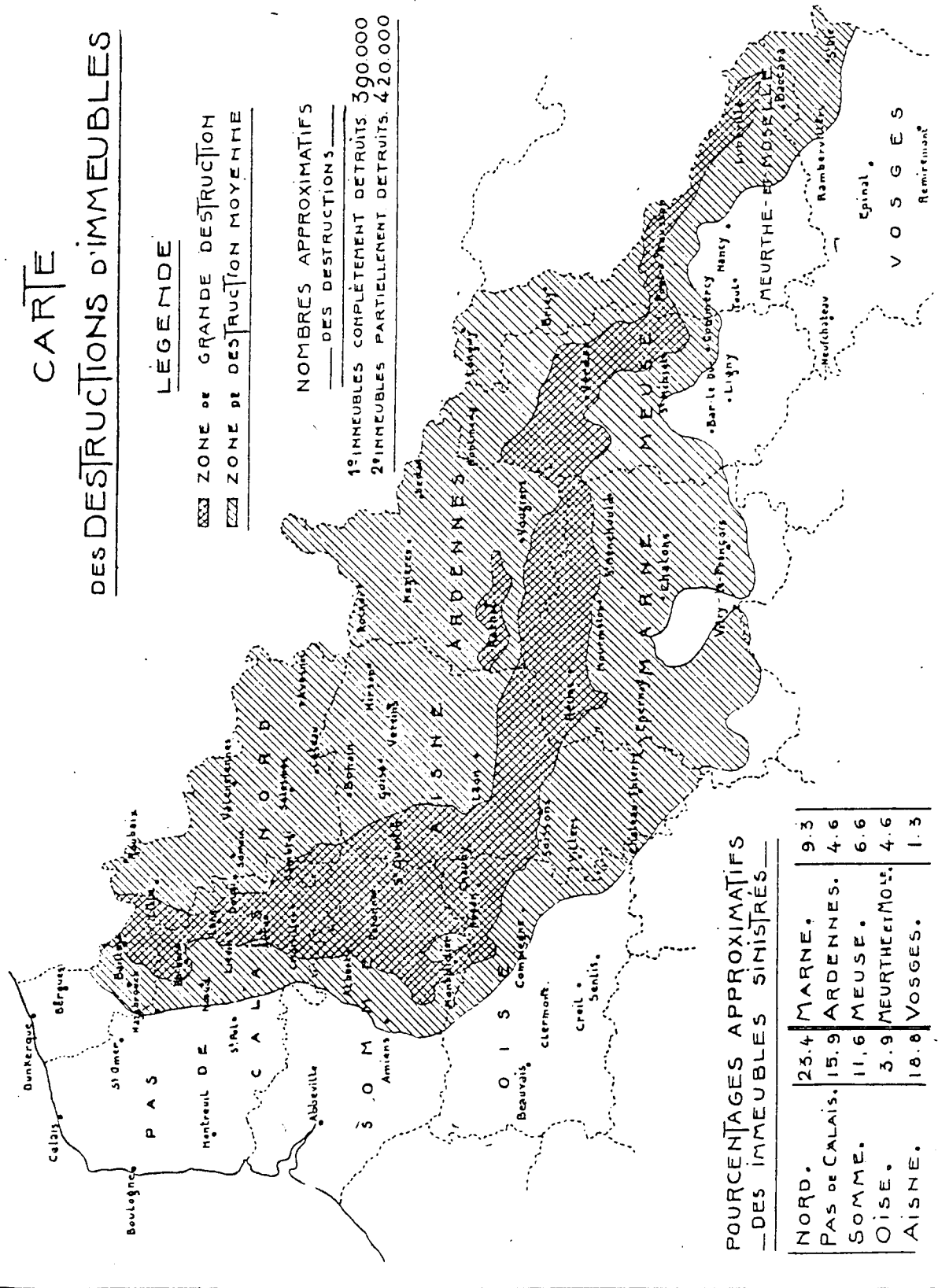
CARTE DES DESTRUCTIONS D'IMMEUBLES

LEGENDE

-  ZONE DE GRANDE DESTRUCTION
-  ZONE DE DESTRUCTION MOYENNE

NOMBRES APPROXIMATIFS
DES DESTRUCTIONS

- 1° IMMEUBLES COMPLETEMENT DETRUITS 390.000
- 2° IMMEUBLES PARTIELLEMENT DETRUITS 420.000



POURCENTAGES APPROXIMATIFS DES IMMEUBLES SINISTRÉS

NORD.	23.4	MARNE.	9.3
PAS DE CALAIS.	15.9	ARDENNES.	4.6
SOMME.	11.6	MEUSE.	6.6
OISE.	3.9	MEURTHE ET MOSELE.	4.6
AISNE.	18.8	VOSGES.	1.3

in "Standardisation des éléments essentiels de la construction"
Paris, Créte éditeur, vers 1919-21.

L'état de la question

Au lendemain de la guerre il y avait près de 900.000 immeubles à réparer ou à reconstruire (maisons, fermes et usines). Aucune installation n'existait, les ouvriers n'avaient rien pour se loger, les routes étaient dans un état indescriptible et les entrepreneurs reculaient devant l'avance des sommes nécessaires à leur installation. Pour engager les entrepreneurs à s'établir dans les régions dévastées, il était nécessaire de leur assurer un marché d'une importance et d'une durée suffisantes pour amortir leurs premiers frais d'installation; comme pour la réfection des voies de communication il fallait tout créer sur place, tout organiser, tout prévoir, ne compter en rien sur les ressources locales et par suite immobiliser sans délai des capitaux importants dont l'amortissement devait être prévu presque immédiatement.

Comment faire comprendre l'immensité des problèmes à résoudre? Voilà 4 millions d'hectares de terre française sur lesquels, pendant quatre ans, 10 millions d'hommes se sont battus. Pendant quatre ans 10 millions d'hommes se sont acharnés à détruire ce qui existait : villes, villages, usines, maisons isolées. Ils s'en sont pris aussi aux champs, aux cultures, aux forêts, et aux bois. Pendant quatre années, les inventions les plus diaboliques de la science moderne se sont multipliées pour arriver à détruire plus complètement tout ce qui était debout et tout ce qui vivait sur la ligne des armées. Il y a eu un ouragan continu d'obus, une pluie d'obus qui n'a pas arrêté pendant quatre années; il y a eu les gaz qui ont tout brûlé sur une vaste étendue; il y a eu les tranchées, les cheminements et les abris; des milliers et des dizaines de milliers de kilomètres sur lesquels la terre est retournée profondément. Il y a eu tout cela pendant plus de quatre années; il y a eu 10 millions d'hommes pour lesquels le monde entier a travaillé de façon à faciliter leur œuvre de destruction.

Mais résolument, dès le lendemain du jour de l'armistice, le Français s'est mis à l'œuvre et dix ans après s'achève cette gigantesque reconstitution d'un territoire de plus de 4 millions d'hectares qui englobait quatre villes de plus de 100.000 habitants, trois villes de 50.000 à 100.000 habitants, treize villes de 25.000 à 50.000 habitants et quarante-deux villes de 10.000 à 25.000 habitants, etc...

in LES DOMMAGES DE GUERRE DE LA FRANCE par
Edmond Michel, Paris 1932.

LE DEBLAIEMENT.

Le premier problème qui se pose au lendemain d'un cataclysme, guerre, incendie, tremblement de terre, inondations, ... est toujours celui du "comment enlever les débris et où les mettre". Le marquis de Pombal avait résolu le problème en 1755 à Lisbonne en aplanissant la ville, utilisant les décombres pour élever son niveau et la mettre du même coup à l'abri des inondations. Ce n'était pas toujours aussi évident et les historiens se demandent encore où furent évacués les débris après le bombardement de Bruxelles par le Maréchal de Villeroy en 1695; la question fut pourtant débattue au lendemain de la destruction, et on réquisitionna, à cet effet, chevaux, charettes, brouettes et citoyens.

A Waterloo, rare champ de bataille napoléonien à avoir conservé son intégrité - il fut classé en 1914 ! - la construction de la butte du Lion de Waterloo donna l'occasion de niveler le site et de combler le fameux chemin creux où s'était joué le destin de la cavalerie française et, accessoirement, décidé le sort de l'Europe.

A Berlin, au lendemain de la deuxième guerre, le problème du déblaiement revêtit aussi une signification symbolique. Les restes de la chancellerie, pièce maîtresse de l'oeuvre de Speer, servirent de carrière aux Russes pour la construction du gigantesque monument aux morts de Trep-tow. Les débris de la capitale morte furent, eux, amassés à 10 Km du centre au-dessus de l'Académie Militaire (un des seuls complexes architecturaux achevé pendant le 3ème Reich et resté intact) pour former une gigantesque montagne de décombres : le "Teufelsberg", la Colline

LE DEBLAIEMENT

du Diable!

En 1932, Edmond Michel, Chef-adjoint du Service de l'Inspection du Crédit Foncier (1) peut dire que du point de vue administratif l'oeuvre de reconstruction est entièrement achevée, il note cependant que du point de vue matériel l'effort doit être poursuivi car faute de fonds les travaux ont été ralentis depuis 4 ans et nombre de bâtiments publics attendent encore d'être refectionnés ou reconstruits.

Et quels travaux !

Sur les 3.524 communes occupées par les Allemands, 1.343 d'entre-elles furent évacuées, 805 autres situées en dehors de la zone occupée furent également évacuées en raison de la proximité du front.

A l'armistice, 2.097 communes étaient couvertes de ruines, matériel de guerre, ouvrages défensifs divers et on évaluait à environ 50 millions de mètres cubes les déblaiements à effectuer.

Ces travaux étaient encore compliqués en raison même de la nature des débris et du danger qu'ils pouvaient représenter.

En 1920, 410 communes seulement étaient déblayées et 10.400.000m² enlevés. Au début de 1928, les travaux de déblaiement touchaient seulement à leur fin : 2.625 communes étaient déblayées et 51.764.000m³ enlevés. La remise en état du sol avait demandé 1.657 millions de francs et le déblaiement des immeubles, 1.200 millions.

LE DEBLAIEMENT

Une partie des déblais servirent à combler les 300.000.000 m³ de tranchées.

Les destructions n'étaient pas seulement le fait de la guerre; lors de l'évacuation, les Allemands y allèrent, sans nécessités militaires; "les Allemands détruisent systématiquement les villages qu'ils sont obligés d'évacuer et incendient méthodiquement dans ces villages les mobiliers qu'ils n'ont pu emporter : les incendies sont allumés à l'aide de copeaux remplis de goudron. Il n'y a d'exceptions à cette manière de faire que là où l'ennemi n'a pas le temps d'achever la destruction..." (2)

Les dix départements qui avaient servi d'enclos à la guerre couvraient une superficie de 62.418 kilomètres carrés, 32.000 kilomètres avaient été bouleversés ! Le département des Ardennes qui comptait 5.257 Km², avait été complètement ravagé, l'Aisne et le Nord l'étaient à 80%.

La zone à remettre en état se décomposait de la manière suivante :

Terres de labour	:	2.125.087 hectares
Pâturages	:	426.609
Bois et forêts	:	596.072
Etangs et marais	:	46.790
Surfaces bâties, routes, chemins et voies ferrées	:	111.792
Soit un total de		3.306.350 hectares,
près de 6% de sol national.		

LE DEBLAIEMENT

La zone dévastée fut elle-même divisée en trois catégories :

Celle demandant un simple nettoyage : 1.694.587 hectares

Celle exigeant des travaux importants : 1.494.969

Celle où la valeur des travaux dépasse

celle du sol (la zone rouge) : 116.794 hectares

Cette dernière, couvrait une bande de terrain relativement étroite qui joignait la Flandre aux Vosges. Piétinées par les avances et les reculs successifs, les terres offraient un aspect de désolation qui semblait irrémédiable. On eut alors l'idée de la boiser, de créer une sorte de "forêt sacrée". Le 6 avril 1919, la décision était prise de classer cette zone rouge. Dans les jours qui suivirent de nombreux groupements d'habitants entreprennent des démarches pour reconstruire quand même leur village dans la zone rouge. Leur ténacité porta ses fruits puisque au 1er janvier 1927 la zone rouge ne comptait plus que 48.820 hectares concentrés dans les départements de la Marne et de la Meuse.

Mais les sinistrés n'en restèrent pas là, poursuivant leur lutte contre l'Administration des régions dévastées, ils implorèrent d'abord puis se fâchèrent, enfreignirent les interdictions et finirent par ramener la superficie de la zone rouge à 30.000 hectares.

Il fut souvent impossible dans cette zone de rebâtir les villages et les maisons sur les anciens emplacements.

Une réflexion sur le concept de régionalisme au lendemain de la guerre ne peut s'envisager indépendamment de l'ampleur des bouleversements physiques du sol natal.

LE DEBLAIEMENT

Cette terre mêlée de morts "du sang, de la volupté et de la mort" conforte chez Maurice Barrès le sentiment que l'idée nationale n'anime un peuple que si elle plonge ses racines dans une tradition locale. "La grande patrie est une synergie qui ramasse en elle toutes les vertus des petites patries provinciales qu'elle coordonne et dont les forces conjuguées font sa force. Ces petites patries ont grandi chacune dans un coin limité du sol dont elles expriment, par une mystérieuse correspondance, la valeur spirituelle. Des hommes ont duré là, de qui les âmes se sont imprégnées d'influences séculairement prolongées, influences physiques du climat, et de la sorte de labeurs qu'il impose, influences morales du passé et des traditions. Les maintenir, ces influences, en soi-même et autour de soi, la chérir cette petite patrie et la faire mieux comprendre, non pour la séparer de la grande, mais pour apporter à celle-ci l'appoint précieux d'une vitalité à la fois autonome et soumise, doubler un nationalisme intransigeant, d'un régionalisme docile" (3)

L'esprit d'une reconstitution régionale pourrait synthétiser une attitude - inexprimée, voire inexprimable - mais agissante dans et par l'esprit des hommes meurtris. Une vue que ne partageait certainement pas l'écrivain Emile Solari qui dans son ouvrage "La Cité bâtie" envisageait d'exproprier en bloc les régions dévastées qui ne seraient pas rendues à leurs propriétaires.

Sur ce territoire on commencerait par édifier une autoroute reliant l'Angleterre, la Belgique, le Port de Paris et la Suisse; on ferait ensuite de cette vaste superficie

LE DEBLAIEMENT

un champ d'expérience pour les conceptions modernes en matière d'urbanisme, d'industrie et d'exploitation agricole. Cette idée de soustraire un territoire à ses propriétaires pour une cause d'édification civique nationale se retrouvera quelques décennies plus tard, mais pour le territoire allemand et comme punition exemplaire cette fois, Morgenthau proposant de transformer la Sarre et la Ruhr en région exclusivement de culture et d'élevage à l'exclusion de l'industrie.

Il est intéressant de confronter les thèses françaises, à l'exemple de celles de Barrès, qui lient le bouleversement du sol, l'amoncellement des ruines, la force de la destruction industrielle à l'idée d'une renaissance des "petites patries", des "régions" formant la nation (le symbole pourrait en être la poignée de terre que brandit la Scarlett O'Hara d'Autant en Emporte le Vent) et les thèses que développe à la même époque l'architecte allemand Tessenow dont Speer fut le (mauvais) élève.

Tessenow tire deux enseignements de la guerre. L'Allemagne est et restera le pays du milieu de l'Europe et sa position géographique lui confère des responsabilités : "nous autres allemands sommes en Europe, le peuple appelé à servir de trait d'union, de médiateur, et cela non seulement au niveau géographique et spatial mais aussi sur le plan intellectuel. Nous sommes situés au coeur de l'Europe si bien que lorsque se posent à l'Europe des questions essentielles, capitales, centrales, nous sommes en tant qu'allemands tout particulièrement concernés". (4)

LE DEBLAIEMENT

Dans "La Cité et l'Artisan" écrit à Vienne au printemps 1918 et publié à Berlin en 1919 chez Cassirer, Tessenow fait l'éloge de l'artisanat et définit la petite ville. "L'Europe offre aujourd'hui l'aspect d'un géant omnipotent qui n'est ni bon ni mauvais mais qui tient dans la main un énorme marteau. Il est possible que ce géant construise un monde auprès duquel tout ce qui a été fait jusqu'à ce jour n'aura été qu'une pitoyable expérience, mais il est possible aussi qu'il réduise tout en miettes; que de toute l'histoire ne demeure plus qu'un tas de décombres, de poussière et de carcasses d'acier. Cette alternative n'a peut-être jamais revêtu une telle acuité qu'aujourd'hui." (5)

La grande ville, mère de tous les vices, est certes un thème redondant mais Tessenow y rattache une réflexion sur la classe moyenne qui mérite qu'on s'y arrête un instant : "L'immense influence qu'ont de nos jours les grandes villes sur notre vie et notre travail laisse craindre le pire. Tant qu'il ne sera pas mis un terme à cette influence, nous devons être prêts aux combats les plus rudes, à des combats pour des objectifs variés mais qui ont tous le même dessein : une classe moyenne saine et active le mieux et le plus authentiquement représentée par l'artisanat indépendant." (6)

"De même que nous représentons en tant qu'entité ethnique l'articulation essentielle entre les peuples européens différents et opposés, de même la classe moyenne est le lien entre des hommes appartenant à des classes sociales aux intérêts et aux forces antagonistes.

LE DEBLAIEMENT

La classe moyenne a des tâches fondamentales non seulement chez nous mais encore chez tous les peuples européens et elle s'en acquitte partout plus ou moins. De même que les peuples situés à la périphérie de l'Europe comme les Français, les Anglais, les Russes, etc... ne peuvent pas répondre aux questions centrales, de même en Allemagne ne peuvent y répondre les classes périphériques, autrement dit ceux qui n'appartiennent pas aux classes moyennes comme les grands propriétaires fonciers, les conseillers financiers ou les prolétaires. De même que l'Europe ne peut guérir sans que guérisse d'abord l'Allemagne, de même l'Allemagne ne peut elle-même guérir sans que de simples citoyens soient pourrait-on dire, à sa tête". (7)

Mais le village n'est pas l'alternative.

"Au village ou à la campagne, nous sommes dominés par l'étendue des champs, par la profondeur des forêts, par les grandes propriétés foncières, par l'immensité qui nous entoure : le pouvoir personnel de l'un côtoie la dépendance serve de l'autre". (8)

Seule la "Cité" exprime les aspirations des hommes comme elle l'a fait jadis lorsque les Allemands reconstruisirent 2000 petites villes entre 900 et 1400.

"... L'artisanat et la cité n'exigent pas un retour aux conditions médiévales mais cherchent, pour ainsi dire, à édifier un campanile plus élevé dont les cloches sonneraient plus hardiment et plus fort; par contre la métropole et le village s'en désintéressent. Le village n'en éprouve pas le besoin; quant à la grande ville

LE DEBLAIEMENT

elle sait dès l'abord qu'elle ne parviendra pas à ériger un semblable campanile car elle s'étend sans cesse et se disperse en des communautés de plus en plus réduites qui chacune construit sa propre église et laisse chacun "être heureux à sa manière;" elle est comme un vase fissuré qui menace à chaque instant de se briser."... "Songeons par exemple à la situation des petites cités au regard de la guerre.

Il y a de très nombreuses petites villes chez nous mais juge-t-on digne de les mentionner en temps de guerre? Ne les passe-t-on pas curieusement sous silence? Ne donnent-elles pas l'impression d'être étrangères à cette guerre? Et pourtant elles en payent le tribut et souffrent comme les autres. Nos petites cités ne se comportent-elles pas aujourd'hui, à tout point de vue avec le plus de dignité possible? Songeons un moment où nous autres humains avons connu la déchéance? Admettons que nous disposions d'une statistique rendant compte des crimes les plus affreux perpétrés par les hommes et des lieux où ils ont été commis. Nous serons peut-être surpris de constater que cette liste ne comprend pratiquement que des noms de villages et de grandes villes." (9) Pour Tessenow, la petite cité se définit d'abord par le nombre d'habitants, plus de 20.000 et moins de 60.000. "Dans une ville de quelques 30.000 habitants, de préférence ancienne, (à l'encontre des nouvelles villes industrielles) de manière à ce qu'une certaine civilité domine la vie quotidienne, rien ne manquerait qui nous soit réellement cher à tous. On ne pourrait guère nommer

LE DEBLAIEMENT

une création de "premier ordre" qui n'ait été engendrée dans la lutte ou dans la peine et tout caractère ou activité résolu y trouveraient un écho profond. Une telle ville serait sans doute matériellement plus pauvre qu'une métropole mais constituerait tout aussi sûrement le terrain où germe la majeure partie de nos richesses et de nos valeurs spirituelles, la majeure partie de notre énergie créatrice." (10)

Tessenow termine cette méditation inspirée par l'ampleur des ruines physiques et morales de l'Europe sur une poignante interrogation : "Peut-être est-ce réellement ridicule de désirer aujourd'hui l'artisanat et la cité ou peut-être doit-il "pleuvoir du plomb" avant qu'ils ne puissent reflourir. Leur prochaine floraison n'est peut-être possible que dans une magnificence que nous pouvons à peine imaginer et nécessite peut-être que les peuples soient passés par l'enfer." (11)

A la tradition qu'évoque Barrès, toute empreinte de résistance et de poussée, d'appui sur le sol natal; à celle que la classe moyenne suggère à Tessenow fera écho vingt ans plus tard l'idée d'une tradition forgée dans l'expiation des fautes. "C'est en nous rappelant la défaite dans une pensée de rédemption que nous retrouverons la tradition... Quelle est donc la tradition de l'Art Français ? Porter non certes la révolte, la tristesse, mais porter partout l'ordre, la mesure, la fécondité, la loi, cherchant à réaliser sans cesse l'idéal d'éternelle jeunesse, de renaissante activité qui animait les géné-

LE DEBLAIEMENT

rations d'autrefois... Exprimez les grands lieux communs de l'espèce. Donnez-nous la notion de la famille et de la maison,... Donnez-nous le sentiment de notre grandeur... Affirmez-vous. Par le refaçonnage des paysages, par les entrées de ville, par la composition des places, par les maisons, stades, jardins, promenades, perspectives, par les sculptures... Un âge classique s'ouvrira... Dans les régions détruites; ne vous contentez pas d'égréner des habitations le long des chemins. Mettez vos soins à marquer d'unité la plus petite agglomération, ne serait-ce que par un arbre qui s'élèvera au-dessus des maisons. Le plus souvent, tracez une place, composez-là même avec un sculpteur. Donnez lui de tels traits que l'image en reste gravée non seulement dans l'esprit, mais dans le coeur des habitants et ne s'efface pas par une longue absence... Imposez donc non seulement des gabarits, mais des formes aux façades des maisons : la tradition est d'autorité; au goût de la réalité elle joint le souci de la forme... Un pays n'est pas la somme des individus qui le composent: c'est une âme, une conscience... Voilà ce que chacune de vos places fera voir, non seulement par l'uniformité de son visage, mais encore par le nombre d'artistes et d'artisans que vous aurez appelés à produire cet ordre concerté..." (12).

LE DEBLAIEMENT

Mais gravats et déblais n'inspirent pas que des hautes idées littéraires et philosophiques ou plus prosaïquement des circulaires administratives en vue d'en venir à bout; il s'agit aussi d'un matériau qui peut être mis en oeuvre et suscite dès lors des idées originales d'utilisation.

Ainsi, la pénurie de briques et la mauvaise qualité des briques que l'on obtenait en improvisant des fours sur le site même des quartiers à reconstruire, incitera à utiliser des briques de récupération, ce qui orientait l'architecture vers des solutions de crépissage extérieur.

Dans les Flandres belges, les sinistrés qui souhaitaient reconstruire rapidement et eux-mêmes leurs maisons pouvaient opter pour la solution de la maison semi-définitive et recevoir un subside important sous forme de matériaux en fonction d'une circulaire ministérielle dont le texte fut publié au début de 1920.

Il leur était conseillé d'utiliser les briques de remploi et les déblais de maçonnerie pour les fondations et le remplissage des pans de bois des maisons semi-définitives. (Les ossatures en bois préfabriquées étaient réalisées par le Service des Constructions de l'Office des Régions Dévastées et vendues aux sinistrés). La maison type faisait 6m x 9m et comprenait au rez-de-chaussée, une salle commune, une laverie, trois chambres à coucher et un réduit. Un grenier était accessible du dehors par une échelle. Les maisons étaient montées par les occupants eux-mêmes selon les indications fournies

LE DEBLAIEMENT

par l'Office. La circulaire n° 3 du Service des Constructions (13) précisait en nota bene que "soigneusement montées et achevées, ces maisons peuvent avoir une durée de plus de vingt années".



L'allée des Tilleuls à Pontaverts (Aisne) Avant 1914

Château de la Nôve - Boucuville (Aisne)
Côté sud en 1914

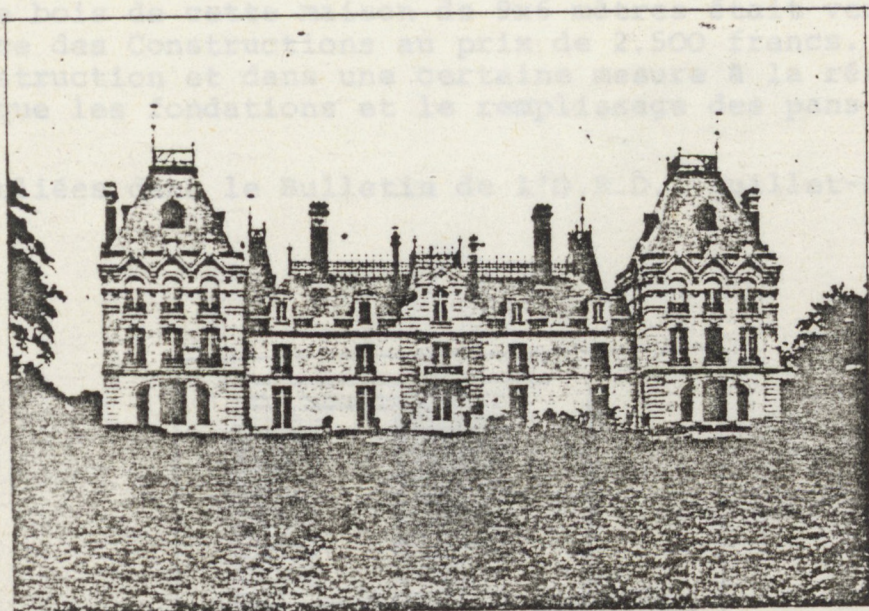


et ... au lendemain de la guerre

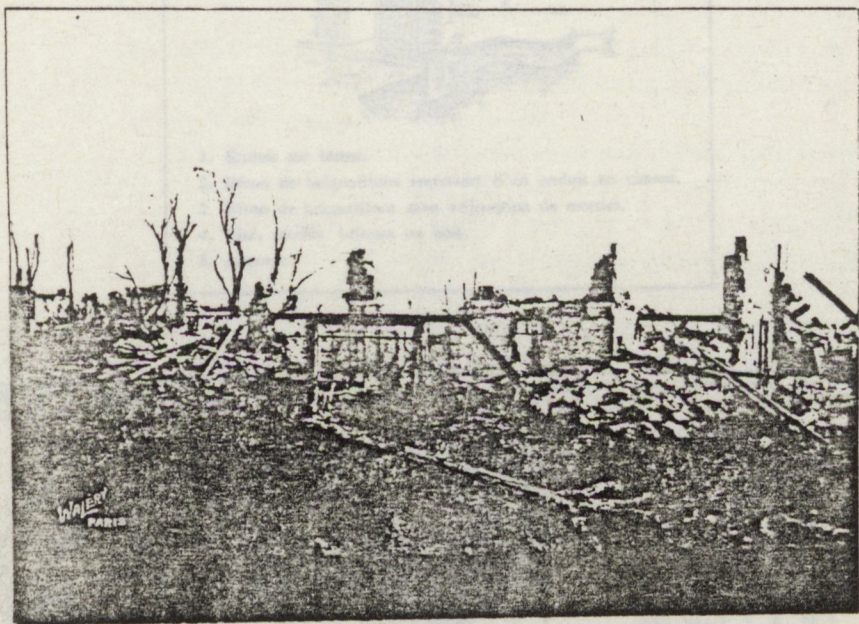
Les maisons semi-définitives

Ce type avait été étudié au début de 1920 par le Service des Constructions de l'Office Belge des Régions dévastées. Un subside de 3.000 francs était accordé sous forme de matériaux à ceux qui édifiaient une maison semi-définitive dans une des communes dévastées de la Flandre occidentale.

La signature de cet accord fut faite le 15 mai 1920 par le Service des Constructions au prix de 2.500 francs. Encouragement à l'auto-construction et dans une certaine mesure à l'acquisition des matériaux puisque les fondations et le remplissage des murs de bois les vici-



Château de la Bôve -Bouconville (Aisne)
Côté sud en 1914



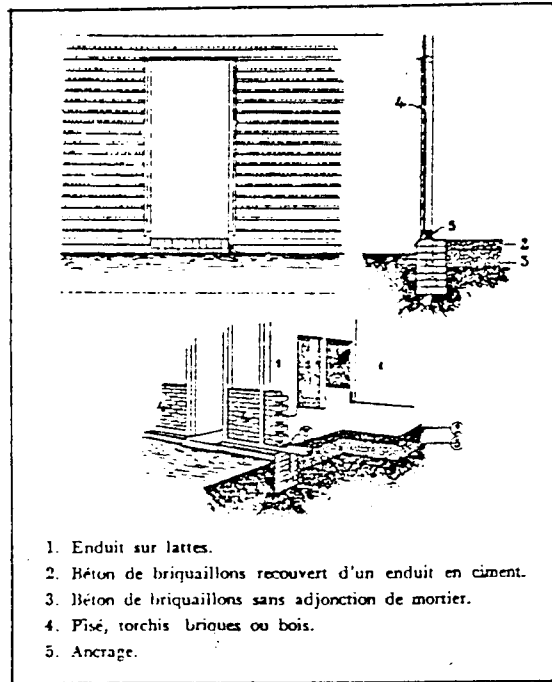
Côté nord en 1914...

Les maisons semi-définitives

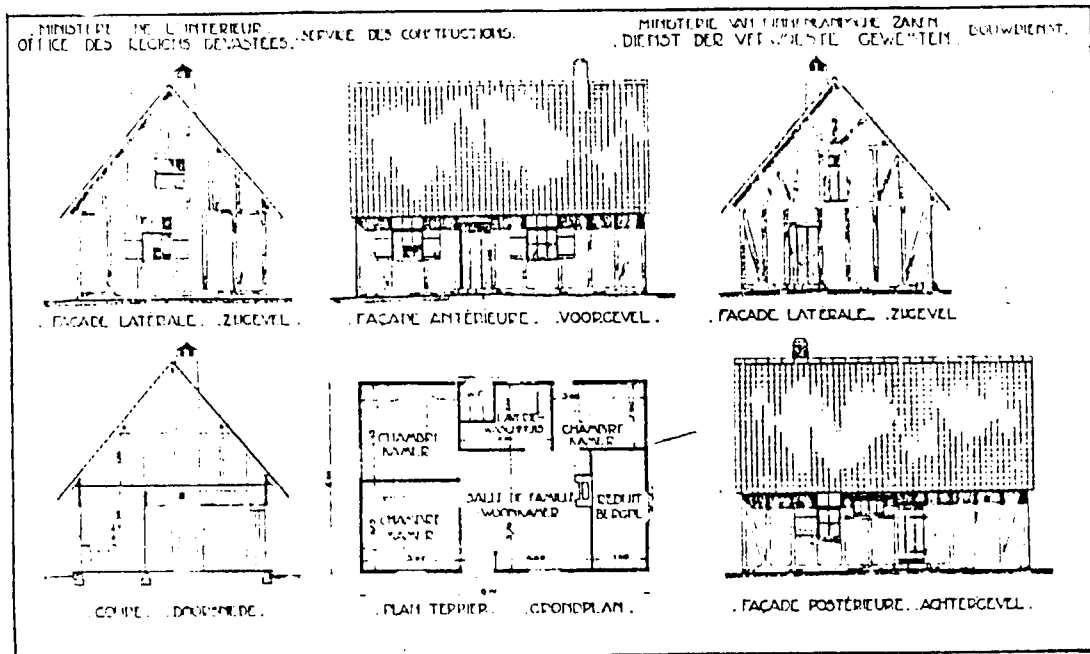
Le type avait été étudié au début de 1920 par le Service des Constructions de l'Office Belge des Régions dévastées. Un subside de 3.000 francs était accordé sous forme de matériaux à ceux qui édifiaient une maison semi-définitive dans une des communes dévastées de la Flandre occidentale.

L'ossature de bois de cette maison de 9x6 mètres était vendue aux sinistrés par le Service des Constructions au prix de 2.500 francs. Encouragement à l'auto-construction et dans une certaine mesure à la résorption des déblais puisque les fondations et le remplissage des pans de bois les utilisaient

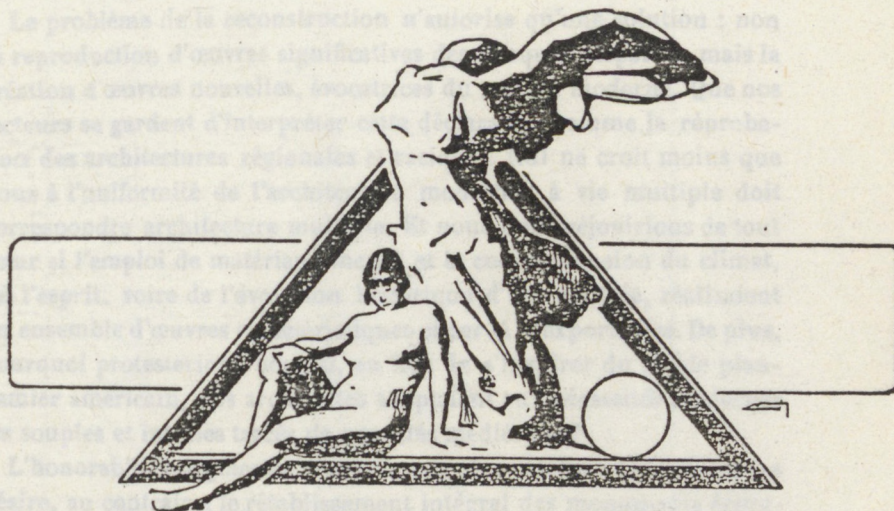
(planches publiées dans le Bulletin de l'O.R.D., juillet-août 1920).



1. Enduit sur lattes.
2. Béton de briquillons recouvert d'un enduit en ciment.
3. Béton de briquillons sans adjonction de mortier.
4. Pisé, torchis, briques ou bois.
5. Ancrage.



— 6 —



Des ruines, soit... sinon, du Moderne.

1919 ouvre une des phases les plus pathétiques de l'histoire de l'Architecture. Après quatre ans de stagnation et de destruction, l'Occident s'apprête à entamer le plus grand effort constructif de tous les temps. Acculés par l'effort obstiné et fervent de nombreux ouvriers, le sol et le sous-sol, — forêts, carrières, sablonnières, mines, laminoirs — vont céder à l'homme les matériaux antiques et modernes d'une nouvelle efflorescence architecturale.

Ainsi, l'art premier, l'art ordonnateur commence une période décisive de son évolution. Comprenez-vous notre angoisse? Si, au lieu de prendre le volant d'une confortable auto, nos bâtisseurs s'installent dans quelque char trainé par les chevaux des Panathénées ou quelque patache remorquée par les monstres gothiques, si, faillissant par paresse créatrice à la loi du renouvellement, nos bâtisseurs préfèrent la réédition des formules surannées à une prise de conscience de la vie contemporaine, à une neuve interprétation en lignes et en masses du monde présent, quelle ne serait pas la désillusion des artistes et combien dure l'insulte à notre passé! Car, nous, modernistes, nous sommes les véritables traditionalistes, les fils respectueux de nos ancêtres. Certes, nous rejetons les traditions de formes, mais ce n'est que pour mieux accepter la tradition interne, le fécond principe directeur : l'originalité, la conformité de l'architecture et de l'âme du monde changeant où elle éclôt.

- 7 -

Le problème de la reconstruction n'autorise qu'une solution : non la reproduction d'œuvres significatives des époques disparues mais la création d'œuvres nouvelles, évocatrices du monde moderne. Que nos lecteurs se gardent d'interpréter cette déclaration comme la réprobation des architectures régionales et raciques. Nul ne croit moins que nous à l'uniformité de l'architecture moderne : à vie multiple doit correspondre architecture multiple. Et nous nous réjouissons de tout cœur si l'emploi de matériaux locaux et la compréhension du climat, de l'esprit, voire de l'évolution historique d'une contrée, réalisaient un ensemble d'œuvres caractéristiques et par là inexportables. De plus, pourquoi protesterions-nous si, au lieu de s'inspirer du rigide plan-damier américain, nos architectes adaptaient aux nécessités modernes les souples et intimes tracés de nos cités médiévales?

L'honorable bourgmestre d'une de nos plus célèbres villes détruites désire, au contraire, le rétablissement intégral des monuments écroulés dans leur situation de 1914. De cette façon, il pense sauver l'âme de la cité; comme si l'âme d'une ville était figée dans une immuable formule architecturale! Mais, cher Monsieur, la laborieuse copie d'un édifice n'établira pas le moins du monde le fait de la vitalité de votre âme urbaine : voulez-vous prouver la continuité de la puissance humaine de vos administrés? Eh bien! faites-leur dresser une œuvre nouvelle dont la beauté et l'originalité égaleraient celles du monument disparu : ayant nécessité un identique effort de création, elle témoignera magnifiquement la perpétuité de l'âme régionale.

Oh! combien est vaine la prétention de ressusciter les styles du passé! Il est tout aussi sot de les vouloir détruire. Comme le dit le manifeste de « Au Volant » : « Les chefs-d'œuvre de l'art sont recouverts d'une splendeur immarcescible », aussi vénérons-les et qu'à nos yeux ils soient tabous! S'ils tendent à s'effriter, consolidons-les discrètement : s'ils sont tombés en ruines, contemplons-les avec regret et sagacité (une belle ruine est d'une utilité esthétique incontestable). Pour notre part, au cours de nos études architecturales, nous avons mieux perçu le sens de l'ogive et de l'arc-boutant dans certaine église délabrée qu'aux flancs d'une de nos cathédrales toujours solides.

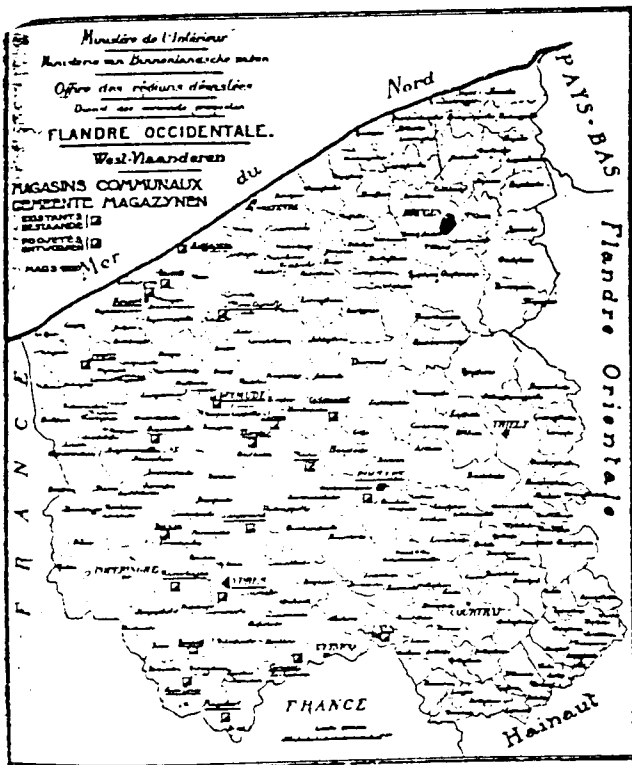
En résumé, un impérieux dilemme s'impose à nous : des ruines ou du moderne. Toute autre solution, essentiellement factice, compromettrait la gloire artistique de l'Occident.

VICTOR BOURGEOIS.

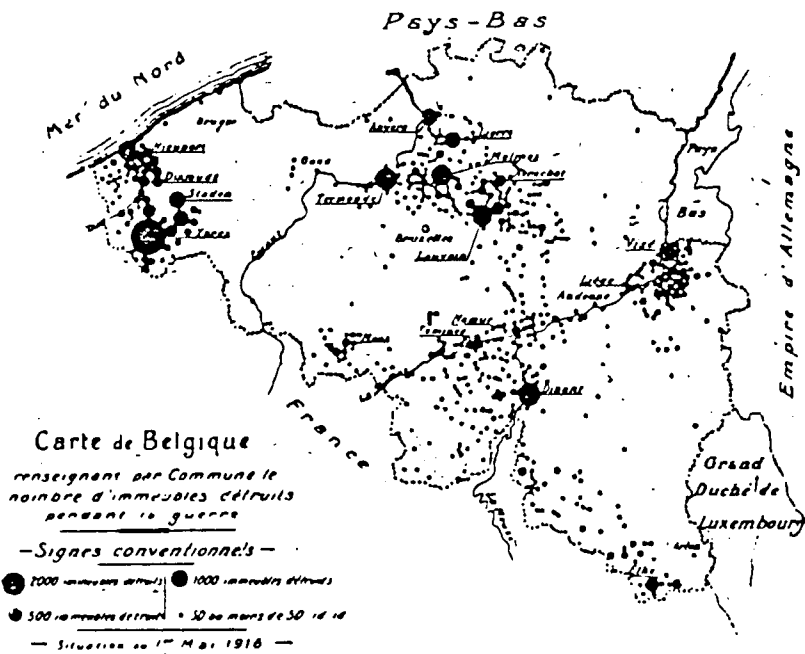
"Des ruines, soit... sinon, du Moderne."
in Au Volant!, n°1, avril 1919.

Des stratégies de reconstruction a l'échelle du territoire :
cartes des magasins communaux de la Flandre occidentale
(Office des Régions dévastées)

Le magasin d'Ypres contenait entre autres : 36.540 tuiles,
.20 pompes, 18.000 briques, 100 caisses de verre à vitre,
320 tonnes de charbon (janvier 1920).
source : Bulletin de l'Office des Régions Dévastées, février 1920.



Les Constructions Provisoires pendant et après la guerre



Source : Le Mouvement communal, 1922, page 79.

LE DEBLAIEMENT (notes)

- (1) Il est l'érudit par excellence de la question des "Dommages de guerre" et on lui doit plus de 10 ouvrages sur le thème, tous publiés chez Berger-Levrault de 1920 à 1926. Son oeuvre maîtresse d'où nous avons tiré une grande partie des données techniques utiles à ce rapport est publiée en 1932 sous le titre "Les Dommages de Guerre de la France et leur réparation"; Un monument de 656 pages. Chez Berger-Levrault.

- (2) Lettre du Maréchal Foch au Ministre de la Guerre, datée du 6 septembre 1918.

Au reçu de ce rapport Clemenceau lança un avertissement à l'Allemagne : "Le plus terrible compte de peuple à peuple est ouvert, IL SERA PAYE."

- (3) Edmond Michel, "Les Dommages de Guerre de la France et leurs réparations" op cit; page 480.

- (4) in Leçon inaugurale de Tessenow à l'Académie des Beaux-Arts de Dresde durant le semestre 1920-21 (traduction de Y. Kobbry)

- (5) La Cité et l'Artisan, 1918.

- (6) La Cité et l'Artisan, 1918.

- (7) Leçon inaugurale... op cit.

- (8) La Cité et l'Artisan, 1918.
- (9) Idem
- (10) Idem
- (11) Idem
- (12) André Vera, LA TRADITION, in Urbanisme n°83, 1942.
- (13) Maisons semi-définitives, in Bulletin de l'Office des Régions Dévastées, juillet-août 1920, fascicule VII

LA CONSTRUCTION

Les architectes et entrepreneurs
ont gagné une seconde fois la guerre.

Le Président de la SADG en 1925

(propos rapporté par E. Michel dans
"Les dommages de guerre de la France,
Paris 1932, page 299).

" Nous avons , en réalité accompli des prodiges. Ce toit rouge qui s'élève là-bas; cette maison nouvelle au milieu des décombres; ces hangars, tout cela, croyez-vous que c'est peu ? Pour l'édifier cette maison, il a fallu retrouver son emplacement exact, déterminer ses bornes, déblayer, niveler le sol. Ce travail préliminaire, opéré à travers les difficultés innombrables, a demandé des semaines, parfois des mois d'efforts. Il n'y paraît pas. Pour le voyageur qui passe, ce n'est qu'une maison pareille à toutes les autres. Pour ceux qui savent, elle représente une somme de travail considérable, qui ne sera jamais assez récompensée."

L'oeuvre de la restauration, extrait de l'Indépendance du 23 mars 1921.

LA CONSTRUCTION

La reconstruction des régions dévastées pose ex abrupto la question de l'autonomie de la construction.

Une autonomie qui serait revendiquée par deux camps opposés. D'un côté ceux qui estiment que l'Etablissement professionnel ne doit pas encourager la reconnaissance des régions dévastées comme champ d'expérience architectural, ceux là pensent qu'une dichotomie entre architecture (absente) et construction (omniprésente) permettra de minimiser le problème, d'en faire une question technique et très accessoirement artistique. D'autres (les "régionaux", les "nègres" d'agences,...) voient à travers le primat de la construction un accès providentiel à la commande, une manière de forcer la main aux mandarins. Cet antagonisme devrait être relativisé par l'introduction de paramètres, telle la fascination de la rationalité mécanique machiniste qu'a paradoxalement développé l'apocalypse industrielle la plus formidable de tous les temps, telle l'inquiétude morale, philosophique qui saisit un corps professionnel, peu accoutumé à une pensée globale de la société. La guerre a en effet mis à vif les relations traditionnelles de hiérarchie, dans une confraternité des tranchées et des assauts, indifférente aux règles implicites et explicites qui fixaient les conditions de l'ascension sociale et professionnelle. Une confraternité renforcée certes, la camaraderie des cagnas, mais aussi un goût pour la violence, pour la rupture. En art, en littérature, en musique, le futurisme sort non seulement intact mais renforcé de la guerre. Son apologie de la haine du passé, la

LA CONSTRUCTION

glorification de la machine, de l'avion, de l'auto, des foules, de la vitesse feront l'objet d'un processus de socialisation qui amènera ce mouvement artistique à être récupéré et intégré dans le discours sur la modernité qui se développe à partir des années 20.

Il ne fait aucun doute que les enjeux du changement qu'annoncent ces signes n'échappent pas aux têtes pensantes du conservatisme professionnel. Ce n'est pas un hasard si Charles Girault - membre de l'Institut, Inspecteur Général des Bâtiments Civils et Palais Nationaux, ex favori de Léopold II pour qui il bâtit à Bruxelles Palais royal, musées, arcades monumentales du Cinquantenaire - si Charles Girault donc, entouré de ses pairs (1) établit un plan (en l'occurrence un ouvrage édité et patronné par le Ministre des Régions Libérées (2)) qui entend fermer le débat architectural, c'est-à-dire le limiter à un seul aspect, celui de la construction rationnelle, objective.

Cet ouvrage, d'application pratique est à leurs yeux une entreprise unique qui trouvera son complément indispensable dans la création dans chaque département de petits musées où seront présentés les types des éléments les plus courants consignés dans les "Cahiers de Standardisation". On s'en doute, ce qui anime Girault et consorts est d'une nature bien différente de celle qui va inspirer à Le Corbusier ses prédicats sur LE STANDARD. Le Corbusier pose à travers lui la question de l'invention plastique, de la spéculation intellectuelle, de la dignité. L'établissement professionnel veut maintenir la Reconstruction des

LA CONSTRUCTION

régions dévastées dans un domaine mineur et s'il estime machiavéliquement qu'elle requiert "la collaboration d'architectes expérimentés", il entend que ceux-ci trouvent dans le guide de "La Reconstitution Définitive" les considérations techniques indispensables et le réconfort d'une autorité morale et professionnelle indiscutée qui les chapeaute, celle des auteurs, celle de la profession et de ses normes.

L'ouvrage de Charles Girault peut être considéré comme le paradigme des désirs secrets et des aspirations profondes du corps institué, aussi prend-t'il la forme d'un découpage opéré selon les meilleures règles classiques et positivistes. Écoutons l'auteur en faire la présentation :

(L'objectivité)

"Les architectes ont de tout temps reconnu les bienfaits de la fabrication en série. Depuis la plus haute antiquité on fabrique des briques, d'après des échantillons-types".

(Le goût)

"La standardisation des constructions mêmes entraîne forcément par la répétition des mêmes types une monotonie regrettable. Pouvons-nous imposer à nos malheureuses populations des régions dévastées l'éternel désespoir des uniformes maisons en ciment armé; ou encore des alignements de maisons ouvrières qui déshonorent parfois les abords des grands centres industriels ?"

LA CONSTRUCTION

"Ce mode de procéder (la standardisation des constructions) ne semble devoir s'appliquer qu'à la création de groupements d'habitations composées de toutes pièces à proximité de centres industriels importants... C'est donc à fixer les types d'éléments dans les constructions usuelles qu'il importe de s'attacher tout d'abord".

Girault et ses collègues voient en effet dans la standardisation d'éléments de construction la possibilité infinie pour les architectes de combiner suivant "les besoins et leur fantaisie" les nombreux types que contiennent leur ouvrage. Cela d'autant plus qu'"il va de soi qu'il leur est toujours possible dans certains cas de s'en affranchir en composant suivant leur goût ou satisfaire à des besoins spéciaux, les éléments qui entreront dans le cadre de leurs projets".

(La clarté)

"Les avantages de la standardisation des éléments essentiels dans les constructions sautent aux yeux - vouloir s'en affranchir pour les reconstitutions dans les régions libérées serait s'exposer à des lenteurs sans fin et à des dépenses hors de proportion".

Girault conforte son argumentation sur l'imaginaire combinatoire par des comparaisons qui se veulent péremptoirement scientifiques : "Une série de 10 lettres peut donner naissance à 3.618.800 combinaisons différentes".

"Les 25 lettres de l'alphabet président et présideront à toute la littérature mondiale".

LA CONSTRUCTION

"Les 7 notes de la gamme ont permis de concevoir toutes les compositions musicales existantes et ce n'est pas fini".

"On ne dispose pour exprimer les profils des membres d'architecture, à quelque époque qu'ils appartiennent, que de 7 types de moulures".

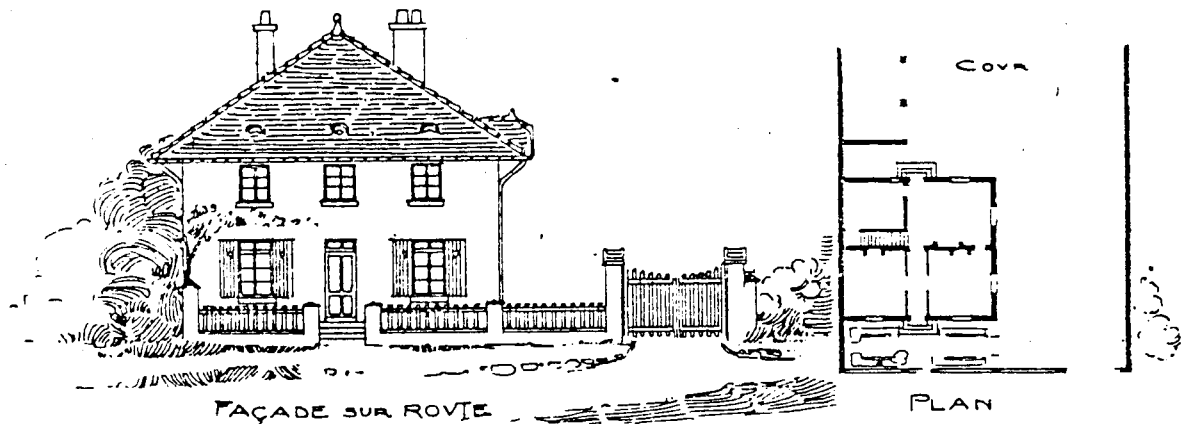
Girault et ses émules développent dans cet ouvrage une technique de l'architecture feinte. Celle-ci repose sur l'existence d'un supposé aristotélicien, le vraisemblable, formé par la tradition (on a toujours standardisé, pour preuve la brique !), le bon-sens (c'est plus économique), le savoir faire des architectes (l'architecture étant réduite à un problème de combinaisons, les risques sont limités, d'autant plus que les données de base sont garanties implicitement par la plus haute autorité morale et esthétique : l'Institut, dont Charles Girault est ici le porte-parole désintéressé).

Ce "vraisemblable" vise évidemment à créer les conditions d'une situation de non-architecture. Entendez que le problème de la reconstruction ne doit pas apparaître comme une occasion de bouleverser le marché professionnel. On se trouve devant un accident de l'histoire, rien de plus, il s'agit de reconstruire certes, mais de là à transformer une zone de 40 millions d'hectares en un champ d'expérimentation ouvert et où pourrait s'alimenter la commande valorisante d'une manière anarchique, en marge des hiérarchies professionnelles, il y a un pas que l'établissement professionnel n'est pas prêt de franchir.

STANDARDISATION
DES ÉLÉMENTS ESSENTIELS
DE CONSTRUCTIONS USUELLES

EXEMPLE D'UTILISATION
POUR LA CONSTRUCTION D'UNE PETITE HABITATION RURALE

3^{ÈME} RÉGION.



ÉLÉMENTS STANDARDISÉS.
EMPLOYÉS DANS CETTE CONSTRUCTION

MAÇONNERIE

CHARPENTE EN BOIS

ÉLÉMENTS	PLANCHE	ÉLÉMENT	ÉLÉMENTS	PLANCHE	ÉLÉMENT
BETON POUR FONDATIONS	I	12	PLANCHER EN BOIS	XVI	34
MURS DE CAVE ET DE FOSSE :			ESCALIER	XIV	31
MEULIÈRE ET MORTIER	I	1	LUCARNE	XI	24
MURS EN ÉLEVATION					
MOELLON ET MORTIER	I	1			
CHAÎNE D'ANGLE	IV	31	<u>SERRURERIE</u>		
CHAÎNE INTERMÉDIAIRE	IV	33	PLANCHER EN FER (DE CAVE)	II	9 à 15
ENCADREMENT DE PORTE	V	35	LINTEAUX	V	29 à 35
" DE FENÊTRE	VI	43	CHAINAGE	I	8
" DE PETITE FENÊTRE	VI	41	ANCRES	I	6
ARDOIS DE FENÊTRE	XII	67			
" DE PETITE FENÊTRE	XII	69	<u>QUINCAILLERIE</u>		
SEUILS	XII	60	PORTES EXTÉRIEURES		
ENDUITS EXTÉRIEURS	I	14	PATTES À SCELLEMENT	III	16
COURONNEMENT DE SOUCHE DE			DAUMELLES	IV	18
CHEMINÉE	XIII	80	SERRURES	V	26
BOISSEAU RECTANGULAIRE	XIV	82	BOUTONS DOUBLES	I	5
MITRE	XIV	85	PORTES INTÉRIEURES		
CARRÉLAGE	II	27	PATTES À SCELLEMENT	III	16
TROTTOIR	XV	25	DAUMELLES	IV	18
CANIVEAU	XV	27	SERRURES	V	26
PAVÉS	XV	28			
EVIER	XVI	29			
JAMBON DE FOSSE	XVI	104			

Planche extraite de l'ouvrage de Ch. Girault, Standardisation des éléments essentiels de constructions usuelles, habitations et bâtiments ruraux, ed Crété, Paris, vers 1919/20.

LA CONSTRUCTION

La guerre pas plus qu'une autre forme d'industrialisation ne justifie que l'on fausse les règles du jeu.

Le terme "reconstitution" utilisé de préférence à "reconstruction" insiste sur le caractère marginal du point de vue architectural de ce qui constitue paradoxalement la plus grande opération d'urbanisme du XXème siècle.

On comprend alors plus clairement le sens pathétique de l'exclamation de Victor Bourgeois (3) à propos d'Ypres : "DU MODERNE OU DES RUINES !" Bourgeois exprime les craintes d'une jeune génération d'architectes qui avaient déjà réagi pendant leurs études contre un enseignement visant à la reproduction et qui maintenant se voyaient déjà floués, écartés du marché du siècle.

En considérant que les pouvoirs locaux n'ont pas autorité pour décider seuls de la reconstruction, que l'enjeu relève du civisme-national, ce n'est pas l'aspect démocratique qu'ils mettent en cause (les modernistes seront souvent d'ardents régionalistes en politique) mais le fait qu'une reconstruction qui irait dans le sens d'une solution à l'identique (encore que ce concept lui-même devrait être sérieusement examiné puisque l'"identique" ne peut être qu'un idéal) rejoindrait des préoccupations démagogiques, sentimentales où le débat architectural n'aurait pas sa place et la lutte pour la commande serait dès lors impossible.

LA CONSTRUCTION

Pour Bourgeois et ses jeunes collègues en colère, ou Ypres (et toutes les villes sinistrées) est reconstruite selon un plan rationnel, ou on conserve les ruines telles quelles, témoins silencieux et accablants de la barbarie teutonne. C'était déjà là l'idée de Paul Léon (4) qui voulait classer certaines ruines et entonnoirs de mines, éloquents témoignages du vandalisme de l'ennemi. Une proposition de loi de 1915 visait à sélectionner un certain nombre de villages détruits du front afin de les conserver pieusement tels quels.

Mais de 1918 à 1922 les contours de la modernité urbaine et rurale sont loin d'être définis. Le "Soyons Moderne" (5) que lance une jeune génération décidée à ne pas se laisser frustrer des fruits de sa victoire sur les pères - dont Charles Girault ferait une belle image de proue -, ce slogan ne recouvre pas une réalité de plans, une méthode ou une manière de penser structurée. Il est, ce "Soyons Moderne", de nature symbolique, il exprime la nécessité morale de faire jaillir des idées, des images, des oeuvres, il indique le refus de ce qui est - à juste titre ou non - perçu comme de l'immobilisme, il doit obligatoirement agir par contraste, c'est-à-dire s'opposer à toute continuité, à toute idée de tradition.

LA CONSTRUCTION

Les invitations qu'avait lancé dès 1916 l'occupant aux occupés pour venir visiter les villes allemandes et apprendre l'art de construire une belle ville n'avaient évidemment pas joué en faveur de la prise en considération de l'histoire urbaine en vue d'y puiser la charpente d'un procès de reconstruction. Eugène Dhucque, Major et Chef de la Mission du Ministère des Sciences et des Arts près des Armées Alliées en France pouvait dire avec fierté en 1919 " Nous avons pu nous préserver de la honte de voir les Allemands présider à la reconstruction et... voir l'architecture des maisons de Koeningsberg envahir notre pays pour nous faire jouir des bienfaits de l'ordonnement teutonique".

En dehors de ces refus légitimes, des débats sur l'équipement ou sur la standardisation de la construction, la question urbaine (de la ville ou du village) restait entière. De nombreux professionnels avaient certes eu l'occasion de se rendre en Angleterre ou en Hollande d'y suivre les travaux des Town planning Commission. Ainsi le Bruxellois Louis van der Swaelmen profitera de son exil pour rédiger et publier en 1916 à Leyde ce que l'on peut considérer comme le premier traité d'urbanisme contemporain (6). Celui-ci constitue une véritable exégèse des résolutions de la Conférence de Londres. L'auteur voit dans l'Art unique par excellence deux étapes essentielles : dans un premier temps on rassemblera le "faisceau de tous les éléments constitutifs de la cité afin d'en dresser "l'état de développement civique". En bref

LA CONSTRUCTION

il s'agit d'établir un survey, une enquête. Un "Service d'inspection de l'Etat du développement civique" devrait éviter des "résurrections" de cités détruites ou endommagées et favoriser des évolutions naturelles du caractère de la cité dans une direction qui soit issue de sa propre tradition et parallèle au cours normal de la vie, lequel ne peut jamais être contrarié mais seulement canalisé. Deuxièmement il s'agit d'imposer aux villes et communes l'obligation de dresser des plans d'ensemble d'extension cadrant avec le plan général d'aménagement économique du pays, conçus par le Gouvernement et relatif à la localisation des bassins industriels comme au développement du réseau des routes, des chemins de fer et des voies navigables.

La liste des personnes que l'auteur a consulté pendant la rédaction de l'ouvrage éclaire le contenu : Berlage, Unwin, Lanchester, Cuypers et... Paul Otlet.

Paul Otlet (1868-1944) est le fils du sénateur et financier belge Edouard Otlet. Bibliographe, documentaliste, ami de Henry La Fontaine - un avocat spécialisé dans le domaine du droit international, prix Nobel de la Paix en 1913 - il conçoit avec lui la majorité de ses projets, crée, anime et illustre entre 1895 et 1940, tout ce qui touche à l'idée de classification, de savoir universel, d'institutions internationales et de paix.

Les fruits de son opiniâtreté dans le champ de ces préoccupations se mesurent au nombre des institutions qu'il créa et anima dont l'Institut International de Bibliogra-

Pour la Reconstruction des Villes et Localités détruites ou endommagées en Belgique

PROGRAMME-TABLES DES MATIERES

D'UNE

ENCYCLOPÉDIE DES VILLES ET DE L'ART CIVIQUE

COMMENTAIRE DES PRINCIPES FONDAMENTAUX D'URBANISATION ET
GUIDE ANALYTIQUE POUR L'ÉTUDE COMPARÉE DES „STANDARDS” EXPÉ-
RIMENTAUX UNIVERSELS RÉALISÉS EN APPLICATION DU DERNIER ÉTAT
DES CONNAISSANCES INTERNATIONALES RELATIVES A L'URBANISME

OU

MANUEL DE NOTIONS ET RENSEIGNEMENTS PRATIQUES RAISONNÉS
SUR L'AMÉNAGEMENT, L'EXTENSION ET LA CONSTRUCTION

DES VILLES ET VILLAGES

à élaborer par

les COMITÉS INTERNATIONAUX D'ART CIVIQUE „POUR LA BELGIQUE”, en
connexion avec l'UNION INTERNATIONALE DES VILLES et institués

à l'initiative de

L'UNION INTERNATIONALE DES VILLES, L'INTERNATIONAL GARDEN-
CITIES AND TOWN-PLANNING ASSOCIATION—LONDRES (BELGIUM
TOWN-PLANNING COMMITTEE) ET DU COMITÉ NÉERLANDO-BELGE
D'ART CIVIQUE — LA HAYE-AMSTERDAM

pour aider l'UNION DES VILLES ET COMMUNES BELGES à étudier
le problème de la Reconstruction en Belgique.

SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS A. W. SIJTHOFF. — LEYDE.

Feuille de titre extraite des "Préliminaires d'Art Civique "
(mis en relation avec le "Cas clinique" de la Belgique)
par Louis van der Swaelmen, architecte-paysagiste.
Edité en français à Leyde en Hollande en 1916.

Il s'agit ici de la partie réalisée sous la direction
du bibliographe Paul Otlet.

LA CONSTRUCTION

phie avec la mise au point de la Classification Décimale Universelle (C.D.U. 1895), le Musée du Livre (1906), l'Union des Associations Internationales (1910), un musée pour la documentation de la vie internationale : le fameux Palais Mondial, dépôt de collections exceptionnelles d'affiches, de journaux, d'une documentation cosmopolite aux richesses insoupçonnées.

Dès 1913, Otlet avait présenté un projet de Cité Mondiale au Premier Congrès International de l'Union des Villes à Gand. Il avait persuadé l'architecte français Hebrard - auteur avec le sculpteur norvégien Anderssen d'un vaste projet de Centre Mondial de Communication - de donner une version de leur plan localisable dans les environs de Bruxelles. Le rêve d'une cité garantissant la paix mondiale à travers la réunion d'institutions culturelles internationales avait, déjà à ce moment, une longue carrière derrière lui puisqu'il avait été évoqué dès 1899 à La Haye, lors de la première conférence de la paix. Otlet avait adhéré au Comité Belgo-Hollandais d'Art Civique créé en 1915 pour mettre en place l'outil scientifique qui devait présider aux travaux de reconstruction des cités belges après la guerre. Avec l'architecte Hollandais Berlage pour président et l'urbaniste van der Swaelmen comme secrétaire, le cercle brillant se consacra pendant les trois années que durèrent ses activités à mettre au point la publication d'un répertoire des matières qui, dans son souci de classification, porte l'empreinte de Otlet.

LA CONSTRUCTION

Ce répertoire est intégré dans l'ouvrage de van der Svaemen, et en occupe près de la moitié.

Avec Otlet, le projet de la Cité Mondiale entre dans le champ des préoccupations officielles des urbanistes modernistes et jouera pendant un certain temps le rôle d'une figure de recherche théorique, d'un exercice pour clarifier la pensée urbanistique.

Paul Otlet propose d'intégrer le siège de la SDN dans un vaste projet de Capitale Mondiale qui pourrait compter un million d'habitants. Reprenant l'argument développé par Burnham en 1909 au moment où il propose le plan de Chicago, Otlet recommande le remède des vastes projets pour combattre la résignation que l'épuisement et la désillusion font redouter. Appliquant à lui-même ce conseil, il devra lutter seul et chercher ailleurs un écho à ses projets : en 1927, il reporte tous ses espoirs sur Le Corbusier, lequel effectuera sur le thème de la Cité Mondiale, un ensemble de projets qui, sans doute l'espère-t-il secrètement, le vengeront de la bataille perdue pour la commande du Siège des Nations à Genève. Mais ce projet d'outsider ne plaît pas dans le climat international de Genève et, prudent, Le Corbusier se détache du visionnaire trop acharné (7).

En attendant, ce contact de premier plan donnera à Otlet l'occasion de participer au premier des Congrès Internationaux d'Architecture Moderne qui se tient en 1928 au château de la Sarraz en Suisse, en compagnie de ce club d'architectes qui part à la conquête des marchés, établis-

LA CONSTRUCTION

sant l'hégémonie d'une architecture standardisée en rupture avec la tradition et la ville. Il faut dire qu'Otlet n'y fera pas figure de néophyte. Il avait, en tant que secrétaire général de l'Union Internationale des Villes et spécialiste des problèmes de classification, longuement concouru à la définition de la structure d'organisation de cette institution. Il jouera le même rôle à la Sarraz et le projet de statut adopté à Gand en 1913 servira de modèle pour fixer la forme d'organisation des CIAM.

L'ouvrage de van der Swaelmen est nourri des travaux des Town Planning Committee anglais. L'auteur use d'une pédagogie du contraste et oppose le phénomène historique de l'agrégation d'une ville au problème contemporain du fonctionnement de la Cité Moderne, il examinera ensuite les conflits résultant de leur confrontation et montre :

"la splendeur et l'infinitude du champ d'action qui s'ouvre devant le Traceur de Ville d'aujourd'hui dans l'ordonnance grandiose des ESPACE-LIBRES et des GRANDS ENSEMBLES CIVIQUES, reconnus comme étant la transposition plastique par excellence d'une supérieure Conscience civique collective, souverainement exprimée dans la Structure des Cités par le génie créateur et l'intelligence ordonnatrice, à toutes les époques où exista une Société fortement organisée. Symbole en quelque sorte de cette organisation, on retrouve le principe des Grands Ensembles Civiques, sous des formes infiniment diverses, aussi bien dans les fouilles révélatrices d'antiques civilisations, qu'à Athènes, à Rome ou dans les orgueilleuses communes du Moyen Age : c'est un phénomène commun encore aux républiques patricien-

LA CONSTRUCTION

nes ou puissamment démocratiques aussi bien qu'aux grands régimes monarchiques et chaque fois à un degré plus ou moins absolu, suivant qu'à un type plus développé d'organisation sociale répondit une Conscience civique plus évoluée. On peut espérer le retour d'une ère de sagesse analogue, lorsqu'après une période d'assimilation lente nos "jouets mécaniques", encore trop fascinants de nouveauté pour les primitifs que nous sommes, auront cessé d'être des joujoux, avec quoi l'on joue des jeux dangereux, pour n'être plus que des "outils", au service de nos facultés purement humaines, intellectuelles et esthétiques."

A la méthodologie urbanistique développée par Otlet, van der Swaelmen et Berlage au sein du Comité Néerlandais-Belge d'Art Civique, font écho les réflexions menées par M. Sellier et P. Dormoy au sein de l'Office des Habitations à bon marché du Département de la Seine. Ceux-ci exposent dans la plaquette faisant le bilan de l'Office au 31 décembre 1918 ce que doit être la mission des architectes :

"... ils ont non seulement à rechercher les directions normales du trafic, le sens de l'extension empirique des agglomérations voisines, le régime des eaux, toutes les considérations propres à déterminer dans une certaine mesure le tracé de la banlieue-jardin future, mais ils ont encore eu à rechercher du point de vue sociologique, la nature des différentes catégories de population susceptibles de l'habiter, l'origine historique des différents groupements existants dans la région de façon à ce que leur plan tout en donnant l'empreinte de la personnalité

LA CONSTRUCTION

de l'architecte réalise les formes les mieux indiquées pour satisfaire aux nécessités locales".

En France, cette même année où van der Swaelmen publiait son traité, était fondée "La Renaissance de la Cité" (8) une association qui allait rapidement se démarquer des autres par ses initiatives en vue de promouvoir une politique de la reconstruction originale qui ferait appel aux idées les plus neuves où qu'elles se soient développées dans le monde. Le 1er février 1919, l'association lançait un concours interallié ayant pour objet "de déterminer les éléments sociaux de la Cité moderne et de fixer les données de l'aménagement rationnel des villes, villages et bourgs à reconstruire dans les régions françaises dévastées, afin d'inspirer, par cette mise au point de l'économie sociale des villes, ceux qui auront à établir les plans techniques".

Marcel Poete, et Paul Otlet, figure dominante du mondialisme, apportaient leur caution à ce concours d'idée ouvert aussi bien à "ceux qui se sont spécialisés dans l'étude de cette science naissante, que l'on pourrait appeler : la sociologie municipale qu'à ceux qui ayant la pratique de la vie sociale, - chefs d'industrie, ouvriers, artisans, éducateurs, artistes... - peuvent aider, par d'heureuses suggestions, à donner une forme et toute la précision possible aux besoins collectifs des hommes." Le programme ajoutait encore qu'il était souhaitable que des groupements : syndicats, coopératives, associations d'instituteurs, de savants, d'artistes... missent à l'étude des problèmes qui faisaient l'objet du concours afin d'y apporter les inspi-

LA CONSTRUCTION

rations de leurs milieux particuliers.

Les réponses pouvaient porter soit sur l'ensemble des éléments sociaux qui constituent l'un des trois types d'agglomération humaine : la ville; le bourg; le village, soit sur tel organe particulier qu'il importerait de créer ou de parfaire dans les cités nouvelles.

Ce concours sur les résultats duquel il ne nous a pas été possible d'entreprendre une recherche eut en tout cas un impact au niveau même des membres organisateurs et à travers leurs discussions du jury.

A la suite de celles-ci, Otlet, entre autres, modifie son point de vue sur la forme physique de la Cité Mondiale, il rejette le projet Beaux-Arts de Andersen/Hebrard pour une conception plus rationnelle qui le conduira en 1927 à s'associer avec Le Corbusier.

En Belgique l'Office des Régions Dévastées avait été créé le 9 avril 1919, la veille, la loi sur l'adoption nationale des communes et sur la restauration des régions dévastées avait été votée.

Certaines villes et communes particulièrement détruites furent ainsi adoptée par la Nation, c'est le cas pour Furnes, adoptée le 31 janvier 1920, les 300 maisons qui avaient été détruites furent ainsi restaurées ou reconstruites par les services du Haut Commissariat Royal adjoint, les commissaires étant investis de pouvoirs spéciaux, la reconstruction étant terminée fin 1921.

LA CONSTRUCTION

Un Comité consultatif d'architectes avait été institué en février 1920 pour seconder les Commissaires, les aider à choisir des architectes et donner des avis sur les plans. Ce comité était composé de personnalités reconnues pour leur talent ou leur rôle d'animateur. Il était placé sous la présidence de Jules Brunfaut et le secrétaire en était Raphaël Verwilghen. (Moniteur Belge du 12 mars 1920).

C'est grâce à l'action de ce comité que des architectes tels que Pompe, Bodson, Seroen, ... se virent confier des projets de reconstruction. Mais très vite, la politique, les problèmes communautaires, les jalousies de confrères le paralysèrent. Le mouvement des cités-jardins qui démarre en 1922 devait prendre le relais et donner une occasion de construire aux meilleurs architectes du pays. Sur la côte flamande, deux longues années furent nécessaires rien que pour réparer les routes et achever presque entièrement les travaux de déblai. Le littoral belge était en effet truffé d'abris en béton (particulièrement résistant du côté allemand), il y en avait partout dans les habitations, dans les bâtiments publics, dans les champs. Ce n'est que le jeudi 21 avril 1921 que l'éditorialiste du Journal de Bruges peut s'exclamer : "Aujourd'hui l'on recommence la véritable reconstruction!". Mais si d'aucuns avaient espéré pouvoir profiter de ce que plusieurs villes avaient été totalement détruites pour les reconstruire sur des plans différents, il fallut déchanter. Les plans s'effondrèrent les uns après les autres devant les difficultés innombrables, insurmontables même,

LA CONSTRUCTION

que présentait les formalités à remplir pour obtenir les expropriations nécessaires. Pour réaliser ces plans, il aurait fallu renoncer à toute idée de reconstruction immédiate. "Voilà pourquoi les villes de demain ne différeront guère des villes d'hier, à part cependant les quartiers ouvriers. Dans toutes les villes s'édifient d'énormes blocs de maisons ouvrières, ... et l'on peut dire qu'à l'heure actuelle, la construction des maisons ouvrières et des églises est poussée avec le plus d'activité..."

La première cité-jardin dans les régions dévastées de la Belgique sera édiflée à Roulers dans les Flandres, La Cité "Batavia".

La partie la plus significative est due à deux architectes qui s'étaient fait connaître avant la guerre pour leurs idées combatives et leurs réalisations rationalistes : Pompe et Bodson.

Bien que l'objectif de cette première expérience soit plus économique qu'architectural (il s'agissait de vérifier des processus de financement, des délais, des prix de revient, ...) les auteurs jouent la carte de la continuité et cherchent à maintenir le lien avec les recherches antérieures, celles qui partout en Europe émaillèrent les abords de l'année 1913. La figure du Hollandais Berlage et son chef-d'oeuvre, la Bourse d'Amsterdam, sont présents derrière les petites maisons ouvrières de Roulers, mais aussi tout l'acquis spatial et de franchise constructive de l'Art nouveau. L'architecture domestique anglaise (ici Voysey et Baillie Scott) et allemande (le "Gemutlicht")

LA CONSTRUCTION

parcourent l'oeuvre des Pompe et Bodson, Hobé, Callewaert, Bochoms, ... en Belgique.

De 1918 à 1925, ces architectes essayèrent de frayer une tierce voie entre la répétition (une sorte de tradition réduite au bon sens) et les excès d'innovation. Mais leur entre prise pour sauver la dimension architecturale et urbaine et ne pas rompre avec l'acquis du passé de l'immédiat avant-guerre n'avait pas de chance d'aboutir : la commande était l'enjeu et les "modernistes" ne virent pas d'autre issue pour y avoir accès que de politiser le débat. Après 1922 l'Architecture serait à droite et l'Urbanisme à gauche. Un clivage qui empoisonne encore aujourd'hui l'atmosphère aussi sûrement que les gaz de 14-18.

L'histoire des villes (de l'univers selon Velikovsky) apprend que les catastrophes sont toujours l'occasion de bonds techniques et dans le domaine de l'architecture et de l'urbanisme, l'occasion d'appliquer systématiquement des règlements antérieurs qui n'avaient pu l'être auparavant.

(Au 17ème, obligation de bâtir des mitoyens en pierre, interdiction de construire des encorbellements, etc...)

Les régions dévastées ne feront pas exception à la règle, toutefois le concept d'embellissement qui accompagnait les autres mesures lors des siècles précédents ne prendra pas corps et restera le plus souvent ^{même} du domaine du non dit. En France le 2 juin 1919, le nouveau règlement d'administration publique est d'application, il a été rendu en conformité de la loi sur les dommages de guerre, le règlement modèle A ou B révisé en 1917, la procédure de contrôle

LA CONSTRUCTION

préalable destinée à assurer dans la reconstruction des immeubles détruits l'observation du règlement sanitaire communal en exécution de la loi du 15 février 1902.

Les taxes sur les baies avaient jadis contribué à faire disparaître les croisées de pierre, de même les dispositions à vocation hygiéniste imposées au lendemain de la guerre se répercuteront sur l'architecture. Le règlement sanitaire municipal modèle B, article 2, interdit les couvertures en paille et (article 5) il impose des hauteurs de chambre à coucher d'au moins 2,60 sous plafond et d'une capacité d'au moins 25 mètres cubes. Les fenêtres ne pouvant mesurer moins d'un mètre et demi en superficie. Ces normes hygiénistes superposées aux principes de standardisation des édifices et des composants amènent l'architecture à un niveau moyen difficilement compatible avec toute idée de régionalisation liée à la "terre et au sang".

Le corpus régionaliste de Letrosne "Murs et Toits pour les pays de chez nous" (1923-26) ou encore le village typique à l'exposition de Paris 1925, ne permettent de nourrir à cet égard aucune illusion sur les chances d'un retour à quelque régionalisme pré-industriel. Les oppositions entre l'ancien et le moderne que Godin manipulait dans ses Solutions Sociales trouvaient leur alternative dans un Versailles pour le Peuple. Charles Buls s'appuyait sur l'esthétique urbaine de Camillo Sitte pour reconstruire la Grand'Place de Bruxelles éventrée pour satisfaire aux exigences de la circulation. Ici les chances d'aboutir sont encore plus minimes. Revenons une fois encore à l'ouvrage de Girault.

Lui et ses collègues sont convaincus que la standardisa-

LA CONSTRUCTION

tion des éléments produisait des effets combinatoires pouvant répondre à toutes les circonstances et le cas échéant il suffirait de les assaisonner d'emprunts (froids et calculés) aux traditions constructives locales (les chaînes d'angles, planches LV, les encadrements de portes, planche V, les portes de grange Lorraine, planche VIII, etc...). Le tout, placé sous le contrôle des normes hygiénistes devait concourir à la reconstruction rationnelle et automatiquement régionalisée en quelque sorte.

Dans l'espace, toute reconstruction qui suit cette logique constitue non une reproduction raisonnable, vraisemblable, mais une authentique innovation. Il suffit pour s'en rendre compte de comparer avant et après. Au-delà de l'air de famille, la norme triomphe et le monde rural entre dans le cercle industriel, l'architecture et la construction vernaculaire perdent leur autonomie et disparaissent. La reconstruction "à la régionale" indique son appartenance définitive au monde industriel. La reconstruction amène à énoncer le paradoxe suivant : les résidences secondaires d'aujourd'hui avec toit de chaume, petites lucarnes, plafonds bas, récupérées, désinfectées, sont plus authentiques que l'architecture des régions dévastées. Alors en fin de compte Girault aurait réussi au-delà de toute espérance; lui et ses émules tentait d'enlever à la construction elle-même tout caractère expérimental; la standardisation n'était qu'un moyen, après tout traditionnel, de résoudre un cas d'urgence. Pour les "modernistes", la construction était au contraire une planche à saisir pour forcer les portes du domaine réservé de l'architecture mais aussi un exercice,

LA CONSTRUCTION

dans le sens de Saint-Ignace, qui visait à dépasser les concepts d'utilitarisme ou d'un urbanisme qui s'installait dans des systèmes, des clichés, tel celui de la cité-jardin. Les "anciens" voyaient dans la construction rationnelle une sorte de garde-fou vers le retour à la normalité; les "modernes" y voyaient l'occasion de s'émanciper.

Si la problématique urbaine se heurte à l'empirisme, en terme d'équipements la reconstruction donna lieu à un effort considérable, le cas du Soissonnais est à cet égard significatif. Jean-Louis Cohen fait remarquer que "dès avant la fin de la première Guerre Mondiale, les politiques faisant de la "Maison du peuple" ou de la "Maison pour tous" un des pôles de la reconstruction des régions dévastées par l'ennemi se déploieront sur plusieurs terrains". (9)

Cohen y voit une référence à la tradition villageoise (la mairie de campagne) mais aussi à l'Amérique à travers entre autres les récits d'avant-guerre de Georges Benoit-Lévy et "la présence agissante des Américains dans les débats sur la reconstruction, comme c'est le cas à Reims avec l'intervention de George B. Ford, et la construction des bibliothèques Carnegie"

Parmi les thèmes et idées avancés ou débattus au sein de "La Renaissance de la Cité" figurent celui du village modèle que la Compagnie des Chemins de fer du Nord projette

LA CONSTRUCTION

d'édifier à Pinon, le projet de Cité qui sera réalisée à Lens en 1921 à l'initiative de Raoul Dautry, à l'époque directeur des Chemins de fer du Nord. Les plans en seront donnés par Louis Sue, la cité comprenant outre les habitations, deux groupes scolaires.

La vue générale à vol d'oiseau de la Cité (10), renseigne un petit centre civique qui entoure un terrain de sports et comprend : des boutiques, un dispensaire, un bâtiment scolaire, des bains douches, une salle de réunion et de cinéma. L'architecture de Sue, qui deviendra le protagoniste du goût français avec son collègue Mare, hésite entre un expressionnisme qui se veut du Nord (d'un Nord), et une expression décorative dont le prototype serait la maison pour une couturière (Maison Paquin de Mallet-Stevens, de Sue, projet de Dominique, etc...)

L'ensemble de Lens tient davantage du country-club que de la banlieue-jardin; Sue utilisera d'ailleurs des dessins de Lens, revus ou non, pour édifier d'autres constructions similaires y compris après 1945 pour le filateur Witmann à Rugt-sur-Moselle.

Richement documentée, la reconstruction a cependant suscité peu de vocations à l'auteur chez les architectes.

Le livre d'Edmond Picard, La Reconstruction en Alsace, fait exception. Dedicacé par son ancien professeur, l'architecte Karl Moser de Zürich, cet ouvrage régionaliste contient en exergue une citation de Le Corbusier "Ce n'est pas pour l'argent qu'il faut reconstruire mais pour les

LA CONSTRUCTION

hommes". Autre curiosité de l'ouvrage, il est écrit en 1922 et édité en 1937, le manuscrit lui fut selon l'auteur arraché des mains par un éditeur amateur d'alsatiques. Edmond Picard commence par tracer un portrait du village type d'avant-guerre, il analyse la bâtisse rurale : "on trouve encore de vieilles habitations où la cheminée n'est pas prévue. La fumée se fraye un passage dans les combles, enfumant et noircissant les poutres, couvrant celles-ci d'une couche de suie qui la garde contre l'incendie et l'injure du temps... Une seule règle généralement observée est l'exposition de la salle commune, de la "stube" de façon à ce qu'elle reçoive les premiers rayons du soleil..." "Dans un coin... le monumental poêle en faïence pourvu d'un siège où les enfants, le chien et le chat vont s'étendre l'hiver..."

Abordant le thème de la reconstitution, l'auteur propose une stratégie : "avant d'y mettre la main, avant de dresser des plans, Oh! architectes mes frères prenez modèle sur les voisins privilégiés..."

Et en ^{qui} ce touche à la construction, Picard propose une méthode à l'antipode de celle proposée par son collègue Girault. Il pose en préalable à tout travail une enquête en 6 points auprès du sinistré constructeur :

- 1° Les changements survenus dans la famille qui peut s'être accrue ou plus souvent hélas, diminuée;
- 2° La réduction ou l'augmentation de l'exploitation des terres, s'il s'agit d'une entreprise agricole;
- 3° Les avantages ou les inconvénients observés dans telle ou telle partie de la demeure primitive;

LA CONSTRUCTION

4° Les avantages qu'il a pu observer dans les maisons voisines et qu'il désirerait posséder dans son immeuble futur;

5° La situation financière du sinistré appelé à participer de ses propres deniers aux frais de construction supplémentaire ou aux avances nécessaires en attendant le règlement des indemnités par le Service des Dommages de Guerre;

6° Les moyens de construction dont on dispose dans la contrée.

C'est alors seulement que commencera pour l'architecte l'oeuvre effective. Se basant sur les diverses données spécifiées plus haut : idées personnelles du sinistré, modifications diverses, matériaux de construction dont il dispose; nature du terrain, etc... et s'inspirant surtout du style local, qu'il s'agit de respecter, l'architecte établira un forfait pour l'ensemble des frais de reconstruction.

L'ouvrage s'accompagne d'un ensemble d'illustrations qui permettent de se rendre compte qu'en pays de forte tradition et où l'architecture caractérise solidement les paysages urbains et ruraux, les architectes, même s'ils sont soumis aux lois de la série et tenus de reconstruire selon un modèle sensiblement uniforme se rapprochant du type primitif (la brique et la pierre artificielle pour les encadrements étaient exclusivement employées) aboutissent à des résultats plus satisfaisants que dans les régions industrielles ou les villes et communes où la po-

LA CONSTRUCTION

pulation s'identifie moins à une symbolique de la petite patrie.

Est-ce cela que visait Pierre Bourdeix lorsqu'il écrit en 1919 que la science de l'urbanisme ne peut trouver son terrain de développement que dans une optique régionaliste?

En attendant le régionalisme administratif, écrit-il, utilisons les régions économiques. L'agent technique qui la représente et qui sera dans la région le grand moteur de la production industrielle et de la rénovation économique "doit avant tout "dresser un plan d'aménagement régional" et de rappeler qu'en 1789 des Cahiers politiques furent élaborés par toute la France pour faire connaître à la Constituante les aspirations du pays. Pour Bourdeix, le moment est venu de lancer "une véritable enquête qui doit aboutir à l'élaboration d'un Plan Régional et National des revendications économiques". (11)

LA CONSTRUCTION (Notes)

- (1) Les collaborateurs de cette entreprise ambitieuse de normalisation sont loin d'être des inconnus au bataillon; si Girault, modeste en l'occasion, les présente comme d'"habiles architectes", ils sont en fait chevronnés, on relèvera au passage les noms de Arfvidson (l'auteur des magnifiques ateliers d'artistes aux façades de céramiques de la rue Campagne-première), Leprince-Ringuet, Eugène Chifflot, Pensée, Gelin, etc...
- (2) Un volume non daté, imprimé vraisemblablement vers 1919/20, chez l'imprimeur-éditeur Crété, 2 rue des Italiens à Paris. Il est publié à l'enseigne du Ministère des Régions Libérées, porte en sous-titre la mention "Reconstitution Définitive" et comme titre : STANDARDISATION des éléments essentiels des Constructions Usuelles. Habitations et Bâtiments ruraux. Il est préfacé par un des auteurs de l'ouvrage, le plus éminent, Charles Girault.
- (3) Victor Bourgeois (1897-1962), Architecte-urbaniste belge, Président du premier Congrès International d'Architecture Moderne (La Sarraz 1928). Rentre dans le cercle de l'avant-garde sans coup férir avec la construction de 1922 à 1925 de la Cité Moderne de Berchem-Ste-Agathe. Il fut l'animateur du mouvement moderne en Belgique dans l'entre-deux-guerres et créa plusieurs revues de combat : "Au Volant" (1919), "Le Geste" (1920), "7 Arts" (1922-1928), "Bruxelles" (1933-35)."

Le titre de la première revue témoigne encore de la force des idées de Marinetti et du futurisme au lendemain de la guerre...

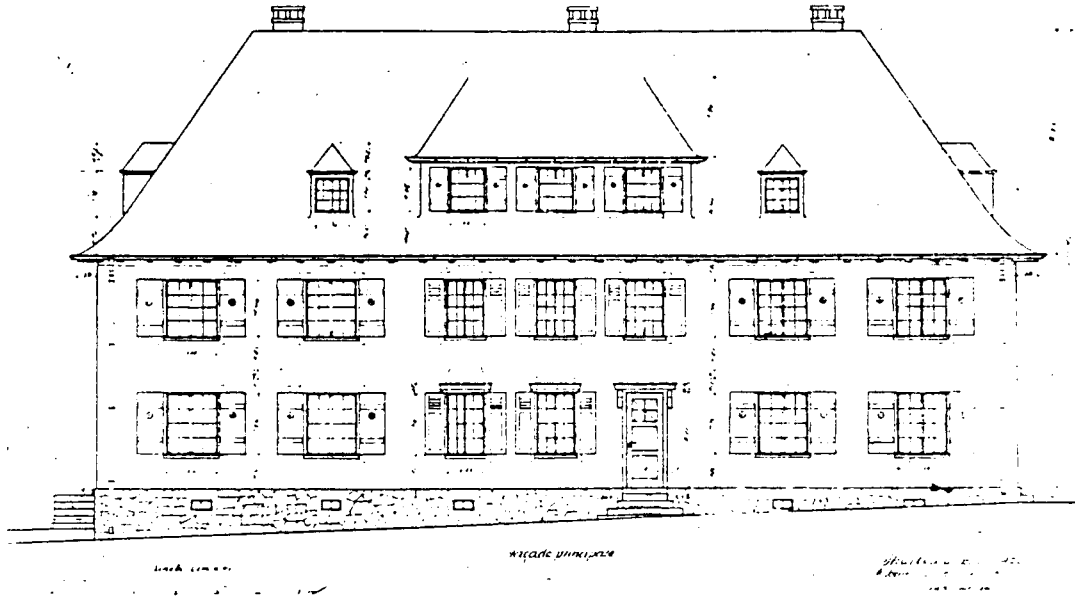
LA CONSTRUCTION

- (4) Cité par François Chaslin dans "Reconstruction : le style "chez nous"
- (5) "Des ruines soit...sinon du Moderne" par Victor Bourgeois, in Au Volant, n° 1 avril 1919.
- (6) "Pour la Reconstruction de la Belgique, PRELIMINAIRES D'ART CIVIQUE, mis en relation avec le "cas clinique" de la Belgique" par Louis van der Swaelmen, architecte-paysagiste, Société d'édition A. W. Sijthoff à Leyde (Hollande) 1916.
- L'ouvrage est rédigé dans un style et une mise en page que n'auraient pas désavoué les Chevaliers du Travail, à déconseiller au lecteur anglophobe!
- (7) La vie et l'oeuvre du mondialiste Paul Otlet est largement évoquée dans l'ouvrage "La Città Mondiale" par Dario Matteoni et Giuliano Gresleri, Marsilio, Venise 1982.
- (8) La Renaissance de la Cité, 23 rue Louis le Grand, Paris
- (9) Jean-Louis Cohen, Des Bourses du Travail au temps des loisirs : les avatars de la sociabilité ouvrière, in "Les Maisons du peuple" aux éditions AAM, Bruxelles, (à paraître en 1984).
- (10) Archives Louis Sue, conservées à l'Institut Français d'Architecture.
- (11) Pierre Bourdeix, Directeur des Travaux de la Ville d'Armentières et membre de l'Union Internationale des Villes, "Urbanisme et régionalisme en France", in LE MOUVEMENT COMMUNAL du 13 mai 1919.

Reproduction de plans originaux ayant servi pour la Reconstitution officielle

Maison Immer-Klein - Colmar
maison d'habitation à 5 logements
à Landersbach
maître de l'œuvre

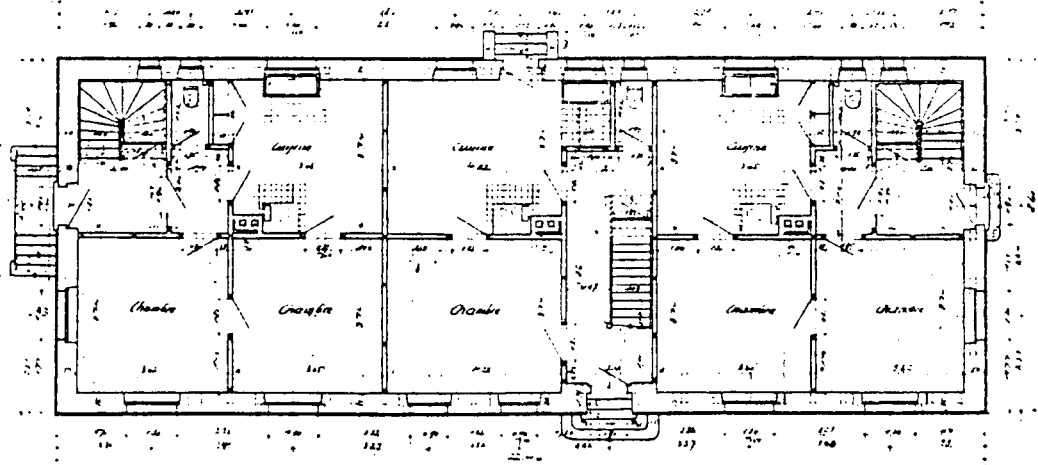
Feuille 7



Immer-Klein (Colmar). Maison d'habitation à Landersbach.
Arch. : Vœlckel et Wolff.

Maison Immer Klein Colmar
maison d'habitation à 5 logements
à Landersbach
maître de l'œuvre

Feuille 8



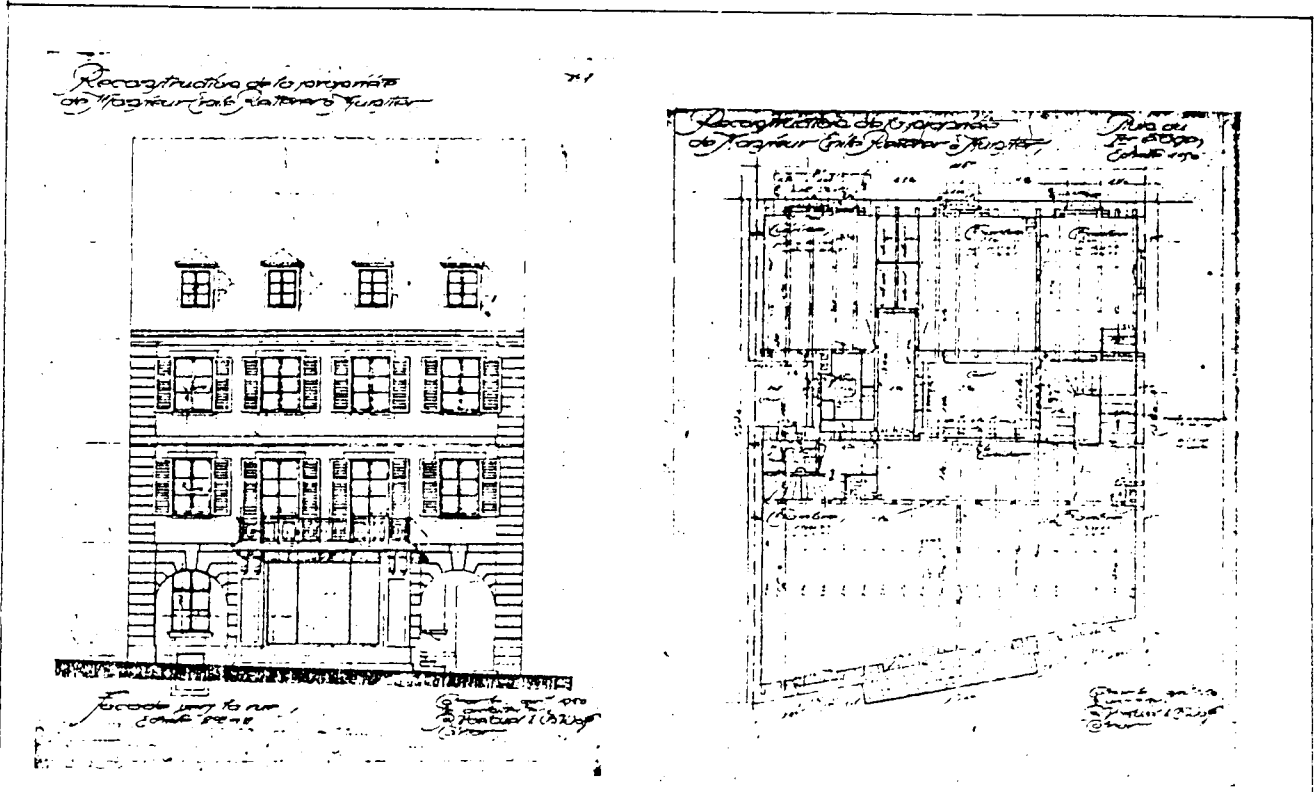
Plan du rez-de-chaussée

Urbanisme mai 1922
Landersbach 1ère commune
d'Alsace

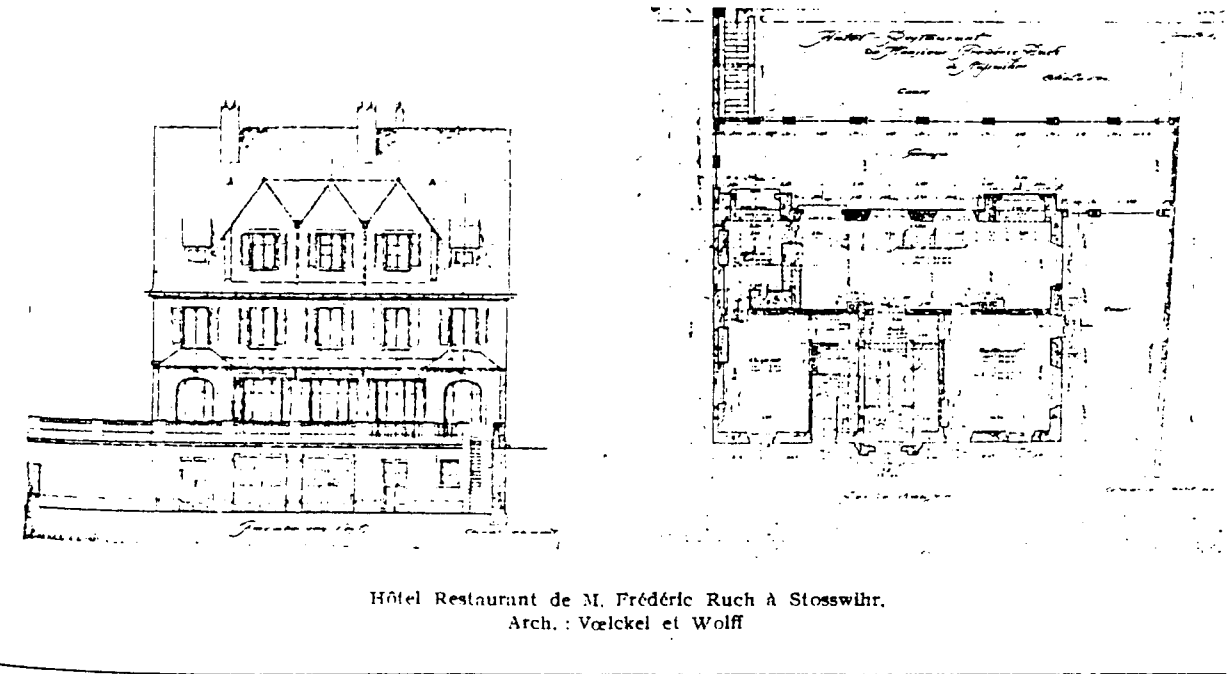
Feuille 8

Notes
L'ensemble des plans est établi sur les plans d'origine
qui ont été déposés au service de l'Urbanisme
de la commune de Landersbach le 15 mai 1922.
Les dimensions indiquées sur les plans sont
celles des murs extérieurs.
Les dimensions des pièces sont indiquées
dans les plans de coupe.

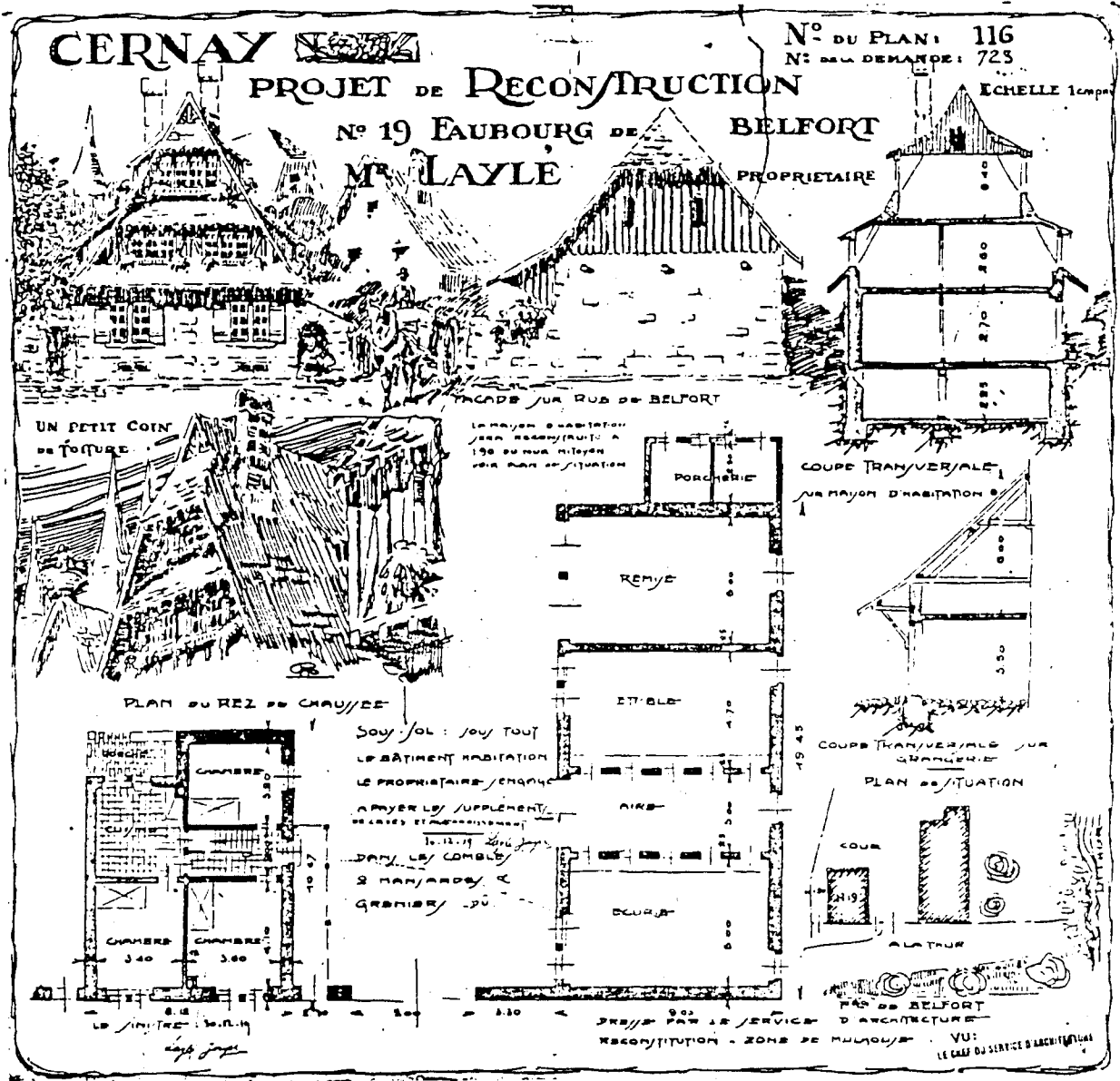
La Reconstruction en Alsace



Propriété de M. Emile Retterer à Munster.
Arch. : Vœlckel et Wolff.



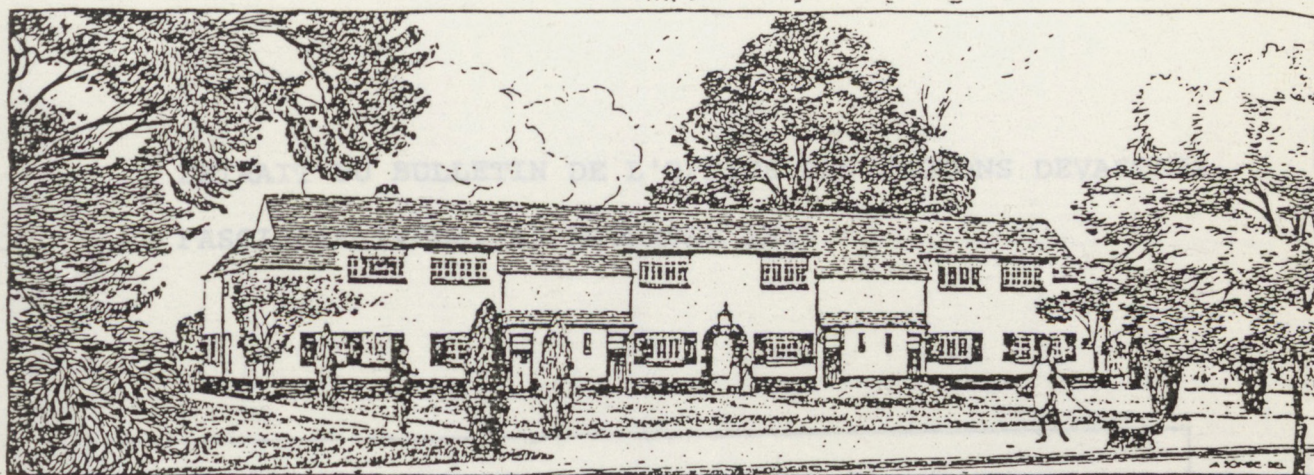
Hôtel Restaurant de M. Frédéric Ruch à Stosswihr.
Arch. : Vœlckel et Wolff



Plan dressé par le Service de Reconstitution (zone de Mulhouse) du 30 décembre 1929, pour l'immeuble Laylé J. à Cernay.

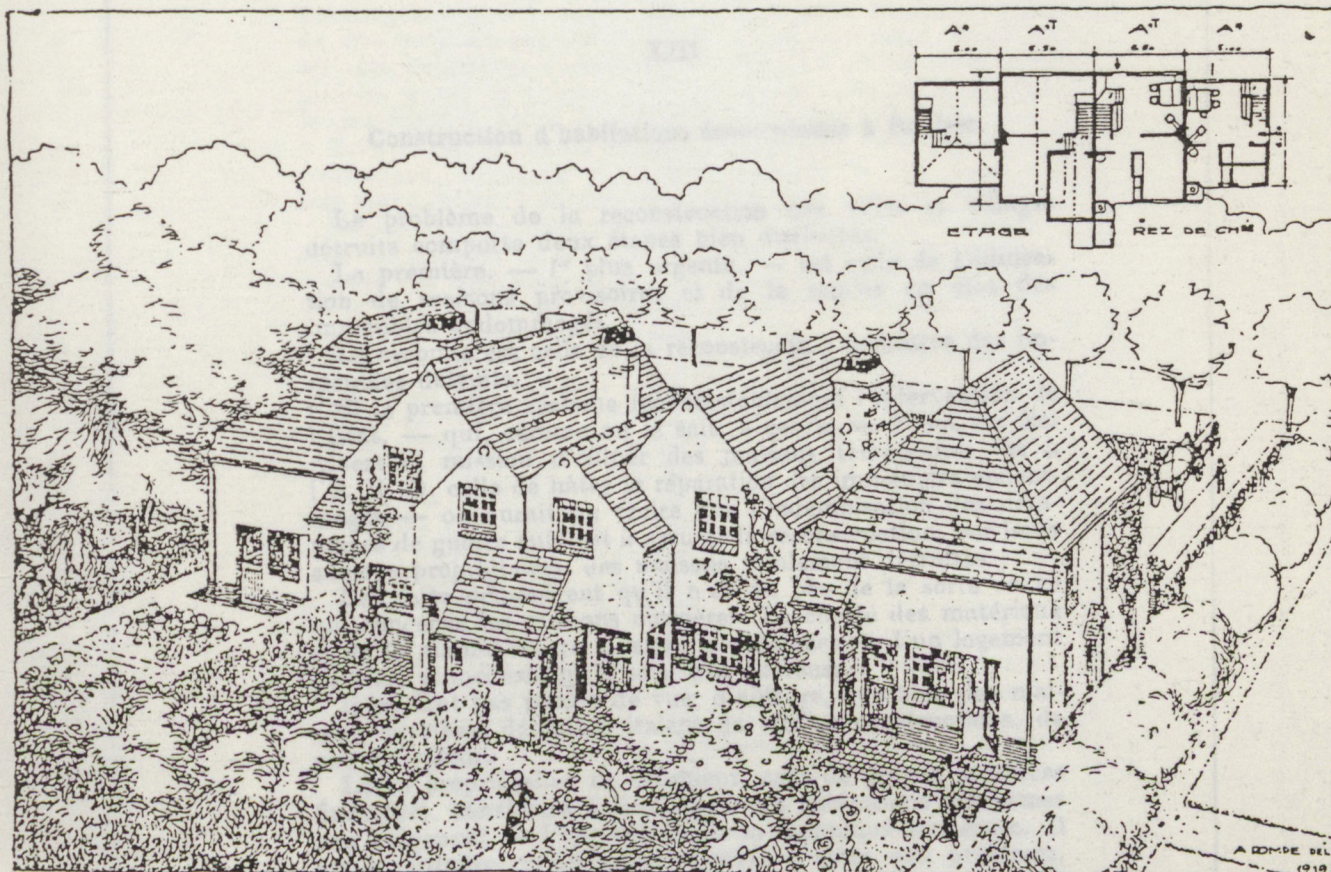
Planche extraite de "La Reconstruction en Alsace" de A Picard.

Un aspect de la Cité Batavia à Roulers
architectes: Pompe et Bodson 1919



HABITATIONS OUVRIÈRES • TYPES A¹ & A² COMBINÉS

LES ARCHITECTES • BODSON • POMPE • BRUXELLES
1919



HABITATIONS OUVRIÈRES • TYPES A¹ & A² COMBINÉS ••• LES ARCHITECTES BODSON • POMPE • BRUXELLES •
1919

La première cité-jardin expérimentale (100 maisons) édiée dans les Flandres belges dévastées. (A l'initiative de l'Office des Régions Dévastées).

EXTRAIT DU BULLETIN DE L'OFFICE DES REGIONS DEVASTEES
FASCICULE IVème. 15 NOVEMBRE 1919

XIII

Construction d'habitations économiques à Roulers.

Le problème de la reconstruction des villes et villages détruits comporte deux étapes bien distinctes.

La première, — la plus urgente, — est celle de l'édification de maisons provisoires et de la remise en état des immeubles endommagés.

La seconde est celle de la reconstruction définitive des immeubles détruits.

Si la première réclame incontestablement l'intervention de l'Etat, — qui, comme on le sait, a confié au Fonds du Roi Albert, la mission d'édifier des maisons temporaires, et à l'O. R. D. celle de hâter la réparation des immeubles endommagés — on aurait pu croire que l'indemnisation des dommages de guerre suffirait à assurer la reconstruction, par leurs anciens propriétaires, des maisons totalement détruites.

Les faits démontrent qu'il n'en va pas de la sorte en ce qui concerne les maisons ouvrières. La cherté des matériaux et de la main-d'œuvre a rendu la construction d'un logement ouvrier, si modeste qu'il soit, très onéreuse.

Il ne faut pas perdre de vue, d'ailleurs, que bien des maisons ouvrières détruites étaient de vieilles constructions, de peu de valeur.

Leurs propriétaires ne sauraient, sans de grands sacrifices financiers, construire à leur place des habitations conformes aux exigences de l'hygiène et de la technique modernes. Il est à craindre qu'un grand nombre d'entre eux préférera, dans ces conditions, renoncer à l'indemnité de remploi et chercher pour leurs capitaux des placements plus rémunérateurs.

Le problème du logement ouvrier dans les villes et villages sinistrés devient de ce fait angoissant. S'il n'était résolu rapidement, il pourrait — surtout en ce qui concerne les centres industriels — compromettre la renaissance de ces agglomérations.

Mais il ne faut pas se le cacher, la solution du problème

— 231 —

est malaisée. En effet, un examen, même superficiel de la question, permet de se convaincre que l'ouvrier à bas salaire ne saurait, au taux actuel de l'argent, payer le loyer d'une construction dont le coût dépasse 4 à 5,000 francs. Inutile de dire qu'il est impossible, dans ces circonstances, de fournir une habitation ouvrière à ce prix. La chose était déjà difficile avant la guerre; or, l'on admet généralement que la construction coûte aujourd'hui 300 à 350 p. c. plus cher.

Tout ce que la maison coûtera en plus sera, sous une forme quelconque, à charge de la communauté. Il y a donc un très grand intérêt à réduire ce supplément autant que possible.

Des économies considérables sont à réaliser en construisant les maisons en série et en mettant à profit les progrès réalisés ces dernières années — principalement à l'étranger — en ce qui concerne la construction des maisons et l'aménagement des quartiers ouvriers.

Quel est le prix de revient d'une maison ouvrière réalisée de la sorte. L'expérience seule pouvait l'apprendre.

M. le Ministre de l'Intérieur décida de la tenter à Roulers, par la construction d'un groupe de 100 maisons ouvrières. Il confia à l'O. R. D. le soin de réaliser cette œuvre.

Celui-ci s'en reporta, pour le choix d'un emplacement, aux indications des autorités locales, qui désignèrent un terrain situé au hameau de Batavia et réservé, d'après les indications du plan général d'aménagement de la ville, à la construction d'habitations ouvrières.

Ce terrain est délimité par la chaussée d'Ardoye et le boulevard de la Mandel, existants. Une artère importante, dont la création est projetée par la ville et qui est désignée sur le plan d'aménagement du quartier sous le nom de Boulevard Nouveau, délimite, avec les artères susmentionnées, un espace triangulaire de plus de 5 hectares.

Des rues nouvelles y ont été tracées de manière à respecter les maisons existantes et, autant que possible, les jardins qui y sont adjacents. On s'est conformé, en général, en ce qui concerne la voirie, aux principes qui sont admis dans l'aménagement des cités-jardins anglaises et qui veulent qu'on établisse une distinction bien nette entre les *grand routes* et les *rues d'habitation*. Les premières sont aménagées de manière à canaliser tout le trafic du quartier. Les rues d'habitation sont, au contraire, tracées de manière à ce que les véhicules ne soient pas tentés de s'y engager. Leur largeur est réduite, ce qui n'est pas préjudiciable; à une bonne hygiène, du moment que l'on veille à ce que les maisons soient bâties en recul de l'alignement, de telle sorte qu'il y ait une

232 —

distance suffisante entre façades. La partie carrossable de ces rues est constituée par une voie cendrée ou macadamisée, de très faible largeur. Les accotements sont gazonnés de manière à conserver à la rue un aspect champêtre et de diminuer les frais d'établissement.

L'espace dont on disposait à Roulers aurait permis de constituer des lots à bâtir d'une superficie d'environ 500 mètres carrés. Mais plutôt que de répartir ainsi uniformément entre les habitants du quartier, le terrain disponible, on a préféré donner aux jardins une superficie moindre, tout en conservant au centre des blocs une réserve, un champ de culture, subdivisé en petits lots.

Ces lopins, dénommés en Angleterre « allotments » et correspondant à ce qu'on a appelé, chez nous, des « coins de terre », sont destinés à être offerts en location aux ouvriers de la cité. Chacun d'eux en prendra ce qu'il veut, proportionnant ainsi l'importance de son jardin maraîcher à ses forces et à ses goûts. L'« allotment » facilite le lotissement des terrains et crée, au centre des blocs de maisons, une réserve d'air et de lumière.

Cette façon de lotir les terrains permet d'ailleurs de grouper davantage les maisons. Et ceci est nécessaire.

Car si, à première vue, il semble désirable d'assurer autour des habitations le plus d'espace libre possible, on a cependant été amené, d'une façon générale, dans les cités-jardins anglaises, à grouper les petites habitations ouvrières par blocs d'au moins deux maisons, généralement par blocs de six maisons ou même d'un plus grand nombre de maisons.

C'est une nécessité, tant au point de vue économique qu'au point de vue esthétique.

Les maisons isolées sont, en effet, considérablement plus coûteuses à construire. Elles sont souvent humides et difficiles à chauffer l'hiver.

D'autre part, la masse d'une habitation ouvrière est trop faible pour que l'on puisse, — lorsqu'une telle maison est isolée — lui donner une silhouette agréable et dont la répétition constante ne soit pas ennuyeuse.

Le quartier-jardin de Roulers prévoit des groupes de 2, 4 et 6 maisons.

Après avoir arrêté de la sorte les conditions générales de l'aménagement du quartier, il importait de fixer un programme pour la construction des habitations elles-mêmes.

Ici encore, il fallait se préoccuper avant tout du côté économique du problème.

— 233 —

Le prix de revient d'une habitation ouvrière peut être diminué :

- 1° En adoptant des dimensions aussi réduites que possible;
- 2° En adoptant des matériaux et des procédés de construction peu coûteux.

Ces questions ont été étudiées avec le plus grand soin.

On s'est demandé, en particulier, si le moment n'était pas venu d'adopter, en Belgique, les prescriptions réglementaires anglaises beaucoup plus larges que celles en vigueur chez nous.

Ces prescriptions sont résumées dans des manuels édités par le « Local Government Board ». Elles ont été adoptées par les nombreuses agglomérations construites par le Ministère des Munitions, et sont appliquées pour la construction des 500.000 maisons ouvrières que l'on construit en ce moment en Angleterre, avec l'aide financière et sous le contrôle de l'Etat.

Les points essentiels de ces prescriptions concernent d'abord la hauteur des locaux habités.

Les règlements de bâtisse imposent généralement chez nous une hauteur minimum de 3 mètres au rez-de-chaussée et à l'étage.

Partant du fait que la hauteur des chambres peut être beaucoup moindre quand il s'agit d'une habitation baignée d'air et de lumière (ce qui est le cas des quartiers-jardins), que lorsqu'il s'agit d'un appartement situé dans une rue étroite au centre de la ville, les règlements anglais n'imposent que 8 pieds, soit 2^m42, de hauteur, aussi bien pour le rez-de-chaussée que pour l'étage.

Lors de la construction de Hampstead, le premier faubourg-jardin de Londres, le « bill » voté par le Parlement anglais imposait ce minimum, en ajoutant :

« Une hauteur de 2^m42 est tout à fait suffisante au point de vue de l'hygiène et il vaut mieux laisser au public la faculté d'augmenter cette hauteur s'il le désire, plutôt que de l'y contraindre par un règlement. »

Cette hauteur d'étage est devenue depuis lors courante pour les habitations ouvrières et tous les hygiénistes anglais sont unanimes à déclarer qu'elle est plus que suffisante, le progrès devant être cherché dans la ventilation de l'habitation, non dans une augmentation du cube des chambres.

Une autre question de principe concerne la superficie des chambres.

— 234 —

Les spécialistes anglais sont également d'avis qu'une disposition rationnelle des locaux permet de réduire considérablement leur surface.

En particulier, en ce qui concerne les chambres à coucher, ils estiment qu'il est préférable d'avoir plusieurs chambres de faible dimension plutôt qu'un nombre moindre de chambres de plus grande dimension. Afin de rendre possible l'aménagement dans les habitations ouvrières d'une troisième ou d'une quatrième chambre à coucher, ils autorisent la présence d'une chambre de très petite dimension (fut-ce même une chambre de 6 mètres carrés seulement), pouvant d'ailleurs ne servir à la rigueur que de chambre d'enfant.

Un rapport officiel, qui fait autorité en la matière, dit à ce sujet

« Quoique nous soyons d'avis qu'une chambre à coucher devrait, pour bien être, avoir 7m²50 de surface, nous reconnaissons cependant que, dans bien des cas, on devra se contenter, en ce qui concerne la troisième chambre à coucher, d'une surface moindre, suffisante pour loger une seule personne. »

Il importait, évidemment, de se demander si, aujourd'hui que la construction d'habitations ouvrières est si coûteuse et rencontre tant d'obstacles, il ne convient pas d'adopter les minima des règlements anglais. Il est à craindre d'ailleurs que si l'on pose des exigences trop grandes en matière d'hygiène, on n'entrave et retarde la reconstruction définitive, obligeant de la sorte les sinistrés à hiverner dans des baraquements, où les conditions hygiéniques sont forcément défectueuses et présentent un réel danger pour la santé publique.

C'est en se plaçant à ce point de vue que, d'accord avec le service de santé et d'hygiène, les exigences en ce qui concerne la construction des habitations à édifier à Roulers, furent réduites aux suivantes : hauteur d'étage entre plancher et plafond : 2m⁷5 au rez-de-chaussée et 2m⁵0 à l'étage. La superficie de la chambre commune fut fixée à 14 mètres carrés, celle des chambres à coucher à 10 mètres carrés.

Ces données furent remises aux architectes au commencement du mois de septembre. Vers la fin du même mois, la construction des habitations était mise en adjudication. Afin d'arriver à un prix de revient aussi réduit que possible, toute liberté était laissée aux soumissionnaires de proposer l'emploi d'autres matériaux que ceux prévus aux métrés.

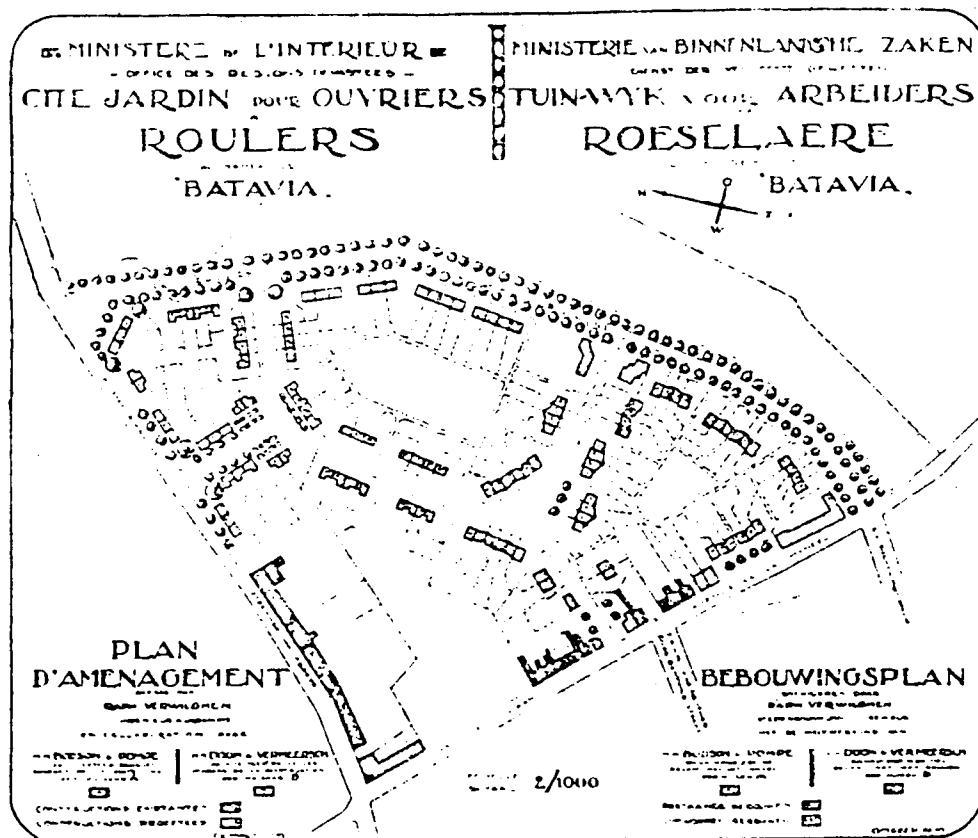
Cependant, à cause sans doute des prix avantageux auxquels les entrepreneurs avaient l'assurance de pouvoir se procurer aux magasins communaux les matériaux de con-

— 235 —

struction habituels, ce fut la brique dont la mise en œuvre fut offerte au moindre prix.

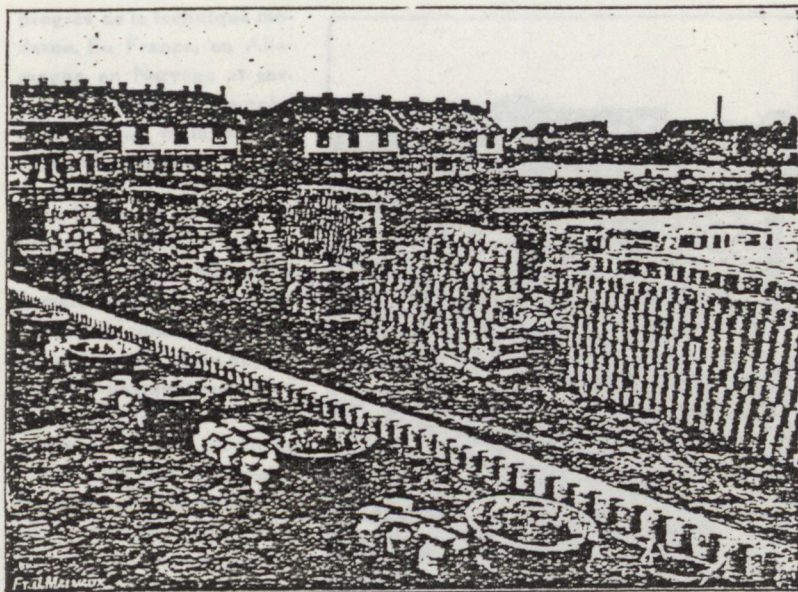
La construction des maisons fut adjugée à un prix moyen d'environ 10,000 francs. Comme les plans reproduits ci-contre le laissent voir, la plupart de ces maisons comprennent une chambre à coucher au rez-de-chaussée et deux chambres à l'étage. Certaines d'entre elles comptent même une chambre à coucher au rez-de-chaussée et trois chambres à l'étage.

Les travaux de construction ont commencé le 21 octobre dernier et doivent, aux termes du contrat, être terminés en cent vingt jours ouvrables.

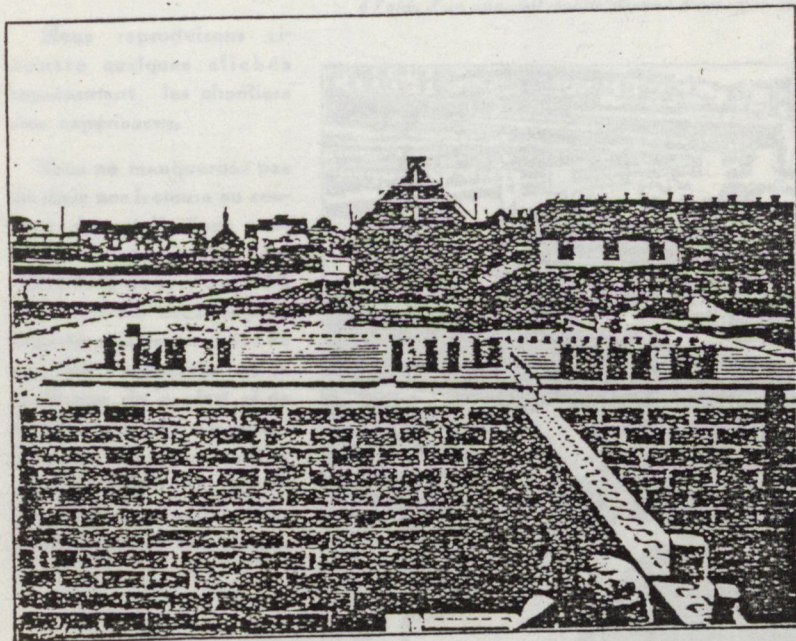


Dressé par
Raph. Verwilghen
ingénieur-urbaniste.

DE CONS LES NOUVEAUX MATÉRIAUX



Les murs sont construits à l'aide du « Bloc Enclavé » et le plancher en bloc creux système Moyse.



Murs construits à l'aide de « Blocs Enclavés ». — Ce cliché représente la pose de la première assise. — Le système du « Bloc Enclavé » consiste en l'emploi de blocs en béton à mortaises et tenons, permettant une élévation rapide, et dont la disposition laisse une circulation d'air intérieure.

Expérimentation de nouveaux procédés et matériaux de construction.

Dans le numéro du mois de juin de la Revue de l'Habitation à Bon Marché (1), a été publié le compte rendu de la cérémonie de la pose de la première pierre des maisons qui seront construites sous les auspices de la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché, sur le champ d'expérimentation des nouveaux procédés et matériaux de construction, situé à Anderlecht au quartier de la Roue.

Le fascicule du mois d'août reproduit le règlement programmé relatif à l'organisation de ces expériences, ainsi qu'un relevé des recommandations pour les participants et un questionnaire descriptif de chaque système de construction à mettre en œuvre.

L'intérêt que présentent ces expériences n'échappera à personne. Depuis de nombreuses années déjà, des inventeurs ont cherché à substituer, à la brique et à sa mise en œuvre lente et coûteuse, des moyens de construction plus rapides et mieux en rapport avec les

(1) Pages 134 et 135.

DE CONSTRUCTION

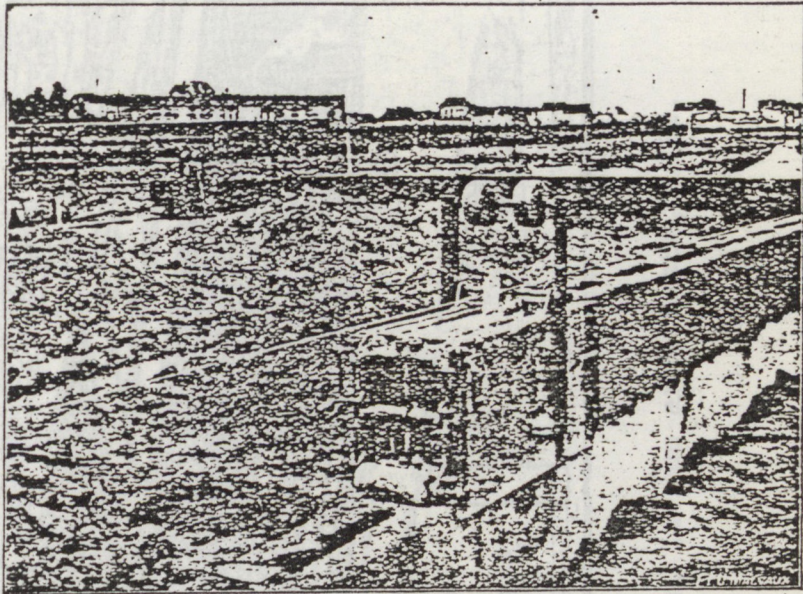
progrès de la technique moderne. En France, en Allemagne, en Norvège et surtout en Angleterre, l'emploi de nouveaux matériaux est déjà très répandu.

La Belgique se devait de suivre ses grandes devancières dans ce domaine. La Société Nationale dont le rôle est de construire à bon marché, a donc voulu apprécier pratiquement les divers systèmes de construction nouveaux et faire un choix parmi ceux qui lui paraissaient le mieux convenir au but poursuivi. Déjà, plusieurs firmes importantes du pays se sont mises à l'œuvre et ont érigé une trentaine de maisons en matériaux divers au quartier de la Roue.

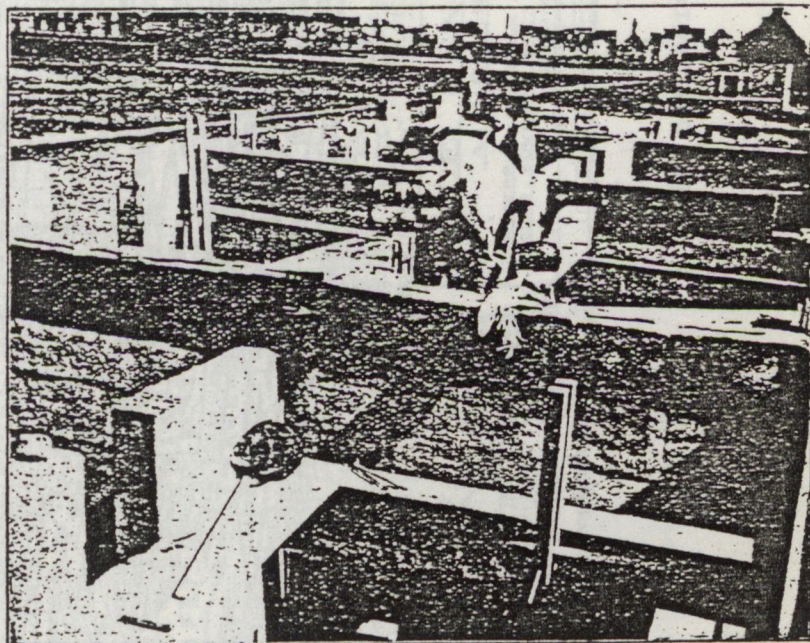
Nous reproduisons ci-contre quelques clichés représentant les chantiers des expériences.

Nous ne manquerons pas de tenir nos lecteurs au courant des réalisations nouvelles et du résultat des opérations du jury appelé à apprécier les constructions expérimentales au point de vue de l'économie, de la résistance, du confort et de l'hygiène. Ce jury est composé de techniciens qui se sont spécialisés dans l'art de la construction ou dans l'expérimentation des matériaux.

J. G.



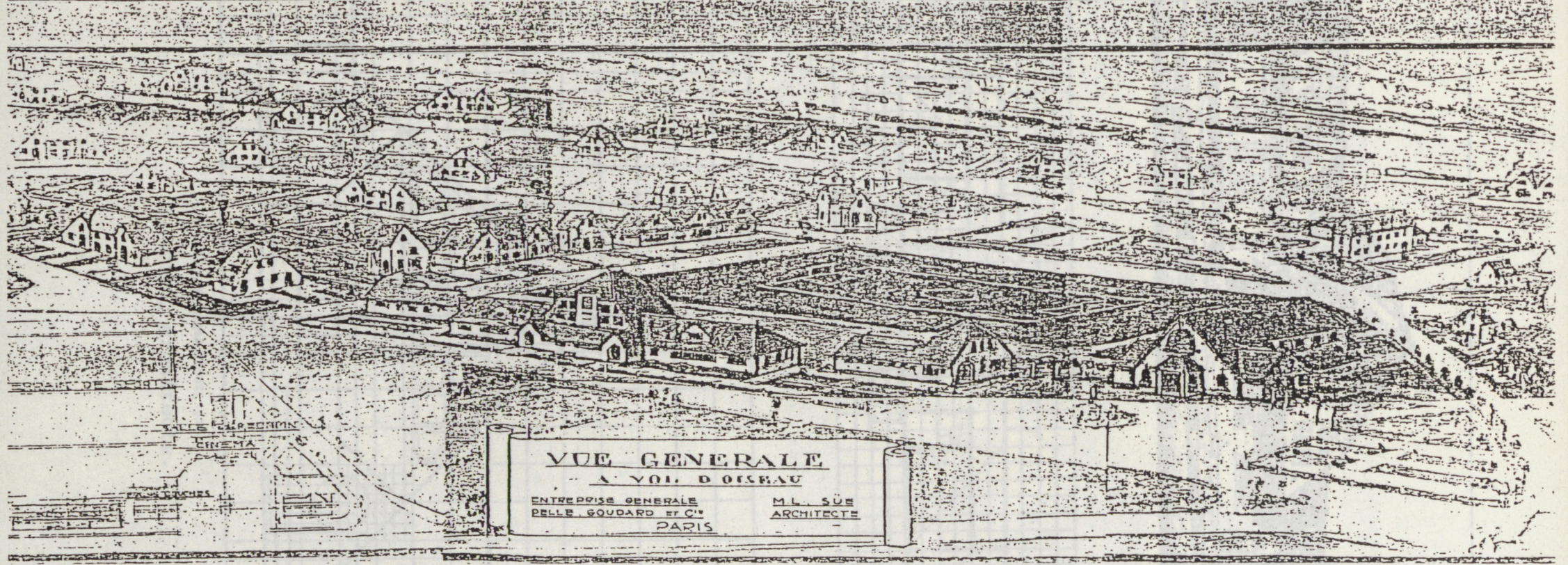
Murs construits à l'aide du système « C. D. L. » — Le cliché représente la position du moule pour la construction de la deuxième assise. — Le système « C. D. L. » consiste à ériger les murs en béton, directement à l'aide d'un appareil mobile, destiné à cet effet, et qui supprime l'emploi du coffrage.



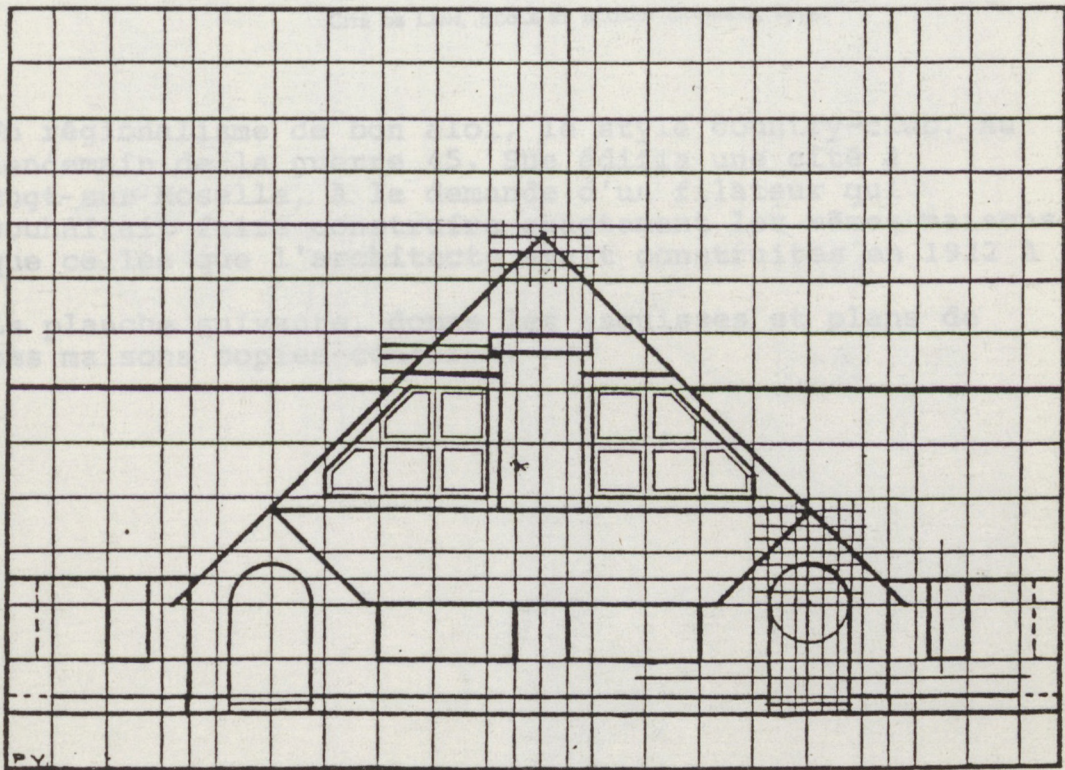
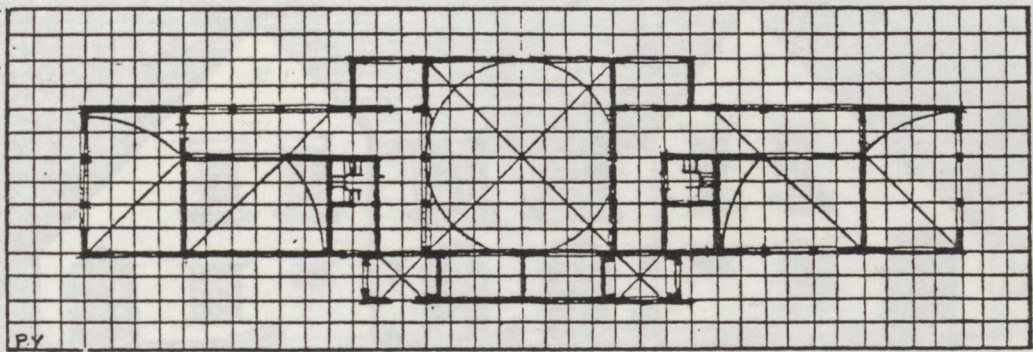
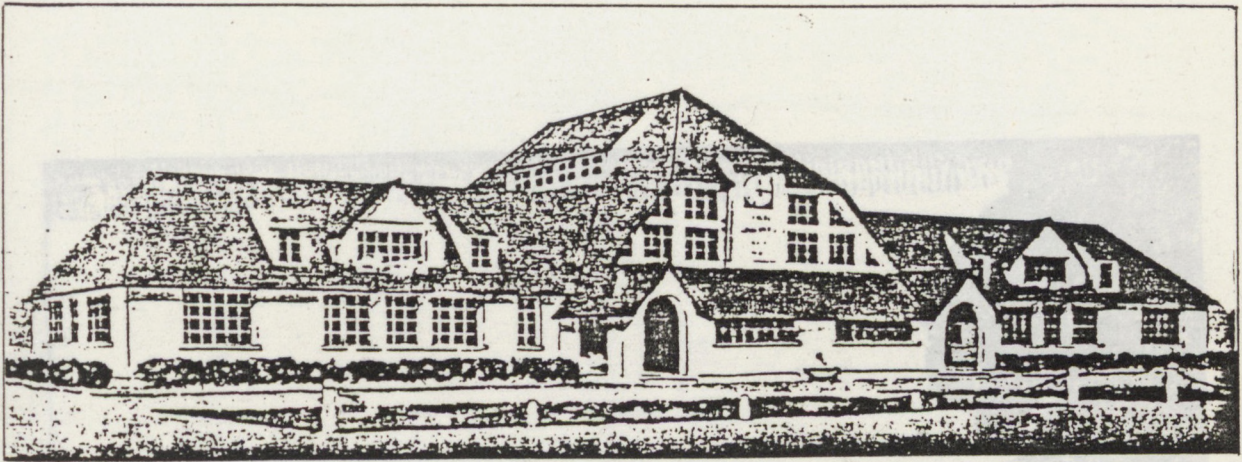
Murs construits à l'aide du système « C. D. L. »

Pages extraites du Mouvement Communal, 1921, pp 168 et 169.
La Cité expérimentale de la Roue à Anderlecht (1921) donne le coup d'envoi de la création d'une ceinture de cité-jardins autour de Bruxelles. Le chantier de la Roue servit à tester les matériaux et les mises en oeuvre.

MAGNIF. DES CHEMINS DE FER DU NORD CITE OUVRIERE DE LENS

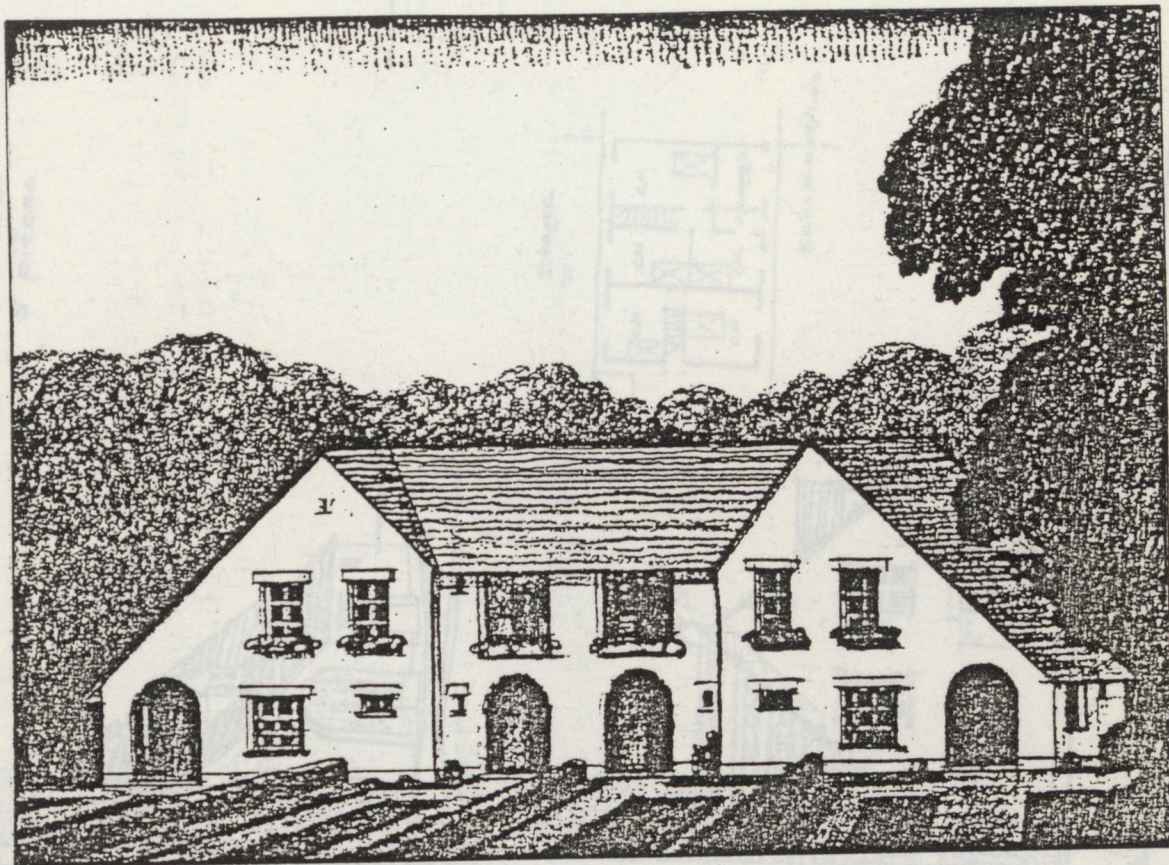


Cité ouvrière de Lens, L. Sue architecte, 1922.



CITÉ DE LENS, ÉCOLE MIXTE, 1922.

L. Sue , architecte.



CITÉ DE LENS, ÉCOLE ET MAISON OUVRIÈRE, 1922.

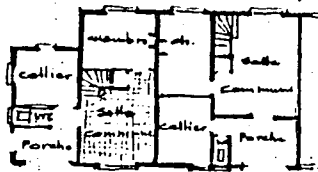
Un régionalisme de bon aloi, le style country-club. Au lendemain de la guerre 45, Sue édifia une cité à Rugt-sur-Moselle, à la demande d'un filateur qui souhaitait faire construire exactement les mêmes maisons que celles que l'architecte avait construites en 1922 à Lens.

La planche suivante, donne les esquisses et plans de ces maisons copies-conforme.

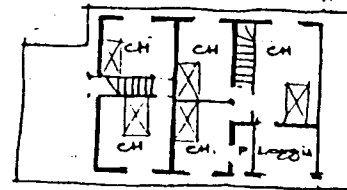
Groupe de 4 Logements.
 deux à 4 pièces
 deux à 5 pièces



Rez de Chaussée



Etage



Ech. 0.005/1.00



Ech. 0.01/1.00

M. LEBLANC - G. OUBÉ
 ARCHITECTES.

A CHAQUE PAYS SA MAISON

OU

L'ANALYSE IMPUISSANTE

A CHAQUE PAYS SA MAISON

TIBI, PATRI MEO,

MORTUO, IMMORTALI

QUI SOLUS MIHI, AMORE TUO,

VETERUM DOMORUM PULCHRITUDINEM APERUISTI!

Un peu avant la guerre, et pendant sa durée, on voit un certain nombre d'architectes parcourir la France et la Belgique en vue de relever, de mesurer les maisons et les villages pour "démontrer qu'il existe dans chaque contrée un style régional particulier, né des coutumes, des moeurs, du climat, de la lumière et caractérisé par l'emploi judicieux des matériaux du pays." (1). Minutieux et curieux passe-temps au moment même où les obus font voler en éclats la chose aimée, redécouverte. Ces émules de Mérimée et du baron Taylor poursuivent leur tâche sans relâche, accumulant les croquis, les dessins mesurés pour aboutir pendant et dans l'immédiat après-guerre à la publication d'un certain nombre d'ouvrages, généralement édités avec soin et destinés à "persuader doucement le public de l'immensité de son deuil et à lui suggérer le respect dans l'avenir pour ces vieux logis de la ville et des champs qui abritaient sous leurs auvents l'âme éternelle de nos anciennes provinces" (2). L'architecte en chef de la Banque de France, Defrasse, n'hésitera pas à prendre la direction, sous sa houlette maîtresse et vigilante, de la campagne de relevés mise en oeuvre par la Société des Architectes Diplômés par le Gouvernement. Tâche monumentale par son ampleur et à laquelle font échos de non moins méritants pèlerinages aux sources à l'exemple des magnifiques volumes consacrés à la province du Luxembourg que publie en janvier 1917 le Comité Provincial de Secours et d'Alimentation du Luxembourg.

Deux architectes qui devaient connaître une certaine réputation usèrent ainsi leurs semelles sur les chemins des Ardennes Belges, Jules Gobbert, lauréat du concours et auteur du Mont-Des-Arts à Bruxelles, et Théo Clément, ancien associé de Pompe et Bodson, qui s'installait au Vésinet à partir de 1923 et participait activement à la construction de la cité-jardin.

En 1937, Eileen Tatton Brown signe un des articles du recueil édité par Clough Williams-Ellis (l'architecte de Portmérion) sous le titre de "Britain and the Beast", une enquête menée par 26 auteurs, comprenant 332 pages et éditée chez Dent à Londres. L'auteur Mrs Brown, intitule son essai "Notes pour une conférence sur l'aménagement du territoire qui sera donnée en l'année 1987". Cette prophétie commence par une interrogation sur la raison pour laquelle l'art de bâtir les villes (town planning) devient un problème accepté et reconnu après la guerre 14-18. Était-ce une réaction naturelle après un conflit sanglant et résumée dans le slogan "un pays aménagé pour que les héros puissent y vivre, s'y sentent bien", ou y avait-il une raison plus substantielle à cet intérêt pour le sujet? Pour l'auteur qui rappelle le contenu des lois anglaises de 1935 et 1937 sur la circulation, c'est cette dernière qui est effectivement à la base du premier décret d'art urbain en Angleterre en vue de tenter les effets de la motorisation et de ses corollaires : le développement des rubans bâtis le long des routes et la construction d'édifices élevés dans les centres urbains. Mais pour l'auteur, l'art de bâtir les villes à cette époque n'était encore une science que dans le nom, ne s'appuyait sur aucun principes, sur aucune méthode et ses traditions dérivait essentiellement de l'art des jardiniers-paysagistes français du 17ème siècle. Le town-planning au lendemain de la guerre et face

aux problèmes industriels relevait, toujours selon Mrs Brown, d'une attitude négative car liée à l'art.

Dans le même ouvrage H.J. Massingham pose la question de l'héritage du passé et de la restauration de la prospérité des villages. Celle-ci ne peut renaître, à son avis, de la mécanisation mais seulement à partir de méthodes de redécouverte et de restauration en harmonie avec l'environnement actuel et s'appuyant sur l'esprit vivant des anciennes communautés. Les moyens devant en être d'un côté la coopérative qui emprunte, achète et vend et de l'autre, les terrains alloués. Les mesures de protection des sites par voie d'acquisitions publiques étant à rejeter absolument (the evil is within) au profit de la résurrection du génie du lieu qui a nourri et fortifié l'ancien village. Le problème des campagnes et des villages étant inséparable des problèmes de l'homme de la campagne.

L'attitude conservationniste anglaise devant le problème de la détérioration des sites et paysages par l'industrialisation est d'envisager le problème dans sa globalité pour proposer des solutions à cette échelle (3), de la ferme au tracé d'une nouvelle route, du simple cottage au parc naturel. Une position qui tranche avec celles de leurs collègues français confrontés brutalement à partir de 14 aux destructions massives et qui pensent d'abord à l'image aimée des "pays", des provinces indépendamment de toute méthode pour la restituer.

Léandre Vaillat (4) déplore qu'il ait fallu la guerre pour que l'on découvre en France qu'il y avait aussi l'architecture avec un petit a, et il fait porter le chapeau aux "maîtres les plus distingués de l'Ecole des Beaux-Arts" (5). Mais reconnaît aussitôt que c'est grâce à eux qu'il a pu réaliser l'exposition régionale qui s'est tenue en janvier 1917 aux Galeries Manzi. "Par eux, cette doctrine

essentiellement nationale conquiert l'orthodoxie, par eux, elle devient un programme d'enseignement officiel..." (6). On comprend l'optimisme forcé et diplomatique de Vaillat si l'on sait qu'il est secondé dans son travail de mise en valeur des richesses architecturales régionales par André Ventre, futur collaborateur et associé de Henri Sauvage, architecte de la tranchée des Baionnettes, qui à travers 80 dessins (conservés par le Service des Archives des Monuments Historiques) commente les maisons des "pays". Brillante démonstration iconographique qui prend appui sur la vue perspective préférée au géométral qui accuse trop les défauts de la construction. La perspective présente l'oeuvre dans son milieu, en fait une masse architecturale travaillée par la lumière et l'ombre, l'éclairage déterminant des valeurs relatives. Une réflexion sur la manière d'appréhender un édifice rural, qu'affineront vingt ans plus tard - littérature de guerre oblige - Jacques Doyon et Robert Hubrecht dans leur désormais célèbre ouvrage " L'architecture rurale et bourgeoise de la France". Un chapitre est consacré aux masses et à leur classification et commence par un constat : " l'ordre est le point de ralliement de l'architecture artisanale et de l'architecture classique. " C'est d'une mise en ordre et d'une discipline souvent intuitive que les maisons anciennes tiennent leur caractère de pérennité, qui non seulement empêche qu'on s'en lasse, mais les fait apprécier de plus en plus".

Au-delà même de la beauté expressive des dessins de Ventre et de la chaleur du playdoyer, le texte de Vaillat, pierre d'achoppement de tous les ouvrages traitant du revival régionaliste, pose que "les gens du peuple, non la race exceptionnelle et noble, sont par nature, des braves gens aux vertus moyennes. Mais cette mise en évidence de la vertu du milieu ne donnera cependant lieu en France

à des développements théoriques similaires à ceux d'un Tessenow en Allemagne. La littérature abonde de généralités régionalistes généreuses et évoque avec nostalgie un paysan idéal, comme Marie-Antoinette avait son hameau (en Angleterre la barre sera placée un cran au-dessus et on évoquera plutôt l'image du countryman, le père, qui par son autorité morale domine les campagnes).

"Les plus humbles" de Léandre Vaillat s'arrêtent ainsi "devant une belle charpente, un beau mur, un toit à la proportion, une fenêtre, une cheminée bien placée, et choissent en pensée le refuge de prédilection" (7). Par une audacieuse extrapolation l'auteur voit dans le sinistré une catégorie historique, "les gens du peuple", évidemment "ahuris" devant les chef-d'oeuvres, mais ambitionnant - juste consentement de leurs sacrifices - de retrouver un abri de toujours qui évoque " un costume, un patois, des usages, des intérêts, un ensemble de traditions partiques et sentimentales; une construction qui prononce le nom d'un vieux pays de France". Car empruntant les pas du géographe Paul Vidal de la Blache (1845-1918) Vaillat n'hésite pas à redessiner les divisions administratives de la France. Il redécoupe les dix départements des régions occupées par les Allemands en huit provinces. La guerre, pense-t-il, en imposant ses véhémentes leçons peut faire oublier "les suggestions médiocres de la politique". La guerre, "sans parler des positions choisies par les généraux, qui sont en somme d'excellents géographes, sans parler de la terre remuée en creusant les tranchées et qui a révélé aux hommes le sol de la France, (sans parler des) ruines accumulées par l'occupation, la confusion pendant quelques mois des frontières départementales auront suffisamment convaincu Monsieur tout le monde de ce fait que l'on pouvait se passer des catégories qui semblaient, il y a trois ans, ineffaçables".

Dans un bel élan capétien, Vaillat pour qui le régionalisme n'a jamais été envisagé en France que d'une manière futile, propose l'application systématique à son étude des méthodes de la géographie humaine. On n'a pas soupçonné dit-il " l'importance et la fécondité d'une telle théorie, dans toutes ses ramifications". Le département est l'antonyme de la région, il fait bon marché de la loi des attractions locales, il crée des divisions hors nature. Par contre les anciennes provinces " contiennent plus de vérité" et "s'accordent dans beaucoup de cas avec la réalité" car la nature du sol détermine en quelque manière les directions de la politique et même le caractère des habitants". Mais mieux encore que la province, dont les frontières sont quand même liées au hasard des ambitions politiques, c'est la contrée naturelle, jalonnée par la géologie et vérifiée par l'instinct des habitants qui définit le plus justement la région. Ni département, ni même province, mais une France des "Pays" ou "campagnes" qui délimités permettront le développement fécond du régionalisme français.

Les voyages pittoresques et romantiques de l'ancienne France (1820-1863) du baron Isidore Justin Severin Taylor (1789-1879 prédécesseur de l'illustre Mérimée et au demeurant son collègue puisque Inspecteur des Beaux-Arts depuis 1838; ces voyages donc - en fait, des enquêtes minutieuses auxquelles participent les meilleurs artistes du temps : Ingres, Violet-le-Duc, Géricault, Fragonard, Aimé et Louis Duthoit pour la Picardie - se situaient dans un contexte doublement favorables, d'une part le sentiment du progrès industriel en marche posait le thème du paysage millénaire menacé qu'il fallait enregistrer sans tarder (cfr les enquêtes héliographiques), d'autre part, ils cadreraient parfaitement avec le mouvement de libération romantique

alors en plein développement.

Au lendemain de la guerre 14-18, les conditions sont bien différentes; celle-ci n'a pas entraîné un mouvement de revendications politiques et sociales contre ses causes, le processus d'industrialisation apparaît toujours comme ne devant jamais finir et de plus, l'heure est au rationalisme, au taylorisme (oh! ironie patronymique) et n'est vraiment pas à la reconsidération des valeurs antiques. L'ouvrage de Léandre Vaillat, choisi ici pour son caractère exemplatif - un témoignage de l'esprit du temps - illustre la faiblesse des théories régionalistes. Opposer la nature (la terre, les vents, les intempéries, les métiers artisanaux, ...) à la reconstitution industrielle des pays dévastés relevait ni plus ni moins de l'ingénuité. Cela d'autant plus que sortant d'une magnifique apocalypse industrielle, le monde pensait que puisqu'il y avait eu enfer, il y avait inévitablement un paradis, un envers. Il ne faudrait évidemment pas classer l'ouvrage de Vaillat et les autres du genre au magasin des accessoires démodés. Ces ouvrages ont non seulement des qualités documentaires exceptionnelles mais ils ont presque toujours le mérite de soulever des questions qui devraient faire aujourd'hui l'objet d'approches méthodologiques, cela à la lumière d'objectifs aux finalités plus complexes et visant à un universel basé sur plus de liberté et moins de soumission. Car si l'itinéraire intellectuel de Vaillat et des régionalistes en général passe toujours par la visite studieuse du "musée des provinces de France", ils savent toujours qu'en fin de compte "les demeures nouvelles ne seront pas tout-à-fait semblables à celles d'autrefois, que leurs toits, leurs masses formeront des figures familières, qui paraîtront avoir été là depuis toujours". Concept moderne s'il en est, mais qu'il ne faut que poser sans tenter aucune théorisation. Vaillat, par l'évocation d'une image cadrée

"On les reconnaîtra de loin, de même qu'on reconnaît à la texture plus qu'au dessin la dentelle de Malines, de Valenciennes ou de Bruges") (8), Vaillat ferme la voie qui conduirait à cerner une idée force, celle du familier et son corrélat l'habitude (de habiter). Des concepts dont l'actualité projectuelle n'a cessé d'être et qui défient toujours quiconque s'attache à définir une méthode qui assimile le meilleur d'hier afin d'assumer, lors des périodes charnières, l'indispensable retour en arrière :

" Le retour en arrière signifie donc la réappropriation des concepts, des idées écartées, brisées par l'époque actuelle ... dans un monde qui sous l'emprise du capital a pris pour emblème la devise : "tout est subjectif", des concepts tels que la beauté, le confort, la solidité, l'organicité de l'homme s'assoupissent dans les méandres du zonage. C'est pourquoi lorsque nous affirmons qu'il est possible de retourner en arrière, nous voulons dire précisément que dans le souci d'une saine architecture, il faut retrouver ces concepts... une chose est certaine; quand on pratique le retour en arrière, l'effet produit (indépendamment de nos désirs) va au-delà de l'imitation et du décalquage des teintes d'une civilisation passée; objectivement, il devient réappropriation d'une plate-forme conceptuelle perdue qui relance la construction du savoir " (9).

Mais en l'absence d'une réflexion globalement contradictoire au phénomène d'industrialisation de toutes les facettes de vie - dont la guerre n'était qu'une forme d'expérience directe et brutale - ; en cette absence, les bilans, les analyses scrupuleuses, les relevés scientifiques, les appels à une moralité des régions ou des provinces, ne pouvaient que rester sans écho, pire, laisser accréditer

la thèse - le temps d'une seconde guerre mondiale et de l'extermination en laboratoire cette fois des hommes - que puisque la victoire n'avait pas créé l'effet de parousie attendu, la défaite , physique et morale, devait créer l'occasion de la résurgence. L'idée régionale jouait décidément de malchance.

NOTES

- (1) In la note introductive aux quatre volumes de dessins et relevés d'édifices de la Province du Luxembourg publiés en janvier 1917 par le Comité provincial de secours et d'alimentation du Luxembourg.
- (2) Léandre Vaillat, La Maison des Pays de France. Les provinces dévastées (Flandres, Artois, Picardie, Ile de France, champagne, Lorraine, Alsace) illustré de 80 dessins de André Ventre, architecte en Chef des Monuments Historiques, chez Flammarion. s.d.
- (3) Cfr dans le même ouvrage l'essai de réforme législative et juridique de Patrick Abercombie, qui est à l'Angleterre ce que Poète est à la France et Werner Hegemann aux Etats-Unis.
- (4) op. cit., Léandre Vaillat
- (5) op cit., Leandre Vaillat, page 14
- (6) op. cit., Léandre Vaillat, page 14
- (7) op. cit., Léandre Vaillat, page 12
- (8) op. cit., Léandre Vaillat, page 15
- (9) Aurélio Mercuri, dissertation sur des catégories conceptuelles, Archives d'Architecture Moderne, n° 26, 1983.

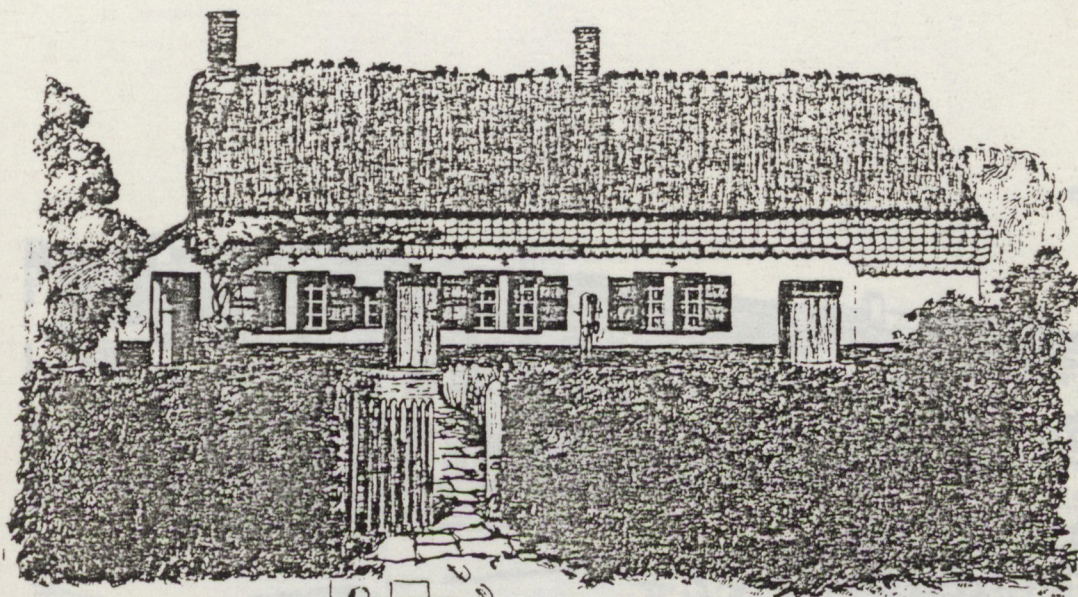
MAISONS DES PROVINCES DEVASTEES

dessins de André Ventre

architecte en chef des Monuments

Historiques

Les 80 dessins, une sélection, que publie Léandre Vaillat sont au dire de l'auteur: largement traités dans l'ensemble, lisibles de loin, les traits essentiels gravement accentués à la manière des gravures sur bois. Bref une approche pédagogique que réchauffe le plaisir que prend l'homme de métier à redécouvrir des pratiques anciennes et à les illustrer par des détails, une corniche, un décor de chambranle ... Il parvient, nous dit Vaillat, à force de sympathie à rendre sensible la saveur d'un ouvrage dont la beauté rude et tendre est faite de sollicitude, de métier lentement acquis, de proportions, de respect à l'égard d'autrui et de la nature.



MAISON AVEC ATELIER..

.. HABITATION RURALE ..
 .. DANS FERME NI TERRES ..



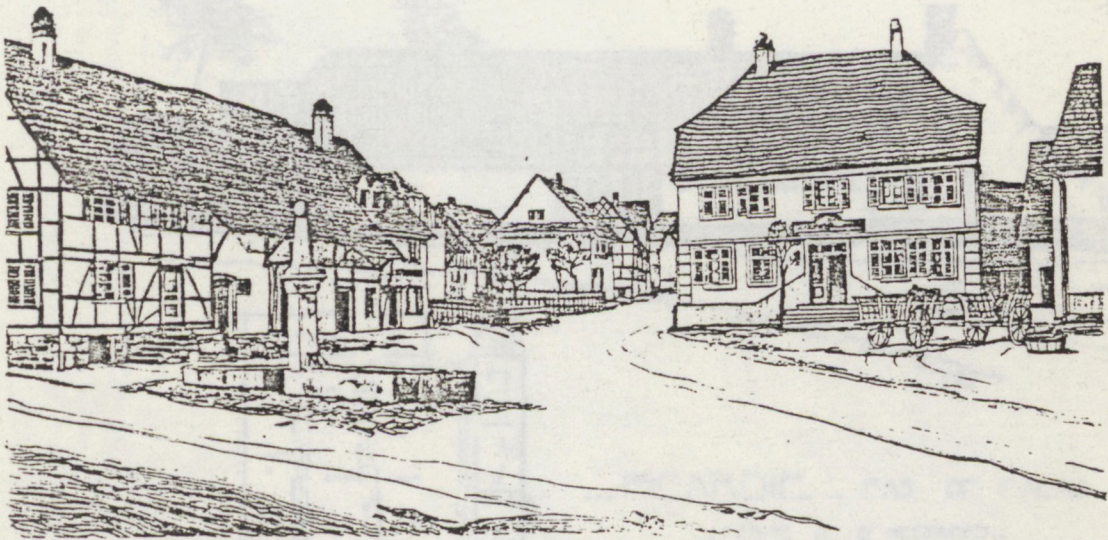
LES FLANDRES ... NORD...

... WALLON-CAPPEL ...

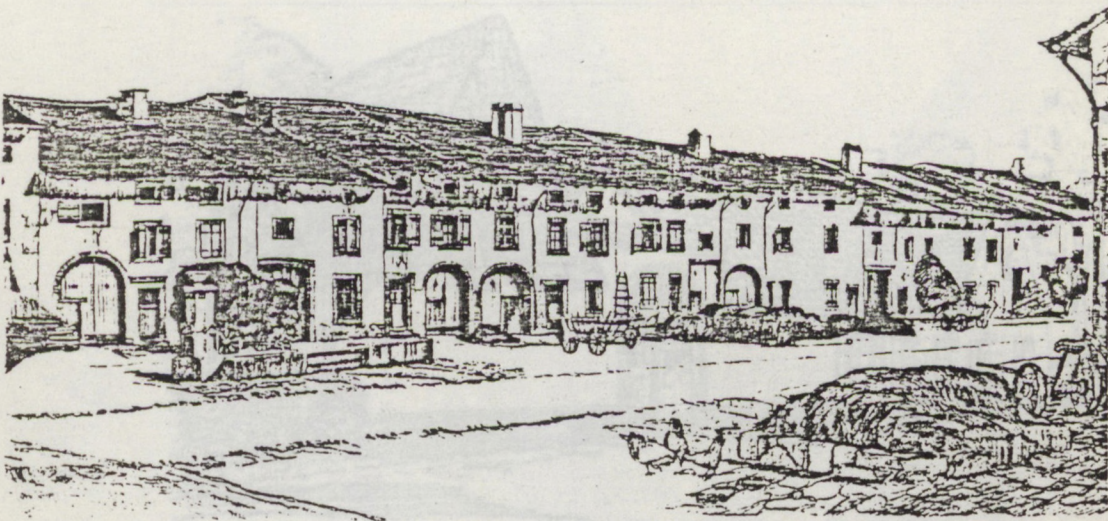
706 PARIS

1. — FLANDRE (Nord) : WALLON-CAPPEL. — Habitation d'ouvrier agricole. L'habitation se compose de la salle commune, avec cuisine et laverie, à l'arrière, côté nord, et de deux autres pièces.

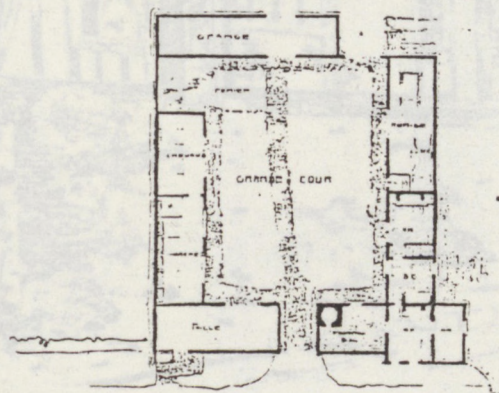
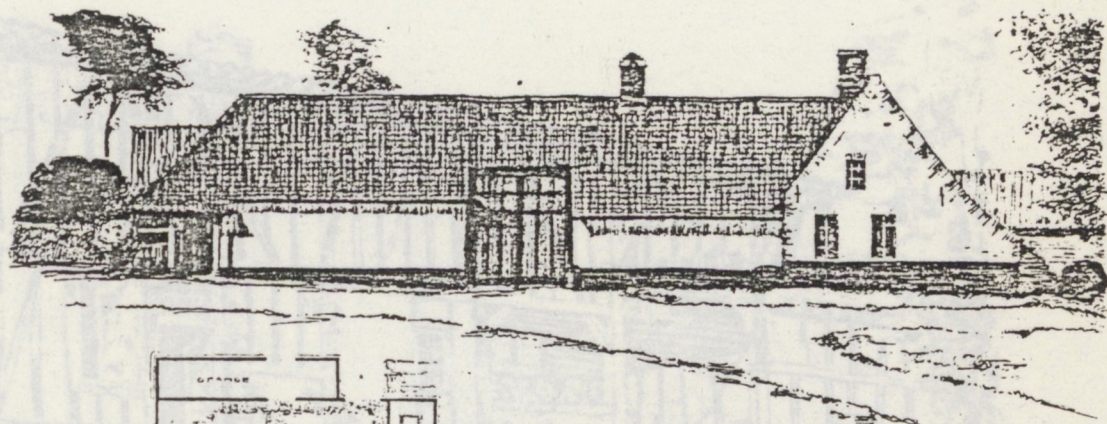
Les dépendances sont très peu importantes : le four à pain, accolé contre la maison, une petite grange et une cabane à porcs et à poules, l'ensemble formant une seule construction. — Le potager s'étend seulement entre la route et la maison. — Le soubassement est construit en briques passées au goudron tous les ans, à cause de l'humidité du sol. — Rez-de-chaussée en pans de bois et torchis entièrement badigeonnés de chaux. — Couverture de chaume avec la partie basse en panne formant saillie abritant la maison.



50. — ALSACE RECONQUISE. — X***. — Les maisons sont disposées dans le village de façon irrégulière et sans mitoyenneté. — Maisons hautes à pignon. — Murs du rez-de-chaussée en pierre des Vosges. — Etages en pans de bois apparents; le remplissage entre poteaux est maçonné et enduit à la chaux. — L'ensemble est couronné d'un grand toit assez incliné couvert de petites tuiles plates ou à écailles. — De grandes cheminées traversent les couvertures et la plus élevée attire les cigognes, oiseaux légendaires et respectés.



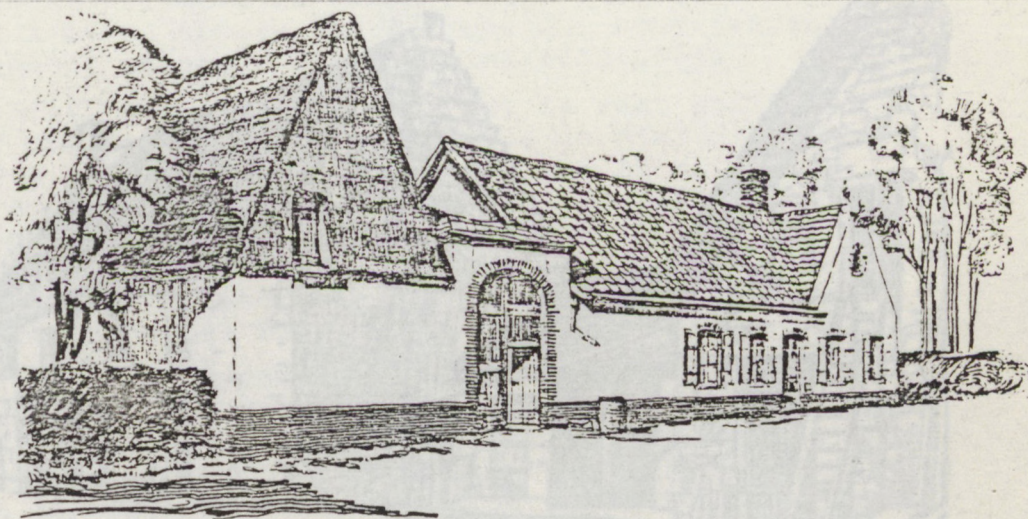
60. — LORRAINE (*Meurthe-et-Moselle*) : SÉRANVILLE, près Gerbéviller. — La particularité des habitations de cette partie de la Lorraine, c'est qu'elles se disposent toutes en mitoyenneté étroite, le long de la grande rue principale du pays, celle-ci atteignant jusqu'à 35 à 40 mètres de largeur. Le devant des maisons sert au dépôt des voitures, instruments aratoires et des fumiers, l'étroitesse des cours rendant impossible l'entrée des voitures tout attelées. — L'habitation se compose d'un grand rez-de-chaussée comprenant trois pièces en épaisseur, au premier étage le complément de l'habitation, et le surplus à l'usage de greniers. — Grand toit bas couvert en tuiles dites « romaines », couvrant la totalité des habitations, écuries et cours. Jamais de lucarnes et une seule souche par maison. — Les constructions sont érigées en pierre dure du pays : le restant en petits matériaux enduits.



...PICARDIE . PAS DE CALAIS ...

.. FERME DE 10 HECTARES ..
SURFACE BÂTI 3 ARS 8 CTS
JARDIN 6 ARS

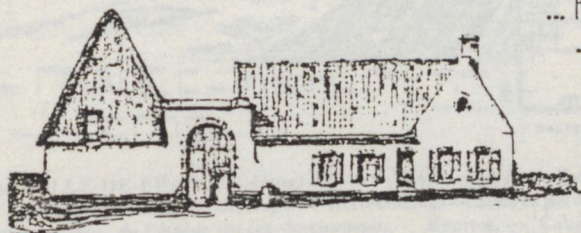
22. — PICARDIE (*Pas-de-Calais*): VALHUON. — Type de ferme picarde des plus répandus dans la région. — Cour fermée. — Habitation en aile avec le minimum de jours sur rue. — Les trois autres côtés occupés par les granges, écuries, étables.



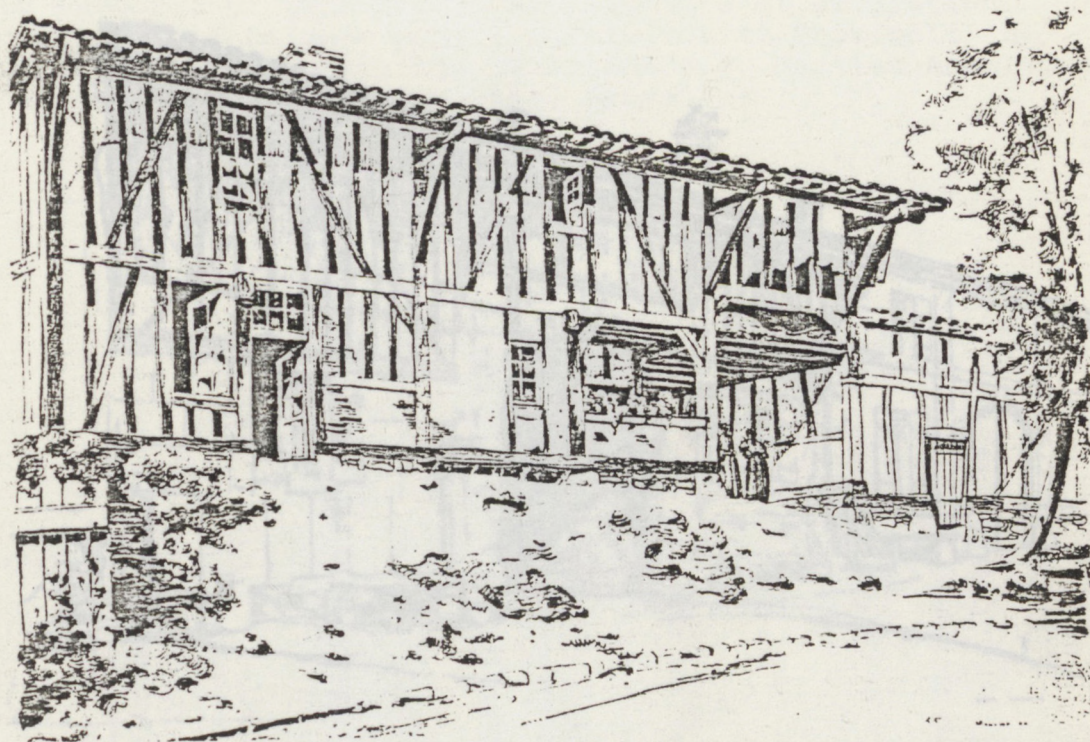
...PICARDIE ...

.. PAS DE CALAIS ..

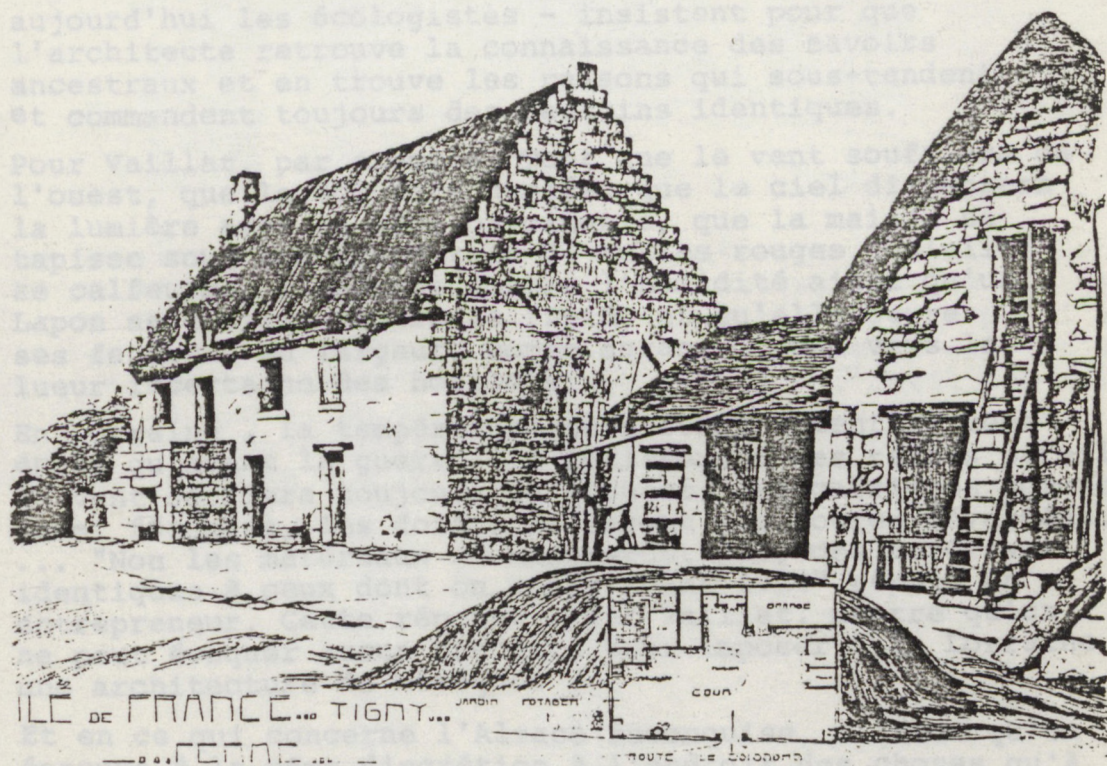
WALHUON
PETITE FERME
DE 5 HECTARES



23. — PICARDIE (*Pas-de-Calais*): VALHUON. — Ferme picarde de construction plus moderne, mais conservant toujours le même principe : minimum de fenêtres sur rue et cour fermée.

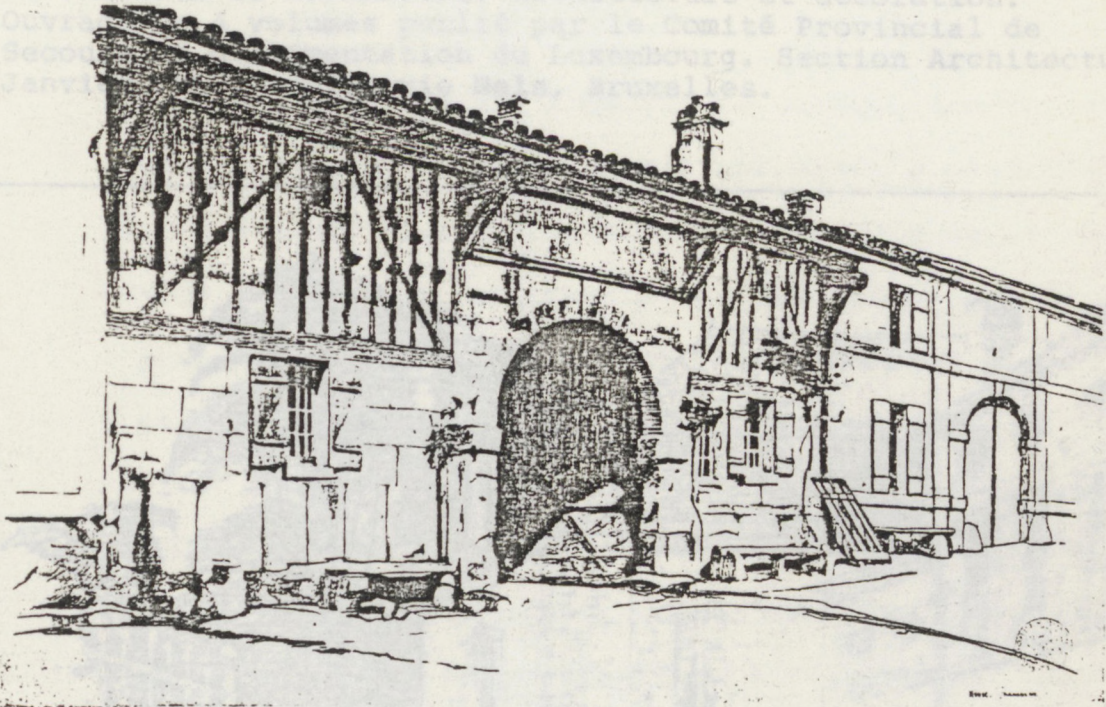


45. — CHAMPAGNE (*Marne*) : MAURUPT. — Excellent type de ferme champenoise. — A droite, l'entrée de la ferme et de ses dépendances ; à gauche, l'habitation. — Soubassements en pierres ou moellons. — Construction en pans de bois. — Les toits, très peu inclinés dans cette région, sont couverts en tuiles dites « romaines ».



36. — ILE-DE-FRANCE (*Aisne*) : TIGNY (*Soissonnais*). — Type de petite ferme. — Habitation au premier étage. — Salle commune avec alcôve, à l'arrière-cuisine. — Sous le perron, cave et, à la suite, four à pain. — L'autre chambre au-dessus de l'étable du rez-de-chaussée. — Ecuries. — Cabanes à porcs, à poules. — Grange. — Potager et près à la suite. — Construction entièrement en pierre, celle-ci très abondante dans la région. — Cave voûtée en pierre portant le dallage de la salle commune.

L'architecture de métèque ne passera pas !



64. — LORRAINE (Meuse) : RANCOURT. — Type de maison des mieux conservées du village. — Habitation des enfants à droite du portail principal et des grands-parents à gauche. — Le premier étage est uniquement occupé par les granges. — L'habitation se compose de deux pièces en épaisseur. — Cour autour de laquelle sont disposées les étables, écuries; au fond, grange prenant la totalité de la largeur du terrain.

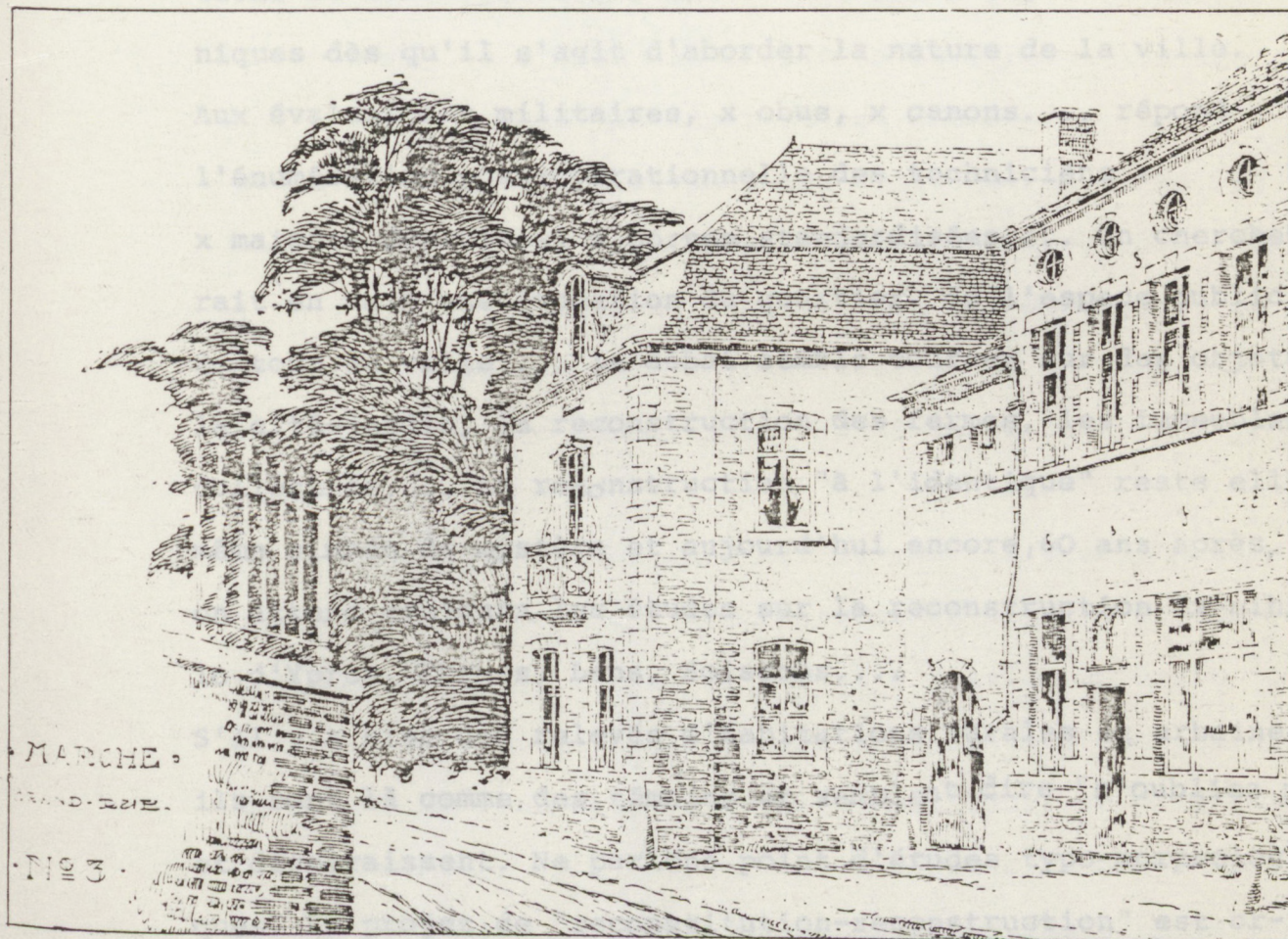
Les régionalistes par fait de catastrophe - on dirait aujourd'hui les écologistes - insistent pour que l'architecte retrouve la connaissance des savoirs ancestraux et en trouve les raisons qui sous-tendent et commandent toujours des desseins identiques.

Pour Vaillat, par exemple, "Tant que le vent soufflera de l'ouest, que le sol sera humide, que le ciel dispensera la lumière avec la même parcimonie, que la maison se tapisse sous son grand toit de tuiles rouges, qu'elle se calfeutre, s'enduisse contre l'humidité ainsi qu'un Lapon se graisse contre le froid, et qu'elle ouvre ses fenêtres en largeur, comme autant d'yeux vers la lueur incertaine des horizons..."

En Lorraine, la température sera sensiblement la même après qu'avant la guerre; le lotissement des terres pareil; le vent soufflera toujours de l'ouest; les carrières seront aussi fécondes, les forêts ne seront pas toutes dévastées, ... "Non les matériaux ne manqueront pas, des matériaux identiques à ceux dont on usait avant 1914" répond un entrepreneur. Cette réponse, dit Vaillat, montre qu'on ne peut évoquer aucun prétexte pour imposer à la Lorraine une architecture de métèques ...

Et en ce qui concerne l'Alsace reconquise, il faut qu'on éprouve "la même discrétion à l'endroit des choses qu'à l'endroit des gens" Autrement dit il faut éviter de franciser l'architecture alsacienne dans cette province où l'on aimait les formes régionales et où, nous dit Vaillat, on riait du herr maire quand il s'inclinait trop bas devant l'autorité allemande. (in L. Vaillat, op cit.)

La PROVINCE DE LUXEMBOURG, Architecture et décoration.
Ouvrage en 4 volumes publié par le Comité Provincial de
Secours et d'Alimentation du Luxembourg. Section Architecture
Janvier 1917, imprimerie Nels, Bruxelles.



Une des 200 planches destinée "à démontrer qu'il existe dans chaque contrée un style régional particulier, né des coutumes, des moeurs, du climat, de la lumière et caractérisé par l'emploi judicieux des matériaux du pays.... et à rappeler aux artisans que leur devoir est d'être inventifs et que l'outillage moderne ne doit en aucun cas supprimer la personnalité... et que l'aspect des objet mobilier doit avoir une relation étroite avec le genre de vie de ceux qui en font usage.

EPILOGUE

La littérature sur les dommages de guerre, les reconstitutions ou reconstructions sont d'une manière générale laconiques dès qu'il s'agit d'aborder la nature de la ville. Aux évaluations militaires, x obus, x canons..., répond l'énumération post-opérationnelle des techniciens : x maisons détruites, x portes standardisées,... On chercherait en vain une évocation du quartier, de l'espace public, du tour de ville,... le débat semble tourner sur des objets : la cité-jardin, la reconstruction des fermes, les immeubles collectifs,... La reconstruction "à l'identique" reste elle-même nimbée de mystère et aujourd'hui encore, 60 ans après, on attend toujours les études sur la reconstruction ex-nihilo d'Ypres, Furnes, Lens, Soissons,...

S'il y a bien des relevés d'habitations rurales et urbaines ils sont là comme des témoins et semblent dire "n'oubliez pas" et disparaissent. Ne parlons point d'études typo-morphologiques. Le projet de "reconstitution-reconstruction" est orphelin de théories, comme si la guerre avait pris au dépourvu. Mais il n'avait fallu que quelques nuits blanches à l'ingénieur Maia pour rédiger un mémoire précis, un cadre à la reconstruction de Lisbonne. C'est, croyons-nous, dans la nature de cette guerre, la première du genre, qu'il faut chercher les raisons de la confusion, du désarroi projectuel qui en suivit et fut masqué par la frénésie normative. Cette guerre industrielle porte sa mauvaise conscience. Le nivellement du sol, son labourage par l'acier aurait entraîné l'oubli, le refoulement.

On conjure le souvenir de la guerre par l'imitation de la guerre. Par des stratégies de reconstruction menées à l'échel-

EPILOGUE

le du territoire. On veut assister les sinistrés avec autant de fougue que l'on avait mis à faire se battre les hommes, on dresse des cartes de la répartition des magasins communaux, on répartit les matériaux,...

Quelques siècles auparavant, une ville détruite, se reconstruisait avec ses propres forces, on empruntait l'argent à une ville voisine, on chassait les étrangers, on attirait la main-d'oeuvre qualifiée, ... et en quelques années tout était reconstruit; force de la culture artisanale.

La première guerre mondiale oblige pour la première fois une solidarité morale à l'échelle de la planète Europe/ Usa. Au sortir de 14-18, le sinistré possède un droit nouveau. La volonté individuelle n'est plus l'exception, le moteur de l'effort, réservée au meilleur, au plus fort, au plus habile, elle est, qu'on le veuille ou non, d'application générale. Le revers de cette carte patriotique par trop sollicitée est inscrit dans les milliers de monuments aux Morts éparpillés dans toutes les villes et communes de France. Ils sont l'expression de ce droit. Il y aurait alors une reconstruction de la revanche dirigée contre l'ennemi (il paiera, il doit payer) mais aussi par extension contre les injustices ——— d'un passé qui a un visage urbain ou rural. Le Corbusier, esprit lucide, avait vu tout le risque d'une telle attitude, toute la veulerie, la désillusion qu'elle pouvait charrier : "Il faut reconstruire pour les hommes et non pour l'argent".

EPILOGUE

Dans ce sens la grande aventure de la reconstruction, des dommages de guerre, n'aura été favorable ni au renouvellement de la tradition, ni au développement de la modernité. Ce qui fut la plus grande opération urbanistique et architecturale du XXème siècle n'alimenta pas le débat architectural. On s'en débarrassa comme d'une mauvaise pièce, une tragédie petite-bourgeoise.

Tiré à 100 exemplaires
25 octobre 1983
Paris - Bruxelles -